SERIALS DIVISION

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – N° 13873 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 5 SEPTEMBRE 1989

L'Eglise catholique divisée

La querelle qui vient d'éclater entre quelques-unes des personnalités les plus marquantes de l'épiscopat européen montre l'étendue du trouble dans lequel se trouve l'Eglise catholique, à propos d'Auschwitz et de son encombrant carmel. Une semaine exactement après avoir prononcé sur les juifs les propos les plus indélicats jamais entendus depuis le concile Vatican II dans la bouche d'un haut responsable catholique, le cardinal Glemp, primat de Pologne, vient en effet de récidiver dans un entretien avec le quotidien italien « la Repubblica ».

Et de quelle manière ! Mettant directement en cause leur « compétence » de négociateurs, il s'en est pris cette fois aux cardinaux de sa propre Eglise qui, depuis quatre ans, n'ont pas ménagé leur peine pour tenter de dénouer ce contentieux judéo-catholique, le plus grave depuis la guerre : Mgr Macharski, successeur du futur Jean-Paul II au siège de Cracovie, qui a autorité sur le territoire d'Auschwitz, et trois autres cardinaux, ceux de Paris, de Lyon et de Bruxelles, c'est-à-dire de pays où la communauté juive a subi l'enfer des camps.

La vigueur de leur réplique et leur résolution d'appliquer les accords signés en 1987 à Genève laissent peu de doute sur la réalité d'un conflit qui divise désormais l'Eglise catholique, que seule une intervention du pape pourrait résoudre.

En réclamant la renégociation des accords, en qualifiant de « scandaleuse » l'exigence de départ des carmélites, en contestant la représentativité des négociateurs, tant juifs que catholiques, le primat de Pologne fait voler en éclats le consensus, encouragé par Rome, qui avait été laborieusement élaboré pour éloigner les religieuses du camp d'Auschwitz. On en était venu à oublier que la seule faiblesse de cet accord est qu'il a été discuté et signé... en dehors de la Pologne, où l'on ne plaisante jamais avec les questions de fierté religieuse et nationale.

La déclaration du chef de l'Eglise catholique polonaise est incompréhensible. Si le primat exprime brutalement son mécontentement d'avoir été dépossédé d'un dossier qui dépasse sans doute le seul cadre d'Auschwitz et du diocèse de Cracovie, il ne redoute pas d'affronter le pape qui, discrètement, prêche la modération. De retour du Vatican, où il avait été convoqué la semaine dernière, le cardinal Macharski devait annoncer des mesures d'apaisement. Le primat lui a grillé la politesse.

En niant, contre l'avis des documents les plus officiels, que l'actuel carmel figure bel et bien à l'intérieur des limites du camp d'Auschwitz, devenu en 1979 monument du Patrimoine mondial de l'UNESCO, et donc inviolable, Mgr Glemp ne craint pas d'apparaître objectivement comme le complice des autorités communistes. Celles-ci n'ignoraient rien en effet de ce détail apparent de localisation lorsqu'elles ont cédé en 1984 le bâtiment contesté à l'Eglise catholique et aux religieuses carmélites.

Les déclarations de Mgr Glemp lui avaient déjà attiré des critiques – ce qui est rarissime dans un pays comme la Pologne, où l'on ne touche pas au primat – au sein même de Solidarité et chez les intellectuels catholiques. Ces divergences internes au catholicisme polonais font le jeu des adversaires de Solidarité, à l'heure où celui-ci s'apprête à faire le difficile apprentissage du pouvoir. Elles montrent surtout combien l'Eglise polonaise a peine à trouver sa place dans le nouvel équilibre politique du pays.

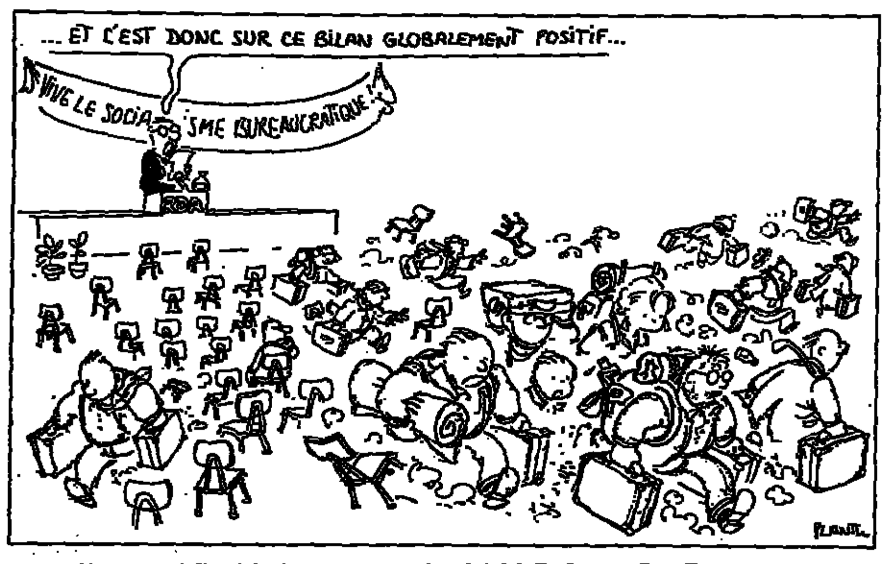
(Lire nos informations page 10 et les « Débats » page 2.)

M 0147 - 0905 0- 4,50 F
3790147004500 09050

Tension entre Budapest et la RDA

Des milliers d'Allemands de l'Est vont passer de Hongrie en RFA

Les responsables de la Croix-Rouge, qui doivent assurer le transfert en RFA des Allemands de l'Est réfugiés en Hongrie, ont annoncé, dimanche 3 septembre, que cette opération commencerait « dans la semaine ». Le nombre des candidats au départ est d'au moins cinq mille. Il pourrait atteindre vingt mille selon certaines estimations. Plusieurs camps ont été aménagés pour les accueillir en Bavière. Cet exode massif provoque une tension dans les relations entre Budapest et Berlin-Est, où ne se manifeste aucune volonté de souplesse.



Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial à Budapest, Luc Rosenzweig

Le projet de budget pour 1990

La hausse de l'impôt sur la fortune compensera l'incitation à l'épargne

Le projet de budget pour 1990 sera rendu public mercredi 20 septembre. Outre une progression sensible des dépenses publiques (+ 5,5 % au moins) et des créations de postes de fonctionnaires (7 000), le budget comprendra des mesures fiscales concernant la TVA, la taxe d'habitation, l'impôt de solidarité sur la fortune, l'impôt sur les sociétés, les incitations fiscales à l'épargne investie dans le logement, la fiscalité des obligations. L'alourdissement de l'ISF compensera les avantages accordés à l'épargne.

La difficulté pour MM. Rocard et Bérégovoy était double : poursuivre l'allègement de la fiscalité entamée depuis plusieurs années tout en continuant de réduire le déficit budgétaire, ce qui n'est pas aisé avec des dépenses publiques augmentant fortement ; donner aux réductions d'impôts une coloration sociale, ce qui n'est pas non plus facile alors que la préparation du marché unique de 1993 impose à la France d'abaisser la fiscalité des revenus de l'épargne, notamment celle des obligations, actuellement taxées à 27 %. Une mesure qui évidemment bénéficiera pour une bonne part aux Français aisés, voire très aisés.

M. Rocard déclare, dans un entretien avec *le Point*, que la majorité des gouvernements conservateurs actuellement au pouvoir dans les pays de la CEE ont une conception de la fiscalité qui n'est pas la sienne : laisser les gens gagner de l'argent n'importe comment, ne pas taxer le capital ni ses revenus – ou presque, – ne pas mettre en place des systèmes de contrôle satisfaisants. Il n'empêche que la France doit s'aligner, « *négocier fermement des compromis fiscaux* », déclare le premier ministre, « *parce qu'il y aurait une effrayante irresponsabilité à tirer argument de la situation d'aujourd'hui pour bloquer la construction européenne* ». « *Nous avons besoin de l'Europe* », rappelle M. Rocard, à l'adresse notamment de ceux qui, au sein du Parti socialiste, s'indignent de tous les cadeaux qui sont faits ou vont être faits aux revenus de l'épargne. On n'a pas tellement apprécié parmi les militants du PS la permission de créer des SICAV de capitalisation (1).

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 43.)

(1) Les revenus tirés des OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobilières), c'est-à-dire notamment les SICAV, pourront être imposés comme des plus-values taxées à 17 % et non plus comme des revenus taxés à l'impôt sur le revenu. Pour les ventes inférieures à 288 400 francs par an les plus-values seront même complètement exonérées.

Rentrée pour près de treize millions d'élèves

L'hydre des programmes scolaires

Les maîtres de l'enseignement élémentaire et secondaire ont rejoint leur établissement, lundi 4 septembre, précédant les élèves de vingt-quatre heures. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, est l'invité de l'émission télévisée « L'heure de vérité », lundi soir, sur Antenne 2. Cette rentrée 1989 est marquée par le début d'application de la loi d'orientation sur l'éducation votée par le Parlement avant les vacances.

par Frédéric Gaussen

M. Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard, a placé l'application de la loi d'orientation sur l'éducation en tête des « *travaux d'Hercule* » qui attendent le premier ministre cette année. Il n'a pas précisé à quel exploit herculéen il assimilait cette tâche apparemment surhumaine.

Mais sans doute est-ce plutôt à l'hydre de Lerne, – dont il fallait trancher les sept têtes à la fois pour les empêcher de repousser – qu'il songeait. C'est ce qui semble résulter de cette déclaration de M. Jospin, au Sénat le 27 juin : « *Mon objectif est de réduire et progressivement de supprimer, un à un, les obstacles qui empêchent notre système éducatif de fournir toujours une réponse clairement adaptée. Supprimer un de ces « points noirs » peut paraître chose mineure. En supprimer des dizaines constitue un changement fondamental.* »

Ce sont bien en effet des dizaines d'obstacles que devra affronter le gouvernement, s'il veut atteindre le but qu'il s'est fixé : transformer un système éducatif profondément élitiste en une école de masse, capable, comme le prévoit l'article 3 de la loi, de « *conduire d'ici dix ans l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du certificat d'aptitude professionnelle ou du brevet d'études professionnelles et 80 % au niveau du baccalauréat* ».

Sans doute la nation n'a-t-elle pas encore pris clairement conscience de la révolution – ou, comme le dit le ministre, du « *changement fondamental* » – que représente cette ambition. Cet objectif de promotion collective de la jeunesse s'oppose en effet radicalement à la logique et à la tradition de notre système scolaire, fondées sur la sélection précoce d'une élite de très haut niveau.

(Lire la suite et le reportage de JEAN-JACQUES BOZONNET dans le Jura : « Une école sauvée par une petite annonce », page 12.)

M. Rocard met en garde le PS
« Quand on fait sauter la caisse, on en a pour longtemps à se serrer la ceinture »
PAGE 8

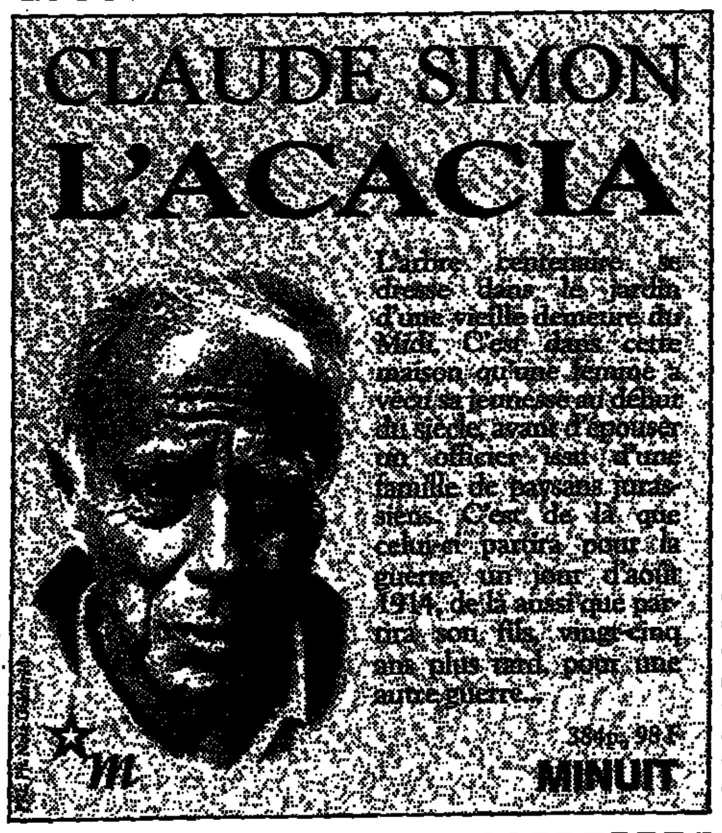
Grève générale à Bakou
Le Haut-Karabakh est au bord de la guerre civile, déclare un dirigeant soviétique
PAGE 4

Commerce nippo-américain
Les négociateurs des deux pays entament un « marathon »
PAGE 43

La guerre de la drogue en Colombie
Les trafiquants poursuivent leur campagne de terreur
PAGE 6

Peugeot lance la 605
Le marché européen « haut de gamme » est visé
PAGE 43

Le sommaire complet se trouve page 48



Le cinéma d'une ville folle

On tourne à Hongkong

Malgré leur avenir incertain, et en attendant pour 1997 les Chinois de l'autre Chine, les cinéastes de Hongkong tournent film sur film. Diffusion prioritaire en Asie du Sud-Est et dans la diaspora.

HONGKONG
de notre envoyée spéciale

Pour qui aime les films d'action, les polars frénétiques dans lesquels les tueurs tirent des deux mains – croisées – sans même regarder et bien entendu sans manquer leur cible, laquelle ne se décide pas à mourir avant la dix-septième décharge de mitraillette dans le corps ; pour les amoureux de cette sorte de violence totalement irréaliste, et pourrait-on dire féérique, Hongkong est tout simplement paradisiaque.

Mort avec Bruce Lee, le style kung-fu n'est plus défendu que par Jackie Chan, et encore sans la moindre ambiguïté sur le mode ironique. A la place déferlent ces fameux polars (certainement moins nocifs sur le plan de la morale que les *Platoon*, et autres *Full Metal Jackett*, parce que se moquant totalement de la crédibilité, et ne cherchant aucun alibi de prétendue dénonciation), des comédies tonitruantes et quelques mélos, des légendes avec truquages, cascades, apparitions de figures ricanantes ou menaçantes.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

ÉCONOMIE
– La gestion de l'emploi en Europe
– La chronique de Paul Fabra : « Partageons, partageons »
Pages 19 à 22

SPORTS
– L'Open de tennis des Etats-Unis
– La fin de la tournée des rugbymen étrangers en Afrique du Sud
Page 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

Débats

Le carmel d'Auschwitz

La prétention à l'universel de l'Eglise polonaise

par PATRICK MICHEL (*)

PEUPLE martyr durant la seconde guerre mondiale, terrain privilégié de l'extermination des juifs par les nazis, pièce majeure du glacis soviétique à l'issue du conflit, la Pologne est aussi le lieu d'une résistance obstinée à la soviétisation, dont la sanction est l'actuelle émancipation du pays. De cette émancipation, la désignation, en 1978, d'un pape polonais a constitué une étape, comme elle symbolisait la réussite d'une Eglise à la pointe du combat contre le totalitarisme.

C'est en ce sens que la Pologne apparaît aujourd'hui doublement comme un laboratoire : test en grandeur nature des possibilités d'évolution du bloc soviétique, elle pose aussi, sur un autre plan, en modèle pour la chrétienté entière. Et c'est cette exemplarité supposée de la Pologne qui confère au problème posé par la présence de carmélites à Auschwitz son poids de questions et de certitudes, d'indignations et d'incompréhension réciproque. Les facteurs culturels et historiques spécifiquement polonais ont bien sûr une grande importance dans l'historique d'une affaire douloureuse, mais ils semblent loin de suffire à rendre compte des logiques d'ensemble qui sont ici à l'œuvre.

Jean-Paul II a, d'évidence, formé sa vision du monde, et sa conception de la place de l'Eglise dans ce monde, à partir de son expérience polonaise. Alors que les Eglises occidentales devaient apprendre à composer avec le relatif et le pluralisme, éléments constitutifs d'une modernité dont le catholicisme se sentait victime, l'Eglise polonaise s'en voyait dispensée. Le pouvoir ne prétendait-il pas épuiser à lui seul la modernité ? Or cette modernité-là, les Polonais n'en voulaient pas. Revendiquant le monopole de définition du politique, les communistes se posaient en squatteurs du sens, en occupants, sans droits ni titres, d'une totalité dont ils n'étaient en rien propriétaires.

L'Eglise, par sa seule présence, qui était rappel permanent du caractère authentiquement pluraliste de la société polonaise, attestait l'illégitimité d'une telle prétention. Le discours, les symboles et les valeurs catholiques avaient une efficacité d'autant plus grande en matière de mise en cause politique du pouvoir que ce même pouvoir s'interdisait idéologiquement d'y recourir. Cela entraînait-il pour autant une adhésion totale des Polonais aux valeurs spécifiques de l'Eglise ? Naturellement non, mais cette évidence s'est trouvée occultée par plusieurs « malentendus ».

Le premier porte sur la « religion des droits de l'homme », dont l'Eglise s'est faite la championne au milieu des années 70 et qui a servi de plate-forme commune à l'ensemble des courants constitutifs de l'opposition au régime en place à Varsovie. Il y a eu, en fait, convergence d'intérêts entre une opposition laïque, qui avait conscience de l'utilité d'une alliance avec l'Eglise, et cette dernière, qui renforçait ainsi son influence institutionnelle et pouvait prétendre inscrire le mouvement social dans des catégories proprement catholiques.

Totalitarisme et modernité

Second malentendu : la nation. En première place au hit-parade des valeurs polonaises, la nation a fait l'objet d'une instrumentalisation constante par l'Eglise. Dès 1965, avec la lettre aux évêques allemands, l'épiscopat polonais se posait en détenteur des intérêts nationaux fondamentaux. Cette tendance n'a fait depuis que se renforcer, avec, faut-il le préciser, la complicité totale de la société et de l'opposition polonaises, qui y voyaient un moyen de lutte contre un pouvoir ressenti comme le garant d'intérêts étrangers. En témoigne jusqu'à aujourd'hui la répugnance des Polonais à critiquer l'Eglise et son primat.

C'est sur la base de ces malentendus, plus ou moins conscients, mais toujours tactiquement entretenus par les parties en présence, que l'Eglise polonaise analyse le dernier demi-siècle, sur fond d'approfondissement de la crise du système de type soviétique. Cette analyse peut prendre la forme d'un syllogisme, ici très simplifié et très schématiquement présenté : le totalitarisme est fils de la modernité. Or l'Eglise a triomphé du totalitarisme. L'Eglise a donc triomphé de la modernité. Et, dans cette victoire, l'Eglise voit une revanche et un gage pour l'avenir.

En filigrane du discours de Jean-Paul II transparaît en effet la certitude de ce que sa seule présence au Vatican constitue tant un *signe* que le point de départ d'un projet messianique de reconquête spirituelle de l'Europe. La lettre encyclique *Slavorum Apostoli*, datée du 2 juillet 1985, en atteste, qui est renvoi au passé, prise de position quant au présent, appel et programme pour le futur : « *Le premier pape appelé de Pologne, et donc du cœur des nations slaves, à occuper le siège de saint Pierre se sent particulièrement poussé à le faire.* »

Mais ce messianisme est à l'évidence l'expression d'un malaise. C'est par là que se réalise l'ajustement entre un discours universaliste devenu impossible, mais auquel l'Eglise ne saurait renoncer sous peine d'y perdre son identité, et des situations locales appelant une approche spécifique.

Développé pour répondre aux menaces que le pouvoir faisait peser sur la religion, le messianisme polonais s'est naturellement déployé dans un champ politique, sa caractéristique majeure étant son incapacité absolue à admettre l'autonomie de ce dernier. Menacé d'exclusion, le religieux s'est défendu en prétendant tout inclure : l'Etat le persécutait-il ? L'Etat était donc théologiquement intégré au projet de Dieu.

L'Eglise a en fait toujours su manier simultanément l'inclusion et l'exclusion, à condition qu'il lui revienne en propre d'en fixer les limites. En s'installant à Auschwitz, les carmélites n'avaient certainement pas pour intention la récupération de la souffrance juive ou une volonté antisémite de nier le caractère spécifique de la Shoah. Il s'agissait plutôt, sans doute inconsciemment, de montrer que ce lieu n'était pas étranger au catholicisme, que celui-ci pouvait l'intégrer, au même titre que tout le reste.

Et c'est pourquoi la réaction de la communauté juive est si mal comprise par les Polonais, dont une grande majorité ne voit pas en quoi la présence de quelques religieuses peut bien gêner qui que ce soit. Or les juifs ne cherchent pas à s'approprier Auschwitz. Ils demandent (simplement) que personne ne se l'approprie. Mais l'obstination avec laquelle ils s'appliquent à signifier à l'Eglise qu'Auschwitz est « inhabitable » heurte une sensibilité catholique qui, par définition, ne peut admettre qu'on lui interdise un lieu quel qu'il soit. Comment admettre l'inhabitable, alors que par nature on prétend étreindre l'universel ?

Exclusion

Comment ne pas voir cependant que cette prétention à l'universel est fondée sur l'exclusion ? Le discours du pape est à cet égard révélateur, qui articule simultanément deux affirmations, non contradictoires à ses yeux : à la proposition visant à intégrer (condamnation de l'antisémitisme et référence à « nos frères aînés ») succède l'opposition des deux Alliances, qui vaut exclusion de l'autre et appropriation du sens, d'une totalité qui est la seule justification de l'existence même de l'Eglise, c'est-à-dire de sa capacité à dire l'universel. C'est cette capacité même qui est mise en cause à Auschwitz.

Une fois encore, les juifs servent de révélateur à des tensions dont ils ne sont pas cause et où ils n'ont sans doute guère le désir d'être partie. L'affaire du carmel et l'évolution des rapports polono-juifs et judéo-catholiques qui en a découlé témoignent non pas tant de la résurgence d'un fonds d'antisémitisme, par d'ailleurs latent, dans les consciences polonaise et catholique que des difficultés qu'éprouve l'Eglise à définir sa place dans un univers en profonde mutation, difficultés dont cette résurgence est le révélateur.

Confrontée à l'impossibilité de dire l'universel dans un monde de plus en plus régi par le relatif, l'Eglise catholique se voit, à Auschwitz, reprocher de se comporter, à l'instar du pouvoir de type soviétique, en propriétaire abusif de la totalité.

C'est, en dernière instance, à Auschwitz ou ailleurs, ce que l'Eglise catholique ne parvient pas à admettre. Quant au niveau du compromis qu'elle est prête à passer avec le relatif, il dépend sans doute du rapport de plus ou moins grande proximité au projet global défini et mis en œuvre par le pape. Il n'est donc pas surprenant que la Pologne soit ici en première ligne.

(*) Chercheur au CNRS.

Charité mal placée

par JEAN BASTAIRE *

L'ADMIRATION que nous avons pour la Pologne ne date pas de Solidarnosc. Elle appartient au patrimoine politique et spirituel de la France depuis au moins un siècle et demi. Si la notion de peuple martyr a son prototype inégalé dans le peuple juif, elle compte parmi ses illustrations les plus cruelles le peuple de la Vistule.

Les peuples que l'histoire met en croix avec une constance affreuse ont des droits sur nous qui n'avons pas été comme eux saturés de mépris. Ils peuvent prétendre non seulement au respect dû à tout souffrant, mais à une particulière déférence due à l'éminence de leur malheur.

Nous devons comprendre que leur corps marbré de coups et flagellé d'outrages a l'épiderme très sensible. Il est prompt à l'agonie et familier du cri. On ne peut pas le traiter comme d'autres corps de peuples moins éprouvés à travers les siècles. Cela est vrai de la Pologne comme d'Israël.

Pourquoi alors faut-il que le peuple polonais s'affronte aujourd'hui au peuple juif dans une belliqueuse remémoration de l'horreur ? Pourquoi ces deux familles de souffrants, marquées d'un sceau comparable par la haine, se déchirent-elles au nom de leurs victimes respectives ?

L'affaire du carmel d'Auschwitz est un scandale pour le cœur humain, car elle introduit la discorde là où devrait régner l'union. Une intention louable de prière a dégénéré en une institution qui revendique le droit d'imposer son offrande aux bénéficiaires de l'oblation.

L'honneur de la Pologne est engagé dans cette situation. Contrairement à ce que pensent ceux qui croient le défendre, il ne saurait se satisfaire d'une attitude qui se crispe dans un nationalisme ombrageux. La fierté d'un peuple est de résister à un tyran qui veut l'asservir, non à une misère qui demande de compatir.

Le scandale redouble d'un point de vue chrétien. Là encore, l'exemple de la fidélité polonaise à l'Évangile nous impressionne tous. L'efficacité de ce christianisme traditionnel se révèle capitale dans la défense des libertés humaines et de la dignité des fils de Dieu.

L'honneur de Dieu

Ce témoignage exaltant va-t-il dépasser la mesure et, succombant à une tentation de faire le bien qui ne respecte pas les dispositions du prochain, se présenter comme une philanthropie abusive et un altruisme impérialiste ?

L'honneur de Dieu est, cette fois, en cause. Nous avons peine à reconnaître ses voies dans une charité qui contraint et une croix qui surplombe, fût-ce par les méthodes douces de l'oraison contemplative et du sacrifice monastique.

Les filles de la grande Thérèse et de sa petite émule de Lisieux ne peuvent pas offrir une pareille caricature de l'adoration. Elles s'y sont fourvoyées de bonne foi et avec un amour véritable. Il appartient à leurs frères et sœurs en Jésus de les aider à en sortir.

Même et surtout si elles croient avoir raison, elles ont là une occasion unique, dans la droite ligne de leur vocation, de boire le calice de l'épreuve. C'est peut-être de ce genre d'oblation, touchant au plus pur de la vie intime, qu'ont besoin les victimes du nazisme, tant polonaises que juives.

(*) Écrivain.

Réponse au cardinal Lustiger

par GUY KONOPNICKI (*)

DEPUIS l'affaire du carmel, Auschwitz est devenu un sujet de glose pour prélats et hiérarques catholiques. Ainsi l'Eglise est toujours la dernière à s'apercevoir que la Terre est ronde : quand les crématoires fumaient, quand d'interminables convois traversaient l'Europe, quand le ghetto de Varsovie était en flammes, le pape Pie XII, le primat de Pologne, l'évêque de Cracovie et l'archevêque de Paris étaient beaucoup moins bavards que leurs successeurs d'aujourd'hui !

L'Eglise a désormais entrepris de nous expliquer Auschwitz. Ce n'est pas en tant que juif que cette explication me fait réagir. Le débat entre théologiens et talmudistes m'aurait sans nul doute passionné à Amsterdam, au temps de Baruch Spinoza. Aujourd'hui l'opinion de l'Eglise sur la relation entre la Shoah et le mystère de l'élection m'importe peu. Ceux qui m'ont transmis la mémoire d'Auschwitz, ces témoins, ces survivants, n'attendaient rien du ciel sinon des Spitfire, des B 17 et des parachutages d'armes. C'est, je m'en excuse, en tant qu'intellectuel français nourri de l'esprit des Lumières et de 1789 que je juge irrecevable le sermon de Jean-Marie Lustiger (1).

***

« *Il faut,* écrit l'archevêque de Paris à propos de la Shoah, *essayer de voir, et dans l'histoire de la pensée et dans les faits, tout ce qui l'a précédée.* » Projet louable et ambitieux. Mais de ce qui a précédé et préparé Auschwitz, Jean-Marie Lustiger retient, citation de Mauriac à l'appui, « *le rêve que l'homme occidental a conçu au dix-huitième siècle, dont il a cru voir l'aurore en 1789* »... Pauvre homme occidental qui, s'écartant de Dieu, du pardon et de l'Eglise, avait cherché son salut dans la raison et les Lumières ! Auschwitz viendrait donc lui signifier son échec ! L'homme est malade et inhumain et Jean-Marie Lustiger l'invite, on s'en douterait, à chercher le salut dans l'expiation.

L'homme ? Mais quel homme ? Adolf Hitler, les SS ou les enfants conduits à la chambre à gaz ? L'homme, dit Mgr Lustiger, qui ajoute que le crime contre l'humanité est aussi un crime de l'humanité, commis, certes, par « *les nazis dont il faut nous souvenir qu'ils sont nos frères en humanité* ». Personnellement, je ne me souviens d'aucune fraternité humaine avec les nazis et j'ose encore plaider non coupable de ce crime commis contre l'humanité et non par elle.

***

Il est trop facile de dire avec Jean-Marie Lustiger que « *la violence ne doit pas répondre à la violence* », quand la violence formidable des armes a fort heureusement parlé en anéantissant, militairement et politiquement, le III[e] Reich. Non, il ne s'agit pas de l'humanité malade, mais de la lutte au sein de l'humanité, et nous ne pouvons admettre que Jean-Marie Lustiger substitue le procès de la raison à celui du nazisme et de l'antisémitisme.

C'est là une pure escroquerie intellectuelle. D'abord, parce que le nazisme n'avait rien d'un avatar de la raison et des Lumières, parce qu'il était au contraire nourri d'une mystique irrationnelle et panthéiste, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir pour alliés d'excellents catholiques comme Franco et Pétain. Ensuite, parce que l'histoire des années 30 et 40 est bien celle d'un combat entre l'intelligence et la mort, entre la raison et la mystique totalitaire. Ceux qui portaient en Allemagne le fameux « *rêve conçu au dix-huitième siècle* » ont été les premiers adversaires et les premières victimes du nazisme. Ces enfants des Lumières enseignaient l'art nouveau au Bauhaus, cherchaient à Francfort la philosophie de leur époque et ils s'interrogeaient, à Berlin, sur la manière d'« *élargir le cercle des connaisseurs* », conscients qu'ils étaient d'être entourés de forces obscures, tapies dans le peuple allemand.

Faut-il déduire de cette histoire qu'Auschwitz est le point d'arrêt de tout et que rien ne survit de la pensée ? Pis encore, Jean-Marie Lustiger ne suggère-t-il pas que tout le mouvement de la pensée, de la raison, des Lumières et des droits de l'homme n'est qu'une immense bévue, qui, loin de nous permettre de combattre Auschwitz, nous y aurait en fait conduits ou laissé conduire ? Comme s'il n'y avait pas eu combat, vingt années durant, entre les forces qu'inspiraient, qu'on le veuille ou non, la raison, les Lumières et les droits de l'homme et, de l'autre côté, la force brutale du nazisme. Comme s'il n'y avait pas eu des vainqueurs au bout de ce combat ! Qu'avaient donc en tête les résistants et les soldats des armées alliées, sinon ce fameux rêve du dix-huitième siècle, à savoir la liberté et les droits de l'homme, auxquels tous croyaient, y compris les communistes, envers et contre Staline !

***

Tant qu'à chercher les maladies de l'humanité et les causes d'Auschwitz dans l'histoire de l'homme occidental, Jean-Marie Lustiger ferait bien de regarder par-delà le dix-huitième siècle. Il verrait alors des croisés massacrant les juifs sur la route de Jérusalem et d'autres anéantissant des villes occitanes soupçonnées d'hérésie cathare, il entendrait sonner les cloches d'une église de son diocèse à l'aube de la Saint-Barthélemy et se souviendrait des protestants que les dragons de Louis XIV massacraient peu avant que les philosophes ne conçoivent enfin le rêve d'une humantié de la raison et du droit.

Libre à l'Eglise de gloser sur la manière de soigner la pauvre humanité. C'est encore du côté de la raison que nous chercherons quant à nous les moyens de combattre les divers retours de la barbarie.

(1) Voir *le Monde* du 29 août.
(*) Journaliste et écrivain.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ______ ☐
6 mois ______ ☐
9 mois ______ ☐
1 an ______ ☐

Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______

Code postal : ______
Localité : ______
Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
921 MON03

Les négociations entre Budapest, Bonn et Berlin-Est

Le départ de Hongrie des réfugiés est-allemands traîne en longueur

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Les plaisirs de l'attente ont leurs limites. Si les réfugiés est-allemands de Budapest sont toujours persuadés qu'ils vont dans quelques heures, dans quelques jours au plus, pouvoir se bâtir une nouvelle existence en République fédérale, ils commencent à trouver que leurs vacances prolongées sur les collines de la capitale hongroise sont un peu longuettes. Le mauvais temps a eu *vite fait de* transformer un camping presque *joyeux en une épreuve* boueuse et désagréable. Les enfants ont épuisé les joies des balançoires et de la vie communautaire pour se réfugier dans les bras de parents qui sont bien en peine de répondre à la question lancinante : « *Quand est-ce qu'on entre dans notre nouvelle maison ?* » Ces enfants blonds, plus impatients encore que leurs parents de tourner une page de leur courte vie, ont tellement entendu papa et maman parler de leur nouvelle existence *où tout serait plus* beau, plus coloré, plus facile, où les jeux vidéo pleuvraient comme la manne, qu'ils finissent par douter.

Attendu depuis deux semaines comme immédiat, devant s'effectuer « *dans les tout prochains jours* », le départ massif des Allemands de l'Est qui ont choisi de profiter d'un séjour en Hongrie pour rejoindre la RFA traîne en longueur. Il est repoussé de jour *en jour*, au gré de l'évolution des négociations qui, depuis la mi-août, se déroulent dans un triangle Budapest-Bonn et Berlin-Est.

La première phase de ces négociations, la plus importante naturellement pour les candidats est-allemands au départ, a permis à ces derniers d'obtenir la garantie que de *toute façon ils ne seraient* pas renvoyés en RDA contre leur volonté.

Cet accord, négocié lors de la visite du premier ministre hongrois, M. Niklos Nemeth, en RFA, le 25 août dernier, satisfai*sait les deux parties : il* était censé stopper le flot croissant des émigrants franchissant illégalement la frontière austro-hongroise qui avait culminé le 19 août dernier avec la fuite massive de Sopron, et il donnait le temps aux diplo*mates des deux pays* d'élaborer une solution permettant le départ des réfugiés qui ne remette pas, du moins formellement, en cause les obligations de la Hongrie vis-à-vis de la RDA. C'était penser que l'on pouvait, en une semaine, *résoudre la quadrature* du cercle. La Hongrie est, en effet, liée à l'Allemagne de l'Est par un accord datant de 1979 lui interdisant de laisser sortir vers des pays tiers *des citoyens est-allemands en* possession d'un visa valable pour la Hongrie uniquement.

Irritation

Le ministre des affaires étrangères, M. Gyula Horn, s'est rendu, la semaine dernière, à *Berlin-Est*, pour tenter d'exhorter les dirigeants de la RDA à faire montre de souplesse : *peine perdue*, Berlin-Est est resté inflexible et l'on ne cache pas à ce sujet une certaine irritation dans les milieux de la diplomatie hongroise. L'hypothèse la plus couramment avancée à Budapest est que les Allemands de l'Est qui le désirent pourraient franchir la frontière vers l'Autriche en présentant le passeport ouest-allemand qui leur a été délivré par l'ambassade de RFA à Budapest. Si tel était le cas, ce serait la première fois qu'un pays membre du pacte de Varsovie reconnaîtrait le droit de la RFA *d'exercer sa compétence* sur les citoyens de la RDA. Même accompagné de considérations sur le caractère exceptionnel d'une telle attitude, cela *constituerait* une brèche de première grandeur dans le système en place en Europe depuis la fin de la guerre.

Les responsables de la politique étrangère de Budapest en sont bien conscients, mais ils sont également convaincus qu'il faut se débarrasser au plus vite de cette question qui ne peut, à terme, leur attirer que des ennuis. Après avoir vainement tenté de jouer les *médiateurs entre Bonn* et Berlin-Est, ils se sont finalement résolus à prendre en main la question et à être les maîtres d'œuvre de sa solution. Deux soucis les animent : tout d'abord donner un caractère exceptionnel et non *renouvelable* à ce départ massif : « *Nous sommes arrivés à trouver une solution pour cette vague d'émigration. Mais qui nous dit que cela ne va pas se renouveler dans les prochains mois et que les citoyens d'autres pays ne vont pas maintenant considérer la Hongrie comme un centre de transit vers l'Ouest ?* », nous confie avec une certaine anxiété un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

Un test pour les réformateurs

Mais il s'agit aussi de démontrer *urbi et orbi*, sur un cas concret concernant les droits de l'homme, que cette Hongrie en plein bouleversement politique et idéologique peut gagner ses galons de nation respectant les principes de liberté de circulation contenus dans les accords d'Helsinki. Le Parti socialiste ouvrier hongrois est actuellement en campagne électorale interne et externe. Les réformateurs conduits par M. Imre Poszgay s'étaient réunis ce dimanche dans l'école du parti à Budapest. Minoritaires au sein du parti, mais forts du soutien d'une grande par*tie de la société et très implantés* dans le ministère des affaires étrangères, ils font de l'affaire des réfugiés est-allemands un test de leur force et de leur crédibilité dans le pays, de leur capacité aussi d'imposer leurs vues à l'allié arrogant et donneur de leçons de marxisme de Berlin-Est.

Lundi, selon Radio Danubius, émetteur hongrois en langue allemande – ou avant *la fin de la* semaine, selon la plupart des observateurs – tous les Allemands de l'Est séjournant en Hongrie et désirant émigrer devraient avoir quitté le pays. Tout est prêt pour les accueillir aux postes frontières bavarois. *Les employeurs* ouest-allemands, informés par la presse que *la plupart de ces* réfugiés étaient jeunes, bien formés et pleins d'ardeur au travail, les attendent en se frottant les mains.

Combien seront-ils ? Les chiffres les plus divers ont été avancés ces derniers jours. Ils s'étagent *entre 5 000, c'est-à-dire le nombre* de gens séjournant actuellement dans les trois camps *organisés* par les institutions caritatives hongroises et ouest-allemandes à Budapest et sur le bord du lac Balaton, et 20 000, selon des estimations fondées sur le nombre des vacanciers est-allemands actuelle*ment en Hongrie – dont* 10 % seraient décidés à ne pas rentrer chez eux. En tout cas, l'ampleur, et surtout la nature de cet exode sont susceptibles de remettre en cause des équilibres qui s'étaient établis ces dernières années. Il ne modifie pas sensiblement le nombre des éléments émigrant à *l'Ouest, mais il cesse de faire* dépendre la régulation de ce flux du bon vouloir de la bureaucratie de Berlin-Est accordant selon son bon plaisir des bons de sortie au gré des avantages qu'elle pouvait obtenir de ses interlocuteurs à Bonn.

LUC ROSENZWEIG.

HONGRIE

Les réformateurs se préparent au congrès du PC

Le président du PC hongrois (PSOH), *M. Rezsoe Nyers*, a réaffirmé dimanche 3 septembre la nécessité de créer en Hongrie *« un nouveau parti socialiste »*, dans un discours prononcé devant six cents délégués réformateurs du PSOH, réunis à Budapest pour préparer le congrès du parti prévu le 7 octobre.

Pour M. Nyers, le vieux modèle de *« socialisme d'Etat a fait faillite une fois pour toutes. Notre devoir, à nous réformateurs, est de convaincre les membres du parti qui hésitent encore à rejoindre notre camp »*.

La veille, le premier ministre, M. Miklos Nemeth, avait appelé à un *« renouveau de fond du PSOH »*, *affirmant que ceux qui* étaient contre les réformes n'avaient qu'à quitter le parti.

Un porte-parole des réformateurs, M. Joszef Varga, a jugé possible que les conservateurs restent majoritaires lors du congrès. *Dans ce cas*, a-t-il déclaré à la presse, *« les réformateurs quitteront le PSOH pour créer un nouveau parti »*. Les ultra-conservateurs, regroupés au sein de la société Ferenc Munnich, ont publié dimanche une mise en garde contre *« la restauration d'un régime capitaliste en Hongrie »*.

Le secrétaire général du PSOH, M. Karoly Grosz, qui *n'assistait pas* à la réunion des réformateurs ce week-end, a jusqu'ici souligné la nécessité de maintenir l'unité du parti, au prix de l'accélération des réformes. Mais il a estimé jeudi qu'il avait peut-être commis une erreur en *empêchant cette année* le PSOH de se scinder en ailes réformiste et conservatrice, *car le risque est* maintenant celui d'un éclatement en plusieurs courants. – *(AFP, Reuter)*.

POLOGNE : la difficile formation du gouvernement Mazowiecki

Les communistes obtiendraient quatre ministères

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, et les représentants du Parti communiste, le POUP, semblent être parvenus à un accord de principe sur le nombre de portefeuilles qui seront attribués aux communistes dans le prochain gouvernement.

Selon diverses informations officieuses, le POUP conserverait, outre les postes de la défense et de l'intérieur, le ministère des affaires étrangères et *un poste économique*, vraisemblablement les finances ou les transports, *soit* quatre portefeuilles au total. Plusieurs dirigeants de Solidarité insistaient la semaine dernière pour que les communistes restent impliqués dans les affaires économiques, *même dans des* proportions mineures, afin que toute l'impopularité des décisions draconiennes inévitables *ne retombe pas sur les épaules* des ministres membres de Solidarité. Il était également prévu la semaine dernière que le POUP, comme les autres partis membres de la coalition *gouvernementale, ait droit à un poste* de vice-premier ministre, mais aucune précision n'a été apportée à ce sujet au cours du week-end.

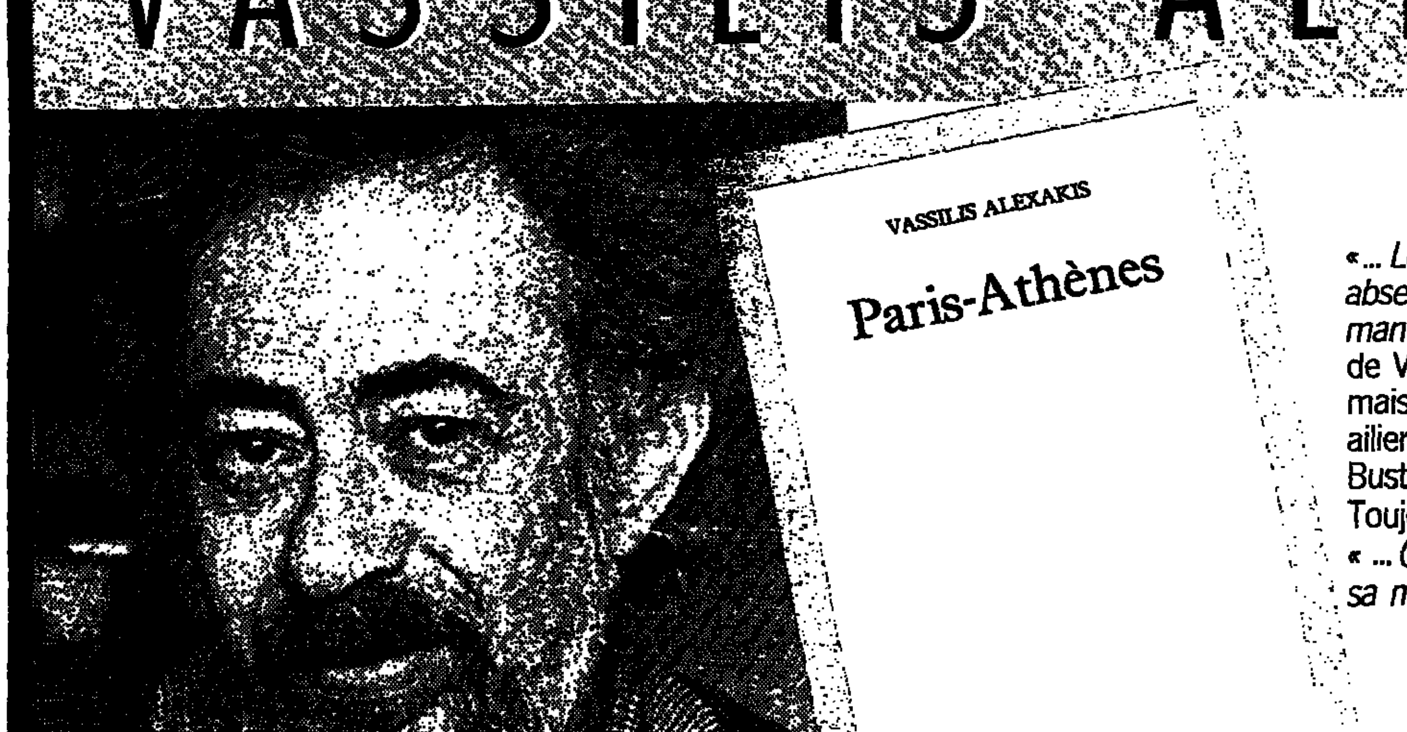
Le premier secrétaire du POUP, M. Mieczyslaw Rakowski, accompa*gné du chef du groupe parlementaire* communiste, M. Marian Orzechowski, s'est entretenu samedi 2 septembre avec M. Mazowiecki de la composition du gouvernement, qui devrait être rendue publique d'ici au 10 septembre. A l'issue de l'entretien, M. Rakowski a qualifié de « *réaliste* » la « *conception* » du premier ministre en matière de représentation des forces politiques au sein du gouvernement, tandis que M. Orzechowski se *déclarait* « *satisfait* ». « *La participation, la coresponsabilité de notre parti dans le gouvernement, va concerner tous les domaines de la vie de notre pays* », a-t-il dit.

Bien que d'importants détails restent à régler, comme le nombre et l'appartenance politique des vice-ministres dans les ministères-clés, le *POUP* tire plutôt bien son épingle du jeu, surtout s'il prend en compte l'équipe dont est en train de s'entourer le *général* Jaruzelski à la présidence de la République, qui compterait *jusqu'à quatre cent vingt* collaborateurs. Plusieurs observateurs voient se créer autour du président Jaruzelski un centre de décision dont le rôle serait comparable à celui *que jouait jusqu'aux élections de juin* l'appareil du comité central du POUP. Bien que M. Jaruzelski ambitionne désormais de se donner l'image du « *président de tous les Polonais* », ses collaborateurs sont pour l'essentiel des membres du POUP, et le premier « ministre d'Etat » qu'il a nommé, M. *Jozef* Czyrek, qui devrait être chargé des affaires étrangères, est un dirigeant *du parti de longue date*, ancien membre du bureau politique. Aucun texte ne régit pour l'instant les rapports entre ces « ministres d'Etat », prévus par les récents amendements consti*tutionnels, et les ministres* membres du gouvernement.

Sans doute pour apaiser les craintes des militants de Solidarité, qui sont dans leur grande majorité très hostiles à l'idée de donner plus de deux portefeuilles aux communistes, M. Lech Walesa a affirmé au cours du week-end que les membres du POUP qui entreraient au gouvernement le feraient à titre individuel et non comme membres du PC.

S. K.

VASSILIS ALEXAKIS



«... *Les femmes me manquent quand elles sont absentes, et quand elles sont présentes elles me manquent encore...* » La mythologie personnelle de Vassilis Alexakis ne siège pas à l'Acropole, mais dans le soulier d'un joueur de football, un ailier gauche de préférence, dans un gag de Buster Keaton ou dans un poème de Cavafy. Toujours à cloche-pied sur les deux métropoles. « *... Comment peut-on choisir entre la langue de sa mère et celle de ses enfants ?...* »
Patrice Delbourg / L'Evénement du jeudi

85 F

Editions du Seuil

Europe

URSS

Le Haut-Karabakh est au bord de la guerre civile

selon un dirigeant soviétique

Plusieurs entreprises étaient en grève lundi 4 septembre à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, où les transports ne fonctionnaient que partiellement. Le Front populaire azéri avait appelé à la grève générale notamment pour soutenir les revendications de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh.

Les conservateurs soviétiques sont repassés à l'offensive ces derniers jours pour préconiser une riposte aux mouvements nationalistes qui accentuent leur pression de toutes parts.

Coup sur coup, deux membres du bureau politique, MM. Tchebrikov et Ligatchev, ont réclamé du gouvernement vendredi 1er et samedi 2 septembre des « *mesures* » pour faire cesser « *les attaques contre le parti, l'armée, les organes de sécurité* ». Dans la *Pravda* de dimanche, le chef de la direction politique du ministère de l'intérieur, M. Anatoli Anikiev, s'est plaint du « *désarroi* » de ses troupes devant l'impunité dont bénéficient, à leurs yeux, les fauteurs de troubles.

L'Etoile rouge, l'organe de l'armée, est venu aussi appuyer cette contre-attaque avec un reportage d'un colonel dans le Haut-Karabakh. Le quotidien a mis l'accent sur l'impuissance des soldats face aux violences des Arméniens et des Azéris, tandis que l'administrateur spécial de Moscou dans cette région disputée du Caucase, M. Arkadi Volski, affirme qu'elle « *est au bord de la guerre civile* ».

M. Egor Ligatchev, considéré comme le chef de file des conservateurs, a fixé le cadre de cette nouvelle campagne dans une interview surprise diffusée par la télévision samedi soir. Au nom de la défense d'une perestroïka raisonnable et progressive, il a présenté comme un « *devoir constitutionnel* » pour le gouvernement « *d'assurer la sécurité d'un peuple qui vit en ce moment dans un état de peur* ».

Selon lui, même le parti n'échappe pas à cette évolution dangereuse et il s'en est pris aux « *communistes qui organisent les grèves, prennent part aux manifestations et aux meetings ou qui quittent le parti* », avant de proposer comme remède le « *développement de la discipline du parti* ».

Vendredi, un expert en matière d'ordre, M. Victor Tchebrikov, l'ex-chef du KGB, écarté de ce poste en octobre 1988 par M. Mikhaïl Gorbatchev mais toujours membre du bureau politique, avait déjà appelé à des « *actions décisives* » contre l'agitation nationaliste et interethnique (*le Monde* daté 3-4 septembre).

La *Pravda*, l'organe officiel du parti, retrouvait samedi les accents du passé pour s'en prendre à la presse internationale, accusée à nouveau de jouer les « *instigateurs* » en « *attisant le nationalisme balte* ».

Exaspération

Traditionnellement actifs pendant les vacances de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui se trouve actuellement sur les bords de la mer Noire, les conservateurs du PC soviétique ont eu ces derniers temps de multiples motifs d'exaspération, en particulier depuis la manifestation de plus d'un million de Baltes, le 23 août, pour le cinquantième anniversaire du pacte germano-soviétique. Ce week-end, alors que quelque 200 000 Azéris manifestaient dans les rues de Bakou, et lançaient un mot d'ordre de grève générale pour lundi, les russophones de Moldavie poursuivaient leur propre mouvement de grève pour protester contre les velléité nationalistes des Moldaves, et 40 000 Ukrainiens manifestaient à Kiev pour réclamer une loi électorale démocratique.

En dépit des avertissements du Kremlin, les dirigeants des mouvements de masse des trois Républiques baltes se disent déterminés à mettre en route des programmes susceptibles de desserrer, voire rompre, les liens avec les autorités de Moscou. – *(AFP, Reuter.)*

PAYS-BAS : le scrutin du 6 septembre

Le premier ministre sortant, M. Lubbers, apparaît comme le vainqueur probable

AMSTERDAM
de notre correspondant

L'éloquence n'est pas la qualité première des hommes politiques néerlandais. Mais le débat télévisé qui, samedi 2 septembre, a opposé les deux principaux candidats à la fonction de ministre-président (premier ministre) – M. Ruud Lubbers, chef du gouvernement sortant et tête de la liste chrétienne-démocrate (CDA), et M. Wim Kok, principal représentant de l'opposition et tête de la liste socialiste (PVDA) – n'en a pas moins constitué le point culminant de la campagne des élections législatives anticipées du mercredi 6 septembre.

Singulière campagne, truffée de paradoxes, dont ce débat a marqué le seul véritable temps fort, alors même que rien n'est plus étranger aux Pays-Bas que la politique-spectacle. « *Foncer sur quelqu'un comme ça, avec un prospectus à la main, ou serrer les mains à la dérobade, quelle horreur* », admet par exemple M. Hans Van Mierlo, figure de proue du parti de centre-gauche Démocratie 66. « *C'est tellement non-néerlandais.* »

La petite histoire veut que le premier ministre regrette que le slogan électoral du CDA, « Plus loin avec Lubbers », utilise son nom : « *On insiste trop sur la personne ; c'est trop américain.* »

Concession inévitable à la médiatisation de l'affrontement politique, le débat de samedi n'a pas échappé à cette simplification des discours que redoute M. Lubbers. « *Les électeurs doivent lire les programmes et les juxtaposer, avant de se décider* », explique-t-il, faussement naïf, à la tribune des meetings de son parti. L'exercice est rébarbatif, et les Néerlandais, qui s'en sont probablement dispensés en grand nombre, ont en revanche retiré du face-à-face Lubbers-Kok l'impression d'être confrontés à un choix clair.

D'un côté, un premier ministre prêt à un nouveau mandat (le troisième depuis 1982) et qui se propose, après avoir remis les Pays-Bas sur les rails de la croissance, de lâcher un peu de lest : alors que la pression fiscale pesant sur les entreprises et les ménages resterait à peu près stable, le train de vie de l'Etat augmenterait de 2,5 milliards de florins (environ 7,5 milliards de francs). Ce retour modeste à l'aisance budgétaire servirait principalement à augmenter les prestations sociales, gelées depuis 1982, à intensifier la lutte contre le chômage, à améliorer l'infrastructure scolaire et sanitaire et à financer une ambitieuse politique de l'environnement, « *priorité numéro un sur l'agenda du futur* ».

« Parler vrai »

De l'autre côté, un dirigeant socialiste qui estime qu'est venu « *le temps d'une autre politique* », plus solidaire. Allocations sociales, enseignement établissements de soins, environnement : dans ces principaux secteurs, le PS entend que les Pays-Bas se montrent dignes de leur réputation de « pays riche ». Ce que M. Mura Sint, la présidente du parti, a traduit par l'une des rares formules-chocs de la campagne : « *Ce que Lubbers a fait pendant sept ans pour les entreprises, nous le ferons pour les gens.* »

Personne n'irait cependant jusqu'à prétendre que ces élections vont constituer un choix de société. Certes, des différences existent entre le CDA et le PVDA, aussi bien entre les programmes qu'entre les personnes. Dans le langage, notamment. Là où M. Lubbers parle technique fiscale, pression démographique ou cite des pourcentages, M. Kok évoque les laissés-pour-compte, les enseignants qui doutent de leur mission ou les vieillards négligés par le personnel surchargé des maisons de retraite.

Mais cette dissemblance des discours s'explique moins par l'opposition des convictions politiques des deux hommes que par leurs positions respectives sur l'échiquier du pouvoir. D'une part, M. Lubbers, qui n'apparaît pas comme usé par sept années de gouvernement au cours desquelles il a acquis une réelle image d'homme d'Etat ; d'autre part, M. Kok, dont c'est la première vraie confrontation avec l'électorat, en tant que tête de liste socialiste et successeur à ce poste du chef charismatique Joop Den Uyl.

Les deux hommes, au demeurant, ont des traits communs, outre l'âge (ils ont tous les deux cinquante ans) : MM. Lubbers et Kok partagent le même sens du dialogue et le même souci du « parler vrai ». Sur la question de l'environnement, jamais les programmes n'ont été aussi « verts », le chrétien-démocrate et le socialiste ont tous deux prévenu les Néerlandais en des termes similaires : « *Un meilleur environnement exigera des sacrifices.* »

De plus, les deux partis ont fait des pas l'un vers l'autre. Contrairement à 1986 où la question des euromissiles, notamment, opposait irrémédiablement le CDA et le PVDA, il n'y a pas, cette année, de clivage marqué. Au contraire, sur le sujet phare de la campagne qu'a constitué la contestation de la réforme fiscale par les socialistes, le premier ministre a clairement dit qu'il était prêt à en « *discuter* ». Autre élément propice au dialogue : la nécessaire modération salariale est admise par le PVDA.

Dialogue ?

Le dialogue aura-t-il lieu et une coalition CDA-PVDA succédera-t-elle à la coalition CDA-VVD (parti libéral) ? Jamais, au cours de ces dernières années la conjoncture politique n'a semblé aussi favorable à cette hypothèse. « *Il est sain pour la démocratie qu'un grand parti comme le PVDA participe à l'élaboration de la politique* », admet M. Gerrit Schutte, tête de liste du parti confessionnel conservateur GPV et peu suspect de sympathies progressistes.

Un point semble en tout cas acquis. Tous les sondages s'accordent à désigner M. Lubbers comme le probable vainqueur des élections. Avec 54 sièges, son parti réaliserait un score lui permettant de confirmer son rôle de pivot et de principale formation du pays. Le parti socialiste conserverait au mieux ses 52 sièges et pourrait même en perdre, au profit de l'alliance formée par les Verts et les petits partis de gauche.

M. Lubbers s'est gardé de dévoiler ses intentions. Certains notent qu'il n'a jamais ouvertement évoqué la reconduction de son alliance avec les libéraux du VVD, alors qu'il en avait fait son cheval de bataille en 1986. Mais il n'a pas non plus écarté cette éventualité.

CHRISTIAN CHARTIER.

Afrique

TUNISIE : privé de reconnaissance officielle

Le mouvement islamique dénonce les « abus » du pouvoir

TUNIS
de notre correspondant

Après un silence de plusieurs semaines, le mouvement islamique Ennahdha (la Renaissance) qui a très mal accepté le refus opposé, en juin dernier, à sa demande de reconnaissance en tant que parti hausse à nouveau le ton pour dénoncer une « *régression* » dans la vie politique tunisienne.

Dans un virulent communiqué, le mouvement dresse une liste des « *abus* » dont seraient victimes, « *du seul fait de leurs convictions religieuses* », nombre de ses militants et sympathisants : révocation d'imams, de prédicateurs et d'enseignants, sanctions sous forme de mutations arbitraires de fonctionnaires, arrestations, provocations de fidèles dans les mosquées, fermeture de commerces, interdiction de certaines activités de jeunes et de manifestations culturelles (1)...

Le texte fait aussi état du « *harcèlement* » du pouvoir contre d'autres courants politiques non reconnus et estime que de telles pratiques « *rendent l'administration seule responsable des conséquences de l'incitation à l'action hors du cadre de la légalité* ».

Face à cette situation qui l'empêcherait de déployer normalement ses activités, l'« *émir* » du mouvement, M. Rached Ghannouchi, qui voyage à l'étranger depuis le mois de mai, a décidé de ne pas rentrer en Tunisie, pour le moment, viennent d'annoncer ses amis. L'explication paraît peu convaincante, M. Ghannouchi ayant prouvé dans un passé récent – il jouait alors sa tête – qu'il n'était pas homme à se laisser intimider.

Aussi, d'autres raisons à cet exil volontaire pourraient bien entrer en ligne de compte. Le président Ben Ali ayant annoncé récemment qu'aucune nouvelle formation politique ne sera reconnue tant qu'elle n'aura pas clairement défini le modèle de société qu'elle préconise. M. Ghannouchi préfère-t-il prendre du champ alors qu'un profond débat se déroule au sein de son mouvement entre modérés, d'une part, et radicaux, d'autre part ?

Tient-il à éviter l'épreuve de force avec le pouvoir dont il avait salué l'avènement le 7 novembre 1987 ? Ou cherche-t-il à ménager les plus impatientes et extrémistes de ses troupes qui n'ont jamais cru à la démocratisation du système et à leur donner ainsi des gages ? Les deux démarches peuvent aller de pair en attendant la mise au point d'une nouvelle stratégie qui semble bien se profiler puisque le mouvement s'est abstenu, jusqu'ici, de renouveler sa demande de reconnaissance, comme il en a pourtant la possibilité.

Actuellement, M. Ghannouchi participe en Algérie à un séminaire sur la pensée islamique. Il avait quitté Tunis le 13 mai pour un vaste périple en Europe, en Asie et dans les pays du Golfe. Il aura sans doute facilement la possibilité de s'installer dans l'un de ces derniers, par exemple en Arabie saoudite où il a toujours su trouver un appui tant moral que matériel qui n'est pas sans irriter les milieux politiques tunisiens.

Alors qu'un certain désenchantement règne dans les rangs des diverses oppositions légales qui ne parviennent pas à se remettre de leur échec électoral d'avril dernier, la question des islamistes – les seuls à avoir su tirer leur épingles des urnes – revient donc au premier plan, qu'elle n'a d'ailleurs jamais quitté toutes ces dernières années.

L'exemple algérien

Au sein de la classe dirigeante, les avis semblent diverger sur l'opportunité d'une reconnaissance officielle d'Ennahdha. Pour les uns, elle représente un danger pour le modèle de société que la Tunisie s'est choisie, pour les autres, elle constitue un risque moindre qu'un retour à la clandestinité dans laquelle les islamistes ont démontré qu'ils savaient parfaitement s'organiser et agir. Il y a quelques mois, alors que la question était déjà à l'ordre du jour, Algériens et Libyens avaient, croit-on savoir, manifesté des réserves à l'égard de l'existence d'un parti islamique tunisien. Aussi, la réponse que le gouvernement d'Alger doit fournir dans les deux mois qui viennent à la demande d'agrément formulée dernièrement par « *le Front islamique du salut* » risque d'avoir des répercussions jusqu'à Tunis.

MICHEL DEURÉ.

(1) Les milieux gouvernementaux démentent ces faits qu'ils qualifient d'« *informations malveillantes* ».

AFRIQUE DU SUD : à la veille des élections

La campagne de désobéissance civile bat son plein

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le dernier week-end avant les élections du mercredi 6 septembre a été marqué par une série de manifestations à travers le pays. Une seule victime est à déplorer pour l'instant. Il s'agit d'un participant à un concert, dimanche 3 septembre, à Soweto, qui a été vraisemblablement piétiné par la foule. La police avait déclaré le rassemblement illégal.

Le festival du printemps n'a donc pas pu avoir lieu. Ni la marche sur le Parlement, samedi au Cap. Près de deux mille personnes sont tout de même parvenues à se grouper au centre-ville pour demander la transmission « *du pouvoir au peuple* » avant d'être dispersées par la police à coups de matraque, de gaz lacrymogène et de canon à eau. Une eau teintée de pourpre qui a transformé les rues en une cité mauve.

Entre 500 et 1 000 protestataires, selon les sources, ont été arrêtés grâce à leurs vêtements tachés de pourpre. Certains touristes n'ont pas été épargnés. Parmi les interpellés qui ont tous été relâchés, figurent 52 journalistes locaux et étrangers dont certains se sont vu confisquer leurs notes, leurs pellicules et leurs cassettes vidéo. Les forces de l'ordre avaient reçu des consignes très strictes de s'opposer à la présence de la presse sur les lieux de la manifestation en application des règles de l'état d'urgence qui interdisent aux journalistes de couvrir toute forme d'agitation.

« *Nous ne pouvons tolérer les efforts de propagande faits par le mouvement démocratique de masse (MDM) pour ternir l'image de l'Afrique du Sud à l'étranger où une impression destructive est créée par des reportage déformés*, a précisé le porte-parole de la police. *186 journalistes sont entrés dans le pays, en affirmant qu'ils voulaient couvrir les élections. Aucun ne l'a fait, ils sont seulement venus pour faire l'éloge du MDM sur la scène internationale.* »

Cette manifestation, qui a fait plusieurs blessés légers, s'est finalement terminée dans le calme. Les protestataires, refugiés dans la cathédrale Saint-Georges, ont pu quitter les lieux sans être inquiétés par les forces de l'ordre, avec lesquelles des ecclésiastiques avaient négocié un sauf-conduit.

A Soweto, le rassemblement prévu dans un stade par le conseil sud-africain des Eglises n'a pu avoir lieu. A la suite de son interdiction, la police et l'armée ont barré l'accès des lieux et refoulé plusieurs centaines de personnes qui se sont présentées pour « *cette réunion de la paix* ». Elles se sont finalement réfugiés dans une église avant que la cérémonie religieuse ne soit interrompue par l'intervention des forces de l'ordre.

Toutes ces manifestations avaient un but pacifique, y compris celle de Durban, dimanche, sur une plage réservée aux Blancs. La police a finalement laissé les quelque 5 000 contestataires envahir le bord de mer pour un pique-nique. Plusieurs incidents se sont produits avec un groupe de droite dont certains membres étaient porteurs de T-shirts frappés de l'inscription « *Whites only* » (Blancs seulement). Ils demandaient aux forces de l'ordre de tirer dans le tas.

Cinquante-huit arrestations

Cinquante-huit personnes ont finalement été arrêtées. Dix d'entre elles seront traduites devant la justice pour avoir déployé un drapeau du Congrès national africain (ANC). La police avait reçu la consigne de laisser faire afin que ne se reproduisent pas les incidents d'il y a quinze jours survenus sur deux plages du Cap lors d'un mouvement de protestation du même type.

Le week-end qui s'annonçait mouvementé s'est finalement déroulé sans affrontements très violents. Mais la campagne de désobéissance civile est loin d'être terminée. Elle atteindra son point culminant mardi et surtout mercredi, jour du scrutin.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ESPAGNE : la préparation des élections législatives

La droite s'est donné un candidat à la présidence du gouvernement

MADRID
de notre correspondant

Vingt-quatre heures à peine après la dissolution anticipée des Chambres, M. Manuel Fraga, président du Parti populaire, a officiellement annoncé, samedi 2 septembre, le nom du candidat de sa formation à la présidence du gouvernement : M. José Maria Aznar, qui dirige actuellement l'exécutif régional de la région de Castille-Leon. Comme prévu, le choix de M. Fraga a été approuvé le même jour à l'unanimité par le comité exécutif du parti.

Hier encore inconnu du grand public, M. Aznar se voit ainsi, à trente-six ans, brusquement propulsé au rang de principal rival de M. Felipe Gonzalez. Une tâche ardue pour ce jeune homme à l'aspect posé et réfléchi, réservé mais aimant les contacts avec la foule, dont les adversaires critiquent le populisme et dont les partisans vantent le charisme, apôtre des idées néolibérales, et qui s'est surtout distingué, à la tête de la Castille-Leon, par ses appels à la nécessaire austérité de l'administration et de l'Etat.

Sa désignation à la tête du Parti populaire va-t-elle mettre fin à cette guerre de succession fratricide qui agite la droite espagnole depuis près de deux ans ? Plus exactement depuis la décision annoncée en décembre 1986 par M. Fraga, peu après un revers électoral, de se retirer de la politique « *de manière irrévocable* » ?

Le départ du fondateur et « leader historique » du parti avait donné lieu à une lutte sans merci entre les aspirants à sa succession. Deux mois plus tard, en février 1987, c'était finalement le jeune Antonio Hernandez Mancha qui l'emportait au milieu de l'enthousiasme des « bases ». Avec son aspect décontracté et dans le vent, son langage « branché », son air de titi à l'andalouse, il semblait symboliser une nouvelle droite espagnole sans complexe à l'égard d'un passé auquel elle n'avait guère participé, apte à mieux disputer aux socialistes les voix du centre.

Mais il apparut bien vite que M. Hernandez Mancha, malgré un méritoire effort de « recentrage » de sa formation, ne faisait pas le poids face à M. Gonzalez. Le jeune dirigeant était de plus en plus contesté et se voyait notamment reprocher de n'avoir pas su intégrer dans son équipe ceux qui s'étaient opposés dès le départ à sa nomination, au premier rang desquels M. Aznar.

Le mauvais résultat des européennes

Dans une telle situation, M. Fraga décidait au mois d'octobre 1988 de reprendre les rênes du parti, tout en faisant cependant savoir qu'il ne serait plus candidat à la présidence du gouvernement de Madrid, et qu'il se contenterait désormais de briguer le gouvernement régional de Galice, sa région natale.

Restait donc à trouver un successeur. Le choix de M. Fraga allait d'abord se porter sur l'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, le démocrate-chrétien Marcelino Oreja. Mais le mauvais résultat obtenu aux européennes de juin dernier par la liste du Parti populaire conduite pour la première fois par M. Oreja démontra que l'absence de charisme de ce dernier risquait d'être rédhibitoire.

Le choix de M. Aznar sera-t-il cette fois le bon ? Nombreux sont ceux qui prédisent au nouveau dauphin de M. Fraga une carrière politique prometteuse mais beaucoup également le considèrent manifestement comme trop « vert » pour se lancer déjà dans une telle aventure. Une aventure d'autant plus difficile qu'aux élections de juin, 18 % des suffrages séparaient le Parti populaire des socialistes. C'est un investissement à long terme qu'a apparemment voulu faire M. Fraga. Ce dernier, d'ailleurs, a tenu à conserver le gouvernail de son parti, et entend bien le maintenir tant que son « protégé » n'aura pas fait ses preuves électorales.

THIERRY MALINIAK.

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter
une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ EN FONDS DE COMMERCE **"LES ANNONCES"**
que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires
En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

هكذا من الاصل

Diplomatie

Le sommet des pays non alignés à Belgrade

La Yougoslavie veut faire prévaloir une approche non dogmatique de l'économie

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Pour accueillir dignement le sommet des pays non alignés, du lundi 4 au jeudi 7 septembre, Belgrade, malgré les difficultés du moment, s'est offert un sérieux ravalement. Les bâtiments et monuments qui, dans un étonnant mélange, évoquent tour à tour le néo socialisme massif et le style impérial austro-hongrois, ont retrouvé des couleurs longtemps enfouies sous la noirceur. Au Centre de conférences, d'une modernité toute verre-acier, les délégués sont pris en charge par un service d'accueil nombreux et des bataillons de chauffeurs (plus de 700 véhicules ont été achetés pour l'occasion en RFA). Le dispositif policier est aimable mais omniprésent.

Visiblement, la Yougoslavie est fière de son rôle, de son accueil et de son organisation. On le serait à moins. Les effets euphorisants du sommet ne peuvent pourtant faire oublier, ou alors pour un temps seulement, les graves difficultés. Un journaliste serbe, regardant passer un cortège officiel, résumait ainsi la situation : « *Même à cette allure, ils ne rattraperont jamais l'inflation.* » Pour tirer de cette réunion le maximum de bénéfices, la Yougoslavie devra mener à bien une autre opération de « ravalement » : ce que certains appellent le « *repositionnement* » d'un mouvement où cohabitent infiniment plus de styles et de façades que dans les rues de Belgrade...

Pour le moment, les choses se présentent plutôt bien pour les héritiers du maréchal Tito et pour leur stratégie de modernisation-modération (*le Monde* daté 3-4 septembre). Dans la nuit de samedi à dimanche, les ministres des affaires étrangères, chargés de mettre au point le projet de déclaration finale du sommet qui doit être adoptée jeudi, ont fini par se mettre d'accord sur un texte considéré par la majorité comme « modéré ». Il prend en effet en compte l'évolution des relations internationales et préconise, pragmatiquement, un dialogue et une coopération économique accrus avec les pays industrialisés.

L'accord ne s'est toutefois pas fait sans bras de fer. Le groupe dit des « radicaux » (Cuba, Corée du Nord, Nicaragua, Ethiopie, Vietnam, Libye, *etc.*) est monté au créneau pour « muscler » le projet de texte proposé par la Yougoslavie, jugé trop conciliant à l'égard de l'Occident et empreint de « *naïveté politique* » sur la détente Est-Ouest. Ce projet faisait aussi, selon ces pays, la part trop belle à l'économie, au détriment des problèmes politiques. Après prolongation, un compromis a été trouvé : un paragraphe additionnel souligne les acquis du Mouvement dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'apartheid. Une formule qui satisfait les uns sans faire perdre la face aux autres.

Tout le monde paraît conscient de la nécessité d'un ajustement aux nouvelles réalités. « *Même ceux qui réclament une tonalité anti-impérialiste accrue sont moins véhéments qu'auparavant. Question de réalisme, mais aussi de l'influence – très sensible – des Yougoslaves* », remarquait un délégué du Bangladesh.

Face au militantisme politique émoussé des radicaux, le consensus qui se développe chez les modérés devrait se renforcer par le biais de l'approche économique. D'autant que les partisans de l'« alignement naturel » sur le camp socialiste, politiquement désarmés par la détente, ne peuvent guère se prévaloir du succès de leurs économies planifiées. Au contraire, celles-ci apparaissent désormais, à l'instar de celle des Soviétiques, comme des... modèles *de ce qu'il ne faut pas faire.*

Les modérés, quant à eux, comptent dans leurs rangs des exemples de réussite économique que beaucoup rêvent d'imiter. Et tout indique que chez eux de nombreuses voix, longtemps couvertes par le fracas des polémiques politiques et peu soucieuses de choisir un « camp », vont contribuer à recentrer le débat, de façon non dogmatique, sur les problèmes économiques, tout en s'efforçant de maintenir l'essentiel des principes du Mouvement.

Ainsi, en mettant en sourdine un certain nombre de thèmes politiques polémiques, souvent qualifiés de « dépassés », et en poussant l'économie en avant, la Yougoslavie semble vouloir modifier les objectifs et priorités des non-alignés. Cette stratégie, doublée d'une concertation avec les gouvernements et institutions internationales qui jouent – qu'on le veuille ou non – un rôle économique clé sur la scène mondiale, semble évidente si l'on considère la situation de nombreux pays non alignés confrontés aux problèmes d'endettement, de financement du développement, de commerce, de matières premières, etc.

Plusieurs ministres ont donné le ton, dimanche. Celui des affaires etrangères yougoslave, M. Budimir Loncar, a indiqué : « *Le problème de la dette et les questions de développement auront une place centrale dans nos délibérations.* » Et son homologue vénézuélien, M. Reinaldo Figueredo, dont le pays vient d'adhérer au Mouvement, a appelé une nouvelle fois à la reprise du dialogue Nord-Sud et à la tenue d'un sommet sur les « *questions économiques globales et l'environnement* ». Ce qu'il avait déjà fait – sans grand succès – avec l'Inde, l'Egypte et le Sénégal, à la veille du sommet des pays industrialisés, en juillet à Paris.

Autre signe des temps : Fidel Castro, dont Tito combattit jusqu'au bout la « dérive » alignée, n'assistera pas au sommet de Belgrade. Les présidents égyptien et indonésien, MM. Moubarak et Suharto, qui, en raison de leur pragmatisme économique et de leurs amitiés occidentales, ont souvent été pris à partie par les alliés de Moscou au sein du Mouvement, seront, eux, pour la première fois depuis longtemps, au tout premier rang. Et si le président Ortega, qui restait attendu dimanche, vient finalement, c'est qu'il pouvait difficilement faire autrement : son pays, en effet, est candidat à la présidence du Mouvement. L'Indonésie aussi. Une compétition qui devrait permettre de mieux évaluer, *in fine*, le rapport de forces entre radicaux et modérés. Et, incidemment, de mesurer le poids dans les débats du thème des droits de l'homme.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(Publicité)

VENTE AUX ENCHERES LUXEMBOURG
16.+17.9.89
Foires Internationales

200 - 250 VOITURES COLLECTION
OLDTIMER + PICKUPS

* AUTOMOBILES *
Samedi + Dimanche à partir de 10 h
* PICKUPS *
Pierrool Collection
Samedi à partir de 17 heures

* INFORMATIONS *
Tel 1941 56 910 101
Fax 1941 56 911 922
Pierre Meierhofer

Temps d'inclure votre vehicule

ORGANISATEUR
Kruse Int., Auburn USA
191 - 219 - 925 - 5600
* * *

1928 Hispano Suiza Cabrio (unique). 1936 Mercedes500K Cabrio, 1931 Cadillac 12 Zyl Cabr., 1929 Rolls-Royce Phantom 1, Porsche 597 Voit. de chasse 4 x 4, 1953 Cadillac Cabrio 8 Zyl. 3 x 1956/57 Mercedes 500 SL, BMW 503 Coupé, 1974 Jaguar XKY 12 Zyl Automat. 1928 Cadillac Cabrio, 1929 Rolls-Royce Playboy Roadster, 1958 Corvette Cabrio, Harley David., Buick Century Straight 8 Porsche 959 Vers. Course, Ferrari GTO ...

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
45-55-91-82, poste 4356

Unique à Paris, l'Espace de la femme pressée.

Du 1er au 23 septembre

A l'occasion du lancement de 3 nouvelles marques en exclusivité, les Galeries Lafayette ont créé ces 600 m² dont vous rêviez.

Imaginez plutôt : du 1er au 23 septembre, se trouvent rassemblés au 1er étage des Galeries Lafayette Haussmann, les services, conseils, informations et boutiques qui facilitent la vie de toutes les femmes.

Inouï ! Vous allez, sans courir et avec le sourire, faire votre shopping, déjeuner diététique, passer vos coups de fil, être conseillée par un coiffeur de chez Maniatis, essayer le dernier maquillage Estée Lauder. Seul le Grand Magasin de la Mode pouvait vous offrir une telle rentrée !

Mode Plus. Pas le temps de courir tous les étages... Pour vous, les Galeries Lafayette Haussmann ont créé Mode Plus, un service gratuit personnalisé, pour choisir, essayer, acheter sur rendez-vous, dans un salon particulier.

La boutique "Voyager léger." C'est plein d'astuces pour voyager : des bagages légers comme des plumes, des mini-produits de soins de marques de beauté...

Les gains de temps offerts par les nouvelles technologies : le service télématique des Galeries Lafayette (3615 GL) et les courses faciles grâce au supermarché à domicile : Télémarket.

Venez jouer avec Elle, Madame Figaro et Marie-Claire et découvrez si vous êtes plutôt Avant-Première, Jodhpur ou Briefing.

GALERIES Lafayette

Amériques

COLOMBIE : attentat contre le quotidien « El Espectador »

La mafia de la drogue poursuit sa campagne de terreur

La Mafia colombienne multiplie ses attentats d'intimidation à l'égard de ceux qui soutiennent le gouvernement dans sa lutte contre le trafic de drogue. Après le quotidien *El Espectador* samedi, c'est l'Hôtel Intercontinental de Medellin, où sont logés beaucoup de journalistes, qui a été la cible des poseurs de bombes. Ces attaques des barons de la cocaïne n'épargnent pas les étrangers. Un avion-cargo Hercule-C-123 américain a ainsi été sérieusement endommagé dimanche par un engin incendiaire. L'acheminement de l'aide américaine se poursuit cependant, et Washington n'exclut pas que ses conseillers militaires puissent jouer un rôle *« plus actifs »* s'ils étaient attaqués. Le gouvernement britannique a pour sa part proposé son aide à Bogota. Une frégate de la Royal Navy croise déjà en mer des Caraïbes pour lutter contre le trafic. Londres pourrait aussi fournir du matériel de détection des narcotiques.

BOGOTA
de notre envoyé spécial

Tout le monde s'y attendait, à commencer par les intéressés. Quand la mafia de la drogue promit, dans un communiqué de guerre, voici dix jours, de s'attaquer – entre autres – aux journalistes, on savait que l'une des premières victimes serait le quotidien de Bogota *El Espectador »*. Ce même journal dont le directeur Guillermo Cano, a été assassiné par les sicaires, il y a près de trois ans, et qui a perdu son avocat et l'un de ses correspondants de province dans la bataille contre les narcotrafiquants.

La menace a été mise à exécution samedi 2 septembre. La plus forte charge explosive utilisée par les « narcos » depuis le début de leur campagne de terreur (l'équivalent de 200 kilos de dynamite) a détruit, ce jour-là au petit matin, une partie des locaux du quotidien ainsi que plusieurs bâtiments alentour. Il y a eu un mort et plus de soixante-dix blessés. C'est, une fois de plus, en utilisant une voiture piégée – une camionnete stationnée dans une station-service voisine du journal – que les terroristes ont atteint leur cible. Il n'est resté à la place de la camionnette qu'un cratère de plusieurs mètres de largeur. Le poste à essence a été dévasté ; une façade du quotidien disloquée ; les vitres ont volé partout ;toits et murs sont tombés en morceaux à 200 mètres à la ronde.

L'après-midi même, *« sur les ruines »*, comme il le disait en première page, *El Espectador* tirait déjà l'édition qui devait circuler le lendemain. Une édition réduite sans la couleur des pages dominicales, avec une photo des locaux dévastés et ce titre sur quatre colonnes : « Nous continuons ! ».

Les menaces de mort étaient devenues une routine pour les rédacteurs. Elles s'étaient précisées, malgré tout, depuis le début de l'offensive gouvernementale contre les biens de la Mafia. *« Gare à vous, on va vous envoyer des roquettes !,* dit un jour au téléphone une voix anonyme. L'avertissement pouvait être pris au sérieux puisque à Medellin, la semaine dernière, la police avait désamorcé à temps quatre roquettes cachées dans une voiture et pointées vers une fabrique d'alcool appartenant à l'administration départementale. Le quotidien conservateur *El Siglo* a expliqué, dimanche, dans un éditorial, pourquoi c'est ce confrère-là, parmi les cinq ou six quotidiens de la capitale, qui était le plus visé. *« Parce qu'il a été le plus brave, le plus audacieux dans la lutte contre les narcotrafiquants. Parce que, malgré les menaces, ses directeurs, ses journalistes, ses employés, ont donné un formidable exemple de courage. [L'attentat] n'est pas un épisode de plus dans une guerre multiforme, c'est un avertissement plus net que les autres destiné à montrer qu'il faut désormais choisir son camp. »*

La rédaction d'*El Espectador* avait choisi le sien depuis longtemps. L'esprit critique ne lui manquait pas devant les atermoiements, voire les faux-fuyants, des gouvernements successifs face au vaste réseau de brigandages et de meurtres monté par les barons de la cocaïne. Quelques heures après avoir déblayé les gravats et alors qu'ils s'étaient déjà remis à leur machine à écrire, les journalistes mal-pensants d'*El Espectador* manifestaient leur sang-froid devant ce qui venait d'arriver et leur scepticisme à propos de ce qui allait suivre.

Sang-froid, parce que, s'attendant depuis longtemps à un attentat, ils se sentaient délivrés maintenant que celui-ci s'était produit. Scepticisme, parce que la répression gouvernementale leur semble tardive et limitée. Aucune opération militaire n'a été menée dans la région du moyen Magdalena, font-ils remarquer : or, c'est sur les terres fort riches qui bordent le fleuve, entre les deux principales cordillères, que Pablo Escobar a son fief et que le cartel de Medellin dispose des milices armées les mieux entraînées. Qu'aucune perquisition, aucune saisie n'ait été faite dans cette zone, rien d'étonnant selon nos confrères : une certaine osmose s'est opérée ces dernières années entre les « narcos », les militaires et les grands propriétaires terriens dans leur lutte contre l'ennemi commun, la guérilla, qui vivait *« sur l'habitant »* en rackettant les éleveurs et les exploitants agricoles. L'un des éditorialistes d' *El Espectador*, Jorge Child, précise : *« C'est le colonel Yanine Diaz Farouk, commandant la brigade de Bucaramanga, qui a nettoyé la région avec l'aide des « narcos » et des groupes d'autodéfense montés par les propriétaires terriens. Quand la guérilla a été éliminée, les terres ont été achetées par les trafiquants... et par les officiers. »*

L'armée infiltrée

On craint aussi que le président Barco ne puisse concrétiser entièrement sa menace d'exproprier les biens de la Mafia. Les décrets signés à ce sujet déchargent pourtant le gouvernement de faire la preuve que les propriétés saisies appartiennent aux trafiquants. C'est à ceux-ci qu'il revient de prouver que l'origine de leurs biens n'est pas illégitime. *« Est-ce que ce sera si difficile ?* demande Jorge Child. *Voici vingt ans que l'argent sale cohabite avec l'argent propre. Les deux se sont mêlés. »* Autrement dit : quand le lavage des narco-dollars est ancien, l'origine des propriétés confisquées peut avoir toutes les apparences de la légitimité.

Le scepticisme des journalistes colombiens tient aussi au fait que l'armée est infiltrée, selon eux, par la Mafia. Mais si le fief principal de Pablo Escobar a échappé jusqu'ici aux perquisitions, il n'en est pas de même de celui que Rodriguez Gacha, autre « capo » du cartel de Medellin, avait monté dans la région de Bogota.

C'est à Pacho, à quelques dizaines de kilomètres au nord de la capitale, que les militaires ont fait les découvertes les plus intéressantes. Rodriguez Gacha était propriétaire, dans cette région, de nombreuses haciendas. Il y avait monté des milices armées et fait de chaque ferme un poste d'alerte. La plupart des habitants vivaient, directement ou indirectement, de son organisation. A Bogota même, il avait occupé tout un étage d'un gratte-ciel du centre pour installer une société qui gérait, avec ordinateurs et microfiches, trente-quatre entreprises des plus diverses, allant de la fabrique de lait à la promotion immobilière.

Les militaires se sont emparés de ces installations et les dossiers laissés par le mafioso-homme-d'affaires sont un régal pour les services chargés de les dépouiller. Mais ce succès appartient déjà à une phase dépassée de la guerre que se livrent les cartels et le gouvernement Barco.

L'attentat contre *El Espectador* avec ses nombreux blessés – des passants pour la plupart – montre qu'il faudra des succès d'une autre sorte pour venir à bout de la campagne de terreur et d'intimidation menée par les « extradables ».

Intimidation qui a déjà fait son effet. Les candidats à l'élection présidentielle de l'an prochain ont décidé d'annuler leurs apparitions en public et de limiter leur campagne à des programmes télévisés. Ils sont avares en condamnation du terrorisme, à l'exemple du maire de Medellin qui n'analyse l'action des poseurs de bombes qu'en terme de *« déstabilisation »*.

Le mutisme est encore plus grand au Congrès où des mesures de sécurité extraordinaires ont été prises pour protéger les parlementaires. Le quotidien *la Prensa* a fait remarquer, dans son édition de dimanche, que le couvre-feu de Medellin n'a fait l'objet d'aucune mention au Parlement,. alors qu'un honorable député a proposé un débat sur ce sujet d'*« intérêt national »* que fut le dernier match de football entre la Colombie et le Paraguay : l'arbitre aurait *« volé »* un but aux Colombiens...

CHARLES VANHECKE.

Asie

AFGHANISTAN

L'aéroport de Kaboul est la cible privilégiée des tirs de roquettes

Selon le *Washington Post*, les Etats-Unis et le Pakistan auraient décidé de livrer directement aux chefs, sur le terrain, de la résistance afghane, l'aide militaire et financière qui leur est destinée. Jusqu'ici, ces livraisons transitaient par le gouvernement provisoire de la résistance installé à Peshawar au Pakistan. Ce changement aurait pour double objectif de réduire l'influence de partis aux relations difficiles et de limiter celle des éléments les plus extrémistes au sein de la résistance.

D'autre part, toujours selon le *Washington Post*, le chef des opérations afghanes de la CIA aurait été limogé. La résistance aurait souffert, cet été, d'une pénurie d'armes, alors que Kaboul accumulait d'importants stocks livrés par l'Union soviétique.

KABOUL
de notre envoyé spécial

L'aéroport de la capitale afghane a subi, samedi 2 septembre, une violente attaque à la roquette, sans doute la plus intense depuis le début de l'année. A deux reprises, dans la matinée, puis en début d'après-midi, au moment où beaucoup de voyageurs étaient rassemblés dans les bâtiments de l'aéroport, les tirs de roquettes se sont multipliés, provoquant, selon plusieurs témoins, des scènes de panique. Environ 25 roquettes seraient tombées dans l'enceinte de l'aéroport et à proximité, tuant au moins une douzaine de personnes et en blessant trente autres. Plusieurs bâtiments ont été endommagés. Deux quartiers peuplés de la ville ont également été touchés par des tirs de roquettes qui ont fait neuf morts et vingt-huit blessés.

Les tirs sur l'aéroport de Kaboul, qui ont provoqué la suspension du trafic aérien jusqu'au soir, ont coïncidé avec le départ du président Najibullah pour Belgrade. L'avion présidentiel a pu décoller dans la soirée.

Les tirs de roquettes de la résistance sont de plus en plus précis et l'aéroport en est la cible privilégiée. Certains Kaboulis pensent que les roquettes qui s'abattent sur les quartiers populaires sont parfois lancées par les forces gouvernementales afin de provoquer une réaction d'hostilité à l'égard de la résistance. *« On entend la déflagration de départ et on voit l'impact d'arrivée sur la ville. Comment les moudjahidins pourraient-ils être si près de la ville ? »*, entend-on dire. Il y a encore six mois, lorsque des roquettes étaient tirées sur la ville, l'artillerie gouvernementale répliquait dans un délai assez bref. D'autre part, les redoutables hélicoptères MI-16 décollaient rapidement après les tirs. Les forces gouvernementales ne répliquent plus systématiquement et les MI-16 ne sont visibles que dans la zone de l'aéroport. Les tirs de missiles sont pourtant plus fréquents que par le passé et interviennent de jour comme de nuit.

Dans le reste du pays, les combats sont surtout importants à Khost, la ville-garnison située à moins de 30 kilomètres de la frontière pakistanaise, dans la province de Paktia. Les moudjahidins ont pris le contrôle de deux postes gouvernementaux à une vingtaine de kilomètres de la ville. De source officielle, à Kaboul, on indique que les forces gouvernementales ont lancé une contre-offensive depuis vendredi et que les combats sont très meurtriers. D'autres combats, de moindre intensité, se poursuivent à Jalalabad et dans la région de Kandahar.

LAURENT ZECCHINI.

M. Xavier Lemire devrait être libéré rapidement

KABOUL
de notre envoyé spécial

La délégation française venue à Kaboul pour obtenir la libération du médecin français Xavier Lemire (*le Monde* du 2 septembre) devrait repartir pour Paris lundi 4 ou mardi 5 septembre. L'émissaire du Quai d'Orsay, M. Didier Leroy, avait remis vendredi un message personnel de M. François Mitterrand au chef de l'Etat afghan, M. Najibullah. Dès l'arrivée de la délégation à Kaboul, il y a une semaine, on indiquait, de source afghane, qu'une lettre du président de la République serait indispensable mais l'Elysée n'a, semble-t-il, pris cette décision que vendredi, espérant sans doute qu'une simple démarche diplomatique, soutenue par les Nations unies, serait suffisante pour obtenir la libération du médecin.

Le « préalable » de la lettre de M. Mitterrand étant levé, Xavier Lemire devrait donc être libéré assez rapidement. On indiquait à ce sujet, dimanche soir à Kaboul, que M. Najibullah a adressé un message à M. Mitterrand pour lui confirmer qu'il était *« favorable »* à la libération du médecin français.

L. Z.

CORÉE DU NORD

Campagne contre le « libéralisme bourgeois »

TOKYO
de notre correspondant

Dans un apparent effort pour étouffer dans l'oeuf toute évolution jugée indésirable, le Parti du travail de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a lancé depuis quelques semaines une campagne de rectification idéologique, dénonçant en particulier le *« vent de libéralisme bourgeois »* qui menace les pays socialistes.

Dans un article publié, jeudi 31 août, le *Rodong Sinmun*, l'organe du parti, écrit que Pyongyang *« s'opposera avec détermination à l'infiltration culturelle et idéologique de l'impérialisme et entend démontrer avec force la supériorité incontestée du socialisme »*. Le quotidien dénonce en particulier l'*« impérialisme américain »*, qui est en train de subvertir *« des pays comme la Hongrie, où est tolérée la liberté bourgeoise, où est encouragée la démocratie bourgeoise et où sont actifs les éléments réactionnaires »*.

S'il n'est pas étonnant que la Hongrie, qui fut le premier pays socialiste à établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud en février, soit nommément attaquée par la propagande de Pyongyang, cette offensive idéologique n'en est pas moins révélatrice des craintes des dirigeants nord-coréens que leur pays puisse être « contaminé » par l'exemple de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est. Le Parti du travail de Corée avait été parmi les premiers à exprimer son soutien aux dirigeants chinois à la suite du massacre de la place Tiananmen et de la répression du mouvement démocratique, accusé d'avoir fomenté des *« troubles antirévolutionnaires »*.

Festival international de la jeunesse

Cette campagne de rectification idéologique a été lancée quelques semaines après la tenue, début juillet à Pyongyang, du Festival international de la jeunesse, auquel ont participé quelque trente mille personnes originaires de cent soixante-dix-neuf pays. C'était la première fois qu'un événement attirant un si grand nombre de visiteurs avait lieu en Corée du Nord. Cette manifestation avait également été l'occasion de quelques incidents provoqués par des participants étrangers qui avaient dénoncé la répression des droits de l'homme en RPDC et l'écrasement du mouvement démocratique en Chine.

Le festival fut surtout l'occasion pour les habitants d'un pays, étroitement contrôlé et fermé au reste du monde d'avoir des contacts avec des étrangers et des informations leur permettant d'établir des comparaisons – ce qui leur fait cruellement défaut étant donnée l'énorme propagande déversée quotidiennement.

Les « menaces » que font peser sur les pays socialistes des demandes en faveur du pluralisme qui auraient *« pour but d'affaiblir le leadership des partis communistes et provoquer le désordre et l'anarchie »* sont-elles seulement extérieures ? Apparemment, non. Lorsque le 17 août, Radio-Pyongyang annonça le lancement de campagne de rectification idéologique par le président Kim Il-sung, il fut précisé qu'elle était dirigée contre *« un courant idéologique hétérogène qui tente de souiller la ligne juste »*. La radio adressait d'autre part ses félicitations au fils du président, et héritier désigné, M. Kim Jong-il, pour ses efforts dans l'élimination de cette *« idéologie impure »*. Le jeune Kim, numéro deux au sein du bureau politique du parti, aurait à son crédit, affirmait la radio, d'*« avoir liquidé les courants idéologiques de couleurs différentes »*.

A Tokyo, les observateurs de la situation nord-coréenne pensent que cette campagne s'inscrit vraisemblablement dans le contexte de la succession du « grand leader ». Selon le discours officiel à Pyongyang, cette question est réglée (l'ensemble du parti s'étant rallié, affirme-t-on, à M. Kim Jong-il), mais les changements en cours dans les « pays frères » pourraient inciter certains membres du Parti du travail à penser qu'une évolution est aussi souhaitable en RPDC.

PHILIPPE PONS.

NICARAGUA : les élections générales de février 1990

La directrice de « La Prensa » est candidate de l'opposition à la présidence

Managua. – La coalition de l'opposition nicaraguayenne, qui regroupe quatorze partis, a désigné, samedi 2 septembre, M^{me} Violeta Barrios de Chamorro, propriétaire et directrice du quotidien *La Prensa*, comme sa candidate à la présidence pour les élections générales de février 1990. Pour la vice-présidence, c'est le dirigeant du Parti libéral indépendant (PLI), M. Virgilio Godoy, qui a été choisi. Le « ticket » de l'opposition est donc composé de deux personnalités fort connues pour leur hostilité au régime sandiniste, même si elles en étaient proches au début de la révolution.

Mme Violeta de Chamorro, âgée de cinquante-neuf ans, est la veuve de Pedro Joaquin Chamorro, dont l'assassinat en janvier 1978 avait contribué à lancer l'insurrection qui devait chasser le dictateur Anastasio Somoza, dix-huit mois plus tard. Elle avait participé à la première junte au pouvoir avant de démissionner en avril 1980 pour prendre les commandes du journal *La Prensa*. Sa propre famille est divisée puisque deux de ses fils font partie du Front sandiniste, tandis que deux autres sont des adversaires déclarés du gouvernement de Managua. Lors de son premier meeting politique dans la capitale nicaraguayenne, elle a affirmé que son premier objectif était *« la paix et la réconciliation. Nous voulons réunir toutes les familles divisées »*, a-t-elle déclaré.

Le candidat à la vice-présidence, M. Virgilio Godoy, qui était présent lors de cette réunion, est âgé de cinquante-cinq ans. Il fut aussi allié aux sandinistes au début de la révolution et a occupé la charge de ministre du travail de juillet 1979 à mars 1984, date à laquelle il démissionne en raison de divergences avec l'équipe au pouvoir. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) (au pouvoir) n'a pas, pour sa part, encore annoncé son « ticket » pour les élections qui doivent avoir lieu le 25 février prochain. Selon toute vraisemblance, il serait composé de l'actuel président Daniel Ortega et du vice-président Sergio Ramirez. – *(AFP, Reuter.)*

ÉTATS-UNIS

Le gouvernement envisage de freiner l'entrée des juifs d'URSS

L'administration Bush serait en train de préparer des mesures visant à empêcher un grand nombre de juifs d'URSS d'être admis aux Etats-Unis en tant que réfugiés ; seules les personnes ayant déjà de la famille ou des relations dans le pays auraient désormais le droit de s'y installer. Le *New York Times* a fait cette révélation dans son édition du dimanche 3 septembre en précisant que le projet devrait avoir pour effet de réorienter beaucoup de candidats à l'immigration vers Israël.

Le nombre des émigrants juifs soviétiques est passé de 8 155 en 1987 à 18 965 en 1988 et pourrait dépasser 48 000 à la fin de cette année (pour le mois d'août, il est le plus élevé depuis vingt ans : 6 756).

Les dirigeants israéliens souhaitaient depuis longtemps que les Etats-Unis imposent des restrictions et ils en ont accueilli l'annonce avec satisfaction, espérant qu'en conséquence l'immigration en Israël puisse augmenter substantiellement. Ces dernières années, malgré le net accroissement des autorisations de sortie pour les juifs d'URSS et l'amélioration des rapports entre Moscou et Jérusalem près de 90 % de ceux-ci préféraient aller aux Etats-Unis. – *(Reuter, AP.)*

Proche-Orient

ISRAËL : après un grave incident frontalier

Jérusalem met en garde Amman

Au lendemain d'un accrochage sur la frontière israélo-jordanienne qui a coûté la vie à deux soldats israéliens et après plusieurs tirs de fusées Katioucha, la semaine dernière, sur le nord d'Israël, l'aviation israélienne a attaqué, dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 septembre, *« des bâtiments servant de quartier général à des organisations terroristes »*, dans le sud du Liban. Le FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril a indiqué, de son côté, que l'un de ses membres avait été blessé dans cette attaque.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la première fois depuis des années, Israël a lancé un sévère avertissement à son voisin « favori », la Jordanie, après qu'un homme — ou un commando de deux personnes — eut franchi le Jourdain ce week-end et tué deux soldats israéliens en patrouille le long de la frontière.

Habituellement, les gouvernements israéliens n'avaient que louanges pour la manière dont le régime hachémite savait garantir l'imperméabilité de la plus longue frontière que l'Etat hébreu ait avec un pays arabe. Les rares incidents étaient commentés « profil bas ». Mais les infiltrations se sont récemment multipliées, et il devient difficile de les imputer à chaque fois à l'initiative d'individus à l'esprit dérangé comme on a bien voulu le faire jusqu'à présent.

Quatre infiltrations depuis le début de l'année, cela fait beaucoup trop, a jugé M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, qui a lancé une mise en garde dimanche 3 septembre : *« Israël ne tolérera pas une situation où la Jordanie est de plus en plus accueillante aux organisations* [palestiniennes], *qui peuvent ensuite, en toute liberté, conduire des attaques contre Israël. »* Le ministre faisait allusion à la récente réouverture de bureaux de l'OLP à Amman. Israël, a-t-il ajouté, fera connaître son point de vue par voie de commentaires publics et par *« d'autres moyens »*.

L'accrochage remonte à la matinée de samedi. Un homme, Palestinien ou Jordanien, vêtu en civil, infiltré tout au nord de la barrière frontalière, non loin de la ville de Bet-Shean, ouvre le feu sur un véhicule de l'armée. Deux soldats sont tués, un troisième blessé, avant que la patrouille ne réplique et que l'assaillant ne soit mortellement touché dans un échange de tirs de plus de dix minutes. Les Israéliens estiment que l'individu — qui ne portait aucun document d'identité — pourrait avoir eu un complice.

Lutter contre les « collaborateurs »

Amman a démenti qu'il y ait eu une infiltration à partir de la Jordanie et a attribué l'incident à la lutte des Palestiniens des territoires occupés ; l'armée israélienne est toutefois convaincue que l'assaillant est bien venu de la rive est du Jourdain. A Damas, le Front de libération de la Palestine de M. Talaat Yacoub a d'ailleurs revendiqué l'opération et souligné qu'elle était partie de Jordanie.

Cependant, le front de Cisjordanie et de Gaza est resté des plus violents. Le week-end a parfaitement illustré le nouveau profil du soulèvement dans les territoires : plus brutal, réprimé de manière apparemment plus expéditive et nourri de règlements de comptes inter-palestiniens. Samedi, à l'issue d'une journée où les plages d'Israël étaient encore bondées comme si le pays s'était définitivement habitué à vivre avec la routine de la confrontation dans les territoires, on relevait encore un lourd bilan : huit morts - trois Palestiniens tués dans des affrontements avec l'armée et cinq autres victimes de la *« lutte contre les collaborateurs »* menée par certains groupes nationalistes.

Les premiers incidents ont eu lieu samedi, entre 3 heures et 4 heures du matin, à Rafidiye, un quartier de Naplouse, la grande ville (120 000 habitants) du nord de la Cisjordanie, alors qu'une unité perquisitionnait à la recherche de responsables d'attentats à l'explosif. Le communiqué officiel n'en dira pas beaucoup plus, sinon que la patrouille a ouvert le feu lors du face à face avec les hommes qu'elle poursuivait : deux Palestiniens sont tués, trois autres blessés. Dès la nouvelle connue, des manifestations s'organisaient en ville et dans les camps alentour : jets de pierres, pneus enflammés et drapeaux palestiniens en tête de cortège. L'armée a tiré : une Palestinienne de quatorze ans a été tuée, touchée à la poitrine alors qu'elle était assise au balcon d'un appartement.

Ailleurs, la *« lutte contre les collaborateurs »* de l'administration israélienne, ou prétendus tels, s'est poursuivie sans relâche. Cinq Palestiniens ont été tués ce week-end dans cette bataille quotidienne entre résidents des territoires qui, ces dix derniers jours, a fait plus de morts que les affrontements avec l'armée.

ALAIN FRACHON.

IRAN

Le président Rafsandjani renonce au commandement en chef par intérim de l'armée

Le nouveau président iranien, l'hodjatoleslam Rafsandjani, a renoncé, samedi 2 septembre, à sa charge de commandant en chef par intérim des forces armées iraniennes aux termes de la Constitution iranienne, qui ne prévoit pas que le président de la République, dont les pouvoirs ont été considérablement accrus à la suite de la récente réforme constitutionnelle, assume une quelconque responsabilité directe au sein des forces armées, rôle exclusivement dévolu au guide qui en est le *« commandant suprême »*.

La démission de M. Rafsandjani, qui a été respectée par M. Khamenei, ne signifie d'ailleurs pas que le président n'assurera plus aucune responsabilité dans la défense nationale. Un nouvel article de la Constitution iranienne a, en effet, créé un conseil suprême de la sécurité nationale, que préside le chef de l'Etat, *« en vue de sauvegarder les intérêts de la nation, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République islamique »*.

En juin 1988, M. Rafsandjani, alors président du Parlement, avait été nommé par l'imam Khomeiny commandant en chef par intérim des forces armées, avec pleins pouvoirs pour *« unifier toutes les forces militaires »*. Au lendemain de sa désignation, M. Rafsandjani avait affirmé la volonté de Téhéran de poursuivre la guerre contre l'Irak jusqu'à la *« réalisation de tous les objectifs fixés par l'imam »*. En fait, il a préparé les forces armées à accepter un cessez-le-feu, qui allait être effectif quelque deux mois plus tard, le 20 août 1988.

Par ailleurs, M. Rafsandjani a nommé, dimanche, l'ancien premier ministre Mir Hossein Moussavi conseiller à la présidence de la République. Cette nomination est interprétée comme une manœuvre d'apaisement à l'égard des « durs » du régime, dont l'ancien premier ministre était l'un des chefs de file et qui ont été écartés du pouvoir à la suite de la formation du nouveau gouvernement. L'ancien ministre des renseignements, l'hodjatoleslam Raychahri, avait, vraisemblablement dans le même but, été nommé le mois dernier procureur général de la République islamique. — *(AFP, AP, Reuter.)*

ÉGYPTE

Condamnation de 26 extrémistes musulmans

Le Caire
de notre correspondant

La Cour supérieure de la sécurité de l'Etat a condamné aux travaux forcés à perpétuité cinq extrémistes musulmans jugés coupables d'une série d'attentats en 1987 contre deux anciens ministres de l'intérieur et un journaliste proche du pouvoir.

Les vingt-et-un autres extrémistes, membres de l'organisation Les rescapés de l'enfe, qui avait revendiqué les attentats, ont été condamnés à des peines allant de dix à un an de prison. Sept autres accusés ont été relaxés.

Un seul des trois attentats perpétrés par Les rescapés de l'enfer en 1987 avait partiellement réussi. Le général Hassan Abou Bacha, ancien ministre de l'intérieur, avait en effet été blessé à la jambe. Les attentats contre l'autre ministre de l'intérieur, le général Nabaoui Ismaïl, et le rédacteur en chef de l'hebdomadaire officieux *Al Moussawar*, M. Makram Mohamad Ahmad, avaient fait plus de bruit que de mal.

D'autre part, treize des cinquante-deux personnes arrêtées le 24 août, sur l'accusation d'appartenance au Parti communiste ouvrier ont été libérées, dimanche par le parquet de la Cour de sécurité de l'Etat. Les accusés, qui avaient affirmé avoir été torturés par la police, ont été envoyés chez le médecin légiste pour examen. Les deux membres du secrétariat général de la Ligue égyptienne des droits de l'homme, le chercheur Mohamed El Sayed Saïd et un avocat, M. Amir Salem, également arrêtés ce jour-là, ne figurent pas parmi des personnes libérées. La Ligue égyptienne des droits de l'homme avait affirmé mercredi que les personnes arrêtées avaient été maltraitées et torturées par la police (*Le Monde* du 2 septembre).

A. B.

LIBAN

D'espoirs déçus en illusions perdues

« Le monde est las et ne veut plus entendre parler de nos souffrances. Nous savons que notre guerre est suicidaire et pourtant nous nous y précipitons » : tel est le constat qu'a dressé, dimanche 3 septembre, le chef du gouvernement libanais à majorité musulmane (soutenu par Damas), M. Selim El Hoss, au lendemain de nouvelles illusions perdues. Pendant quelques jours, Beyrouth avait voulu croire à un mince espoir, celui de voir émerger un *« déblocage spectaculaire »* des entretiens qui se sont déroulés en fin de semaine dernière à Tripoli, en marge de la célébration du vingtième anniversaire de la révolution libyenne (*le Monde* des 3 et 4 septembre).

Malgré des déclarations syriennes faisant état de contacts *« positifs »*, les rencontres du président Hafez El Assad avec plusieurs de ses pairs arabes, dont le roi Hassan II du Maroc et le président algérien Chadli Bendjedid (deux des membres, avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite, du triumvirat chargé de la crise libanaise par la Ligue arabe) ne semblent toutefois pas avoir donné de résultats tangibles.

Dimanche, d'ailleurs, après une accalmie de quelques heures, les canons ont retrouvé droit de cité à Beyrouth et sur plusieurs des fronts enserrant le *« réduit chrétien »*. Mais les nombreux espoirs déçus qui ont rythmé, depuis quinze ans, la vie des Libanais n'empêchent pas ces derniers de continuer à s'accrocher au fil le plus ténu. Après Tripoli, donc, c'est vers Belgrade que se tournent leurs regards, vers la capitale yougoslave où devait s'ouvrir, lundi 4 septembre, le sommet des pays non alignés, dont ils espèrent une reprise des travaux du comité arabe.

Cependant, les manœuvres diplomatiques en cours, de même que la lucidité de M. Hoss, ne paraissent pas en mesure de calmer les velléités guerrières de l'un des plus proches alliés — actuels — de la Syrie, le chef druze Walid Joumblatt, qui vient encore d'assurer que *« la bataille contre le général Aoun se poursuivra »*. Un général Aoun qui s'en est pris samedi aux Etats-Unis, les accusant d'avoir *« vendu »* le Liban et de soutenir tacitement la politique syrienne.

Y. H.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
L'EUROPE DES RÉGIONS
Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Libération de neuf cent sept détenus et de trois descendants de l'empereur

Les autorités éthiopiennes ont libéré, samedi 2 septembre, neuf cent sept détenus dont quatre-vingt-sept prisonniers politiques, parmi lesquels trois petits-fils de l'ancien empereur Hailé Sélassié, a annoncé la radio éthiopienne. Ces libérations sont intervenues dans le cadre d'une amnistie accordée par le conseil d'Etat et approuvé par le président Menguistu Hailé Mariam. Les trois membres de la famille royale qui ont été libérés sont les princes Wosenseged, Michael et Be-Idemariam Makonnen, tous petits-fils de l'empereur Hailé Sélassié. Selon la radio, ils étaient les derniers membres de la famille royale emprisonnés depuis quinze ans.

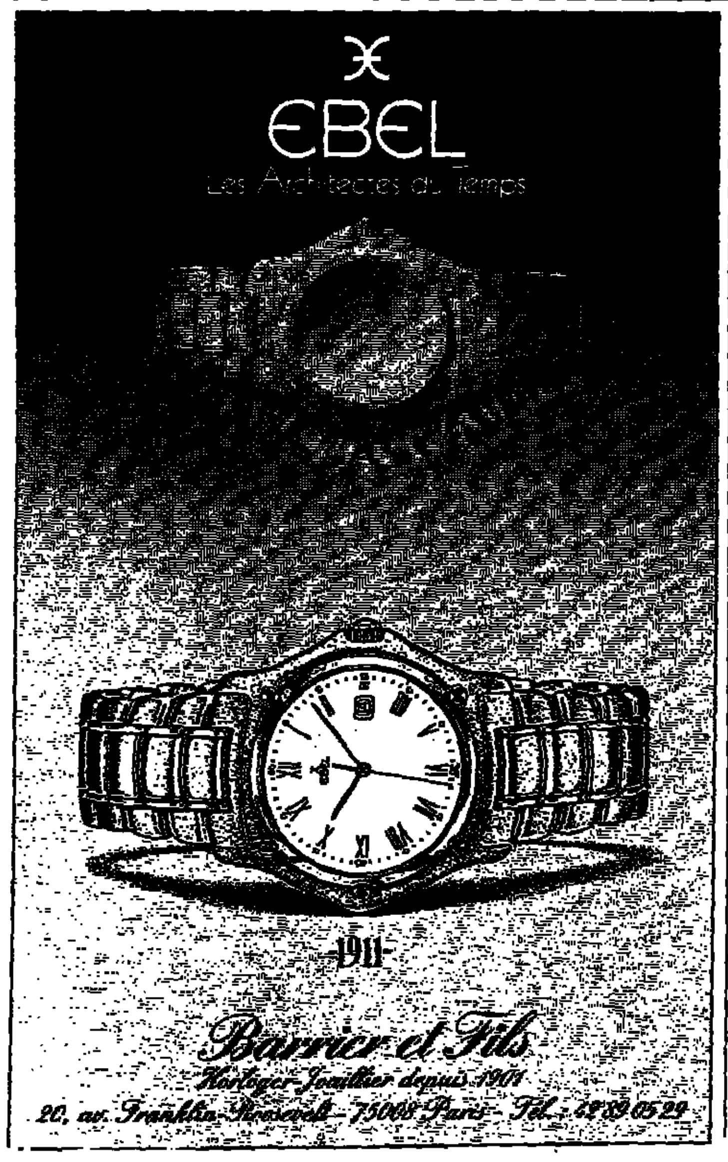
D'autre part, le prince éthiopien David Makonnen Makonnen, un autre petit-fils de l'empereur, est mort d'une défaillance cardiaque à l'âge de trente-six ans à Nyon (Suisse), a-t-on appris, dimanche 3 septembre. — *(AFP).*

Panama

L'opposition appelle à la désobéissance civile

L'opposition panaméenne a lancé samedi 2 septembre un appel à la désobéissance civile et au report du paiement des impôts, dans une première mesure contre le nouveau président, investi vendredi, M. Francisco Rodriguez. Le dirigeant de l'opposition, M. Arias Calderon a précisé qu'il s'agissait de *« ne plus donner un dollar supplémentaire à la dictature en refusant d'acheter des billets de loterie et en retardant le paiement de l'électricité, de l'eau, du téléphone et des impôts »*. L'opposition refuse par ailleurs tout dialogue avec le nouveau régime, tant que le général Manuel Antonio Noriega en assume le pouvoir réel.

Le nouveau président panaméen va aussi devoir faire face à un isolement sur la scène internationale. Trois pays latino-américains, peu suspects d'être sous influence américaine, viennent en effet de prendre leurs distances avec le nouveau régime. La Jamaïque a rompu ses relations diplomatiques en faisant état de sa *« profonde préoccupation »* face à la volonté du général de se maintenir au pouvoir. Le président péruvien Alan Garcia a, pour sa part, annoncé que son pays ne reconnaîtrait pas le nouveau gouvernement panaméen, *« choisi par un dictateur militaire »*. Enfin le chef de l'Etat équatorien, M. Rodrigo Borja, a demandé le départ du général *« obstacle à la démocratisation »* du pays. — *(AFP, REUTER.)*



(Publicité)
L'ÉNIGME KADHAFI
Guy Georgy, qui fut ambassadeur de France à Tripoli, a longuement côtoyé le *Guide* de la *Jamahiriya*. Il raconte l'ascension et les métamorphoses de l'ancien berger des Syrtes, et évalue 20 ans de kadhafisme.
Un dossier de 22 pages sur la Libye
dans le numéro de septembre
d'Arabies
en kiosques et en librairies
78, rue Jouffroy 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
VARD
Euro-Commercial Paper Programme
increased to
US$ 150,000,000
Dealer
Crédit Lyonnais
Issuing and Paying Agent
Crédit Lyonnais, Luxembourg Branch
Arranger
Crédit Lyonnais
CL
April 1989

Politique

Les débats sur le « pacte de croissance »

Les socialistes suivent, mais de loin

RISOUL
de notre envoyé spécial

Les responsables socialistes et membres du gouvernement, considérant que le pacte de croissance proposé par M. Michel Rocard ne s'adresse pas à eux, mais aux fonctionnaires, attendent de connaître la réaction de ces derniers pour se prononcer sur la démarche du premier ministre. Avec un bel ensemble, tous ceux qui se sont exprimés au cours des deux derniers jours de l'université d'été du PS, samedi 2 et dimanche 3 septembre, à Risoul, dans les Hautes-Alpes, se sont retranchés derrière cet argument afin de préserver la distance que, à six mois du congrès, ils estiment opportun de marquer à l'égard de la politique de M. Rocard.

Ce constat ne s'applique évidemment pas à M. Robert Chapuis, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique, qui est un proche du premier ministre, mais M. Jean-Pierre Chevènement, qui lui a succédé à la tribune, samedi matin, a exprimé l'« *inquiétude* » que lui inspire le poids dont les contraintes européennes pèsent sur la conception même du pacte de croissance. « *Si l'on avait une incitation européenne à la croissance et à la justice sociale*, a déclaré le ministre de la défense, *si le problème était replacé dans la perspective d'une Europe des peuples, on y verrait plus clair.*

Pour M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, les « *modalités* » de mise en œuvre du pacte de croissance appellent un débat et, de toute façon, « *il n'y a pacte que s'il y a des partenaires* ». Or M. Delebarre estime que le gouvernement ne trouvera des partenaires que « *s'ils sont convaincus que notre objectif, c'est d'abord et avant tout la transformation de la réalité des choses et de la société* ». Selon M. Delebarre, le problème ne doit pas être posé en termes d'indexation, ni la répartition conçue seulement en termes de rémunération, mais « *on ne peut pas ignorer* » l'évolution inégale des revenus salariaux et non salariaux.

M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a insisté sur trois phénomènes – la précarisation de l'emploi, la pénurie de *main-d'œuvre et l'accumulation* des richesses dans une fraction étroite de la population – qui nécessitent, a-t-il dit, que « *nous réfléchissions à une évolution de notre politique économique* ». M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a expliqué qu'« *il ne faut pas opposer ceux qui sont au chômage à ceux qui ont un salaire* » et que « *la création d'emplois et la revalorisation des bas salaires, c'est la même revendication sociale* ». Quant au pacte de croissance lui-même, M. Mermaz a souligné que les socialistes « *sont libres entièrement de leur appréciation* » et que « *la discussion est normale entre le parti et le gouvernement* ».

M. Emmanuelli : Monopoly financier

« *Les grandes lignes du discours de notre camarade Michel Rocard m'agréent tout à fait* », a déclaré M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, mais il a assorti ce *satisfecit* prudent de plusieurs remarques sur le projet de budget pour 1990 et sur les axiomes de la politique économique du gouvernement. « *Je ne souhaiterais pas* a-t-il dit par exemple, *que la baisse de l'impôt sur les sociétés aille remplir l'escarcelle de ceux qui jouent au Monopoly financier.* » Dès lors que le manque de compétitivité des entreprises françaises n'est pas lié au coût du travail (ce que M. Pierre Bérégovoy avait admis la veille), M. Emmanuelli estime que, certes, ces entreprises sont sous-capitalisées, mais qu'« *il y a, aussi, des problèmes de créativité, de conception des produits, de qualité des réseaux commerciaux* ». « *Il faut éviter*, a-t-il dit, *le discours politique ringuard du type CNPF, qui ne représente pas forcément la fine fleur du patronat français.* »

M. Rocard ayant déclaré, la veille, que le douzième de ses « *travaux d'Hercule* » consiste à « *imaginer les socialistes heureux* », M. Emmanuelli lui a répondu que « *ce n'est ps si difficile que cela* ». « *Il suffit*, a-t-il expliqué, *d'ajouter aux préoccupations d'investissement et de compétitivité une réflexion de fond, tournée vers l'avenir, sur la redistribution des revenus.* »

M. Pierre Mauroy, qui a prononcé, dimanche, le discours final de la réunion de Risoul, a déclaré que « *ce que Michel Rocard a dit a été bien dit* ». « *Maintenant*, a ajouté le premier secrétaire, *nous n'avons plus qu'à passer ensemble aux actes.* » S'il n'est pas question, pour M. Mauroy, de « *remettre en cause la croissance revenue* », il n'est pas moins important pour les socialistes de « *ne pas oublier « la sociale* ». M. Mauroy a souligné qu'existe, dans la base sociale de la gauche, une « *attente* » et, même, une « *fatigue* ». « *Ceux qui souffrent aujourd'hui*, a-t-il dit, *sont ceux qui n'ont jamais désespéré de la gauche. Ils estiment que ce n'est pas parce qu'ils ont été les plus fidèles qu'ils doivent être oubliés.* » M. Mauroy a précisé, toutefois, en réponse aux thèses de M. Jean Poperen, que la France ne connaît pas une croissance suffisante pour que la progression des revenus puisse être « *automatique* » et qu'« *il y a beaucoup à faire* » pour que le « *compromis* », préconisé par le ministre des relations avec le Parlement, puisse être mis en pratique.

Les militants socialistes ont assisté, ainsi, comme l'a observé M. Mermaz, à « *une sorte de délibération publique du conseil des ministres* ». Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale aurait pu évoquer plus justement le petit déjeuner qui, chaque mardi, réunit autour de M. Rocard les principaux ministres et dirigeants du PS. L'autre aspect des deux dernières journées de Risoul était celui d'un pré-congrès – comme il y a des « précontributions » ou « prétextes » – en miniature, qui a vu se succéder, notamment, les prétendants au poste de premier secrétaire pour le court ou le plus long terme, ainsi que le titulaire du poste, chacun avec ses propositions d'orientation politique et de réforme du fonctionnement du parti.

M. Delebarre : « It's no good »

M. Chevènement ne s'est pas situé, lui, dans cette logique-là, consacrant d'abord son propos à la *défense* – bien nécessaire à en juger par les quelques sifflets qui l'ont accueilli – de sa conception de l'armée. Le ministre a regretté, à cette occasion, les réserves qu'avait formulées M. Mauroy, le 30 août, sur sa mise en cause de la presse. « *J'aimerais que le parti, dans ces moments-là, s'illustre en soutenant ceux qui sont au front* », a déclaré M. Chevènement, reprochant à ceux qui n'avaient pas décelé une manipulation politique dans la campagne de lettres anonymes d'être « *d'incurables optimistes, habitués à voir la vie avec des lunettes très roses* ».

Quant au congrès de mars prochain, étant entendu qu'il n'a pas pour objet de « *mesurer la représentativité de Pierre, Paul, Jacques ou François* », parce que « *c'est fait depuis longtemps* », il devra, selon M. Chevènement, s'interroger sur « *les contraintes que le système monétaire européen fait peser sur l'économie française* ». « *Tout le monde est pour le partage. Ah ! que c'est beau !* s'est exclamé le ministre de la défense. *Les socialistes sont devenus chrétiens (...). Nous pouvons gratter la guitare sur ce thème-là, mais est-il compatible avec l'alignement sur le moins-disant fiscal européen ?* »

M. Delebarre s'est davantage attaché au problème du PS lui-même, qui doit être, a-t-il dit, « *beaucoup plus démocratique dans son comportement et dans ses pratiques* ». Le ministre de l'équipement a défendu l'idée d'un parti « *plus dynamique et plus ouvert* », qui parvienne à « *doubler le nombre de ses militants dans les prochaines années* » et qui cesse de jouer au jeu du vizir voulant être calife à la place du calife, car « *it's no good* » (allusion à une bande dessinée enfantine). M. Mermaz a, lui aussi, traité du parti, en s'inquiétant de la « *routine* », qui, « *avec le temps, peut s'installer à tous les niveaux* », mais en rejetant « *l'idée bizarre de donner des cartes aux sympathisants* ».

M. Mauroy imagine, au contraire, « *une communauté socialiste bien plus large que les actuels cent quatre-vingt mille militants du parti* » et rassemblant « *dans quelques années, pourquoi par un demi-million de citoyens rassemblés autour de l'idée socialiste ?* ». Le congrès de Rennes, a observé le premier secrétaire, s'annonce « *à gauche* ». « *Ils vont être tous à gauche !* », a-t-il ironisé, en confiant qu'il s'était senti un peu seul sur cette ligne lorsqu'il avait quitté l'hôtel Matignon en 1984. L'important, néanmoins, est que les socialistes soient conscients de ce qu'« *Epinay ne sera pas fini*, a dit M. Mauroy, *tant que nous serons avec et autour de François Mitterrand* ». « *Ce n'est pas*, a-t-il ajouté, *alors qu'un second septennat commence qu'on va se poser des questions qui se poseront légitimement quand il se finira. Nous aurions l'air ridicules devant ceux qui nous font confiance.* »

Condamnant une éventuelle « *bataille de chiffonniers autour d'un enjeu qui ne se pose pas* », le premier secrétaire a déclaré que le congrès devra « *discuter encore du partage* » et que, sur ce sujet, existe une « *nouvelle synthèse* ». « *Toutes les conditions sont remplies pour que nous puissions l'écrire* », a affirmé M. Mauroy. Il ne lui restera plus, espère-t-il, le moment venu, qu'à la signer.

P. J.

M. Rocard : « Quand on fait sauter la caisse, on perd les élections »

Interrogé, lundi matin 4 septembre sur RMC, M. Michel Rocard a évoqué les critiques venues de l'intérieur du PS à propos de sa politique. « *Nous sommes en démocratie*, a expliqué le premier ministre. *Le Parti socialiste ne doit être, en aucun cas, un parti de godillots, et qu'on y réfléchisse me paraît salubre. Reste à savoir s'il y a des bornes, et reste à préserver la solidarité gouvernementale ; mais nous sommes en démocratie, c'est notre fierté* ».

Interrogé sur le fait de savoir s'il allait « *remettre les pendules à l'heure* » avec certains ministres, M. Rocard a affirmé : « *Disons que j'aurai probablement quelques entretiens* », avant d'ajouter : « *La France est un pays de liberté (...). Je ne me sens pas appelé à faire régner dans le fonctionnement de la démocratie l'équivalent de ce qu'est dans l'armée la discipline militaire (...), mais il faut (...) que la lucidité se fasse sur les marges de manœuvre de notre économie (...). C'est d'ailleurs en train de progresser, je n'ai noté nulle part de proposition clairement alternative à la politique que suit le gouvernement.* »

Le premier ministre s'est dit « *naturellement* » prêt à ne pas oublier la dimension sociale, comme le lui a demandé M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS. Mais M. Rocard a ajouté : « *Faisons bien attention à ce qu'il y a derrière les revendications des socialistes, et n'oublions pas que, quand on fait sauter la caisse, on en a pour longtemps ensuite à se serrer la ceinture et que ce sont toujours les salariés, et d'abord ceux du secteur public, qui le font. Et c'est une expérience que nous avons tous. N'oublions pas non plus que les Français sont de plus en plus sensibles et de mieux en mieux informés sur tout ça ; et quand on fait sauter la caisse, on perd ensuite toutes les élections qui suivent.* »

« *Souvenons-nous (...) qu'il a fallu l'extraordinaire talent de François Mitterrand*, a continué M. Rocard, *pour sauver le mouvement socialiste d'une défaite électorale persistante. Donc, là il y a une limite que tout le monde connaît, y compris Pierre Mauroy, qui est l'homme qui a mis en place la politique d'assainissement financier (...) ; il faut lui rendre hommage (...). Alors il faut se souvenir et garder implicitement dans la tête que ces limites, on les connaît. Moyennant quoi, il ne faut pas les dépasser en sens inverse, il ne faut pas que les salariés, et surtout ceux du secteur public, soient frustrés d'une croissance qui existe et qui nous a fait cette année, pour des raisons largement internationales mais qui sont là, la bonne surprise d'être un peu supérieure à ce qu'on espérait.* »

D'autre part, interrogé dans l'hebdomadaire *le Point*, daté 4-10 septembre, à propos d'une éventuelle « *complicité* » avec M. François Mitterrand, le premier ministre répond qu'il y a entre eux « *de la solidarité avant tout* ».

Les réalités de la gestion

JUCHÉ sur une cote de popularité en hausse et dont son directeur de cabinet observait, la semaine dernière, qu'elle se caractérise par un parallélisme impeccable avec celle du président de la République, M. Michel Rocard toise les socialistes, qui l'attendent au coin du bois, et leur rappelle quelques souvenirs cruels. Quand on *« fait sauter la caisse »*, a dit le pemier ministre, lundi 4 septembre, sur Radio-Monte-Carlo, on sait où cela mène – au gouffre de 1984 et à la défaite de 1986, – et l'*« extraordinaire talent »* de M. François Mitterrand ne sera pas toujours là pour renverser la situation. M. Rocard est ravi que le *PS ne soit pas un parti de « godillots »*, mais on ne s'attaque pas à la concurrence internationale en espadrilles.

Le premier ministre s'irrite, à juste titre, du trompe-l'œil que tentent de fabriquer certains socialistes en évoquant, sans le nommer vraiment ni, encore moins, la définir, une *« autre politique »* possible. Les seuls, à vrai dire, qui prétendent proposer une autre voie sont M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis de Socialisme et République qui conservent ou retrouvent ainsi, avec quelques adaptations, leur démarche habituelle. Certes, à la rupture avec le système monétaire européen, qu'ils préconisaient il y a six ans, ils préfèrent la sortie « par le haut » que représenterait une monnaie commune à certaines conditions, mais la problématique reste la même.

Cette opposition-là n'est peut-être pas, pour M. Rocard, la plus gênante. Plus insidieuses sont les *nuances dont les adeptes du « partage »*, raillés par M. Chevènement – c'est-à-dire tous les autres, – assortissent le soutien formel qu'ils apportent au gouvernement ; les *« peut mieux faire »*, les *« est-il certain que ? »*, *« ne pourrait-on pas ? »*, égrenés, notamment devant les militants réunis à Risoul, par les *principaux responsables socialistes*, ministres et dirigeants des groupes parlementaires et du parti confondus. Quand ils ne lancent pas tout simplement, comme M. Pierre Mauroy, un nostalgique et grandiloquent *« Vive la sociale ! »*.

Les vieilles recettes

M. Michel Delebarre, qui met tout son talent à allier la fidélité à la tradition socialiste avec la modernité la plus lucide, n'en a pas moins brodé, sans timidité excessive à l'égard de la solidarité gouvernementale, le thème du *« déficit social »*. Il y *a déficit*, a expliqué *le ministre de l'équipement* et des transports, *lorsqu'on* met en œuvre une réforme qui est mal comprise (le rapport Prévot sur la scission de la poste et des télécommunications) ou lorsqu'une priorité essentielle ne mobilise pas ceux qu'elle intéresse. M. Delebarre visait ici l'éducation nationale, ce qui confirme qu'entre M. Lionel Jospin et lui- même, cosignataires, en juillet dernier, d'un texte visant à rassembler la majorité du courant dirigeant du parti, les choses ne vont pas pour le mieux.

M. Mauroy a expliqué aux socialistes, dimanche, les turbulences qui affectent leur parti par deux facteurs : l'approche du congrès, en vue duquel ceux qui ont envie de prendre le parti, connaissent les vieilles recettes, se précipitent *« à gauche »* ; l'état de la droite, qui est *« à fond la cale »*, ce qui incite les socialistes à se comporter comme s'ils étaient *« à la fois la majorité et l'opposition »*. Résultat, selon le premier secrétaire : *« Cela fait beaucoup de bruit, mais tout le monde dit un peu la même chose. »*

La conjoncture confortable pousse *les « éléphants » du PS à livrer – ou* tenter de livrer, aussi longtemps qu'« on » le leur permettra – une bataille pour la conservation ou la conquête du parti. Candidats au poste de premier secrétaire : MM. Jean Poperen et Louis Mermaz, assurément ; M. Laurent Fabius probablement pas, mais à qui songe le *président de l'Assemblée nationale* lorsqu'il parle de nouvelles *« équipes »* ? M. Delebarre, pour l'avenir – sinon, avec quelles troupes ? – M. Mauroy pour le présent. Les rocardiens observent. M. Chevènement et ses amis veillent sur leur capital.

La congrès « idéologique » voulu par M. Mauroy risque de l'être bien peu. Il y a, pourtant, matière à débat. Les discours de M. Rocard et de l'un de ses lieutenants, M. Claude Evin, à Risoul, ont esquissé une sociologie et un projet politiques propres à nourrir la controverse au sein du PS. Le premier ministre a montré, dans ses déclarations de lundi matin, qu'il reste fidèle à l'analyse selon laquelle les politiques des années 1981-1982 avait failli précipiter les socialistes dans une catastrophe sans rémission avant longtemps, alors que M. Mauroy, la veille, réaffirmait que s'ils n'avaient pas, alors, répondu à l'attente de leur base sociale, M. Mitterrand n'aurait pas pu terminer son premier septennat, ni, encore moins, en entamer un second. Il y a bien, en pointillé, deux conceptions du socialisme au sein du PS. Il y a peu de chance que l'on en discute à Rennes, où doit se réunir, en mars 1990, le congrès. Surtout si, comme le prévoit M. Mauroy, les mitterrandistes se réconcilient en janvier et s'entendent sur une motion commune, à laquelle il serait difficile aux rocardiens de ne pas s'associer. Le premier secrétaire a de solides raisons de le penser, la première d'entre elles étant que les rapports de forces qui prévalent dans les institutions ne peuvent pas ne pas s'imposer aussi dans le parti et qu'ils ont été voulus par le président de la République. Toute la question est de savoir si M. Fabius pourra se contenter de voir ces équilibres quelque peu réaménagés en sa faveur, ou si un tel espoir lui est interdit. Dans cette dernière hypothèse, le président de l'Assemblée nationale pourrait donner raison à ceux de ses amis qui le poussent à aller jusqu'au bout. Il y *aura peut-être, alors*, un *vrai* congrès à Rennes.

PATRICK JARREAU.

Les amis de M. Chevènement reparlent d'une « autre politique »

ORANGE
de notre envoyée spéciale

M. Jean-Pierre Chevènement a conclu, dimanche 3 septembre, les travaux de ses amis de Socialisme et République, qui étaient réunis depuis le 1er septembre à Orange (Vaucluse). Il a résumé les sentiments qui s'étaient exprimés pendant ces trois jours, en affirmant que « *le ralliement au libéralisme, même avec un zeste de social pour se donner bonne conscience, est contradictoire avec tout projet socialiste, avec la construction européenne et avec les intérêts de la France* ». « *La politique du tout libéral ne peut que nous conduire à l'échec (...). Il faut s'affranchir de la logique libérale pour réaliser un meilleur partage des fruits de la croissance* », a-t-il ajouté.

« *Le discours sur le partage, c'est sympathique, c'est même chrétien, mais nous ne sommes pas des démocrates-chrétiens, nous sommes des socialistes* », a lancé le ministre de la défense avant d'affirmer qu'« *il n'y a pas qu'une seule politique possible* », de fixer comme « *objectif stratégique* » la fermeture de « *la parenthèse du libéralisme* » et de souhaiter « *infléchir l'action gouvernementale* ».

La politique du gouvernement a été à plusieurs reprises, mise en cause par les militants et les responsables de l'ex-CERES, certains affirmant leurs convictions de l'existence d'une politique économique alternative. Ainsi ce cadre d'entreprise pour qui « *il ne faut pas qu'économie mixte devienne économie immobile* » ou encore M. Michel Coffineau, député du Val-d'Oise, qui estime qu'il ne s'agit pas de « *moderniser mais de changer les rapports dans l'entreprise* ».

Evoquant le projet de loi de finances pour 1990, M. Jean-Paul Planchou, député de Seine-et-Marne, a observé qu'« *il y a un déficit de dynamisme dans l'économie française* ». « *Affirmer la permanence des rapports entre le franc et le deutschemark pour aujourd'hui et pour demain, est nocif et dangereux* », a-t-il ajouté, avant de poursuivre : « *On ne fait pas de cadeaux aux riches, dit Pierre Bérégovoy, mais la situation d'injustice est telle entre ce que l'on consomme et ce que l'on reverse qu'on ne fait pas non plus une situation de justice sociale* ».

De son côté, M. Didier Motchane, l'un des dirigeants historiques de ce courant du PS, a observé que « *parler de partage, réclamer plus de justice sociale, sans montrer qu'il y a une autre politique économique possible, c'est parler pour ne rien dire* ». « *Que signifie alors de demander à Michel Rocard d'aller à gauche quand on accepte* » que les revenus du capital progressent presque quatre fois plus que les salaires comme c'est le cas ces dernières années. Bref, comme en 1983 et 1984, les amis de M. Chevènement reprennent le thème de l'« *autre politique* ».

L'Europe a été le deuxième sujet abondamment évoqué au cours de ces journées. M. Chevènement a lancé : « *Construisons l'Europe des peuples et non le Saint Empire du capital* », « *il faut avoir le courage d'ouvrir une crise* ». Il reprenait ainsi l'opinion exprimée la veille par M. Claude Cheysson. Invité de ces journées de réflexion, l'ancien ministre des relations extérieures a mis en garde contre les dangers de l'Europe « *des exclusions qui est en train de se construire* ». Prônant « *une révolte fondamentale qui pourrait se faire avec une coalition des forces de gauche, des forces syndicales et du monde du travail* », pour faire obstacle à l'édification d'une Europe dans laquelle « *le seul objectif serait le profit et l'enrichissement* », M. Cheysson a relevé que les Douze ont commencé la construction du marché unique par « *la libération des mouvements de capitaux* ». « *Il faut une Europe sociale mais pas une Europe déclarativement sociale. Je n'ai que faire de la charte sociale européenne, qui n'est qu'une déclaration d'intention. Il faut des dispositions contraignantes* », a affirmé M. Cheysson, qui a estimé que l'on pourrait aller jusqu'à « *bloquer* » un temps la construction européenne pour obtenir satisfaction sur ce terrain.

Quant au congrès de Rennes, M. Chevènement a fait valoir que son enjeu est de donner aux socialistes les moyens de « *gagner les législatives de 1993* ». « *Il serait fâcheux de redonner le pouvoir à la droite, trois ans, c'est court et il faut bâtir l'équation de la réussite* », a-t-il déclaré avant de relever que « *la course du Grand Prix du Président de la République n'est pas ouverte, pas plus que la chasse au Rocard* ».

A. Ch.

Devant les jeunes rocardiens

M. Poperen : l'important c'est le revenu !

LOCTUDY
de notre envoyé spécial

La Bretagne est terre rocardienne. Les jeunes amis de M. Michel Rocard, des clubs Forum, qui y ont tenu leur université d'été pendant quatre jours, ne pouvaient que s'y sentir à l'aise. D'autant que, pour des « étudiants » qui, pour la plupart, n'ont découvert *la politique que sous le septennat* d'un président de gauche, mais en se rangeant sous la bannière d'un homme enfermé dans la minorité de son parti, il était particulièrement réjouissant de voir les animateurs des autres courants du PS venir leur rendre hommage.

Ce long défilé ministériel, y compris d'hommes comme MM. Jean-Pierre Chevènement, Michel Delebarre et Jean Poperen, qui pour la première fois venaient débattre dans un tel cadre, a permis aux responsables de Forum de ne pas regretter que M. Rocard ne fasse pas sa rentrée politique devant eux, alors que leur université d'été avait été créée *en 1985, justement pour cela.* Il leur a suffi de constater que non seulement cette rencontre était aussi un lieu de débat entre socialistes, mais que c'était elle qu'avait choisie celui qui, longtemps, ne fut que le « dauphin » de M. Pierre Mauroy, qui vient encore de cosigner la contribution de M. Lionel Jospin, pour – pratiquement – déposer sa candidature au poste de premier secrétaire du PS.

Changer la vie

Dans une longue intervention, le vendredi 1er septembre, M. Delebarre ne s'est pas contenté de contester la « méthode Rocard », il a aussi expliqué pourquoi le parti avait sa part de responsabilité dans les difficultés actuelles des socialistes. Ainsi selon lui, si l'effort fait en faveur de l'éducation et la création du RMI, n'ont pas été « *perçus par l'opinion* », c'est parce que le PS n'a pas su jouer « *son rôle essentiel de relais entre le gouvernement et l'opinion* » car s'il ne doit pas « *être une simple courroie de transmission, il ne peut pas refuser de l'être quand le programme de transformation mis en œuvre est celui du parti* ».

Le discours de M. Poperen, le seul invité que ces jeunes gens, bien élevés, ont brocardé, était particulièrement attendu, puisqu'il parlait, samedi, donc après un premier ministre qui avait semblé reprendre une idée qu'il développe depuis longtemps sur le « pacte social ». Or le ministre des relations avec le Parlement *non seulement n'a jamais évoqué* la situation des chômeurs, mais il a longuement insisté sur la nécessité d'un « pacte » qui concerne aussi les salariés du privé, et affirmé : « *bien sûr, le qualitatif n'est pas accessoire, mais au centre des revendications le premier déterminant reste, malgré tout le revenu.* » Il a aussi prévenu : « *Ne nous reposons pas sur l'idée que nous pouvons gouverner tranquillement parce que la droite classique est minoritaire. Ne nous reposons pas sur l'idée qu'elle ne pourra jamais faire alliance avec l'extrême droite. La logique veut qu'à un moment elles se retrouvent* ».

Les discours des ministres rocardiens soulevèrent bien entendu, plus d'enthousiasme, comme lorsque M. Louis Le Pensec s'exclama : « *nous n'avons pas renoncé à changer la vie, nous voulons le faire durablement, mais posément, véritablement* », ou comme lorsque M. Claude Evin répondit à ses collègues du gouvernement critiques sur le social : « *Pour un ministre confronté tous les jours à l'exclusion, le social ne peut se réduire au seul traitement des salaires* ». Citant nommément M. Delebarre, il a émis « *la crainte* » que certains aient « *une vision un peu trop réductrice du social* », estimant qu'il fallait savoir se critiquer soi-même, puisque c'est « *un gouvernement socialiste qui a mis en place les TUC* », justement au temps où M. Delebarre était ministre des affaires sociales...

Heureusement que M. Evin ne veut pas « *dramatiser l'écume des réflexions de ces derniers jours* ». Ses jeunes auditeurs non plus. Eux qui, comme le dit leur président M. Manuel Valls, ne rêvent que d'une *chose : animer une campagne* présidentielle de M. Michel Rocard.

THIERRY BRÉHIER.

هكذا من الأصل

Politique

Les tentatives de recomposition de l'opposition

La recomposition de la droite demeure le sujet de préoccupation essentielle pour les responsables de l'opposition. Au « Grand Jury RTL-*Le Monde* », dimanche 3 septembre, M. Edouard Balladur a proposé qu'avant la fin de l'année les partis de l'opposition s'engagent solennellement devant les Français *« à défendre et à soutenir un candidat unique à la prochaine élection présidentielle »*. Dans l'immédiat, l'ancien ministre de l'économie suggère qu'à l'Assemblée nationale et au sein du nouvel intergroupe l'opposition adopte une position commune lors de la discussion du budget 1990. L'UDF pour sa part se trouve en cette rentrée devant deux problèmes : de positionnement et de fonctionnement interne. Durant le week-end, MM. Méhaignerie et Léotard ont fait parvenir, chacun de leur côté, à M. Valéry Giscard d'Estaing une lettre signifiant leur refus de participer au bureau politique UDF de mercredi. Il semble que le président de l'UDF soit enclin à faire un geste en direction de M. Méhaignerie... Les deux hommes devaient avoir, lundi, un premier entretien téléphonique. Deuxième problème : la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la tête du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Dans une longue note destinée à rester confidentielle, expédiée, le 23 août dernier, aux députés UDF, M. Léotard, candidat à ce poste, se plaçant délibérément dans la perspective des prochaines élections législatives, explique ses objectifs. Il confirme notamment son souci d'éviter une *« domination durable »* du RPR sur toute l'opposition. Ces deux débats provoquent quelque émoi dans les petites composantes de l'UDF : adhérents directs, Parti radical, PSD. Elles menacent de réviser leurs alliances si le rapprochement espéré la semaine dernière entre MM. Méhaignerie et Léotard se faisait à leur détriment. Les barristes enfin continuent de brandir pour leur part *la menace de la scission du groupe UDF* du Palais-Bourbon si M. Léotard en devenait, à la fin de ce mois, président.

Dans une note confidentielle au groupe UDF

M. Léotard prône « l'impératif de rénovation » contre le « statu quo »

Candidat à la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. François Léotard a fait parvenir le 23 août à chacun des députés de ce groupe une note confidentielle de six pages présentant les raisons essentielles de sa candidature. Dans ce courrier, le président du PR convie les parlementaires *« à réfléchir sur les orientations à venir du groupe UDF, sur son organisation, sur sa communication et sur son rôle à l'intérieur de l'opposition »*, et ce, note-t-il d'emblée, dans la plus grande discrétion, qu'il souhaite préserver jusqu'aux journées parlementaires UDF de Vichy du 25 septembre.

« Tout porte à croire, explique M. Léotard, *que sur une affaire de cette nature une prise à partie de l'opinion sur ce sujet non seulement se révèle inutile mais se trouve être probablement néfaste pour la tâche que nous entendons mener ensemble. »* Autre remarque préliminaire : M. Léotard s'inquiète de la menace de scission brandie – il ne les nomme pas – par les anciens barristes. *« Le risque évoqué par certains,* relève-t-il, *d'un éclatement possible du groupe UDF selon les résultats du vote est une arme qu'il nous appartient – aux uns et aux autres – de ne pas utiliser. Depuis la réforme du règlement de l'Assemblée nationale de l'an dernier, nous pourrions à partir de notre groupe actuel former quatre groupes différents... Qui ne voit qu'une attitude de cette nature serait, à proprement parler, suicidaire ? Qui ne voit qu'elle assurerait à nos partenaires du RPR une domination durable sur l'ensemble de l'opposition parlementaire, alors qu'en 1988 nous avions réussi lors des élections législatives à obtenir un équilibre jamais atteint auparavant ? »*

M. Léotard pose ensuite les questions de stratégie au travers de cette triple interrogation : objectif, contraintes, moyens. Le président du PR place l'objectif dans la perspective des prochaines législatives s'engageant notamment à garantir l'investiture à chaque député sortant.

Au bénéfice du RPR...

« Le seul objectif, écrit-il, *qui me semble susceptible de tracer une perspective, de rassembler nos parlementaires, d'orienter nos élus, de réunir l'opposition est celui des élections législatives. Si aucune élection n'est secondaire, la seule – devant nous – permettant de donner à l'opposition une attitude, un projet, une équipe, une direction, bref un élan, est bien celle-là. Nous ne devons pas, à mon sens, présenter cet objectif comme étant une simple étape électorale, gagnée par un cartel qui serait animé d'un esprit de revanche... Il s'agit de donner à la France une majorité nouvelle, ouverte sur l'Europe de l'Acte unique, porteuse d'un projet moderne de solidarité, attentive à la rénovation de notre vie publique, luttant contre les intégrismes de toute nature qui assombrissent notre horizon. En 1986, nous avons été « contre » les socialistes. En 1988, nous avons été « pour » la majorité sortante. La prochaine fois, nous devrons être avec les Français. »*

Au chapitre des contraintes, M. Léotard privilégie la *« contrainte de la réforme »* sur celle du *« statu quo »*.

« Nous pourrions en effet, poursuit-il, *nous satisfaire de l'Etat actuel de l'opposition (tripolaire au Parlement, quadripolaire dans le pays) et nous contenter d'affirmer que si nous avons une bonne alliance avec le RPR, le reste (c'est-à-dire le succès), nous sera donné de surcroît. Je crois que cette affirmation est fausse. Elle présente en effet au moins deux graves défauts. Le premier vient du fait qu'elle ne rend pas compte des quatre mouvements d'opinion qui, à tort ou à raison, qu'on le veuille ou non, ont modifié notre espace politique dans les récentes années : le Front national, le mouvement écologiste, la démarche des rénovateurs, l'autonome du centre. Le second défaut vient du fait que nous ne cessons, depuis le printemps 1988, de restreindre – sous la seule étiquette RPR-UDF – le « champ opératoire » de notre action politique : plus de 50 % avant le mois de mai 1988 (c'était notre objectif) : 46 % après les élections présidentielles ; 32 % après la création de l'UDC (l'UDC représente 14 % de l'ensemble des députés RPR-UDF) ; 28,86 % après les élections européennes...*

» Nous satisfaire du statu quo *consisterait donc pour nous à accepter une situation qui ferait du RPR le véritable arbitre d'une opposition qui semblerait alors, désireuse de le rester.*

» Choisir par contre la réforme de l'opposition comme un objectif à poursuivre, c'est affirmer de rendre arbitrairement antagoniste la nécessité de l'union et l'impératif de rénovation. »

Concluant enfin sur les moyens dont le groupe UDF doit selon lui se doter, M. Léotard invite les parlementaires *« à mettre notamment l'accent sur les problèmes de société »*, à avoir une attitude ouverte *« vis-à-vis des grandes forces qui aujourd'hui bien davantage que le Parlement – orientent, stimulent ou simplement permettent la réflexion contemporaine dans notre pays »*.

M. Balladur relance l'idée d'un candidat unique de la droite à l'élection présidentielle

En ne *tenant son université d'été* que le 8 septembre à Saint-Cyprien (près de Perpignan) et ses journées parlementaires *le 29* à Arcachon, *le* RPR aura au moins l'avantage de s'exprimer après les autres formations, en conclusion du concert politique de la fin de l'été. Il pourra en conséquence déterminer ses positions en connaissance de cause puisque les autres partis de l'opposition auront déjà abattu leurs cartes. Cela peut donner au mouvement que préside M. Chirac un avantage tactique. C'est cette situation que M. Edouard Balladur a déjà voulu utiliser en intervenant au « Grand Jury RTL-*Le Monde* » du dimanche 3 septembre. L'ancien ministre d'Etat a donc clarifié sa position tant à l'égard du gouvernement Rocard qu'à l'égard de l'opposition, pour la distinguer dans ces deux domaines des attitudes parfois ambiguës adoptées par les alliés du RPR que sont les centristes et le Parti républicain.

Maniant le paradoxe avec une délectation retenue, M. Balladur a donc tout à la fois reproché aux socialistes de pratiquer une politique *« conservatrice »* et *« immobiliste »* et félicité M. Rocard d'agir au *« coup par coup »* face aux revendications sociales tout en voulant apporter une solution globale avec son « pacte de croissance ». Ce qui est contradictoire. Il condamne aussi les orientations économiques du gouvernement, qui ne prépare pas le marché unique européen, qui ne réserve pas les augmentations de pouvoir d'achat aux seules catégories qui le méritent, qui accroît les dépenses de l'Etat et qui ne réduit pas suffisamment les impôts. Bref, M. Rocard ne pratique pas la politique économique et sociale qui conviendrait, affirme M. Balladur, tout en se défendant, suavement, de vouloir joindre sa voix à celles des socialistes qui critiquent le premier ministre. Il ne se prive pas pourtant d'ironiser sur les divisions du gouvernement et de sa majorité.

Trois propositions

A l'égard de son propre camp, M. Balladur est en revanche beaucoup plus indulgent. Les agitations des centristes et du Parti républicain ne l'émeuvent guère, et l'ambition avouée par M. Méhaignerie de devenir premier ministre de M. Mitterrand le fait plutôt sourire ou lever les yeux au ciel et concéder, faussement charitable, *« que chacun souhaite l'épanouissement de son être »*.

L'ancien ministre d'Etat, se voulant positif, a préféré formuler trois propositions susceptibles, selon lui, de tester la sincérité de la volonté d'union et du désir de reconquérir le pouvoir officiellement affichée par les leaders de l'opposition : une attitude concertée à l'égard du budget, des propositions concrètes de réformes de la société (notamment pour la participation et pour l'enseignement) et l'engagement de défendre un candidat unique à l'élection présidentielle future. Ce dernier point sera, selon le député RPR de Paris, l'épreuve de vérité entre toutes les formations de l'opposition dont il n'écarte aucune. Mais M. Balladur va plus loin encore en s'en prenant à la dérive de la pratique présidentielle telle que l'incarne M. Mitterrand. Pour rééquilibrer les pouvoirs et donner au peuple une maîtrise plus directe de la direction du pays, il propose donc tout à la fois la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, la possibilité pour les citoyens de saisir le Conseil constitutionnel – comme le souhaite M. Mitterrand, – mais en dépolitisant le choix de ses membres pour le rapprocher d'une Haute Cour vraiment indépendante, et enfin un référendum populaire d'initiative parlementaire lorsqu'une fraction importante d'élus contestera un projet de loi du gouvernement.

L'ancien ministre d'Etat ne désespère donc pas de voir se réaliser une union plus forte de l'opposition, et il ne doute pas que ses propositions de réforme recevront un écho favorable de l'opinion, à qui il veut donner davantage de moyens de s'exprimer. Il lance ainsi la balle dans le camp des alliés du RPR pour les contraindre à dire s'ils sont toujours fidèles aux belles résolutions qu'ils avaient prises en tirant la leçon de leur désunion après leurs défaites électorales de 1988.

ANDRÉ PASSERON.

Trois élections cantonales

HAUTES-ALPES : canton de Gap-Nord-Est (1er tour).

Inscr., 3 693 ; vot., 1 471 ; abst., 60,16 % ; suffr. expr., 1 408. MM. Jacques Foisset, div. d., adj. au m. de Gap, 725 voix (51,49 %) ; Christian Graglia, PS, 552 (39,20 %) ; Jean-Paul Bumat, MRG, 67 (4,75 %) ; Mascarelli, PC, 64 (4,54 %). *Il y a ballottage.*

[Les abstentionnistes (60,16 % des inscrits) ont privé le candidat divers droite d'une victoire dès le premier tour. Alors que M. Foisset a recueilli 51,49 % des suffrages exprimés, il n'a, en effet, pas franchi le seuil des 25 % d'électeurs inscrits nécessaire pour être élu dès cette fois-là.

Cette élection partielle était organisée à la suite de la décision de M. Jean Bernard-Raymond, UDF-CDS, maire de Gap, député européen, de se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1982, en application de la législation anti-cumul.

Au premier tour du renouvellement de 1988, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 654 ; vot., 1 922 ; abst., 47,40 % ; suffr. expr., 1 888. MM. Bernard-Raymond, UDF-CDS, 1 052 (55,72 %), RÉÉLU ; Graglia, PS, 621 (32,89 %) ; Coudert, FN, 78 (4,13 %) ; Mascarelli, PC, 76 (4,02 %) ; Bumat, app. MRG, 53 (2,80 %) ; Durif, écol., 8 (0,42 %).]

MAINE ET LOIRE : canton de Tiercé (2e tour).

Inscr., 7 271 ; vot. 3 052 ; abst., 58,02 % ; suffr. expr., 2 828. MM. Jean-Yves Justeau, RPR, m. de Soulaire-et-Bourg, 1 955 voix (69,13 %), ÉLU ; Gilbert Bion, div. d., m. de Feneu, 873 (30,86 %). Le candidat du RPR a facilement remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 1er juin, de René Goujon (UDF-CDS), conseiller général depuis 1963.

[Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 7 271 ; vot., 3 097 ; abst., 57,40 % ; suffr. expr., 3 009. MM. Justeau, RPR, 1375 voix (45,69 %) ; Bion, div. d., 612 (20,33 %) ; Gandin, PS, 470 (15,61 %) ; Fournel, FN, 168 (5,58 %) ; Lacoste, div.d., 153 (5,08 %) ; Chiron, div.d., 120 (3,98 % ; Mme Anvinet, PC, 111 (3,68 %).

En septembre 1988, René GOujon avait été réélu, dès l premier tour, en recueillant 54,56 % des suffrages.]

RHONE : canton d'Anse (1er tour).

Inscr., 12 652 ; vot., 5 215 ; abst., 58,78 % ; suffr. expr., 5 047. MM. Jean-Paul Gasquet, RPR, m. de Liergues, 1 446 voix (28,55 %) ; Georges Perrier, div.d., adj. au m. de Saint-Jean-des-Vignes, 1 317 (26,09 %) ; Yves Pacard, div.d., c.m. d'Anse, 1 199 (23,75 %) Jean-Pierre Barbier, 536 (10,62 %) ; Mme Nicole Malfray, PC, 496 (9,82 %) ; M. Jacques Revol, POE, 53 (1,05 %). *Il y a ballottage.*

[Le candidat du RPR, président de la chambre de commerce et d'industrie de Villefranche-sur-Saône, est arrivé en tête de ce scrutin partiel organisé à la suite du décès, le 16 juillet, de Michel Lamy, conseiller général (div.d.) depuis 1979. Avec 28,65 % des voix, M. Gasquet n'a pas retrouvé le score obtenu par Michel Lamy, réélu dès le premier tour de l'élection de 1985 avec 56,81 % des voix.

Au premier tour du renouvellemment de 1985, les résultats étaient la suivants : inscr., 11 615 : vot., 7 337 ; abst., 36,83 % ; suffr. expr., 7 195. MM. Lamy, div.d., 4 088 voix (56,81 %), RÉÉLU ; Villedieu, PS, 1 268 (17,62 %) ; Van Hyfte, FN, 1 078 (14,98 %) ; Tête, Verts, 468 (6,50 %) ; Bory, PC, 293 (4,07 %).]

La fronde des petites formations de l'UDF

LE TOUQUET
de notre correspondant régional

Les petites composantes de l'UDF, le Parti social-démocrate, le Parti radical, les adhérents directs, ont aussi leur idée sur la reconstruction de l'opposition. Elles ne veulent surtout pas faire les frais du rapprochement entre les « grands » de l'UDF, le PR de François Léotard et le CDS de Pierre Méhaignerie. Elles ne veulent pas être *« les cocus des amants de Ramatuelle »*, a lancé, samedi 2 septembre au Touquet, devant l'université des jeunes sociaux-libéraux, M. André Santini, député et maire d'Issy-les-Moulineaux, secrétaire général du PSD, que rejoignaient dimanche matin sur place ses amis de l'Entente libérale, MM. Pierre-André Wiltzer (adhérent direct) et Yves Galland, président du Parti radical. L'avertissement a paru suffisamment déterminé pour que M. François Léotard, président du Parti républicain, s'en inquiète et fasse un déplacement surprise dimanche matin au Touquet. Il est vrai qu'en pleine campagne pour la conquête de la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale, il ne peut négliger des formations qui vont jusqu'à menacer de prendre, elles aussi, leur autonomie. Estimant qu'il y a trois formations d'opposition au Parlement (RPR, centristes et UDF), quatre dans le pays (avec le Front national), M. Léotard appelle à *« reconstruire une maison qui a été démantelée, abîmée »* et invite cette opposition à être *« plus attentive aux difficultés de notre pays, plus exigeante et plus confiante »*. *« Le pire est derrière nous,* a-t-il affirmé, tout en prévenant : *Vous ne ferez pas l'opposition sans le RPR, vous ne ferez pas l'opposition sans le CDS, nous ferons l'opposition en nous passant le ballon aux uns et aux autres pour finalement marquer le but. »*

Ces propos n'ont pas suffi à désamorcer la fronde des petites formations de l'UDF, pas plus que la présence du président du Parti républicain n'a empêché leur porte-parole de l'exprimer publiquement.

« A côté du PR et du CDS, a expliqué M. Pierre-André Wiltzer, *s'affirme un troisième pôle social-libéral sans lequel l'opposition perdrait les chances réelles de redevenir majoritaire (...). Les adhérents directs n'ayant pas d'autre port d'attache souhaitent le maintien de notre union, mais, si les conditions d'un travail loyal et collectif ne sont pas réunies rapidement, alors nous serions prêts, nous tout autant que d'autres, à assumer nous-mêmes la défense de notre idée dans le pays comme au Parlement. »*

Renégociation

M. Galland s'est montré encore plus précis et déterminé, s'en prenant avec véhémence aux exigences du CDS : *« Déjà pointe la bataille des premiers ministres,* a-t-il lancé à la tribune. *Il n'est plus acceptable pour l'opposition et pour l'UDF que les problèmes tactiques soient liés à des ambitions personnelles qui divisent, paralysent et handicapent notre opposition. (...) J'entends redemander une renégociation sur les garanties d'une juste représentativité des composantes de l'UDF lors des prochaines échéances électorales. »* Le président du Parti radical juge en effet *« scandaleux et inacceptables pour l'avenir »* les arbitrages rendus dans le passé qui ont permis aux centristes d'avoir plus de trente députés à l'Assemblée nationale, quand le PSD et le Parti radical n'en ont que cinq à eux deux. *« Si je n'ai pas de réponse claire,* a-t-il prévenu, *alors je poserai la question à mon parti de notre appartenance à l'UDF. »*

M. Santini qui apportait la conclusion se montrait moins vindicatif peut-être, mais le message était le même : *« Nous les petits, nous sommes absolument glasnost, nous sommes transparents. Quand le PR et le CDS s'entendent bien, nous sommes écrasés, et quand ils se battent, nous sommes piétinés... Il est bon que le PR et le CDS s'entendent. Il est logique que nous nous défendions. On demande simplement de pouvoir parler à côté des « grands » et de ne pas avoir seulement un strapontin. » « Si l'opposition reste la droite, elle restera l'opposition »*, insistait le secrétaire général du PSD, en suggérant que soit reprise cette idée des trois tiers répartis entre les trois pôles de l'UDF – pôle CDS, pôle PR et pôle entente réformiste. *« Si aujourd'hui pour exister il faut être autonome, alors il faut y réfléchir »*, ajoutait-il, tout en reconnaissant que ce ne serait sans doute pas là la meilleure solution.

JEAN-RENÉ LORE.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel.
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professionnal experience.
Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cursus de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (métro Iéna) 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PhD.

IL N'Y A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES EST-OUEST

agréé par la Conférence des Grandes Écoles

OBJECTIF :
former en 12 mois (dont 4 mois de stage) des cadres de très haut niveau pour les entreprises et organisations européennes développant des échanges entre les "deux Europe".

ADMISSION :
Diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université, cadres d'entreprise.

SÉLECTION :
sur dossier et entretien avec un jury.

INSCRIPTION :
avant le 15 septembre

ESSCA
1 rue Lakanal, BP 2007
49016 ANGERS CEDEX
Tél. 41 73 47 47

ESSCA

FORMER POUR AGIR

Société

Après les dernières déclarations du primat de Pologne

Le carmel d'Auschwitz provoque une polémique publique au sein de la hiérarchie catholique

C'est au moment même où se déroulaient, du 31 août au 2 septembre, à Varsovie et à Auschwitz-Birkenau, des manifestations réunissant des dizaines de personnalités de toutes confessions pour marquer le cinquantenaire de l'invasion de la Pologne par les nazis, que le cardinal Jozef Glemp a livré le fond de sa pensée sur l'avenir du carmel d'Auschwitz. Ne craignant pas de contredire le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, ainsi que les autres évêques qui avaient négocié les accords de Genève de juillet 1986 et février 1987, visant au déplacement des religieuses et à la construction d'un centre de rencontres et de prières judéo-chrétiennes sur la Shoah, le primat de Pologne dénie toute valeur à cette négociation, à laquelle il regrette de ne pas avoir été associé, ainsi qu'à ses conclusions.

La réplique des cardinaux belges et français, signataires de ces accords, a été immédiate. Commentant leur communiqué commun *(voir ci-dessous)*, le cardinal Decourtray a ajouté dimanche 2 septembre à Lyon : « *La renégociation des accords de Genève serait un non-sens. Je n'ai pas compris les déclarations de Mgr Glemp. Je ne les admets pas.* » « *Je suis choqué et blessé*, a poursuivi l'archevêque de Lyon », pour qui « *le maintien des carmélites dans l'enceinte du camp de concentration serait même une infraction à la législation internationale.* »

Le désaccord entre le cardinal Glemp et ses collègues porte au moins sur trois points :

● *L'emplacement actuel du carmel :* en déclarant que le terrain de l'Ancien Théâtre d'Auschwitz est « *l'endroit où les chrétiens ont été martyrisés* » et extérieur au camp, le cardinal Glemp contredit les documents les plus officiels. C'est à la demande du gouvernement polonais, en date du 2 mai 1978, que le camp d'Auschwitz, comprenant dans ses limites l'Ancien Théâtre, a été déclaré par l'UNESCO, le 26 octobre 1979, Monument du Patrimoine mondial.

● *Le coût de la construction* du nouveau carmel et du centre interreligieux sur la Shoah : le primat de Pologne met en avant l'impossibilité pour l'Eglise de Pologne de financer un tel projet sur lequel se sont engagés les signataires juifs et catholiques de Genève. Il est vrai que le rachat de quatorze parcelles de terrain, les enquêtes d'urbanisme, le retard mis à la construction du nouveau couvent et de ce centre ont largement dépassé les estimations faites à Genève il y a deux ans et demi. On parlait à Cracovie, en juillet dernier, d'une somme totale de 500 millions de zlotys. Mais le cardinal Decourtray vient de rappeler que la délégation catholique à Genève s'était engagée à « *trouver les moyens pour prendre à sa charge le transfert du carmel* ». La promesse d'un financement par les Eglises occidentales (la France par exemple) figure en effet dans les documents signés à Genève.

● *La cohérence de l'attitude de l'épiscopat polonais :* les archevêques de Paris, de Lyon et de Bruxelles font enfin valoir que la déclaration de Mgr Glemp est parfaitement contradictoire avec le texte adopté par l'épiscopat polonais dans son ensemble, le 9 mars dernier, au cours de son assemblée plénière. « *Auschwitz a, dans la conscience du peuple polonais, un sens particulier*, peut-on lire dans le paragraphe 5 du compte rendu. *C'est pourquoi les évêques polonais reconnaissent comme de grande importance la réalisation, menée par le cardinal de Cracovie, du centre d'informations, d'éducation, de rencontres et de prières, qui doit abriter en même temps le nouveau couvent de religieuses carmélites. En accord avec la pensée du pape Jean-Paul II, l'épiscopat polonais est certain que l'organisation de ce centre jouera un grand rôle dans le dialogue judéo-chrétien, comme dans la recherche concernant l'extermination totale du peuple juif par les Allemands de Hitler, le martyrologue du peuple polonais et celui d'autres peuples...* »

H. T.

Un entretien avec Me Théo Klein

« Les juifs ne peuvent plus faire le moindre geste »

Me Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), présidait la délégation juive aux négociations de Genève. Il répond ci-dessous à la proposition de « renégociation » *et aux critiques du cardinal Glemp.*

« Etes-vous d'accord pour renégocier les accords de Genève ?

– Je ne vois pas qui pourrait reprendre la négociation avec le cardinal Glemp, puisque celui-ci nie toute compétence aux personnalités, tant juives que catholiques, qui ont mené le dialogue et je n'imagine pas que d'autres, à notre place, veuillent aujourd'hui discuter avec le primat de Pologne. Cette étrange affaire révèle en réalité des conflits pour lesquels nous n'avons aucune part.

» De ces divergences à l'intérieur de l'Eglise catholique, à l'intérieur de l'Eglise polonaise surtout, je tiens à dire tout de suite que je ne me réjouis pas. Pas plus que je ne me réjouis du conflit politique qui, à l'évidence, est également sous-jacent dans toute cette affaire.

» Car tout le monde a pu noter les distances prises par Lech Walesa, par le quotidien de Solidarité, *Gazeta*, et même par le premier ministre désigné, un catholique, vis-à-vis des premières déclarations, pour le moins incongrues, du cardinal Glemp à Czestochowa le 26 août dernier. A cet égard, je constate que, contrairement à ce que certains de mes coreligionnaires peuvent être tentés de penser, les Polonais ne sont pas tous antisémites...

– Les exigences et manifestations d'impatience des juifs n'ont-elles pas été trop fortes, au point de heurter une grande partie de l'opinion catholique et de l'épiscopat en Pologne ?

– Sauf le respect que j'ai pour un prince de l'Eglise, je tiens à dire que les dernières assertions du cardinal Glemp sont la preuve d'un défaut total d'informations ou la vérification de ce que « *la foi tout court peut remplacer la bonne* », comme disait André Gide. Les accords ont été signés en 1987 et, depuis deux ans, le primat de Pologne avait largement le temps d'exprimer les réserves qui sont les siennes aujourd'hui. Or, non seulement il ne l'a pas fait, mais l'épiscopat dont il est le chef et le porte-parole a totalement ratifié ces accords de Genève et s'est même engagé à les appliquer.

Ni monopole ni exclusivité

» Des exigences trop grandes ? Nous avons seulement demandé aux représentants, à mon sens qualifiés, de l'Eglise catholique qu'il n'y ait pas de lieu de culte sur l'ensemble du territoire d'Auschwitz-Birkenau où sont morts des hommes et des femmes de toutes religions, y compris des libres penseurs, et des enfants. Peut-on demander ce que serait ce lieu si toutes les religions venaient y installer leurs emblèmes et leurs lieux de culte ? Lorsque nous avons demandé le silence total pour Auschwitz, nous n'avons pas eu l'impression de porter préjudice à qui que ce soit.

» Le bâtiment occupé par les carmélites est le symbole même du symbole d'Auschwitz. Il a servi d'entrepôt au gaz mortel Zyklon B et à tout ce qui a pu être récupéré des victimes, hommes, femmes, enfants et vieillards. Il marque pour nous le caractère totalement déshumanisé et industrialisé de l'extermination du peuple juif menée par les nazis.

– Les Polonais, qui ont aussi perdu des millions d'hommes dans les camps, vous reprochent de prétendre à l'exclusivité du symbole d'Auschwitz. N'est-ce pas le fond du malentendu actuel ?

– Nous n'avons jamais revendiqué aucun monopole sur Auschwitz, ni prétendu à aucune exclusivité. Nous avons seulement exprimé le refus de tout lieu de culte, qu'il soit juif ou non juif, dans le périmètre du patrimoine mondial défini par l'UNESCO. Nous avons accepté la création d'un centre de prières et d'informations sur Auschwitz : ce ne sera pas un centre judéo-chrétien, comme on l'a dit et écrit, mais un centre catholique, car nous voulions tenir compte de la sensibilité polonaise, rappeler que ce lieu a été aussi marqué par le martyre d'un certain nombre de Polonais non juifs.

La faute du gouvernement polonais

L'Histoire a retenu bien d'autres génocides, mais jamais l'humanité n'avait assisté à une telle entreprise de destruction, froide et systématique, de tout un peuple. De ce point de vue-là seulement, on ne peut pas comparer le martyre infligé à des Polonais non juifs, comme des prêtres catholiques, et le crime perpétré contre les juifs.

– Le cardinal Glemp continue de dire que le couvent actuel des carmélites est à l'extérieur du camp. Est-ce exact ?

– Il n'y a pas d'ambiguïté sur l'utilisation qui a été faite par les nazis de ce bâtiment. Il ne devrait plus y en avoir sur le fait que l'actuel couvent est bien situé dans l'ensemble du camp d'Auschwitz-Birkenau, tel que le gouvernement polonais a demandé qu'il soit inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

» Rencontrant à la mi-août l'ambassadeur de Pologne à Paris, j'ai été frappé de l'entendre dire que cette question de la localisation du bâtiment contesté était mineure. C'est faux. Le gouvernement polonais avait le devoir de veiller à ce que le bâtiment reste comme il était. Il a commis une faute en le donnant aux carmélites, et il ne peut pas continuer à dire aujourd'hui que ce conflit doit être réglé par les seuls juifs et catholiques. A cet égard, je me félicite de l'intention récemment exprimée par le premier ministre polonais, dans un journal israélien, d'accélérer la solution de ce contentieux pour améliorer les rapports, non seulement entre les juifs et les catholiques, mais aussi entre la Pologne et Israël.

– Compte tenu de ces différents facteurs, n'y a-t-il pas un point effectivement à renégocier aujourd'hui, à savoir les délais d'application des accords de Genève ?

– Si, sur le terrain, un début d'application de ces accords avait pu être constaté, alors oui, nous aurions négocié des délais supplémentaires. La faute commise par le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, est d'avoir toléré les signes d'une installation toujours plus visible et permanente des religieuses à Auschwitz. Aujourd'hui, il est trop tard. Les passions se sont exacerbées, et nous, juifs, il ne nous est plus possible de faire le moindre geste.

» Puisqu'elles veulent sacrifier leur vie à prier pour la paix du monde, que les carmélites sachent qu'elles tiennent entre leurs mains la paix, non seulement entre les juifs et les catholiques, mais à l'intérieur de l'Eglise catholique elle-même.

Propos recueillis par
HENRI TINCQ

« Il faut renégocier l'accord avec des personnes compétentes »

affirme le cardinal Glemp

Dans l'entretien publié samedi 2 septembre par *la Repubblica*, le cardinal Glemp qualifie de « *scandaleuse* » la requête du départ des religieuses du carmel d'Auschwitz. Il ajoute : « *On ne voit pas qui elles peuvent offenser en priant près du mur du camp de concentration. Le terrain sur lequel elles se trouvent est l'endroit où les chrétiens ont été martyrisés. On ne comprend pas pourquoi elles devraient partir. Il faut en revanche que les juifs comprennent que consacrer une vie de prières près de l'endroit où ont été martyrisés les chrétiens n'offense pas leurs sentiments.* »

« *Je veux que l'accord de Genève soit renégocié* », affirme en conséquence le primat de Pologne. Il a été signé « *par le cardinal Macharski et par un groupe d'hommes qui ne sont pas compétents. Il faut que l'accord soit fait par des personnes compétentes, et non par n'importe quel cardinal qui ne comprend pas la situation* ». Il faut « *tout renégocier, dans le calme, dans le dialogue, avec des gens compétents. Et sans exclure les Polonais* ». Le cardinal Macharski à lui seul « *représente uniquement l'Eglise de Cracovie. Le problème est beaucoup plus vaste* ». Le primat de Pologne estime d'ailleurs que le cardinal Macharski a sans doute signé l'accord « *parce que les choses ont été faites à la hâte* ».

A propos de la construction d'un centre de prières et de rencontres judéo-chrétiennes sur la Shoah, prévue, avec le déménagement des religieuses, dans l'accord de Genève, le cardinal Glemp déclare encore : « *Sans argent, le centre ne peut se faire. Et pour l'instant, il n'y a pas d'argent. Notre peuple, qui traverse une crise économique grave, ne peut se permettre de construire un centre qui coûte près de 2 millions de dollars.* »

« Les engagements souscrits doivent être tenus »

répliquent les cardinaux Decourtray, Danneels et Lustiger

Voici le texte du communiqué publié dimanche 3 septembre par les cardinaux Albert Decourtray, archevêque de Lyon, Godfried Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles et Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris :

« *Si la délégation juive aux rencontres de Genève, conduite par Me Théo Klein, alors président du congrès juif européen, est « incompétente », qui peut l'être ?*

» *Et si quatre cardinaux, dont l'archevêque de Cracovie, ne sont pas qualifiés pour représenter la partie catholique, qui pourrait l'être ?*

» *Le camp d'Auschwitz est dans le diocèse de Cracovie. Selon le droit de l'Eglise, son archevêque est le premier à y avoir pleine autorité. Les cardinaux qui se sont joints à lui appartiennent aux nations qui, en Occident, ont été les principales victimes de la barbarie hitlérienne.*

» *Ces accords ont été patiemment et loyalement négociés pendant deux ans. Les signataires catholiques se sont engagés à ne pas faire peser le financement sur le diocèse de Cracovie et encore moins sur la Pologne.*

» *Le cardinal Glemp n'a pu s'exprimer qu'à titre personnel en parlant d'une renégociation des accords de Genève. D'autant que jusqu'alors il a toujours fait savoir que le cardinal Macharski était le seul responsable et que la conférence épiscopale polonaise, le 9 mars 1989, s'est engagée à son tour en apportant son soutien à la réalisation de cet accord.*

» *Les engagements souscrits doivent donc être tenus : ils reconnaissent la légitimité du carmel d'Auschwitz à Oswiecim, en dehors du périmètre du camp de concentration que l'UNESCO, considérant sa* « valeur universelle exceptionnelle », *a inscrit sur la liste du* « patrimoine mondial culturel » *en octobre 1979, à la demande du gouvernement polonais alors en place.* »

DÉFENSE

Le malaise dans la gendarmerie

M. Chevènement dénonce les « lunettes roses » de certains socialistes

L'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, a estimé, samedi 2 septembre sur *Antenne 2*, à propos des revendications des gendarmes, qu'il ne fallait pas croire que « *les médias ont créé le malaise* », prenant ainsi le contre-pied de certaines déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement, l'actuel ministre de la défense.

« *Je n'ai pas eu le sentiment*, a expliqué M. Hernu, *que les médias, les formations ou les responsables politiques cherchaient à récupérer ce mouvement que l'on sentait venir.* » Pour l'ancien ministre, « *il ne faut pas faire de démagogie. A mon avis, il y a besoin de cinq mille postes de gendarmes. Dire qu'on les créera en six mois, un an, trois ans, ce n'est pas possible budgétairement. Le fond du problème, ce n'est pas la revendication salariale, ce n'est pas d'avoir des matériels plus performants, mais c'est le non-dit de tout cela, c'est une revendication d'être considéré comme un homme, un besoin de dignité.* »

A Orange (Vaucluse), où il assistait à une réunion du courant Socialisme et République, qu'il inspire, dans la perspective du congrès socialiste de Rennes en mars prochain, M. Chevènement a justifié sa décision d'avoir lui-même ouvert la concertation avec les gendarmes. « *Je ne connais pas d'autre moyen face à un feu de broussailles*, a-t-il expliqué, *que la méthode du Canadair pour arrêter un incendie qui se propage.* » Cependant, le ministre de la défense a écarté à nouveau la possibilité, pour les gendarmes et les militaires, de créer des syndicats. « *Depuis deux siècles, il y a une gendarmerie, avec des militaires, et une police, avec des civils qui ont un droit d'expression syndicale, c'est la volonté du législateur* », a conclu le ministre de la défense.

Quelques heures auparavant, à Risoul (Hautes-Alpes), devant l'université d'été du PS, M. Chevènement a répondu, sans les citer, à M. Pierre Mauroy et à Mme Marie-Noëlle Lienemann, qui s'étaient prononcés pour des formes d'expression au sein des armées qui s'apparenteraient au droit syndical. « *Ceux qui ne voient pas la gravité pour la démocratie de campagnes de lettres anonymes*, a déclaré le ministre de la défense, *sont d'incurables optimistes avec des lunettes roses. Mais je leur pardonne parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils disent.* » Il a qualifié certaines déclarations de « *légères et irréfléchies* ».

Le premier ministre, pour sa part, a estimé, lundi 4 septembre, à RMC, que « *l'armée a besoin d'avoir les moyens de se faire entendre dans le respect de sa discipline et de sa discrétion. Or ces moyens existent très peu.* »

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, le nouveau directeur général de la gendarmerie nationale, M. Charles Barbeau, a rappelé les mesures immédiates qui seront appliquées : repos de huit heures après une nuit de travail, recrutement de cinq cents gendarmes professionnels dès octobre, renforcement rapide des brigades les plus chargées, rénovation des casernements et octroi d'un crédit libre de 10 000 francs par brigade territoriale et par an.

ENVIRONNEMENT

Un premier bilan des incendies dans le Sud-Est

● Douze morts ● 56 000 hectares ravagés

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Six jours après l'incendie qui a dévasté le flanc sud du massif de la Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, le corps d'un ancien légionnaire, Henri Kopanczyk, soixante-cinq ans, a été retrouvé carbonisé, dimanche 3 septembre, en début de l'après-midi, à Puyloubier (Bouches-du-Rhône). Pensionnaire de l'institution des invalides de la légion étrangère de Puyloubier, depuis 1978, Henri Kopanczyk avait été porté disparu depuis le lundi 28 août. Il a été surpris par l'incendie alors qu'il se trouvait dans une dépendance de l'établissement et a vraisemblablement été asphyxié en tentant de fuir. Des recherches avaient été aussitôt entreprises, sans succès. C'est au cours d'un nouveau ratissage effectué par la légion que son corps a été découvert, à une centaine de mètres des limites du domaine, à l'ouest de Puyloubier.

La mort du légionnaire porte à douze le nombre des victimes des incendies dans le Sud-Est depuis le début de l'année. Les onze autres sont trois sapeurs-pompiers tués par des largages d'avions bombardiers d'eau, dans l'Ardèche et les Bouches-du-Rhône, un sous-officier et un conducteur d'engin des Unités d'instruction de la Sécurité civile (UISC) de Brignoles (Var) et de Corte (Corse), un marin-pompier de Marseille, un mécanicien navigant d'hélicoptère de la Sécurité civile, un pilote de Tracker, un harki de l'Office national des forêts (ONF) et deux touristes italiens victimes de l'incendie du 31 juillet, à Saint-Florent, en Corse.

Attisés par la tramontane et le mistral, une douzaine d'incendies, justifiant l'appel aux moyens de secours nationaux, ont, par ailleurs, éclaté durant le week-end dans les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône et le Var. Tous ont été maîtrisés. Le plus important d'entre eux, sur la commune de Treilles (Aude), a détruit 500 hectares de garrigues et a nécessité, à deux reprises dans la journée de dimanche, la fermeture de l'autoroute A9, à hauteur de Leucate, après avoir menacé une station-service.

Depuis le début de l'année, 4 200 incendies ont détruit plus de 56 000 hectares de forêts et de garrigues dans le Sud-Est.

G. P.

Un parc naturel américano-soviétique en Alaska ?

Les responsables des parc nationaux américains devaient rencontrer leurs homologues soviétiques mardi 5 septembre en Sibérie. Objet des conversations : la création éventuelle d'un vaste parc naturel international qui comprendrait la partie de l'Alaska déjà protégée par les autorités américaines, le détroit de Bering et les régions de Sibérie orientale qui le bordent.

La réalisation de cet immense parc américano-soviétique, ouvert au public, contribuerait au sauvetage de plusieurs espèces en voie de disparition comme le caribou, l'ours polaire, le renne et le morse. – *(Reuter)*.

● **M. Brice Lalonde souhaite que Greenpeace se renforce en France.** – Venu assister samedi 2 septembre, à l'université d'été du Mouvement des jeunes radicaux de gauche à La Rochelle, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a commenté la présence le même jour du navire de Greenpeace *Rainbow-Warrior*, en partance pour New-York (*le Monde* du 2 septembre). « *Mon souci est d'effacer ce qui s'est passé et qu'on reparte sur de nouvelles bases pour le plus grand bien de l'environnement*, a dit le ministre. *Greenpeace, c'est un peu le champion de la mer, et on en a besoin. Je souhaite seulement que le poids des pays latins augmente et que l'association se renforce en France.* »

Centre d'éducation permanente
UNIVERSITE DE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE
RENTREE 89
43 54 67 80
43 29 75 23
Diplômes préparés en formation continue
• Non Bacheliers — ESEU, CAPACITE EN DROIT
• 1er cycle — DEUG DE DROIT
• 2e cycle — LICENCE EN DROIT
• 3e cycle — 4 DESUP: Entreprise et Europe; Immobilier d'entreprise; Etude et Préventions des risques professionnels; Ergonomie - Ecologie humaine
Programmes sur Minitel : 36 15 P1 FORM

صكذا من الاصل

Regardez vite ! Il y a des composites I.C.I. dans les boosters d'Ariane.

Arianespace SIPA PRESS

ICI World Class

Les produits I.C.I. sont fabriqués dans 40 pays et vendus dans plus de 150. Les principales sociétés d'I.C.I. en France sont : I.C.I. France, I.C.I. Francolor, I.C.I. Pharma, Sopra, Valentine... Les tuyères des boosters à poudre de la fusée Ariane sont en composite I.C.I. (Fiberite).

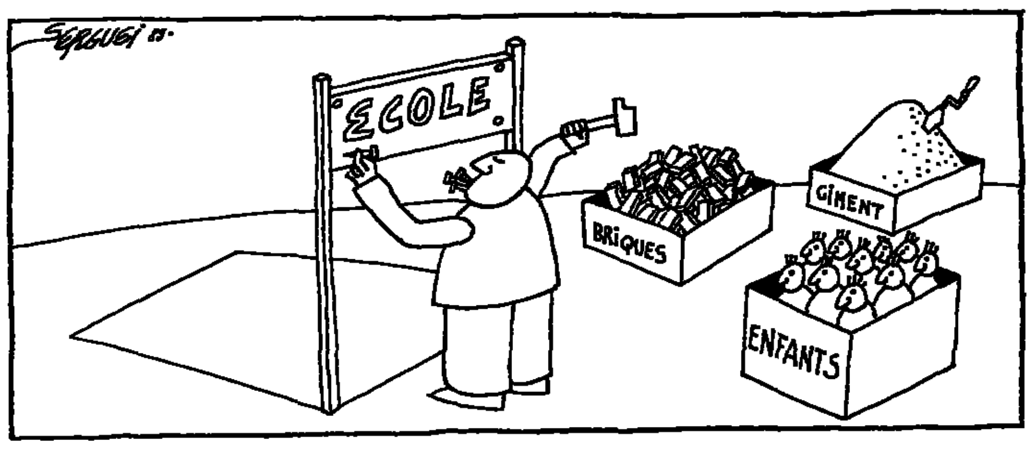
Société

ÉDUCATION

« Urgent, commune recherche famille... »

Une école sauvée par une petite annonce

LES PLANCHES-EN-MONTAGNE (Jura)
de notre envoyé spécial



« La rentrée des classes se fera normalement. » Quand le maire fait cette annonce à son conseil municipal, le 25 août dernier, chacun *mesure la portée de l'événement.* Quinze enfants prenant le chemin de l'école, c'est inespéré pour Les Planches-en-Montagne, lilliputienne bourgade du haut Jura. Logiquement, la petite classe unique du village aurait dû rester vide. Pour l'inspection académique, *c'était une affaire entendue.* Déjà l'an dernier l'école n'avait accueilli que sept élèves, et en février les prévisions pour la rentrée 1989-1990 n'étaient que de cinq. Le couperet est alors tombé : suppression du poste d'instituteur et fermeture.

La logique administrative allait dans le sens de l'histoire d'un village qui, constate son maire Guy Morin, *« s'éteint doucement depuis cinquante ans ».* Il y a quelque temps déjà que le dernier commerce a fermé. C'était un bar-restaurant, Le Temps de vivre, à l'entrée du bourg. Sur ses volets clos, le panneau *« A vendre »* n'a pas l'air d'attirer les convoitises. Sur la façade de l'ancienne épicerie, les hivers ont délavé, jusqu'à l'effacer, l'enseigne peinte à même la pierre. Le bureau de poste n'ouvre plus qu'une heure par jour : la perception une fois par semaine. Dernier signe extérieur de son rang de chef-lieu de canton, la commune a conservé sa brigade de gendarmerie. Mais pour combien de temps ? En dépit de sa fusion, naguère, avec La Perrena, Les Planches ne compte plus que cent cinquante habitants. Des vieux pour la plupart, qui n'auraient pas versé beaucoup de larmes sur l'école condamnée.

Mais les parents d'élèves — trois ou quatre personnes au maximum — ne se sont pas résignés à envoyer leurs enfants à La Chaux-des-Crotenay, la commune voisine et néanmoins rivale. La municipalité tente alors l'opération de la dernière chance. Elle passe une petite annonce dans *la Voix du Nord,* comme on lance une bouteille à la mer : *« Urgent. Commune recherche famille avec enfants âge scolaire primaire. Loue appartement. Possibilité travail en forêt ou scierie ».* L'intention était claire : *« Nous voulions attirer le plus d'enfants possible,* rappelle Danielle Bulle, l'une des parents d'élèves. *C'est pour cela qu'on a cherché dans le Nord où il y a des familles nombreuses et des chômeurs. »*

Plus de cent réponses (il en arrive encore !) sont parvenues aux Planches qui, entre-temps, a changé d'équipe municipale. Le nouveau maire n'approuve qu'à moitié l'initiative de son prédécesseur (*« Je crois que je n'aurais pas osé déraciner des gens comme ça »*), mais il poursuit le travail entrepris.

Finalement, la commune a pu proposer trois logements aux candidats à l'exil. Arrivés de Roubaix en juin avec leurs huit enfants, dont cinq d'âge scolaire primaire, les Dubois ont ainsi élu domicile dans l'ancienne perception. Chômeur depuis la fermeture de son usine textile à Lille, Didier, le père, est aujourd'hui employé dans une lunetterie de Morez. Murielle, la mère, savoure sa nouvelle vie ; *« Là-bas, j'étais à bout de nerfs. Ici les enfants sont heureux, ils ont déjà changé, ils ne sont plus malades. »*

Tout nouveau, tout beau. L'accueil du village a été cordial et l'été radieux. Mais, fait-on remarquer ici et là, *« il faut se farcir l'hiver jurassien, la neige, le froid, l'isolement. Et le trajet jusqu'à Morez par le col de la Savine n'est pas une partie de plaisir ».* Une famille est d'ailleurs déjà repartie. Les autres résisteront-elles au climat et à la mentalité rudes de ces montagnes ? Dans l'immédiat, l'inspecteur académique, *fair play,* a pris acte des efforts spectaculaires de la commune. Le village conserve donc *in extremis* son école, mais pas son instituteur. Le poste budgétaire avait été supprimé, le délai était trop court pour le rétablir.

Claude Girod, le maître d'école, garde son logement sur place, mais il est affecté à Saint-Laurent-en-Grandvaux, distant d'une quinzaine de kilomètres. C'est de là que viendra chaque jour son remplaçant. *« On se croisera sur la route »,* sourit-il en lui souhaitant bon courage : *« Non seulement il faut avoir l'habitude d'une classe unique comprenant six niveaux différents,* dit-il, *mais dans les derniers jours de juin, j'ai constaté que certains enfants du Nord arrivent avec un niveau scolaire déplorable. »* M. Girod garde l'espoir de retrouver dès l'an prochain « sa » classe, où il officie depuis dix-sept ans. En 1972, l'effectif était de six-sept élèves, puis il s'est maintenu bon an mal an entre dix et quinze au gré des mouvements de gendarmes, avant de décroître dangereusement depuis 1984. *« Comme il y a désormais neuf ou dix enfants de moins de quatre ans dans la commune, on est tranquille pour six ou sept ans »,* a-t-il calculé.

Un marchandage « choquant »

Ce genre de comptabilité irrite Catherine Ferry, premier adjoint au maire. Nouvellement élue, elle a publiquement pris ses distances avec l'opération de sauvetage de l'école lancée par la précédente équipe. *« Je suis choquée par le marchandage dont les enfants font l'objet ; maintenant, dans nos villages, on se fait la guerre des gosses »,* dit-elle, faisant allusion à un événement précis. Le chef de la gendarmerie est en effet accusé par la *vox populi* d'avoir fait le jeu de La Chaux et précipité la fermeture de l'école des Planches, lorsqu'il a retiré, pour d'obscurs motifs, ses trois enfants de la classe de M. Girod. Et aux yeux de parents d'élèves comme Danielle Bulle, La Chaux est à jamais coupable de les avoir acceptés *« tout en sachant que sans eux nous étions fichus ».*

« Aujourd'hui, on importe des enfants, mais on reste à la merci du départ d'une famille, reprend Mme Ferry. *Se battre pour l'école, c'est se battre pour un symbole, alors que le problème de fond est occulté. »* Pour cette jeune cultivatrice dont la fille arrive à l'âge scolaire, le maintien sous respiration artificielle de l'école primaire ne règle ni le problème de l'éducation des enfants, ni celui de l'exode rural. *« Le dépeuplement d'un village ne devient-il scandaleux qu'à partir du moment où il frappe l'école ? »,* demande-t-elle, volontiers provocatrice.

La bataille de l'école aura néanmoins servi à réveiller le village de son engourdissement. On étudie déjà les moyens de pérenniser les acquis de cette opération médiatique. Le premier handicap est celui du logement. Bien que les trois-quarts des maisons soient inoccupées, *Les Planches* ne peut en effet répondre aux demandes de location à l'année. Grâce au revenu de ses forêts (environ 600 000 francs par an), la commune envisage donc de construire deux ou trois pavillons à louer. Et pour accompagner ce modeste programme immobilier, le maire rêve de convaincre *« un petit employeur ».* Certes, la rentrée se fait normalement aux Planches-en-Montagne, mais *« ce n'est pas une partie gagnée,* prévient Guy Morin. *Elle ne fait que commencer ».*

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'hydre des programmes scolaires

(Suite de la première page.)

Ce processus se caractérise par la coexistance de deux phénomènes extrêmes :

— d'une part, le développement d'une « école TGV », qui conduit en un temps record une petite fraction d'une génération à un niveau de formation théorique unique au monde, à travers des étapes soigneusement balisées : scolarisation primaire précoce ; allemand première langue en sixième ; section C dans un « bon » lycée ; bac avec mention ; classe préparatoire ; grande école scientifique ou de gestion...

— d'autre part, le maintien d'une forte proportion d'exclus : 12 % d'une génération (près de 100 000 jeunes) quittent chaque année l'école sans diplôme, ni qualification.

Ce système de sélection-élimination n'a fait que se renforcer au cours des dernières années, malgré tous les efforts officiels pour « démocratiser » l'enseignement par la prolongation de la scolarité et la création du « collège unique ». Le nombre des diplômés de grandes écoles n'a augmenté que faiblement et la proportion des élèves quittant l'école en situation d'échec n'a pas diminué depuis dix ans (1).

C'est précisément à ce dernier phénomène que voudrait s'attaquer M. Jospin dès cette rentrée, en réorganisant l'école *élémentaire* (création de « cycles » permettant de mieux prendre en compte les rythmes individuels des enfants ; évaluation systématique de leurs connaissances ; plan pour l'apprentissage de la lecture...) Y parviendra-t-il ? On peut en douter, tant que la logique du *système* et la pression sociale demeureront aussi fortes en faveur de la détection rapide d'une minorité « surdouée », sur des critères académiques abstraits (l'aptitude aux mathématiques notamment).

D'où le deuxième volet de *mesures prévues par M. Jospin* : une révision générale des contenus de l'enseignement et des programmes, pour qu'ils fassent moins de place à l'accumulation des connaissances et davantage à l'acquisition de méthodes de travail.

Cette réflexion va au devant des besoins et de la demande des élèves qui se plaignent régulièrement de l'insuffisance de l'enseignement en ce domaine (2). *Mais elle se heurtera* à des obstacles de taille : la crainte d'une grande partie de l'opinion que cela n'aboutisse à une *« baisse générale du niveau »* ; la pression des spécialistes (largement relayée à l'extérieur de l'école) pour faire figurer leur matière dans le « corpus » de « ce qu'il faut obligatoirement enseigner ». Mais aussi la très grande difficulté, théorique et pratique, de concevoir et réaliser un enseignement ne reposant plus sur des critères aisément quantifiables en termes de chapitres de manuels.

M. Rocard : l'orthographe n'est pas une ligne Maginot

« Trop de Français ressentent la défense de notre langue comme relevant de la ligne Maginot ou du bastion, et c'est un peu stupide », a déclaré M. Michel Rocard, lundi 4 septembre à Radio Monte-Carlo.

Le premier ministre a estimé que *« le français s'accompagne de quelques difficultés pas tout à fait nécessaires »*, ce qui constitue *« un vrai problème ». « J'ai un très grand respect de la dignité de notre langue* (...). *Je crois cependant possible d'accepter quelques simplifications minimales si l'accord se fait dessus*, a ajouté le premier ministre. *Ce n'est pas un domaine* (...) *où il serait sage que l'Etat légifère ou décrète unilatéralement, ce serait stupide. Mais si l'Académie française, les grands spécialistes de l'orthographe* (...), *tous ceux qui ont là une autorité, arrivent à produire des propositions qui font l'accord, je n'y verrais pour ma part pas d'inconvénient. »*

Transmettre des connaissances est assurément plus facile que d'apprendre à raisonner ou de former une personnalité. Les difficultés rencontrées par des tentatives récentes pour rendre l'enseignement moins formel, comme les activités d'éveil ou certaines méthodes actives, incitent à la prudence.

Et l'on s'aperçoit parfois qu'un enseignement qui veut rompre avec la tradition académique est en réalité moins accessible aux élèves, comme on l'a vu avec les mathématiques nouvelles ou la grammaire, et *comme le montrent de façon* presque caricaturale les nouveaux programmes d'histoire en terminale.

Révision déchirante

La tâche sera donc immense de concevoir un enseignement qui soit à la fois moins ambitieux, mais solide et réaliste. C'est pourtant à ce prix que l'objectif des *« 80 % au niveau du bac »* pourra être autre chose qu'un vœu pieux. Le risque est grand, sinon, de voir s'agrandir le *fossé* entre *une petite minorité, seule* capable de profiter d'une formation de haut niveau, et une majorité, soit exclue, soit maintenue artificiellement en survie dans un univers qui n'est pas fait pour elle.

Les statistiques officielles de taux de réussite au bac ou d'accès dans le second cycle ne doivent pas, à cet égard, faire trop illusion. Révèlent-elles une réelle progression de la qualification des jeunes ou une plus grande bienveillance de l'administration ? On peut se poser la question lorsqu'on voit le niveau d'exigence des sujets d'examen dans certaines disciplines (le français ou la philosophie par exemple) et la capacité réelle d'une grande partie des candidats à les traiter. Sans doute une « révision déchirante » sera-t-elle nécessaire, si l'on veut cesser de faire semblant de croire que tous les bacheliers correspondent *au profil que suppose leur* diplôme.

Cette remise à plat des objectifs de l'enseignement et de son adaptation *au public auquel il s'adresse* sera nécessaire à tous les niveaux de la scolarité, de l'école maternelle à l'université. Un débat aussi difficile ne peut aller sans risques et sans controverses. Et donc sans une volonté politique particulièrement ferme.

La légende dit que le combat contre l'hydre fut le seul travail qu'Hercule ne put réaliser seul. Il n'en vint à bout que grâce à la coopération de son neveu Ialaos. Hercule-Rocard aura besoin de toute la coopération de son neveu Ialaos-Jospin pour vaincre l'hydre des programmes scolaires...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Voir l'article de Stéphane Lemerle « Les sorties du système éducatif de 1976 à 1986 » dans *Education et Formation, n° 18, janvier-mars 1989.* (En vente au ministère de l'éducation nationale, DEP 6, 58, boulevard du Lycée. Vanves 92170. Tél. : 45-54-95-25, poste 204.)

(2) Voir notamment le sondage auprès des lycéens publié dans le dernier numéro de *Phosphore* (n° 104, *septembre 1989*).

MÉDECINE

Après la réduction de son budget par la Sécurité sociale

La clinique psychiatrique de La Borde est menacée de fermeture

La clinique psychiatrique de La Borde, située à cour-Cheverny (Loir-et-Cher) devra-t-elle bientôt licencier une partie de son personnel et fermer ses portes ? Deux ans après une première alerte *(le Monde* du 1er avril 1987), les responsables de cet établissement psychiatrique — l'un des rares à jouir d'un tel renom à l'échelon international — sont une nouvelle fois confrontés à la rigueur de l'administration de la Sécurité sociale. Ses difficultés soulèvent le problème des conditions d'existence des établissements où l'on pratique une psychiatrie « différente ».

En 1987, déjà, La Borde avait failli fermer ses portes. La Sécurité sociale refusait de reconnaître la spécificité de la pratique psychiatrique baptisée « psychothérapie institutionnelle » mise en œuvre dans cette clinique, et qui impose un effectif de soignants et des coûts notablement plus élevés que dans les autres établissements psychiatriques.

« Nous sommes restés à moins de 400 francs par jour et par malade, soit deux ou trois fois moins que la plupart des autres établissements », expliquait en 1987 le docteur Jean Oury, le responsable de la clinique, qui reconnaissait avoir progressivement dépassé l'effectif autorisé des malades pour tenter de rétablir un semblant d'équilibre budgétaire dans son établissement. La Borde accueillait ainsi, en 1987, cent treize patients au lieu des quatre-vingt-quinze autorisés.

Au terme d'une épreuve de force opposant les caisses régionales d'assurance maladie du Centre aux responsables de la clinique soutenus par de nombreuses familles de malades, une solution avait pu être trouvée. *« Il y a un an, nous avons eu une augmentation substantielle de notre prix de journée qui est alors monté aux environs de 500 francs, ce qui nous donnait les moyens de la survie,* explique-t-on à Cours-Cheverny. *Mais il y a quelques semaines, la caisse de Sécurité sociale d'Orléans a réduit ce prix de journée à 433 francs et l'a immédiatement fait savoir à toutes les caisses de France en arguant du fait que nous avions cinq lits excédentaires... Nous perdons actuellement entre 20 et 25 millions de centimes par mois. Si aucune solution n'est trouvée dans les prochaines semaines, nous allons devoir licencier une vingtaine de personnes et rapidement déposer le bilan. »*

A La Borde on assure ne pas comprendre les raisons d'une telle rigueur administrative, compte tenu notamment de l'intérêt que porte à cette expérience M. Claude Evin, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Au ministère de la santé, on précise que tout est mis en œuvre pour trouver une solution. On souligne aussi, d'une manière plus générale, la nécessité de définir au plus vite un cadre administratif et financier adapté pour aider au fonctionnement des rares établissements qui, en France, travaillent sur un mode similaire à celui de la clinique de La Borde.

JEAN-YVES NAU.

FAITS DIVERS

Près de Tours

Un étudiant agressé et blessé par un groupe de skinheads

TOURS
de notre correspondant

Un jeune homme, Patrick Régis, dix-huit ans, étudiant, a été agressé par un groupe de skinheads, durant la nuit du samedi 2 au dimanche 3 septembre, à Saint-Cyr-sur-Loire près de Tours (Indre-et-Loire). Alors qu'il rentrait à son domicile avec deux camarades, Patrick Régis a été pris à partie par plusieurs voyous circulant à bord de deux véhicules, qui, pour toute explication à leur acte de violence, reprocheront à l'étudiant d'avoir *« un look de skin de gauche avec son blouson kaki retourné ».*

Tandis que l'un d'eux était porteur d'un pistolet automatique, les agresseurs ont d'abord frappé les deux camarades de Patrick Régis puis se sont lancés à la poursuite de ce dernier. Après l'avoir rattrapé, ils l'ont roué de coups, lui fracturant le nez, et lui ont porté deux coups de couteau à la jambe gauche près de l'artère fémorale. Alors que les skinheads réussissaient à prendre la fuite, Patrick Régis devait être retrouvé allongé derrière les grilles d'un ancien boulodrome par les services de police et hospitalisé.

Au mois de novembre 1988 déjà, à Tours, un étudiant avait été frappé et assommé à coups de batte de base-ball par deux « skins », sous le prétexte cette fois que le jeune homme portait une casquette rouge qui leur déplaisait.

En Gironde

Attentat au colis piégé contre un adjoint au maire de Libourne

BORDEAUX
de notre correspondante

A Libourne (Gironde), l'adjoint aux affaires scolaires de la municipalité dirigée par M. Gilbert Mitterrand, fils du président de la République, a été blessé, ainsi que sa femme, lors d'un attentat au colis piégé, dimanche 3 septembre.

Dissimulé dans un colis à l'adresse de M. André Raffy, un engin explosif, de *fabrication artisanale, avait été* déposé devant son domicile. Il portait la mention *« conseiller municipal »*.

M. et Mme Raffy l'ont trouvé en rentrant de faire leurs courses, et ouvert sans méfiance. Il contenait une bouteille de gaz de camping reliée à un *détonateur et était rempli de clous* tapissiers. Le colis a sauté à l'ouverture du couvercle, enflammant une partie de l'appartement. M. Raffy et son épouse, Monique, ont été brûlés aux premier et second degrés, et hospitalisés. L'attentat n'avait pas été revendiqué lundi en fin de matinée.

G. de M.

CORRESPONDANCE

La légitimité du duc d'Anjou

Après la publication dans le Monde *du 17 août d'un article consacré à un rassemblement, à Paris, de catholiques traditionalistes opposés à la célébration du bicentenaire, nous avons reçu de M. Daniel Hamiche, secrétaire délégué chargé de la communication du secrétariat du duc d'Anjou, la lettre suivante :*

Je m'étonne de lire dans *le Monde* que S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme serait *« le chef de file des royalistes légitimistes »*, ce qui est une contrevérité.

Les légitimistes de France reconnaisent Monseigneur le prince Louis, duc d'Anjou et de Bourbon, comme chef de l'auguste maison de Bourbon. Le jeune prince, âgé d'un peu plus de quinze ans, étant réputé majeur au regard des lois autrefois fondamentales et aujourd'hui familiales réglant la succession à la tête de la maison capétienne, préside son Conseil institué par le feu duc d'Anjou et de Cadix en 1984. C'est donc dans et par le Conseil que Monseigneur le duc d'Anjou assume ses devoirs de chef de maison, et je m'empresse d'ajouter que S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme ne *fait* pas partie de cet organisme dynastique, le précédent chef de maison comme l'actuel n'ayant pas jugé utile de l'y associer. »

● **M. Max Simeoni blessé dans un accident de la route.** — Député européen élu sur la liste des Verts, Max Simeoni, soixante ans, a été sérieusement blessé, samedi 2 septembre, dans un accident de la circulation à Calacuccia (Haute-Corse). Sa voiture est sortie de la route pour éviter un autre véhicule et a chuté d'une dizaine de mètres en contrebas. Victime d'un traumatisme crânien ainsi que de plusieurs fractures aux côtes et aux vertèbres lombaires, le député européen a été transporté par hélicoptère à l'hôpital de Bastia.

● **Un cocktail Molotov contre une synagogue.** — Un cocktail Molotov a été lancé, vendredi 1er septembre, vers 23 h 30, sur l'un des murs de la synagogue de Saint-Ouen-L'Aumône (Val-d'Oise) par deux jeunes gens. Le feu a été immédiatement circonscrit par les témoins. Cet acte n'avait pas été revendiqué lundi en fin de matinée,

● **Graffiti néo-nazis dans les Vosges.** — Tous les bâtiments communaux de Raon-L'Etape (Vosges) ont été couverts de croix gammées, vendredi soir 1er septembre, à la veille de la commémoration des combats livrés dans la région par la résistance lorraine.

Certaines inscriptions se réclamaient d'un *« Parti national des faisceaux européens ».*

● **RECTIFICATIF.** — Inculpé, mercredi 30 août, d'abus de biens sociaux et de détournement d'objets d'art, M. Michel de Bry, soixante-quinze ans, secrétaire général de l'Académie du disque français, n'a pas été écroué comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions datées 3-4 eptembre. Il a été laissé en liberté en raison de son âge.

Sports

TENNIS : Open des Etats-Unis

Noah à l'assaut de Becker

Bien qu'il ne soit plus classé parmi les vingt premiers joueurs de tennis, le Français Yannick Noah a d'ores et déjà réussi à l'Open des Etats-Unis 1989 une performance aussi bonne qu'en 1983 et 1985, ses meilleures années à Flushing-Meadow, alors qu'il était respectivement cinquième et septième mondial : en battant l'Israélien Amos Mansdorf le samedi 2 septembre et l'Argentin Alberto Mancini le lendemain, il s'est qualifié pour les quarts de finale qu'il doit disputer mercredi 6 septembre contre l'Allemand de l'Ouest Boris Becker.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

La sueur parfois ressemble à des larmes. Alberto Mancini avait le visage ruisselant quand il a dit dimanche en fin d'après-midi : *« J'ai fait des erreurs stupides. »* En fait l'Argentin en a surtout commis une qui a sûrement provoqué son élimination de l'Open des Etats-Unis de tennis en huitièmes de finale : il a frappé, trop fort, un passing-shot de revers au plus mauvais moment.

Une erreur stupide ! C'était au sixième jeu du quatrième set contre Yannick Noah. Le Français avait enlevé la première manche, l'Argentin s'était adjugé les deux suivantes après un tie-break d'une féroce intensité concluant la troisième. Et Noah était en difficulté depuis le début de ce set qui risquait fort d'être pour lui le dernier. La dépense d'énergie, la tension nerveuse du match contre Amos Mansdorf *(lire encadré ci-contre)* avaient-elles déchargé ses batteries ? Noah avait déjà dû sauver trois balles de break pour égaliser à 2-2. Et maintenant il servait à 15-40 après avoir perdu les deux premiers points sur doubles fautes.

L'engagement claqua comme un coup de fouet. Quand Mancini frappa son retour Noah était déjà au filet. Mais sa volée ne fut pas parfaitement contrôlée. Mancini arma son revers ; il avait une énorme ouverture sur la gauche. Et il décocha le passing-shot. Son meilleur coup ; celui avec lequel il avait battu Boris Becker et André Agassi en finale des tournois de Monte-Carlo et de Rome ; celui grâce auquel le dilettante de vingt ans s'est retrouvé en quelques mois douzième mondial. La balle partit comme un missile Exocet. Mais ce n'en était pas un très précis : elle sortit du cadre et alla s'écraser dans les bâches.

Une erreur stupide ! Au moment où l'Argentin tenait la victoire, elle lui glissait des mains comme un poisson sorti trop vite de l'eau par un pêcheur inexpérimenté. Car à 30-40, il lui restait théoriquement une possibilité de prendre le service du Français. Mais après ce point Noah était aussi inaccessible que Saïd Aouita dans un mile record. Il ne rata pratiquement plus rien : il allait s'adjuger huit jeux consécutifs en ne laissant marquer à son rival que douze points dont un sur double faute.

Le Français, qui avait laissé passer quelques occasions au cours de la troisième manche, joua, en effet, la fin de la partie avec la même fureur que la veille contre Amos Mansdorf. Il asphyxia son rival du jour. Quand Mancini tenta de se révolter, quand il retrouva son niveau de jeu, c'était trop tard : il revint de 4-0 à 4-2, puis sauva deux balles de match au huitième jeu mais ne put contrer plus longtemps le service de Noah qui termina sur deux engagements gagnants.

Surpris d'être battu ainsi par un joueur de vingt-neuf ans qui s'était laisser glisser dans la zone incertaine du classement mondial, au point d'envisager de ranger ses raquettes pour embarquer sur un voilier ? Tout compte fait, Mancini qui avait déjà été battu en deux manches par Noah l'an dernier à Stuttgart (RFA) ne l'était pas vraiment : *« C'est un grand joueur, toujours difficile à affronter à cause de son service et de sa volée. Quand il est concentré c'est pratiquement impossible de faire le break. »*

Le plus étonné était donc Noah. Au terme de ce qui aurait pu être sa plus mauvaise saison, voire sa dernière, il se retrouvait en quarts de finale de l'Open, stade qu'il n'avait jamais dépassé ici dans ses meilleures années : *« Je n'étais pas aller aussi loin dans un tournoi depuis celui de Key-Biscayne. Mais à l'époque, en mars dernier, je faisais une rentrée. J'avais joué sur les nerfs. Puis je n'avais plus gagné deux matches de suite. Ici je suis en bonne condition physique et j'ai de nouveau envie de taper dans la balle. Smasher, par exemple, me procure un plaisir fou. »*

Noah a attribué cette performance à la préparation physique qu'il a suivie auprès de l'entraîneur d'athlétisme Jean-Claude Perrin et à la confiance en lui retrouvée aux côtés de son nouveau coach, Denis Ralston. Celui-ci a estimé qu'il pouvait aider le Français *« à devenir le prochain numéro un mondial »*. La conquête de ce sommet a bien commencé. Reste à savoir si Boris Becker, le prochain adversaire de Noah, ne contrecarrera pas ce dessein.

ALAIN GIRAUDO.

« Obscénité audible »

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Est-ce une règle écrite du jeu de tennis ? L'usage en tout cas veut que le gagnant d'une partie serre la main du perdant. Yannick Noah a fait sensation, voire scandale, samedi 2 septembre, en ne respectant pas l'étiquette.

Alors que le Français venait de remporter la partie interrompue la veille à 2 sets à 1 contre lui (*le Monde* daté 3-4 septembre), il s'est approché du filet en apostrophant son adversaire, l'Israélien Amos Mansdorf : *« Je ne serre pas la main d'un type qui insulte ma famille. »* Une brève altercation s'ensuivit entre les deux joueurs (qui finirent néanmoins par *« se serrer la main cinq fois »*). Le public, qui n'entendait pas leurs propos et qui ne comprenait pas plus leur gesticulation, ovationna la sortie de Mansdorf et conspua celle de Noah.

L'affaire aurait pu en rester là. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que des joueurs se prennent de bec. Mais les caméras et les micros de la télévision étaient en batterie. L'incident allait devenir une affaire d'Etat.

Premier arrivé dans la salle de presse, Mansdorf donna sa version : *« La nuit dernière, sa famille, sa soeur en particulier, ont essayé de m'intimider. Je n'aurais pas du y prêter attention, mais je l'ai fait. Je venais de perdre un point important, et je leur ai dit quelque chose. Ce n'est pas un comportement très professionnel ; je le regrette. Mais sa famille, qui a assisté à beaucoup de matches, aurait dû savoir que ce n'était pas correct de tenter de me gêner. »*

Le point de vue de Yannick Noah était sensiblement différent : *« Ma mère, ma sœur et mon amie m'encourageaient. La partie était très tendue. Quand elles applaudissaient ou criaient, ce n'était pas pour gêner Mansdorf. Mais il s'est approché d'elles et leur a dit d'aller se faire foutre. Quand je lui ai demandé pourquoi il les avait insultées, il a répondu qu'elles avaient cherché à l'intimider. Ce n'était pas vrai. Et je lui ait dit qu'il n'avait pas été très bon joueur en m'allumant de toutes ses forces sur une balle très facile à mi-court. Maintenant l'affaire est close. On en a parlé dans les vestiaires. »*

Amos Mansdorf, qui est connu sur le circuit pour son mauvais caractère, s'était déjà accroché avec Noah lors de la rencontre de Coupe Davis Israël-France à Tel-Aviv en février dernier. Dans les vestiaires John McEnroe a donné une accolade à Yannick Noah : *« Bravo, tu as bien fait de lui rentrer dans le lard à ce petit con. »* Reste à savoir s'il était opportun de faire un esclandre public.

Yannick Noah n'est pas forcément le mieux placé pour donner des leçons de bonnes manières. Sans avoir un « répertoire » d'injures aussi riche que ceux de *Jimmy Connors ou de John* McEnroe, le Français n'est pas toujours d'une délicatesse extrême : il a notamment traité de *« sac à merde »* l'arbitre de son match contre Mansdorf.

Regrettable parce qu'elle a eu des mauvais relents — Noah a fait un parallèle entre la couleur de sa peau et les supporters juifs de Mansdorf, — cette affaire est surtout révélatrice de la dégradation de la conduite des joueurs. Dégradation que le système des amendes n'a pas réussi a enrayé : Noah et Mansdorf ont été pénalisés de 500 dollars chacun, le premier pour *« obscénité audible »* et le second pour *« conduite anti-sportive »*. Treize autres joueurs ont été sanctionnés pour les mêmes motifs depuis le début de l'Open, McEnroe ayant la palme avec 1 000 dollars d'amendes.

A.G.

Les résultats

Ski nautique

CHAMPIONNATS DU MONDE

Un jeune Français de dix-sept ans, Americ Benet, a remporté le titre de champion du monde de figures en ski nautique, dimanche 4 septembre, à West-Palm-Beach (E-U). Ce skieur, incorporé dans l'équipe de France à la dernière minute à la suite du forfait de Claude Perez, a même, grâce à un total de 10 980 points amélioré le record mondial, détenu jusqu'alors par le skieur américain.

Tennis

OPEN DES ETATS-UNIS
Samedi 2 et dimanche 3 septembre

SIMPLE MESSIEURS

● *Troisième tour, moitié supérieure du tableau.* – I. Lendl (Tch., nº 1) b. J. Courier (E-U), 6-1, 6-2, 6-3 ; A. Chesnokov (URSS, nº 16) b. J. Tarango (E-U), 6-4, 6-4, 6-2 ; T. Mayotte (E-U, nº 9) b. R. Agenor (Haï.), 6-1, 7-6, 6-3 ; M. Chang (E-U, nº 7) b. P. Aldrich (AfS), 6-0, 7-6, 6-4 ; S. Edberg (Suè., nº 3) b. M. Srejber (Tch.), 6-2, 1-6, 6-2, 6-1 ; J. Connors (E-U, nº 13) b. A. Gomez (Par.), 6-1, 4-6, 6-2, 6-0 ; J. Grabb (E-U) b. E. Sanchez (Esp., nº 12), 4-6, 6-3, 7-6, 6-7, 6-4 ; A. Agassi (E-U, nº 6) b. P. Johnson (E-U), 6-1, 7-5, 6-2.

Moitié inférieure du tableau. – Y. Noah (Fra.) b. A. Mansdorf (Isr.), 3-6, 3-6, 7-6, 7-5, 6-2 ; M. Pernfors (Suè.) b. C-U. Steeb (RFA, nº 15), 7-5, 4-6, 7-5, 6-4.

● *Quatrième tour, moitié inférieure du tableau.* – J. Berger (E-U, nº 11) b. P. Sampras (E-U), 7-5, 6-2, 6-1 ; A. Krickstein (E-U, nº 14) b. P. Haarhuis (P-B), 6-2, 6-4, 7-5 ; Y. Noah (Fra.) b. A. Mancini (Arg., nº 10), 6-3, 3-6, 6-7, 6-3, 6-3 ; B. Becker (RFA, nº 2) b. M. Pernfors (Suè.), 5-7, 6-3, 6-2, 6-1

SIMPLE DAMES

● *Troisième tour, moitié supérieure du tableau.* – S. Graf (RFA, nº 1) b. T. Phelps (E-U) 6-1, 6-1 ; R. Fairbanks (E-U) b. A. Temesvari (Hon.), 4-6, 6-4, 6-3 ; L. Savchenko (URSS) b. H. Cioffi (E-U), 3-6, 6-3, 6-1 ; H. Sukova (Tch., nº 8) b. A. Minter (Aus.) 1-6, 6-2, 6-1 ; G. Sabatini (Arg., nº 3) b. L. Meskhi (URSS), 6-2, 6-0 ; C. Martinez (E-U, nº 15) b. S. Hanika (RFA), 7-5, 6-1 ; B. Paulus (Aut.) b. S. Sloane (E-U), 6-4, 4-6, 6-2 ; A. Sanchez (Esp., nº 6) b. S. Wasserman (Bel.), 6-1, 2-6, 6-4.

● *Quatrième tour, moitié inférieure du tableau.* – Z. Garrison (E-U, nº 5) b. D. Faber (E-U), 6-4, 7-6 ; C. Evert (E-U, nº 4) b. M. Seles (You., nº 12), 6-0, 6-2 ; M. Maleeva (Bul., nº 7) b. N. Zvereva (URSS, nº 13), 6-2, 6-0 ; M. Navratilova (E-U, nº 2) b. R. Rajchrtova (Tch.), 6-2, 6-0.

RUGBY : la fin de la tournée en Afrique du Sud

Des aveugles au pays de l'apartheid

Les Springboks ont remporté, samedi 2 septembre, à Johannesburg, leur deuxième test-match en battant la sélection internationale sur le score de 22 à 16. Il s'agissait de la dernière rencontre disputée par cette équipe venue célébrer le centenaire de la fédération sud-africaine de rugby. Cinq matchs pour une seule victoire acquise contre la médiocre formation de la province du Natal, qui ont permis néanmoins de démontrer que les Springboks s'étaient rouillés après un sevrage de trois années.

JOHANNESBURG
de notre correspondant.

Personne ne pourra dire que le demi de mêlée, Pierre Berbizier, crache dans la soupe. Le capitaine du XV international n'est pas un ingrat. Quand le gâteau est bon, il le mange jusqu'au bout et sait remercier ceux qui l'ont cuisiné. Au cocktail qui a clos la tournée des « touristes » sur le sol sud-africain, il dit et redit sa satisfaction, *« sa fierté »* d'avoir été le capitaine de cette sélection. *« Une grande expérience dans un merveilleux pays »*, à tel point que sa *« gorge nouée »* ne lui permet pas *« de trouver les mots pour se faire comprendre »*.

Au directeur de la banque qui a sponsorisé la tournée, l'Agenais a donné sa cravate personnelle en signe de *« récompense »*. A Dannie Craven, le président de la fédération de rugby, il a fait don de son maillot arlequin pour preuve de sa reconnaissance. Il a invité le PDG de la banque à venir au Parc des princes, remercié les agents de la sécurité qui ont veillé sur sa tranquillité et même son chauffeur. Ce déluge de satisfecit n'aurait pas été complet sans un hommage appuyé aux Springboks, *« une des meilleures équipes au monde et qui le reste quoi qu'on en dise »*. *« Le monde du rugby vous a salués. Nous avons besoins de vous pour jouer, et nous avons envie de jouer avec vous »*, a conclu Berbizier, qui ne cache pas son désir de les rencontrer à la tête de l'équipe de France.

« Un geste merveilleux »

Non, il n'a oublié personne, pas même les 60 000 spectateurs de l'Ellis Park de Johannesburg, que l'équipe a salués après le coup de sifflet final. La foule les a ovationnés, et la haie de policiers les a applaudis pour cette attention, que Dannie Craven a qualifiée de *« geste merveilleux »*.

Désormais, la fête est finie. Que restera-t-il de cette tournée, brèche pratiquée dans l'isolement du rugby sud-africain ? Une forte odeur d'argent et la preuve que les Springboks ne sont pas ce qu'ils prétendaient être : les meilleurs au monde. Les maillots verts et or, s'ils ont remporté les deux test-matchs, ont souffert du manque de rencontres internationales. Tout le monde s'accorde pour dire que les champions du monde, les All Blacks néo-zélandais, leur dameraient facilement le pion. L'honneur est sauf, certes, mais le XV de Jannie Breedt a fait la démonstration de ses carences, notamment en mêlée, ainsi qu'en témoigne le dernier essai. Le pack sud-africain a inexorablement reculé de plusieurs mètres, permettant à Berbizier d'aplatir. *« Seules la chance et les tripes »* ont sauvé les Springboks de l'humiliation d'une défaite, comme le titre le *Sunday Times*.

Un match rugueux où le salut n'est venu que des coups de botte de l'ouvreur Naas Botha, qui a totalisé quatorze points après une première mi-temps laborieuse (6 à 7). Le score aurait pu être nettement plus lourd. Les Sud-Africains ont finalement redressé la barre en seconde période face à la sélection internationale incapable de trouver son unité.

Que de cafouillages et d'erreurs de défense ont été commis par ces quatre Australiens, deux Anglais, deux Gallois et sept des huit Français, dominés en touche et en mêlée ouverte. Que de ballons perdus par ces vedettes du rugby mondial qui n'ont pas su le faire courir quand il était en leur possession. Ils ont pris de plein fouet la force de frappe des Springboks sans pouvoir la contourner, comme le faisait remarquer Roland Bertranne, *entraîneur* adjoint. Ce qui a occasionné quelques dégats et notamment la sortie sur une civière du deuxième ligne gallois, Robert Norster, à la dix-neuvième minute. Denis Charvet, victime d'un coup de coude dans l'œil, a raté une transformation et deux pénalités avant de passer la main à l'Australien Greg Martin.

Parenthèse ou réinsertion ?

Une rude rencontre caractérisée par un manque de cohésion de part et d'autre. Mais là n'est pas l'essentiel. Grâce au centenaire de la Fédération, les Springboks ont renoué avec le rugby mondial. S'agit-il d'une parenthèse ou de l'amorce d'une réinsertion ? Dannie Craven espère que l'Afrique du Sud pourra accueillir la coupe du monde 1995. *« Mais pour avoir cet honneur*, a-t-il ajouté, *il faut le mériter par notre niveau de jeu. Aussi longtemps que nous resterons isolés, celui-ci déclinera. »*

Le presque octogénaire dirigeant de la fédération n'a pas oublié de mentionner la condition *sine qua non* : l'abolition de l'apartheid. *« L'Afrique du Sud est handicapée par cette politique anachronique appelée apartheid... Débarrassons-nous de cette épine, cause de la douleur. J'espère seulement que le nouveau président de la République a réalisé cela »*, s'est demandé cet opposant de la ségrégation raciale.

Un aspect des choses qui semble avoir totalement échappé à nos huit tricolores. Ils le reconnaissent bien volontiers : ils n'ont rien vu au cours de ces dix-sept jours, seulement des hôtels de luxe et des terrains de sport. Ils n'étaient pas venus pour cela, mais uniquement pour le rugby et rien d'autre. Ils ont vécu dans un cocon doré, protégés, escortés sans arrêt par des agents de la sécurité qui ne les quittaient pas d'une semelle. L'apartheid, connais pas, et pas le moindre désir de le connaître.

Ils sont repartis comme ils étaient venus, la conscience tranquille, avec leur épouse, leur petite amie ou une personne de leur choix invitée pour l'occasion. Un groupe de femmes s'est tout de même rendu à Soweto, sous bonne escorte, pour voir à quoi cela ressemblait. *« Plutôt agréablement surprise »*, confie la fiancée de Franck Mesnel, qui, par ailleurs, a trouvé *« le pays magnifique et bien organisé »*.

Cent, peut-être cent cinquante personnes, ont entrepris ce grand voyage aux frais d'une banque sud-africaine. Une opération qui a dû coûter une petite fortune, puisque seul le téléphone était à la charge de ceux qui n'ont pas voulu laisser passer l'occasion de venir découvrir qu'en fin de compte *« ce n'est pas pire qu'on le dit »*, comme l'a souligné une Australienne, son bébé dans les bras.

Au moment où se déroulait la dernière rencontre, à quelques kilomètres de là, soixante dix mille Noirs s'étaient massés dans le nouveau stade de Crown Mines pour assister à un match de football. D'un côté les Blancs et leur rugby, de l'autre les Noirs et le football. D'un côté des drapeaux sud-africains portés à bout de bras, de l'autre un vibrant *« Nkosi sikele i Africa »* (Dieu sauve l'Afrique), l'hymne national des Noirs. Deux mondes à part dans une même ville.

MICHEL BOLE-RICHARD.

FOOTBALL : le rachat de Manchester United

Les clubs anglais à la hausse

Manchester United, l'un des plus prestigieux clubs de football anglais, a été racheté vendredi 18 août par Michael Knighton, un mystérieux homme d'affaires installé sur l'île de Man. Ce rachat confirme l'intérêt grandissant des investisseurs britanniques pour les clubs de football.

Michael Knighton est un homme comblé. A trente-sept ans, une vingtaine d'années après qu'une grave blessure l'eut empêché d'embrasser la carrrière de joueur de football professionnel à Coventry-City, il vient de concrétiser son rêve : samedi 19 août, il est entré avec un ballon sur la pelouse d'Old Trafford, le prestigieux stade de Manchester United. Seul, équipé de la tête aux pieds aux couleurs du club, il a jonglé avec la balle puis s'en est allé marquer dans le but vide sous le regard étonné des quarante-sept mille spectateurs venus assister à l'ouverture du championnat anglais entre Manchester et Arsenal. Le prix de cette fantaisie ? 210 millions de francs, la somme qu'il a dû débourser pour acquérir la majorité des actions (50,06 %) du club et en devenir ainsi le *chairman*, version anglaise du président.

L'affaire a fait grand bruit en Angleterre. Avec ses quarante-trois mille spectateurs de moyenne, ses clubs de supporters dans le monde entier, ses joueurs renommés (notamment le capitaine de la sélection anglaise Bryan Robson) et surtout son palmarès prestigieux (sept titres de champion et six Coupes d'Angleterre, une Coupe d'Europe des clubs champions), « United » est plus qu'un simple club de football outre-Manche, c'est une véritable institution. Or, depuis trente et un ans, cette institution était la propriété d'une vieille famille, les Edwards. Martin Edwards avait logiquement pris la succession de son père Louis et, malgré de lourds soupçons qui pesaient depuis 1980 sur la sincérité de son intérêt pour le ballon rond, la dynastie paraissait attachée au club *ad vitam aeternam*.

L'arrivée au pouvoir de Michael Knighton, officialisée vendredi 18 août après deux mois de tractations secrètes, a d'autant plus surpris que personne ne connaissait cet élégant moustachu au sourire timide. Qui était-il ? D'où venait-il ? La version qu'il donne de son histoire tient du conte de fées. Fils d'un mineur de fond de Derby, il joue dans les équipes de jeunes de Coventry, jusqu'à la blessure qui l'écarte définitivement des terrains. Très touché par cet accident, il se tourne alors vers l'enseignement de l'éducation physique et de la géographie. Puis, changeant de nouveau de secteur quelques années plus tard, il se lance dans l'immobilier de luxe.

Volontiers disert sur ses talents et ses malheurs de footballeur, Michael Knighton l'est beaucoup moins sur sa réussite sociale. *« J'ai des intérêts dans l'immobilier, l'agriculture et des écoles privées »*, se contente de répéter cet amoureux de la culture française, qui de définit lui-même comme un *« timide retraité »* avec son manoir en Ecosse et une immense ferme sur l'île de Man. L'achat de Manchester ? *« Un rêve de gosse, certainement pas un coup financier, je n'ai pas besoin de cela »*, affirme-t-il en regardant les photos et les trophées qui ornent les murs de son bureau d'Old Trafford.

Le nouveau président nourrit de vastes projets : construction d'un hôtel de grand luxe à proximité du stade, rénovation d'une tribune afin d'en faire l'un des stades les plus confortables d'Europe (coup de l'opération : 110 millions de francs), achat de joueurs prestigieux (quelques jours après son arrivée, il battait déjà le record britannique en matière de transfert en dépensant 25 millions de francs pour le jeune défenseur de Middlesborough, Gary Pallister) pour permettre à « United » de conquérir un titre de champion qui lui échappe depuis 1967.

Tottenham coté en Bourse

En dépit de la popularité que lui valent ses promesses et son sens de la communication, le plus grand mystère entoure encore sa société, la Michael Knighton Trafford Holdings (MKTH), basée elle aussi sur l'île de Man. Robert Thorton, un géant du bâtiment, serait également de la partie, à hauteur de 40 % dans MKTH. Mais Michael Knighton promet que ce dernier n'a eu qu'un rôle de *« conseiller »* et certifie qu'aucune grosse société ne se cache derrière sa prise de pouvoir. Il jure avoir agi à titre personnel.

Si le montage financier de Michael Knighton suscite tant d'émois, c'est aussi en raison des mouvements financiers qui ont marqué le football britannique ces dernières années. Contrairement à leurs homologues français, les quatre-vingt-douze clubs professionnels anglais sont généralement des *public limited companies* (un statut proche de la SARL), indépendantes des collectivités locales et généralement propriétaires de leur stade. Les actionnaires de ses sociétés sont responsables à hauteur de leur investissements.

Or, depuis quelques temps, le football attire des investisseurs de plus en plus solides et entreprenants. C'est ainsi qu'en novembre 1983 le club londonien de Tottenham Hotspur a été introduit en Bourse, une grande première en Angleterre (en Ecosse, les Glasgow Rangers le sont également). Résultat : le chiffre d'affaires a augmenté de 275 % entre 1983 et 1988, essentiellement grâce à la diversification des activités (immobilier, vente de vêtements de sport...). Arsenal, autre club de la capitale, est dirigé par un bureau de huit actionnaires emmenés M. Peter Hill-Wood, directeur de la banque d'affaires Hambros.

Robert Maxwell lui-même a investi dans le football : il est *chairman*, donc actionnaire majoritaire, du club de Derby County (son fils Ian en est le vice-président). Quant à son autre fils, Kevin, il dirige le club d'Oxford United (deuxième division). La Ligue nationale, dont les règlements interdisent à un même homme de posséder plus d'un club, a dû avoir recours à la justice, en 1987, pour empêcher le magnat de la presse de racheter, pour 21 millions de francs, l'équipe de Watford au chanteur Elton John !

Paradoxe : alors que depuis le drame du Heysel les clubs anglais et leurs supporters sont toujours au ban de l'Europe, des investisseurs de plus en plus fortunés s'intéressent donc à ce sport. Dany McGregor, le directeur commercial de Manchester United, le confirme : *« D'ici peu, nous pourrions évoluer comme les Italiens vers des clubs soutenus par des grands noms de l'industrie, à l'image de Fiat avec la Juventus de Turin ou de Silvio Berlusconi avec le Milan AC. L'avenir du football britannique est sans doute là. »*

PHILIPPE BROUSSARD.

Echecs

Vainqueur, avec Karpov, du Tournoi de Skelleftea

Garry Kasparov remporte la première Coupe du monde

Grâce à sa victoire dans la quinzième et dernière ronde dimanche 3 septembre sur le Suédois Ulf Andersson, Anatoli Karpov a rejoint Garry Kasparov à la première place du Tournoi de Skelleftea (Suède). Mais c'est le champion du monde qui remporte seul la première Coupe du monde d'échecs.

Skelleftea était le dernier des six tournois comptant pour la Coupe du monde d'échecs organisé par l'Association des grands-maîtres (GMA). Cette organisation, mise sur pied à l'instigation de Kasparov, et dans laquelle la Fédération internationale des échecs (FIDE), toujours présidée par M. Campomanes, ennemi numéro un du champion du monde, n'a pas son mot à dire, a réussi son pari.

Vingt-cinq grands-maîtres, parmi les meilleurs du monde, se sont affrontés en 1988 et cette année pour essayer de décrocher la première place et aussi le premier prix de 100 000 dollars (plus de 600 000 francs) décerné au vainqueur, 500 000 dollars allant aux suivants. Comme prévu, la lutte a été circonscrite aux deux géants qui dominent les échecs : Kasparov et Karpov.

Le champion du monde a gagné ses quatre tournois (1) : Belfort, Reykjavik, Barcelone (ex-aequo avec Ljubojevic) et Skelleftea. Karpov s'est adjugé le Tournoi de Bruxelles, a fini deuxième à Belfort, deuxième à Rotterdam derrière Timman et premier en Suède. Le résulat final est éloquent : 1[er] Kasparov = 83 ; 2[e] Karpov : 81 ; 3[e] Salov : 68,5. Quant au futur adversaire de Karpov dans la demi-finale du Tournoi des candidats, Youssoupov, il a terminé à près de quarante points de l'ancien champion du monde.

On notera encore que quatre Soviétiques prennent les quatre premières places et que, pour la deuxième édition de la Coupe du monde qui se déroulera en 1991, après les championnats du monde, huit Soviétiques se sont déjà qualifiés (2) contre un seul « étranger », l'Américain de Firmian. S'ajouteront à eux les six premiers de la première édition, qualifiés automatiquement, tandis que les dix-neuf autres grands-maîtres disputeront en 1990 un tournoi de qualification pour les dix places restantes.

B. de C.

(1) Un joueur ne pouvait participer qu'à quatre tournois, son classement final étant établi à partir de ses trois meilleurs résultats.

(2) Dolmatov, Akopian, Vladimirov, Gavrikov, Timochenko, Khalifman, Vymanavine et Tchernine.

Classement final du Tournoi de Skelleftea. – 1. Kasparov et Karpov, 9,5 sur 15 ; 3. Portisch, Seirawan et Short, 8,5 ; 6. Salov et Sax, 8 ; 8. Andersson et Nunn, 7,5 ; 10. Hubner, Ribli et Tahl, 7 ; 13. Ehlvest, 6,5 ; 14. Kortchnoï et Nikolic, 6 ; 16. Vanganian, 5.

Classement final de la Coupe du monde d'échecs. – 1. Garry Kasparov (URSS), 83 points ; 2. Anatoly Karpov (URSS), 81 ; 3. Valeri Salov (URSS), 68,5 ; 4. Jaan Ehlvest (URSS), 68 ; 5. Ljubomir Ljubojevic (Yougoslavie), 66,5 ; 6. John Nunn (GB), 65,5 ; 7. Alexandre Beliavsky (URSS) et Nigel Short (GB), 63,5 ; 9. Robert Hubner (RFA) et Jan Timman (Pays-Bas), 57,5 ; 11. Andrei Sokolov (URSS), 57 ; 12. Lajos Portisch (Hongrie), 56 ; 13. Mikhaïl Tahl (URSS), 55,5 ; 14. Gyula Sax (Hongrie), 54 ; 15. Ulf Andersson (Suède), 53,5 ; 16. Yasser Seirawan (Etats-Unis), 52,5 ; 17. Zoltan Ribli (Hongrie), 52 ; 18. Jonathan Speelman (GB), 51 ; 20. Arthur Youssoupov (URSS), 47,5 ; 21. Boris Spassky (France), 45,5 ; 22. Pedrag Nikolic (Yougoslavie), 43,5 ; 23. Viktor Kortchnoï (Suisse), 43 ; 24. Johann Hjartarson (Islande), 40 ; 25. Jesus Nogueiras (Cuba), 37.

CAMPUS

L'allemand dans les grandes écoles

Si l'enseignement de l'allemand ne se développe guère dans le secondaire, le rôle qu'il joue dans l'orientation des meilleurs élèves en sixième fait qu'un grand nombre de ceux qui parviennent dans les grandes écoles ont appris cette langue. D'où l'idée de profiter de cet atout pour renforcer la coopération entre ces établissements et leurs homologues d'outre-Rhin. Selon une étude du GE-TH (bureau permanent franco-allemand de liaison entre grandes écoles et *technische Hochschulen),* l'allemand ne se porte pas mal à ce niveau, puisque cinq écoles sur six en proposent l'enseignement et qu'un quart des élèves le suivent. Le pourcentage d'élèves faisant de l'allemand est nettement plus élevé dans les écoles de gestion, et très limité dans celles d'agriculture ou de vétérinaires.

Le GE-TH souhaiterait que cette situation favorable conduise à accroître les échanges avec les établissements allemands. Cette année, grâce au programme Erasmus et aux initiatives de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et du collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, 463 étudiants allemands font des études en France (263 en gestion, 202 en sciences de l'ingénieur). Les établissements qui participent le plus à ces programmes sont, pour la gestion, l'ESC Reims (71 étudiants), puis les ESC de Lyon, Dijon et Clermont-Ferrand (une vingtaine chacun) et pour les ingénieurs, les universités de Metz et Nancy (50 étudiants) suivies de *l'école centrale de Lyon de l'EHICS de Strasbourg et de l'INSA de* Lyon. Les établissements allemands qui envoient le plus d'étudiants en France sont, pour la gestion, la FH de Reutlingen (81 étudiants) et pour les ingénieurs, la FH de Saarbrücken (60 étudiants). La France vient aussitôt après le Royaume-Uni parmi les pays de la Communauté accueillant des étudiants allemands.

Soucieux d'accélérer ce mouvement, les professeurs d'allemand dans les grandes écoles ont organisé un séminaire sur l'enseignement de cette langue en juin 1987 et en prévoient un autre en décembre de cette année.

F. G.

(GE-TH, 60, boulevard Saint-Michel, 75272 Paris Cedex 06. Tél. : 43-26-25-57.)

● + 6 % pour les bourses

L'augmentation du taux des bourses d'enseignement supérieur sera cette année de 6 %. Les bourses attribuées sur critères sociaux (92 % de l'ensemble) iront de 4 465 francs à 15 455 francs par an. Les allocations d'études de première année de troisième cycle seront de 16 619 francs et les bourses d'agrégation de 17 801 francs.

● Communication franco-espagnole

L'Institut franco-ibérique de la communication, créé cette année à Bayonne à l'initiative de la chambre de commerce, organise à partir du 9 novembre un troisième cycle de communication interne d'entreprise débouchant sur un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) délivré par l'université Bordeaux III. La formation associera des universitaires et des professionnels espagnols et français et comportera cinq mois et demi de stage dans des entreprises en Espagne et en France.

(Chambre de commerce et d'industrie, 50-51, allées Marines, BP 115, 64102 Bayonne Cedex.)

● Diététique et nutrithérapie

L'université de Besançon organise un enseignement de diététique et de nutrithérapie sous forme d'un stage d'une semaine. Il s'adresse aux pharmaciens, aux médecins, aux titulaires d'une maîtrise de sciences ainsi qu'aux infirmiers et diététiciens.

Renseignements et inscriptions avant le 15 décembre à l'institut universitaire de formation continue, route de Gray, 25000 Besançon. Tél. : 81-66-61-07.)

Le Carnet du Monde

Naissances

– *M. et M[me] Serge RECHTER,*
le docteur et M[me] Jacques BOURG,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Hugo,

au foyer de

Paul et Marie-Hélène

le 6 août 1989.

4, rue du Moulin-Vert,
75014 Paris.

Mariages

– M. et M[me] Michel DAVANTURE,
sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Frédéric
avec
M[lle] Adriana APRAEZ Y PUYO,

célébré le 4 août 1989, à Quito (Equateur).

6, rue Emile-Gilbert,
75012 Paris.

Décès

– M. et M[me] François-Régis Bastide
et leurs enfants,
M. et M[me] Jean-Claude Bastide,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Georges Canton,
M[lle] Germaine Canton,
M. et M[me] Philippe Canton
et leur enfants,
M[lle] Marthe Artigolle,

ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Edouard BASTIDE,
née Suzanne Canton,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et tante,

survenu dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, le samedi 2 septembre 1989, en l'église Saint-Joseph de Biarritz.

2, avenue du Jardin-Public,
64200 Biarritz,
29, rue de Buci,
75006 Paris.
18, rue de Suresnes,
92420 Vaucresson.

– Jacqueline Carel-Schwab,
Ses enfants,
Toute la parenté
Et ses amis,
font part du décès de

Henri CAREL,
docteur ès lettres,

survenu le 1[er] septembre 1989, à Marseille.

Il n'y aura pas d'obsèques, le défunt ayant fait don de son corps au laboratoire d'anatomie. Dons éventuels pour la recherche médicale.

Le Vendôme, bâtiment 12,
avenue de la Fouragère,
13012 Marseille.

– Michel Boulanger,
son époux,
Matthieu,
son fils
et Marion,
M[me] Jacques Guihaumé,
sa mère,
M[me] Paul Prud'hommeaux,
sa grand-mère,
M. et M[me] Jean Boulanger,
ses beaux-parents,
Jean-Michel et Jacqueline,
Jean-Philippe et Valérie,
Jean-Paul,
Marie-Dominique,
Dominique et Jean-Pierre,
ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Paule BOULANGER,
née Guihaumé,

survenu le 2 septembre 1989, à l'âge de trente ans.

La célébration religieuse aura lieu le 6 septembre, à 9 h 15, en l'église Saint-Germain, rue J.-L. Forain, au Chesnay, et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du Montparnasse.

60-62, rue Moxouris,
78150 Le Chesnay.
94, rue de la Glacière,
75013 Paris.

– M[me] Pierre Cerles,
M. et M[me] Vincent Dubecq,
Pierre-Antoine, Julien et Emilie,
Le docteur et M[me] Michel Dubecq,
Sophie et Thomas,
Parents et alliés,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CERLES,
ambassadeur ER,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 2 septembre 1989, à Biarritz.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 septembre, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Bidart.

L'inhumation aura lieu à Pontonx-sur-l'Adour (Landes), dans le caveau familial.

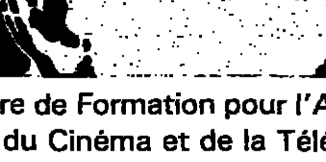
Cet avis tient lieu de faire-part.

45 *bis*, avenue de Villiers,
75017 Paris.
Argui-Zabala,
64210 Bidart.

[Né en 1915, licencié en lettres et en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Pierre Cerles avait été mobilisé en 1939 et avait rejoint les Forces françaises libres en 1943. Entré dans la carrière diplomatique en 1946 comme attaché d'ambassade à Prague, il avait été notamment directeur du cabinet du général Ely, commissaire général en Indochine, en 1954. Il fut ensuite conseiller à Moscou (1957-1962) auprès de l'OTAN et enfin à Pékin (1966-1970), avant d'être nommé ambassadeur à Bagdad en 1970. De 1976 à 1977, il fut directeur des affaires d'Afrique du Nord et du Levant au Quai d'Orsay, avant de terminer sa carrière comme ambassadeur en Roumanie (1977-1981).

Par la lucidité de ses analyses politiques, mais aussi par sa gentillesse et sa modestie, Pierre Cerles s'était fait de très nombreux amis.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*



● Le Centre de Formation pour l'Audiovisuel
● L'Ecole du Cinéma et de la Télévision
Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

Le Monde
MARDI 5 SEPTEMBRE 1989 (DATÉ MERCREDI 6)
SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI
« SECTEURS DE POINTE »
37 pages d'offres d'emploi
pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...
PILE SEPAREE
ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.

– On nous prie d'annoncer le départ à l'Orient éternel, de

Gérard COFTIER,
(31[e]),

le 31 août 1989.

De la part de
M[me] Coftier-Oubriou
Et ses enfants,

« Gémissons, gémissons, mais espérons. »

7, allée de L'Ermitage,
30400 Villeneuve-lès-Avignon.

– M[me] François Dumenil,
son épouse,
Xavier et Emmanuelle,
ses enfants,
M. et M[me] Guy Dumenil,
ses parents,
M[me] Justin David,
sa belle-mère,
Son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères et leurs enfants,
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès survenu le 4 août 1989, après une longue maladie de

François DUMENIL,
ancien élève de l'ENA
(promotion Charles-de-Gaulle),

muni des sacrements de l'Eglise.

Selon sa volonté, son corps a *été* donné à la Faculté de médecine.

Pour honorer sa mémoire, une cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse (place du Président-Mithouard, Paris-7[e]), le samedi 9 septembre, à 10 heures.

47, boulevard Garibaldi,
75015 Paris.
9, rue Villebois-Mareuil,
75017 Paris.

– Nicole Fongrenand,
Cécile Cellier,
font part du décès de

M[me] Henry FONGRENAND,
née Cécile Fauchet,

le 18 août 1989, à Nice.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

– Le docteur Charles Hovasse,
ses enfants et petits-enfants,
L'ingénieur général géographe et M[me] Henri Hovasse,
et leurs enfants,
Toute la famille,
Ses anciens élèves,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond HOVASSE,
doyen honoraire de la faculté des sciences de Clermont-Ferrand,
président d'honneur
des protistologues de langue française,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Thonon-les-Bains, le 1[er] septembre 1989, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Ses obsèques auront lieu à Thonon le 6 septembre, à 15 heures, en la basilique Saint-François-de-Sales.

Les Rivières,
36330 Arthon.
74, avenue de Suffren,
75015 Paris.
Chemin Jean-Moynat,
74200 Thonon.

– M[me] Bernard Huguenin,
née Janine Peugeot,
son épouse,
M. et M[me] Guy de Bethmann
et leurs enfants,
M. et M[me] Patrice Huguenin
et leurs enfants,
M. et M[me] Gilles Huguenin
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard HUGUENIN,

survenu à Paris le 1[er] septembre 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité, le mardi 5 septembre, à 10 heures, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-8[e], suivie de l'inhumation au cimetière de Pressagny-l'Orgueilleux (Eure).

Ni fleurs ni couronnes.

7, square Gabriel-Fauré,
75017 Paris.

– *« Au milieu de la nuit un cri se fit entendre : Voici l'époux, sortez à sa rencontre »*

Matthieu XXV, 6.

Jean et Yvonne Michelet,
Christiane et Bernard (†) Patier,
Geneviève et Maurice Rey,
Monique et Jacques Rivière,
Bernard et Janine Michelet,
Yves et Aline Michelet,
Claude et Bernadette Michelet,
ses enfants, ses petits-enfants, et ses quatre-vingts arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

M[me] Edmond MICHELET,

dans sa quatre-vingt-dixième année, à Marcillac, le 1[er] septembre 1989.

Les obsèques auront lieu le 4 septembre, à 10 h 45, à Saint-Sernin de Brive.

– M. et M[me] Pierre Prax,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Guy Prax
et leurs enfants, Isabelle, Françoise et Jean-Rémy,
ont la douleur de faire part du décès, le 24 août 1989, de

M. René PRAX,
administrateur civil,
directeur honoraire des impôts,
ancien directeur financier d'EGA,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre
1914-1918 et 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, à Sauvian.

9, villa Marguerite,
24, boulevard des Frères-Voisin,
92130 Issy-les-Moulineaux.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux si nombreux témoignages de sympathie qu'elle a reçus lors du décès de

M. Maurice ALCAN,

sa famille remercie tous ceux qui se sont associés à sa grande peine.

– M. Alain Alcan
remercie tout particulièrement la très grande majorité des collaborateurs ainsi que beaucoup d'anciens du

groupe Safic Alcan et Cie

et les nombreuses personnalités du monde économique et professionnel qui se sont associés à sa peine lors du décès de

M. Maurice ALCAN,
ancien président-directeur général
et président d'honneur
de Safic Alcan et Cie.

– M[me] Marcel Laborde
Et sa famille,
dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, se sont associées à leur peine, lors du décès, le 18 août 1989, de

M. Marcel LABORDE,

vous prient de trouver, ici, l'expression de leurs sentiments émus.

– Maud Mannoni,
Son fils Bruno
Et toute la famille,
très touchés des innombrables marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Octave MANNONI,

et dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, remercient les amis qui ont partagé leur peine. Ils gardent une pensée émue et une reconnaisance infinie à l'égard de ceux qui ont accompagné Octave tout au long de cette dernière année et lui ont permis de ne pas avoir été coupé des poètes et romanciers.

Anniversaires

– Il y a deux ans,

Louis BRAU,

et, il y a quatre ans,

Jean-Louis BRAU

nous quittaient.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui les ont connus. Que soient remerciés tous ceux qui leur sont restés fidèles.

– Il y a un an

Roger MARQUETTE,
trésorier principal
des finances honoraire,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé.

« Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel. »
(Jean Jaurès.)

CARNET DU *MONDE*
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	83 F
Abonnés et actionnaires	73 F
Communicat. diverses	86 F

POMPES FUNÈBRES
ROBLOT
ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES
N° VERT 05.45.22.27 PERMANENCE 24 H SUR 24 H

Culture

CINÉMA

En attendant 1997

On tourne à Hongkong

(Suite de la première page.)

Le modèle en est *Histoire de fantômes chinois*, primé à Avoriaz et dans beaucoup d'autres festivals, qui a fait une gentille carrière, la continue dans une salle à Paris (l'Utopia Champollion), et est en passe de devenir un film culte.

C'est d'ailleurs ce succès qui a encouragé André Lazare – Capital-Cinéma – à partir pour Hongkong voir ce qu'il pourrait trouver là-bas susceptible d'être diffusé dans un circuit, disons normal, en tout cas hors des frontières du boulevard de Rochechouart et du treizième arrondissement de Paris. Dans sa majeure partie, la production de Hongkong s'en va à Taïwan, en Asie du Sud-Est et n'atteint l'Occident que par l'intermédiaire des Chinatowns. Avant d'être sélectionné pour le Festival d'Avoriaz, *Histoire de fantômes chinois* était déjà passé place d'Italie.

En fait, même si la façon de raconter ces cinéastes de Hongkong peut nous sembler puérile parce que les codes et les charnières des récits sont délibérément très visibles, il ne s'agit pas de cinéma *bis*. Les tournages durent quatre mois ou plus, selon la disponibilité des vedettes à qui il arrive de jouer dans plusieurs films en même temps. Ce n'est pas par esprit de lucre, bien que les plus populaires soient convenablement payés sans plus (aux environs de 1 million de francs), mais, là-bas, on manque d'acteurs.

Le moindre espace y compris la mer

A l'exception de Jackie Chan peut-être, il n'y a pas de superstar dont le nom seul suffise à monter une production. Mais il y a des studios qui travaillent à plein. Ainsi, dans des décors resserrés – escaliers de bois patiné, fenêtres qui donnent sur des murs aveugles, sabres anciens au mur, livres précieux sur une table, – dans une chaleur effroyablement humide – dehors tombaient des trombes de pluie tropicale, – dans des jets de fumée destinés à créer une ambiance onirique, Tsui Hark, producteur heureux du premier *Fantômes chinois* en réalisait la suite. Scène tranquille. Une jeune fille travestie fendait la foule des assistants, machinos, cameramen, s'approchait du héros, prononçait quelques mots à voix basse, sans prendre garde au boucan environnant : tout est postsynchronisé comme en Italie.

La géographie particulière de Hongkong rend les scènes en extérieur pratiquement impossibles, si ce n'est devant des transparents, ou en allant à Taïwan. Car jour et nuit les rues sont embouteillées, et la ville, les villes plutôt, en dépit de cette proche année 1997 où la Chine populaire en prendra officiellement possession, continuent à proliférer, à ronger le moindre espace – y compris la mer - pas encore occupé par les tours fabuleuses qui, à l'aube et au crépuscule, semblent flotter dans le ciel comme des caravelles ensorcelées.

On a pu voir souvent des photos de ce front de mer qui dépasse les rêves. On a vu – plutôt dans des films étrangers que dans ceux de Hongkong – les enseignes bariolées, les néons criards qui envahissent les ruelles, les tramways à l'anglaise, les voitures qui roulent à gauche, les marchés de nuit où des jeunes gens somptueusement tatoués font cuire à grandes flammes des fruits de mer au milieu d'une poussière épouvantable, tandis que des rats se promènent sans trop s'en faire.

On a au moins entendu parler des ruissellements de paillettes, brodées en papillons sur les corsages, des vitrines débordant de matériel électronique, d'appareils photo japonais, tellement moins cher qu'au Japon, des fausses Lacoste sous marque Crocodile, des fausses Cartier, Rollex, Gucci qu'on propose dans la rue, des œufs noirs censés dater de cent ans... En réalité, ils sont moins anciens, mais traités pour faire comme si. La spécialité de Hongkong est la copie conforme. – Mais quand on voit un film qui s'appelle *Iceman cometh (Le marchand de glace est passé)*, titre avec son orthographe particulière d'une pièce de O'Neill, et qu'il s'agit de deux guerriers de l'époque Ming, enfouis dans un glacier après une terrible bataille, puis réveillés de nos jours, ce n'est plus de la copie, c'est du détournement.

Au milieu des femmes de ménage philippines, qui, avec leurs gamins, améliorent leurs fins de semaine en vendant (à qui ?) des T-shirts d'occasion et des revues de cinéma en langue cinghalaise. En passant par des rues étroites comme des couloirs – en quelque sorte les coulisses des magasins – où reposent des détritus en tas, tout juste derrière des centres commerciaux qui sont des merveilles de luxe et d'élégance architecturale. En dérangeant un vieux Chinois au visage lisse et osseux, vêtu d'un débardeur et d'un bermuda, et qui, le regard très loin, fume voluptueusement une cigarette dont l'odeur sucrée se mêle à celle du kérosène, on se demande si l'on n'est pas tombé dans un film fou. Et en face d'une disco qui s'appelle « 97 », un restaurant français au nom de Chez Maurice est tenu par un moustachu qui joue les rabelaisiens et n'est autre que Maurice Gardett. Ceux qui ont l'âge requis peuvent se souvenir de cet animateur des premiers jours d'Europe 1, au début des années 50...

La logique n'a rien à y faire

Le cinéma de Hongkong ne peut être que délirant. Il se montre d'une grande prudence avec le réel et l'actualité : normal chez des gens qui ne savent pas ce qu'ils deviendront dans huit ans. Pendant cent jours, des jeunes gens ont parcouru les villes, ont tenu des discours pour la défense de la démocratie, ont chanté l'*Internationale*. En même temps, une réfugiée de l'autre Chine était élue Miss Hongkong.

Les Anglais n'ont jamais ébranlé les bases d'une culture commune aux deux Chines, où la logique n'a pas grand-chose à faire, où les personnages de légende interviennent sans cesse dans le quotidien. On ne voit pas d'Anglais d'ailleurs dans les films, pas plus que dans la vraie vie. Ils restent entre eux. Au cinéma, à la rigueur affreux mafiosi, touristes libidineux sont représentés par des Japonais, ou des Blancs sans définition de nationalité.

Les cinéastes de Hongkong ne pêchent pas par chauvinisme : la vision qu'ils donnent de leur ville est abominable. Par exemple, on voit des gens fuyant l'autre Chine, écrasés sous la botte de gardes rouges diaboliques. Mais quand ils arrivent à Hongkong, ils se trouvent en butte à des gangsters dont les méthodes ne valent guère mieux. Les hommes n'ont d'autre solution que le vol au mieux, le contrat de tueur à gages au pire, et les filles, la prostitution.

Preuve supplémentaire que les spectateurs ne lisent pas, ne reçoivent pas les films de la même façon que dans les pays occidentaux. Habitant une ville survoltée, extravagante, encaissée et artificielle, vouée à l'incertitude, ils ont besoin de retrouver cette tension. Ainsi un film français récent a fait un tabac : *Rendez-vous*, d'André Téchiné, à cause du comportement hystérique des personnages, et sur les affiches de *l'Ours*, en plus de l'ourson pacifique en contre-jour dans le cercle de la lune, est dessinée la scène où la grosse bête attaque le chasseur...

Oui, le cinéma de Hongkong ne peut être que fou. Excessif, sans doute brutal. La façon de faire des cinéastes claque au visage. Leur désinvolture par rapport au scénario déconcerte. Le jeu des comédiens aussi, dont la formation passe par le kung-fu plutôt que par les dérivés de l'Actor's studio. Ils n'intériorisent rien, tout est exprimé avec force. Ils ne cherchent pas à apporter quoi que ce soit de personnel, seulement à accomplir au mieux des signes et des mimiques certainement aussi clairs que pour nous un alexandrin ou un proverbe. Ils adaptent les conceptions du théâtre populaire chinois – y compris acrobaties et cascades. C'est là le secret du cinéma de Hongkong. Ni copie ni détournement, façon de rester lié à sa culture réelle, façon de survivre. Un art pour lequel les Chinois de là-bas sont doués.

COLETTE GODARD.

Tournage à Paris de « Mr and Mrs Bridge »

Le voyage de noces des époux Newman

DR

Mme Newman (assise) et M. Newman (chapeau)

Une traction-avant passe en vrombissant. En cette belle journée du 1er septembre 1939, des Parisiens installés à la terrasse d'un bistrot de la rue de Seine profitent des derniers rayons du soleil. Ils parlent, lisent ou se chamaillent. Un garçon sert des boissons de toutes les couleurs. Attablé devant un café, un couple d'Américains, Paul Newman et Joanne Woodward effectuent un voyage de noces tardif à Paris. Rasé de près sous son chapeau de paille, avec ses petites lunettes, Paul photographie Joanne dans sa robe rose, et Joanne photographie Paul sous l'œil imperturbable de James Ivory. Le cinéaste américain achève la première semaine de tournage de son film, *Mr and Mrs Bridge*, tiré de deux romans de Evan S. Connell. Une chronique intimiste comme le réalisateur des *Bostoniennes* ou de *Chambre avec vue* les aime. L'histoire d'un couple américain bourgeois, prospère et heureux en apparence, entre 1917 et la fin de la seconde guerre mondiale. Mr et Mrs Bridge sont des gens pudiques. Ils ont fondé une famille pratiquement sans se parler d'amour. Ils ont estimé que le respect mutuel suffirait à traverser leurs années de vie commune. Lorsque les trois enfants quittent la maison, ils partent faire un tour de l'Europe. James Ivory a choisi de poser sa caméra à Paris. *« Nous aurions aussi bien pu tourner à Londres ou à Rome. Mais je savais que Paris occupait une place toute particulière dans l'imaginaire des Américains. Mr et Mrs Bridge visitent Paris, comme les Américains le font encore. Ils vont au Louvre, flânent sur les quais, découvrent le Moulin-Rouge »*. Un artiste vient proposer une de ses croûtes aux deux touristes. Quelques instants d'insouciance encore, et un marchand de journaux annoncera l'invasion des troupes allemandes en Pologne. Mr et Mrs Bridge repartiront immédiatement aux Etats-Unis.

Le preneur de son s'énerve. Il exige que les marteaux piqueurs qui crèvent la rue voisine s'arrêtent le temps de la prise. Miracle, la cacophonie s'arrête. James Ivory en profite pour régler une dernière fois le va-et-vient des figurants, demande une cigarette pour occuper les mains d'un passant. Les habitants du quartier, un peu surpris, plaisantent ou maugréent devant cette invasion de projecteurs. Quelques cerbères écartent les badauds téméraires qui tentent de prendre une photo de Paul Newman. Les autres sont massés derrière des barrières métalliques. Pour eux, le tournage est un petit événement.

Pourtant, il a failli être annulé. A la suite de la polémique née des tracasseries administratives américaines rencontrées par Elie Chouraqui lors du tournage de son film *Miss Missouri* aux Etats-Unis, le maire de Paris, Jacques Chirac, avait menacé de suspendre les autorisations de tournage. *« Nous avons vécu les derniers jours dans l'angoisse. Un jour on nous refusait les autorisations de tournage, le lendemain, nous pouvions partir. Tout le monde devrait avoir le droit de tourner dans le monde entier, sans restriction. »* L'aventure du film ne fait que commencer. James Ivory et ses acteurs sont partis tourner le gros de l'histoire dans le Missouri. Paris n'était qu'un prélude.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

THÉATRE

La saison 1989-1990 au TEP

Le Théâtre de l'Est parisien inaugurera sa saison 1989-1990 avec *Clair de terre*, de Daniel Besnehard, mise en scène par son directeur Guy Rétoré, du 27 septembre au 29 octobre. Alain Béhar présentera *Casimir et Caroline*, d'Odön von Horvath, du 7 novembre au 10 décembre. *Tambours dans la nuit*, de Bertolt Brecht, réalisé par Jean-Paul Wenzel.

Le TEP organisera également un spectacle Avron du 16 janvier au 18 février avec *Dom Juan 2000* et *Avron Big Ban*. Retour aux classiques avec *Turcaret*, de Lesage, mise en scène par Pierre Barrat (du 5 au 10 mars).

Jacques Rosner réalisera quant à lui *Ruy Blas*, de Victor Hugo (du 13 mars au 8 avril). *Sainte Carmen de Montréal*, de Michel Tremblay, mise en scène par Gilles Chavassieux clôturera la saison.

Le TEP présentera également un spectacle de danse : conçu par Anne-Marie Reynaud, *Chorégraphies d'aujourd'hui* sera interprété par le Centre chorégraphique national de Nevers-Boulogne.

★ Renseignements : 43-63-20-96.

ARTS

Echange d'œuvres entre la RFA et la RDA

Après des années d'âpres négociations, la RFA et la RDA ont décidé, cas unique dans l'histoire des relations bilatérales, d'échanger des œuvres d'art d'un montant de plusieurs dizaines de millions de marks. Déplacées pendant la seconde guerre mondiale, puis distribuées en RDA et en RFA, ces œuvres, des manuscrits de Luther notamment, retrouveront leur musée d'origine. La bibliothèque de Hambourg va par exemple récupérer deux mille manuscrits d'une valeur de 40 millions de marks (environ 130 millions de francs).

ARCHITECTURE

M. Jack Lang et l'avenir de l'histoire de l'art en France

Les grandes espérances

M. Jack Lang a ouvert vendredi 1er septembre, à Strasbourg, le vingt-septième congrès international d'histoire de l'art. Le lendemain, la ville inaugurait une exceptionnelle exposition consacrée aux bâtisseurs de cathédrales (1).

Au cours d'un discours fleuve devant les chercheurs du vingt-septième Congrès international d'histoire de l'art, le ministre de la culture a précisé les trois hypothèses de travail qui semblent se dégager autour de la création d'une importante bibliothèque d'histoire de l'art en France, condition *sine qua non* de la renaissance d'une véritable recherche, qui, dans ce domaine des arts, reste très à la traîne des grands pays occidentaux, faute de moyens décents, et malgré le travail considérable de quelques personnalités. Le ministre n'a d'ailleurs pas mâché ses mots sur la situation.

A propos du fonds Jacques Doucet, qui se morfond en effet dans les locaux exigus et vétustes de la Bibliothèque d'art et d'archéologie, les congressistes ont ainsi été ravis d'approuver M. Lang lorsqu'il a affirmé : *« Pour un pays qui se veut grand, les conditions de fonctionnement de cette bibliothèque ne sont pas tout à fait ce qu'elles devraient être. »*

Le fonds Jacques Doucet, précisément, semblait s'être trouvé un point de chute au Grand Palais, où il devait retrouver la Bibliothèque des musées de France. Le projet d'installer dans ce bâtiment à tout faire à la fois une collection dépendant du ministère de la culture et une autre relevant de l'éducation nationale, l'Ecole du patrimoine qui dépend, elle, du premier, enfin le cursus d'histoire de l'art qui relève, lui, du second, paraissait tellement herculéen, compte tenu de la souplesse de pensée des différents protagonistes, que tous et chacun se trouvaient grandement étonnés d'être parvenus à un accord. Aussi, toute idée de remettre en question ce qui avait paru être un grand bond en avant semble coller la nausée à ses instigateurs, même pour la plus belle des idées.

Définitivement trop à l'étroit

La plus belle des idées est la troisième et la plus récente des hypothèses – nous reviendrons plus loin sur la seconde. Elle a surgi il y a quelques semaines à peine, quand le ministre de la culture, fort du soutien présidentiel, a annoncé ce que les chercheurs et le bon sens attendaient, à savoir le transfert de l'intégralité des imprimés de la Bibliothèque nationale dans la future Bibliothèque de France, à Tolbiac.

La volte-face était méritoire, tant la situation s'était crispée sur le partage du fonds de la BN autour de 1945, s'il est vrai qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, un tel retournement permettait de placer nos dirigeants dans une position enviée. Ne devraient plus rester rue de Richelieu que les monnaies et médailles, les estampes, les manuscrits, certains imprimés particulièrement précieux.

Que ferait-t-on alors des locaux immenses laissés vides ? A deux pas du Louvre, un grand centre voué aux arts et à l'histoire de l'art devenait aussitôt le plus séduisant des projets, et le ministre ne se l'est pas fait souffler, pour en découvrir, presque en même temps que le public, les difficultés.

La première est celle du temps. Attendre le transfert de la BN à Tolbiac pour faire respirer Jacques Doucet, est-ce bien humain lorsqu'on connaît la souffrance endurée par les chercheurs depuis des décennies ? Lorsqu'on connaît aussi la versatilité de l'Etat, et sur ce dernier point le ministre de la culture est apparu tout à fait convaincu à Strasbourg, demandant aux chercheurs de s'engager à fond aux côtés du ministère si un projet d'une telle envergure se révélait et souhaitable et possible. Attention, a-t-il dit en substance, je ne m'engagerai pas sur un projet dont je ne pourrais être garant de l'achèvement. Sous-entendu : rappelez-vous 1986 et les polémiques paralysantes autour des grands travaux.

Deuxième difficulté : les accords déjà passés pour le Grand Palais. Sur ce point, il est facile de répliquer que l'installation des bibliothèques dans les bâtiments qui entourent l'illustre verrière était déjà considérée par beaucoup comme une erreur. Les grandes machines que sont devenues les expositions de prestige sont définitivement trop à l'étroit et n'accueillent plus décemment un public dont le nombre est pourtant nécessaire pour équilibrer des coûts de plus en plus élevés.

A l'évidence, il serait malvenu de densifier le Grand Palais, quand il faudrait précisément lui permettre de respirer. A bout d'arguments, on fera valoir la gourmandise du Palais de la découverte (dépendant de l'éducation nationale), qui sauterait sur tout espace laissé libre dans le Grand Palais (dépendant de la culture). Les utilisateurs actuels des bibliothèques semblent eux-mêmes relativement marris de la solution Grand Palais, et le Grand Louvre – c'est la seconde hypothèse évoquée par Jack Lang – leur paraît plus proche de leurs besoins, au moins jusqu'à l'hypothèse laissée ouverte par cette Bibliothèque de France que l'inflation du gigantisme conduit à surnommer TGB (Très Grande Bibliothèque).

Deux ou trois ans de patience

Tout parle, bien sûr, en faveur d'un grand centre d'art, où l'imagination loge facilement l'enseignement et la documentation, mais aussi l'Inventaire et tant des services de la rue de Valois dispersés dans Paris.

Alors que le Getty Trust est, en Californie, en train de construire le plus grand bâtiment culturel jamais édifié *ex nihilo*, et le destine justement aux arts plastiques, au patrimoine et à l'architecture, l'Europe aura bientôt besoin d'un répondant de grande envergure. Il se trouve qu'il est déjà construit, qu'il possède d'ores et déjà des collections hors pair, et qu'il donnerait à la Bibliothèque de France et la liberté et le complément qui paraît dès à présent nécessaire. Pour deux ou trois ans de patience, et pour un investissement modéré, qui sera de toute façon nécessaire ailleurs, le jeu en vaut la chandelle.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Ancienne Douane de Strasbourg, jusqu'au 26 novembre. Le catalogue est encore en attente.

Culture

MUSIQUES

Gustavo Romero, Prix Clara-Haskil

Un concours de poètes

Tandis que s'ouvrait le Festival de Montreux-Vevey qui, jusqu'au début octobre attire de nombreux mélomanes privilégiés sur la riviera suisse, le treizième concours Clara-Haskil se choisissait de sympatiques héros.

A deux pas de la grosse maison de Vevey dominant le lac Léman qui fut le havre de paix de Clara Haskil errante et exilée pendant et après la guerre, le concours international de piano qui garde vivant son nom, s'il eut bien étonné cette artiste exigeante, toujours doutant d'elle-même, s'est inspiré des traits originaux de son génie.

A l'inverse de la plupart des autres, il donne le pas à la musicalité et à la poésie sur la technique, et privilégie Mozart, Schumann et Schubert de préférence à Liszt ou Prokofiev même si la virtuosité pianistique reste l'indispensable servante du lyrisme.

Certaines années, cela produit des lauréats insipides ou pas de lauréats du tout, mais, si l'on en croit le concert avec orchestre de samedi soir, les joutes récentes ont été d'un niveau relevé. Trois finalistes avaient été retenus au terme de dix jours d'épreuves rassemblant quarante-trois concurrents de vingt pays, par un jury que présidait Nikita Magaloff.

Une Française blonde de dix-neuf ans, Patricia Pagny, interprète d'abord le *Deuxième Concerto* de Beethoven avec un jeu assez digital « à la française » (bien qu'elle ait étudié surtout avec des maîtres étrangers), souple et primesautier, un peu monocolore peut-être. Mais dans *l'adagio* elle ouvrait son cœur et ce dialogue très lent, pensif et ému comme une prière, faisait penser à l'esprit de Clara.

La Bulgare Marietta Petkova, aux cheveux noirs et aux yeux pétillants, recevait en partage le *Concerto* de Schumann. Comme il était rafraîchissant, après Pollini à Lucerne *(le Monde* du 29 août), d'entendre une jeune fille explorer les richesses de cette œuvre, avec ce phrasé qui respire ou soupire, bondit de joie, découvre une histoire, rencontre un amour ! Un beau toucher charnu, une technique bien posée, une imagination qui sort de sa chrysalide, même si elle tâtonne encore *parfois.*

Et enfin le titulaire du Prix Clara Haskil 1989 (1) un Américain de vingt-quatre ans, Gustavo Romero né à San-Diego (Californie) dans une famille très modeste, un élève de la Juilliard School. Un port simple, un visage fin, un air posé et rêveur. Le jury lui a dévolu le *Deuxième Concerto en ré mineur* de Mendelssohn, injustement méconnu, car l'œuvre est brillante, mais d'un beau sentiment et d'une couleur souvent féerique ou songeuse.

D'emblée, Romero s'y est affirmé par une frappe saine, un jeu vif et spirituel, un phrasé parlant, où *la* sonorité s'ouvre de l'intérieur, avec toute une gamme de possibilités subtiles. L'œuvre ne peut certes permettre d'apprécier toute l'étendue de son talent, mais il est certain que Clara Haskil eut aimé la nature de ce jeune homme venu d'un pays lointain et qui parle spontanément le langage du cœur.

Les lauréats dialoguaient avec l'Orchestre de chambre de Lausanne, qui parut d'abord assez lourd et acide, malgré la direction énergique d'Uriel Segal, mais peu à peu s'épanouit au lyrisme dégagé par ces pianistes.

JACQUES LONCHAMPT.

★ L'Association Clara-Haskil (35, rue du Village 1802 Corseaux-Vevey Suisse), a publié à l'occasion du *concours une plaquette* illustrée sur la grande pianiste.

(1) Un seul prix est décerné, d'un montant de 12 000 francs suisses (48 000 francs français).

DISQUES

The Rolling Stones

Le brouhaha qui entoure la sortie de chaque album des Rolling Stones depuis *Goat's Head Soup* (1973) est finalement plus varié que la musique du groupe ces quinze dernières années. Il y a trois ans, *Dirty Work* devait être leur dernier album. Rien n'allait plus entre Jagger et Richards. Du coup, on s'est efforcé à une gentillesse quasi nécrologique. Six mois plus tard, on s'apercevait que comme les précédents, *Dirty Work* était un album inégal et fatigué d'où émergeaient quelques éclairs.

CLAUDE GASSIAN

Steel Wheels, première manifestation avant la tournée de la résurrection des Rolling Stones, fonctionne (et pas très bien) sur le même principe : recyclage de recettes éprouvées et exploration prudente. On ne sait plus depuis quand les variations *ad nauseam* sur le Riff de *Brown Sugar* ne marchent plus – *Start me up* ou *She's so cold* – mais ici ça s'appelle *Sad sad sad* et c'est bien triste.

Toujours sur le registre affligeant, il y a *Blinded by love*, une ballade country sans trop de mélodie, paroles niaises avec ces allusions collégiennes à Antoine et Cléopâtre et à Samson et Dalila. Le plus frappant dans la longue marche des Stones vers la retraite est d'ailleurs le tarissement total de leur inspiration de paroliers. Quand ils font dans l'engagé *(Rock and a Hard Place)*, on frise l'attentat à la pudeur, dans le sexy *(Terrifying*, par ailleurs plutôt aguichant), on verse dans les nurseries rythmes.

Et quand ils osent autre chose – *Continental Drift*, un titre décalé sur lequel ils sont accompagnés par les musiciens traditionnels marocains de Jajouka (vingt ans après que Brian Jones eut fait connaître leur musique à l'Occident. L'hommage au guitariste viré puis défunt est tardif) – on n'entrevoit qu'une couleur inattendue, un reflet de bonne idée sans substance.

Reste le plus pénible pour les fidèles, les souvenirs comme *Break the Spell*, un blues classique aux guitares déliées qui ramène presque au temps d'*Exile on Main Street*. C'est de cette approximation que naît l'insatisfaction.

THOMAS SOTINEL.

★ Références : *Steel Wheels*, disque, cassette, CD, Rolling Stones, CBS.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Don Henley

Dans le clip de *Hôtel California* (le succès en France, et, en 1989, de ce titre de 1976 reste le mystère spatio-temporel de l'été), on voit Don Henley dans son incarnation précédente : batteur et chanteur (en même temps, c'est très difficile, paraît-il) des Eagles, barbu, frisé, mal fringué, mais multimillionnaire, chantre de la vie sur la voie rapide : grosse voiture, filles faciles et additifs chimiques.

Peut-être pour expier sa vie dissolue, Don Henley a mené sa carrière solo depuis la séparation des Eagles comme une ascèse. En plus de dix ans, *End of Innocence* n'est que son troisième album, un disque sombre au son impeccable et un peu écrasant. Aujourd'hui, Henley s'est fait une tête de star (il s'est rasé la barbe et dégrisé les cheveux) mais il se conduit en artiste. Co-écrit et coproduit avec le guitariste Danny Kortchmar, *End of Innocence* est le dernier d'une série d'albums de Californiens désabusés (le précédent était signé Jackson Browne). On y retrouve les traditionnels invités prestigieux (Edie Brickell, Mike Campbell des Heartbreakers, Axl Rose de Guns'n'Roses, Wayne Shorter) mais aussi une exaspération plutôt saine face à l'Amérique de Donald Trump. La richesse des moyens (on entend les dollars comme on les voit dans les grands films hollywoodiens) est mise au service de la musique au lieu d'en masquer l'indigence, comme c'est souvent le cas du côté de Hollywood. *New York Minute* passe à deux doigts de la ballade sirupeuse pour atteindre une élégance imprévue, *If Dirt Were Dollars* retrouve la hargne originelle du blues. Ce n'est pas toujours très drôle ni léger, mais c'est un disque qui devrait inspirer un peu de considération.

T. S.

★ *End of Innocence*, disque, cassette, CD. Geffen/WEA.

Tranvision Vamp

Ce n'est plus du rock'n'roll, c'est du pillage organisé. La vamp autoproclamée s'appelle Wendy James. Avec ses camarades, elle a fait main basse sur tous les riffs à trois accords, tous les trucs mélodiques, les tics vocaux et instrumentaux qui font le charme, sinon la substance, du rock depuis trente ans. D'Eddie Cochran à Blondie en passant par les Troggs, personne n'est à l'abri des recycleurs.

Comme toujours, quand on voit des gamins faire des bêtises, on n'a qu'une envie : qu'ils s'en tirent. Tranvision Vamp va farfouiller dans les caves et les greniers pour jouer aux rockers, pour se déguiser en stars. *Wendy James est tellement* convaincue qu'elle est irrésistible et qu'on en oublie de lui rire au nez pour s'abandonner au retour du hard rock bubble-gum, comm on l'aimait du temps de Suzy Quatro ou de Sweet, un plaisir un peu frelaté mais finalement innocent.

T. S.

★ *Velveteen*, disque, cassette, CD. MCA/WEA.

Communication

La dixième université d'été de la communication

Les contradictions de l'Europe audiovisuelle

CARCANS-MAUBUISSON (Gironde)
de notre envoyé spécial

La dixième université d'été de la communication qui s'est achevée le 2 septembre, avait courageusement choisi pour thème de ses travaux l'Europe des programmes. Un thème que son organisateur, M. Marcel Desvergne, s'était employé à illustrer en invitant nombre de délégations étrangères et en consacrant une immense salle à la réception des quarante chaînes qui, par satellite, arrosent le Vieux Continent. Mais, malgré cette présence palpable de la dimension européenne, la dixième université de Carcans, fidèle à sa tradition, s'est surtout passionnée *pour les problèmes du paysage* audiovisuel français.

Les quelque 2 500 participants ont guetté les discours de rentrée des membres du gouvernement, ausculté les rapports de force entre les chaînes privées et le pouvoir, soupesé l'avenir des télévisions publiques et les premières initiatives de leur nouveau président, M. Philippe Guilhaume. Les débats organisés sur l'Europe, sont, eux, restés beaucoup plus confidentiels.

Ce nombrilisme têtu n'est pas une maladie spécifiquement française. Il suffisait de suivre les ateliers de Carcans pour s'apercevoir que, chez nos voisins aussi, la réflexion sur l'audiovisuel reste singulièrement prisonnière d'un cadre national. Les Espagnols s'inquiètent avant tout des difficultés que vont rencontrer leur trois nouvelles chaînes privées pour s'approvisionner en programmes et trouver leur place sur le marché publicitaire. Les Néerlandais surveillent les manœuvres des deux télévisions commerciales qui, à partir du Luxembourg, tentent de s'engouffrer dans le vide législatif de leurs pays *(voir d'autre part)*. Les Allemands observent RTL Plus et Sat I rogner peu à peu l'audience des chaînes publiques. Les Britanniques attendent la bataille qui va opposer dans leur ciel les chaînes de Rupert Murdoch à celles de British *Satellite Broadcasting*. Les Suédois vivent les derniers jours de leur monopole public pur et dur, sans publicité. Les Portugais libéralisent lentement leurs radios.

Agonie des monopoles publics, explosion des initiatives privées, *mutations* des réglementations : tous nos voisins européens connaissent les mêmes bouleversements mais chacun les vit selon son rythme propre, dans un contexte politique et culturel très spécifique. Comment bâtir, à partir de cette mosaïque de crises, une Europe audiovisuelle ? Les représentants de la Commission de Bruxelles sont venus redire à Carcans la nécessité de préparer un grand marché unifié de 300 millions de téléspectateurs pour résister à la puissance des grands groupes américains. M^me Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a plaidé le droit à la libre circulation des programmes et de l'information.

Mais les deux institutions européennes, quelle que soit la différence de leur approche, l'une plus économique, l'autre plus politique, butent sur le même problème : faut-il réserver des quotas de programmes européens aux chaînes du Vieux Continent ? La convention votée par le Conseil de l'Europe qui se contentait de recommander une *« proportion raisonnable de programmes européens »* n'a été ratifiée que par une dizaine de pays sur vingt-trois. La directive des Douze qui voulait une *« proportion majoritaire »*, n'a pas été adoptée faute de majorité. Chaque pays, jaloux de ses prérogatives nationales, répugne à voir codifier *la programmation de* ses chaînes parce qu'elle touche de près à son identité culturelle et aux délicats rapports entre producteurs et diffuseurs nationaux.

Les diffuseurs, eux, mettent en avant les lourds investissements consentis pour monter des chaînes européennes, les risques du satellite et plaident pour le réalisme économique. Réunis désormais en association, les grands groupes privés de la télévision exigent le moins de quotas possible. Les producteurs, pour leur part, semblent plus divisés. *M^me Raquel Casero, présidente de* l'association Eurovip, défendait à Carcans la volonté de s'adapter aux lois du nouveau marché, de sortir du statut d'entreprise artisanale pour acquérir une dimension industrielle : alliances internationales, coproductions, tournage en anglais et efforts de marketing devraient, selon elle, caractériser les futures fictions européennes. A l'opposé, M. Rudi Barnet, représentant l'association Euro-Aim, se méfie des superproductions européennes qui diluent les identités nationales et leur préfère une meilleure circulation des programmes nationaux à l'intérieur du marché européen. *« La télévision ne remplit plus son rôle*, affirme-t-il, *si elle ne permet pas au téléspectateur français de découvrir l'imaginaire britannique, belge ou italien. »*

Les débats de l'université d'été de Carcans n'ont pas permis de mettre d'accord les protagonistes de l'Europe audiovisuelle. Dans un mois s'ouvriront à Paris les Assises de l'Eurêka audiovisuel, voulues par M. François Mitterrand. Les conseillers du président de la République *espèrent encore susciter un* accord politique entre les Douze qui léverait l'hypothèque des quotas. A défaut, ils préparent le lancement de quelques grands projets fédérateurs qui donnent enfin un contenu tangible à l'Europe des images.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La télévision privée aux Pays-Bas

RTV et TV 10 à nouveau sur la sellette

AMSTERDAM
de notre correspondant

Un arrêt rendu, le 1^er septembre, par le Conseil d'Etat relance les spéculations sur le statut et la légalité de RTV et TV-10, les deux chaînes néerlandaises de télévision commerciale, qui envisagent de diffuser leurs programmes vers les Pays-Bas depuis le Luxembourg *(le Monde* du 16 août).

Le Conseil avait été saisi par la NOS, l'organisme public de radio-télédiffusion, du cas de la station de radio privée Cable One. Celle-ci réalisait ses programmes sur le sol néerlandais et les envoyait vers un satellite qui les répercutait sur certaines têtes de réseau câblé. Mais Cable One était juridiquement sise à Londres et bénéficiait, semble-t-il, d'une licence d'émission britannique. Cette double extraterritorialité avait suffi au Commissariat pour les médias (qui jouit aux Pays-Bas de compétences proches de celles du Conseil supérieur de l'audiovisuel) pour considérer que Cable One était une radio étrangère, susceptible donc d'être reprise par les réseaux câblés. Les membres du Conseil d'Etat se sont opposés à cette analyse. L'installation dans un pays étranger n'est pas, selon eux, un critère *suffisant* pour faire échapper une station de radio (et, par extension, de télévision) à la loi néerlandaise, qui interdit la diffusion de programmes audiovisuels commerciaux. Encore faut-il que les émissions proviennent de l'étranger et qu'elles soient aussi destinées aux habitants du pays de domiciliation de l'organisme émetteur. Deux conditions non remplies par Cable One, dont les réseaux câblés doivent, en conséquence, cesser la diffusion, sous peine d'amende.

Valse-hésitation des éditeurs

Le ministre de la culture, qui est opposé à l'arrivée de RTV et de TV-10 dans le paysage audiovisuel néerlandais, a immédiatement interprété cette décision comme une preuve de l'illégalité des deux chaînes installées au Luxembourg, à seules fins, selon lui, de contourner la législation nationale. RTV et TV-10 ont naturellement réagi de façon différente, *faisant valoir qu'elles remplissaient* toutes les conditions posées par le Conseil : leur siège est à l'étranger ; elles sont autorisées par le gouvernement luxembourgeois ; leurs programmes, bien que confectionnés aux Pays-Bas, sont diffusés depuis le territoire grand-ducal et peuvent être captés par ses habitants.

A quelques jours des élections législatives, le ministre de la culture s'est toutefois gardé de fermer toutes les portes : il a invité les responsables des deux chaînes commerciales à *« venir à La Haye négocier leur entrée par la grande porte dans le système audiovisuel »*. Celui-ci doit en effet être réorganisé dans un sens plus libéral. Il reste à savoir si RTV et TV-10, qui sont sur le point d'émettre et qui ont engagé de gros investissements, sont prêtes à attendre une réforme, entreprise puis *abandonnée, puis promise en* des termes vagues.

La même valse-hésitation caractérise l'attitude des éditeurs de presse écrite. Les groupes Elsevier, VNU et Telegraaf se sont déclarés à nouveau intéressés par la création d'une chaîne privée, en association avec des sociétés de programmes déjà présentes sur le petit écran. Une première tentative en ce sens avait été faite ces derniers mois, avant de se désintégrer... à cause de l'imprécision de la politique gouvernementale et de l'annonce de la création de RTV.

CHRISTIAN CHARTIER.

Une lettre de la direction des programmes de FR3

A la suite de l'entretien avec le producteur Jacques Kisner que nous avons publié dans notre édition du 30 août, sous le titre : « Les chaînes de télévision ont-elles peur de la production ? », la direction des programmes de FR3 réagit à ce qu'elle appelle des *« propos mensongers »*.

Au cours de l'entretien, M. Kisner affirmait que *« FR3 a refusé de coproduire* la Nuit miraculeuse, *d'Ariane Mnouchkine parce que le film n'était pas commercial »*. *« Cette information est fausse*, précise la chaîne, *pulsque ce long métrage est actuellement tourné en coproduction entre l'Assemblée nationale, la SEPT, FR3, la Mission du bicentenaire et GMT Productions (...).*

Cette production sera diffusée le mercredi 20 décembre à 20 h 30 sur FR3. » La chaîne rappelle qu'elle a également *« coproduit cette année avec CNC Productions et la SEPT, le film* l'Indiade, *réalisé par Bernard Sobel à partir du spectacle d'Ariane Mnouchkine »*.

[M. Jacques Kisner nous précise que FR3 a refusé le projet de *la Nuit miraculeuse* lorsque sa société Modfilms en était le producteur. Depuis, la société GMT Productions a repris le projet. FR3 a alors changé de position et donné son accord.]

EN BREF

● **L'afficheur Giraudy s'offre une publicité télévisée.** – Contrairement à la presse, l'édition ou le théâtre, l'affichage ne fait pas partie des secteurs interdits en publicité à la télévision. Du 4 au 10 septembre, la société Affichage Giraudy (contrôlée par Hachette via Europe 1 Communication) passera donc sur Antenne 2 un spot de quarante-cinq secondes destiné à toucher les chefs d'entreprise, les patrons d'agence publicitaire, etc, et à témoigner de la bonne santé de ce support. Cette « première » en matière de publicité télévisée représente pour Giraudy un investissement de 2,5 millions de francs.

● **Un code pour le respect des bonnes mœurs destiné aux chaînes de télévision britanniques.** – Le gouvernement britannique a demandé, le 31 août, au nouveau conseil de l'audiovisuel d'élaborer un code de conduite portant sur la violence et le sexe à la télévision. Le conseil de l'audiovisuel ne pourra ni censurer ni interdire des émissions, mais il pourra les contrôler et avertir le public de leur contenu, a précisé M. Douglas Hurd, ministre de l'Intérieur. Présidé par Lord Rees-Moog, le conseil pourra mener des enquêtes à la suite de plaintes déposées par le public à l'encontre des producteurs de ces films ; il pourra diffuser ses conclusions et ses recommandations.

● ***Le Parisien* lance un hebdomadaire gratuit en Seine-Saint-Denis.** – Le quotidien *le Parisien* va lancer le 7 septembre un hebdomadaire gratuit, *Parisien magazine 93*, distribué par portage à domicile dans quinze villes de Seine-Saint-Denis. Cet hebdomadaire de seize pages sera diffusé à 149 000 exemplaires. Il vise à développer la vente du titre dans le département (37 709 exemplaires actuellement selon l'OJD) et à drainer de nouvelles recettes publicitaires provenant du marché local. Manchette Publicité, la régie publicitaire du *Parisien* (qui ne sera pas diffusé avec son hebdomadaire gratuit) est à l'origine de cette création, à l'étude depuis plus d'un an, et espère atteindre un chiffre d'affaires annuel de 7 millions de francs. Cependant, *Parisien magazine 93* devra affronter ses autres concurrents gratuits dans le département de Seine-Saint-Denis (*Dép. 93* et *Canal 93*, respectivement distribués à 670 000 et 280 000 exemplaires) ainsi que *France-soir* dans la couronne parisienne (300 000 exemplaires diffusés une fois par semaine).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

ARIEL. Film finlandais d'Aki Kaurismäki, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ATTENDS-MOI AU CIEL. Film espagnol d'Antonio Mercero, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

HAUTE SÉCURITÉ. (*) Film américain de John Flynn, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

J'AURAIS JAMAIS DU CROISER SON REGARD... Film français de Jean-Marc Longval : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

UN, DEUX, TROIS, NOUS IRONS AU BOIS... Film allemand d'Enis Günay, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)
Relâche.

Les exclusivités

L'AMI RETROUVÉ (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

BAL POUSSIÈRE (ivoirien, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES BOIS NOIRS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BUNKER PALACE HOTEL (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CALME BLANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHIEN DE FLIC (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CHINE, MA DOULEUR (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE CIEL S'EST TROMPÉ (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

COMMENT FAIRE L'AMOUR AVEC UN NÈGRE (Fr.-Can.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CONFESSION CRIMINELLE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

COOKIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FRANCE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

GANASHATRU (Ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE GRAND BLEU (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'INVITÉ SURPRISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

Lundi 4 septembre

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

KARATÉ KID III (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

KICKBOXER (Hong Kong, v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MANOLO (Esp., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MEN'S CLUB (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE MESSAGER DE LA MORT (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MONSIEUR HIRE (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NEW YORK STORIES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LA NUIT DU SÉRAIL (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'OURS (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PÉRIGORD NOIR (Fr.) : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

PERMIS DE TUER (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

LE PHILOSOPHE (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE PLUS ESCROC DES DEUX (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

POUR LA GLOIRE (Brit., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

RAIN MAN (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROSALIE FAIT SES COURSES (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SCANDAL (*) (Brit., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

SPLENDOR (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

STREET OF NO RETURN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

TROP BELLE POUR TOI (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

WORKING GIRL (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ZUCKER BABY (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Les grandes reprises

ACCATTONE (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'ÉQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LA GRANDE COMBINE (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

GUERRE ET AMOUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

HOLIDAY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'HOMME DES HAUTES PLAINES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MASCULIN-FÉMININ (Fr.-Su.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES MONTAGNES BLEUES (georgien, v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

NYAMANTON (malien, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA PÊCHE AU TRÉSOR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

PLEIN SOLEIL (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

SCARFACE (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SCARFACE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

UN MORT EN PLEINE FORME (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LA VILLE DORÉE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

YAM DAABO, LE CHOIX (Burkina-Faso, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

YEELEN (malien, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h 15.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A.-All., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 17 h 50.

ARARAT (Sa., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) 21 h.

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 11 h 50.

ASTÉRIX ET CLÉOPATRE (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h 15.

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 15 h 30.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 13 h.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

LES DAMNÉS (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 21 h 20.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h 15.

DÉSIR MEURTRIER (*) (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) 12 h.

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 15 h 40.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

FURYO (Jap., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 12 h.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 35.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It.-Fr., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h 40.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 10.

LE KID (A.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 12 h 30.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 20.

LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 14 h 25, 16 h 25, 20 h 25.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h 15.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

NOSTALGHIA (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 10.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h 15.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45 ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 18 h 10.

RAGING BULL (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 14 h.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h 30.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 20 h.

LE SUD (Arg.-Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) 18 h 10.

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 15 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 30.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h 15.

TOP GUN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 15.

LES TRIBULATIONS DE BALTHASAR KOBER (Pol.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

UN CHIEN ANDALOU (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h 40.

ZELIG (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 19 h 50.

ZOO (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 12 h 30.

PARIS EN VISITES

MARDI 5 SEPTEMBRE

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, entrée, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Itinéraire révolutionnaire des Tuileries à la maison de Robespierre », 14 h 30, place des Pyramides, statue de Jeanne-d'Arc (Sauvegarde du Paris historique).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur », 14 h 30, à l'entrée (M.-C. Lasnier).

« L'église et les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (E. Romann).

« Cités d'artistes du Quatorzième », 15 heures, 2, place Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).

« La Sorbonne, histoire de l'Université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les Invalides interdites au public : le caveau du gouverneur », 15 heures, voûte d'entrée côté esplanade (Paris et son histoire).

« La Pyramide, le Louvre médiéval, le musée souterrain », 19 heures, parvis de la Pyramide, statue de Louis XIV.

Monuments historiques

« La Bastille, de la prison à l'Opéra », 15 heures, devant la brasserie La Tour d'argent, place de la Bastille.

« Le château de Vincennes, prison d'Ancien Régime », 15 heures, entrée avenue de Paris.

« Le nouveau quartier de Bercy, ministère des finances », 15 heures, sortie principale du métro Bercy.

L'été dans les musées nationaux

« Camille Claudel, une œuvre autobiographique », 11 heures ; « Une sculpture : « *L'homme qui marche* », 12 h 30, Musée Rodin, 77, rue de Varenne.

« De l'éclectisme à l'art nouveau », 14 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse.

(S'assurer auprès des musées que les visites ont bien lieu.)

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

L'ODYSSÉE. La Vieille Grille (47-07-21-11), 20 h 30 (5).

GUSTAVE PARKING. Point Virgule (42-78-67-03), 20 h (5).

JE ? DEUX !! MAUX... Arlequin (45-89-43-22), 20 h 30 (5).

Les autres salles

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15. Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Marcella : 20 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). ◇ Terre et Lune en plein cœur : 18 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Eaux et Forêts : 20 h. Laurent Violet : 21 h 30.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. ◇ Areu = MC 2 : 20 h 15. ◇ Les Epis noirs : 21 h 30. ◇ 100% Polyamide : 22 h 30. Salle II. ◇ Les Sacrés Monstres : 20 h 15. ◇ J'ai pas d'amis : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiens voilà deux boudins II : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a disparu : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les heures : 20 h 30 et 22 h.

Les concerts

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ars Antiqua de Paris. 19 h 15, 21 h 15. Musiques des XVIe et XVIIe siècles. Téléphone location : 43-40-55-17.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orchestre français des jeunes, 20 h 30. Dir. Emmanuel Krivine. Œuvres de Wagner, Weber, Debussy, Bernstein.

Jazz, pop, rock

AU DUC DES LOMBARDS (42-36-51-13). Mac Lintoch Trio, 23 h. Afro Jazz.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Patrick Verbeke, 22 h 30. Blue monday

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Michel Terrioux, 22 h. Vibr., Alain Fougeret (piano).

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Jon Harrington, 22 h 45. Chant, Georges Arvanitas (piano), Philippe Combelle (batt.), Luigi Trussardi (ctb).

LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Ludovic de Preissac Trio, 22 h. Piano.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Riverside City Band, 21 h 30, Danemark.

DISCOPHAGE (43-26-31-41). Choro Samba, 21 h. Avec Tarciso Gondim, Kzan Gama, Toninho Do Carmo, Beto Reis.

JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (47-58-12-30). Escoudé Strings Plus, 22 h. Guit., Frédéric Sylvestre, Paul Ferret, Jimmy Gourley (guit.), Marcel Azzola (acc.), Vincent Courtois (cello), Alby Cullaz (ctb), Philippe Combelle (batt.).

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Bruno Casaubon, 22 h. Piano.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group, 21 h. Clar.

LE MÉCÈNE (42-77-40-25). Bill Thomas Blues Band, 22 h 30. Guit., chant.

LE MONTANA (45-48-93-08). Trio Serge et Nivo Rahoerson, 22 h 30. Au bar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Stéphane Guérault, 22 h. Clar., sax., chant. Avec Pierre Calligaris et son orchestre.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Alligator Jazz Band, 21 h 30.

LA PINTE (43-26-26-15). Trio Vincent Naturel, 22 h 30.

PULLMAN SAINT-JACQUES. Bar Tahonga (45-89-89-80). Numidia, 22 h. Piano.

SUNSET (40-26-46-60). Jam Session, 22 h 30. Alby Cullaz (ctb), Francis Lockwood (piano), George Brown (batt.).

LE VILLAGE (43-26-80-19). Bernard Maury Trio, 22 h. Piano.

Music-Hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française. 21 h. Chansons à la carte tous les soirs.

Rock

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). The Box. 22 h. Avec Freddy Meyer.

HENRI DÈS
A L'OLYMPIA du 21 au 31 décembre 1989
LOCATION OUVERTE 47.42.25.49
DISQUE, K7, CD/DISTRIBUTION MUSIDISC'AZ

LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI
Le Monde
ARTS·SPECTACLES
CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 4 septembre

TF 1

20.40 Série : Pause-café, pause-tendresse. *Betty, quinze ans,* de Serge Le Roy, d'après Georges Coulonge, avec Véronique Jannot. *Une gamine renvoyée du lycée pour une provocation désespérée. Le langage de la vie quotidienne.* **22.05 Magazine : Santé à la Une.** D'Igor Barrère. *Le stress. Comment se manifeste cette « maladie du siècle » ? Les métiers à risques ; La somatisation et les maladies entraînées par le stress.* **23.30 Magazine : Minuit sport.** Base-ball : Championnat d'Europe à Paris ; Fun-board : Championnat du monde au Portugal. **0.15 Journal et Météo. 0.35 Série : Drôles d'histoires. 1.05 Feuilleton : C'est déjà demain. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Le débat du jour.**

A 2

▶ **20.35** *L'heure de vérité. Invité : Lionel Jospin. Le ministre* de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, sera interrogé par François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Geneviève Moll et notre collaborateur Bruno Frappat. **22.20 Cinéma : Harold et Maude.** ■ Film américain de Hal Ashby (1971). Avec Ruth Gordon, Bud Cort, Vivian Pickles. *Un garçon de vingt ans simule des suicides parce qu'il s'ennuie. Une octogénaire lui redonne goût de la vie. Comédie sentimentale – on l'a vue en France au théâtre jouée par Madeleine Renaud – qui doit tout à l'aspect insolite de son scénario et à l'interprétation remarquable de Ruth Gordon, la vieille dame, et de Bud Cort, qui avait été révélé par Robert Altman.* **23.55 Informations : 24 heures sur la 2. 0.15 Météo. 0.20 Soixante secondes.** Omar Sharif. **0.25 Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : La bourse ou la vie. ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1965). Avec Fernandel, Jean Poiret, Heinz Ruhmann. *Un industriel toulousain poursuit, à travers la France, son caissier et son chef-comptable, porteurs d'une grosse somme qu'ils devaient lui remettre à la gare. Il les croit indélicats, alors qu'ils se sont trompés de train. Comédie burlesque menée à la diable et à toute allure. Fernandel et l'Allemand Heinz Ruhmann ne sont pourtant pas exactement des personnages de Mocky.* **22.10 Journal et Météo. 22.35 Magazine : Océaniques.** Daniel Guérin, par Jean-José Marchand et Pierre-André Boutang (1re partie). *Portrait-rencontre de l'écrivain anarchiste.* **23.30 Musiques, musique.** La flûte enchantée, de W.A. Mozart (2e partie), transcription Joseph Heidenreich, par l'Ensemble à vents Maurice Bourgue. **23.40 Magazine : Sports loisirs.** Golf : résumé des Dunhill British Masters.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Bonjour l'angoisse. ■ Film français de Pierre Tchernia (1988). Avec Michel Serrault, Geneviève Fontanel et Pierre Arditi. **22.10 Mag Max,** magazine sportif présenté par Didier Roustan. **23.10 Football américain. 0.10 Cinéma : Contrôle.** □ Film franco-italo-canadien de Giuliano Montaldo (1986).

A la suite d'une erreur technique, nous avons publié dans notre supplément Radio-Télévision de la semaine du 4 au 10 septembre les programmes de Canal Plus du mercredi 6 septembre à la place de ceux du lundi 4. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

LA 5

20.30 Les Inconnus. 20.35 Téléfilm : Justice de femmes. De Christian Marnham, avec Robert Lipton, Shannon Tweed. *Vicitime d'un viol, une élève-officier prend la tête d'une organisation vengeresse.* **22.15 Sport : Tennis** (suite). Tournoi de Flushing Meadow. **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'enquêteur** (rediff.). **1.00 Les cinq dernières minutes** (rediff.). **2.40 Bouvard et compagnie** (rediff.). **3.10 Le journal de la nuit. 3.15 Série : Peau de banane. 4.00 Voisin, voisine** (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Lacombe Lucien. ■■ Film français de Louis Malle (1974). Avec Pierre Blaise, Aurore Clément, Holger Lowenadler, Thérèse Ghiese. *En juin 1944, après le débarquement allié, un jeune paysan du Sud-Ouest, que son ancien instituteur a refusé d'admettre dans la Résistance, devient l'ami et le complice de miliciens, et travaille pour la Gestapo. Excellent portrait psychologique d'un adolescent incompris qui devient un salaud. Belle reconstitution « rétro », mise en scène remarquable, mais le contexte politique et idéologique est présenté d'une façon extrêmement ambiguë. Patrick Modiano a écrit le scénario avec Louis Malle.* **22.50 Téléfilm : Une corde pour le pendre.** De Joseph A. Mazzuca. *Un tueur fou sème la terreur dans l'Ouest américain.* **0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler. **1.20 Multitop** (rediff.). **2.00 Les saintes chéries** (rediff.). **2.25 Bergeval et fils** (rediff.). **3.20 La princesse du rail** (rediff.). **3.50 Magazine : Ondes de choc.** Le business des bêtes (rediff.). **4.45 Les saintes chéries** (rediff.). **5.10 Bergeval et fils** (rediff.).

LA SEPT

20.30 Cinéma : Un balcon en forêt. Film français de Michel Mitrani (1979). **22.30 Documentaire : Paris-Vladivostok.** La retraite. **23.30 Brigade de nuit. 0.20 Cinéma : Les volets bleus.** Film de Haydée Caillot.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. 1. Antécédents familiaux ; Originalité au sein du Groupe des Cinq ; Premiers essais lyriques. **20.30 L'histoire en direct.** 1974 : l'éclatement de l'ORTF. **21.30 Dramatique.** Les amants de front, de Denis Boissier. **22.40 Cote d'amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Alan Vega.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné les 24 et 25 avril à Berlin) ; Symphonie nº 1 en ré majeur op. 25 Classique, de Prokofiev ; Concerto pour erhu et orchestre, d'Anjo ; Symphonie nº 2 en ré majeur op. 36, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Seiji Ozawa ; sol. Jiang Jian Hua (erhu). **0.30 Myosotis.**

Mardi 5 septembre

TF 1

20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : L'année du dragon. ■■ Film américain de Michael Cimino (1985). Avec Mickey Rourke, John Lone, Ariane. **23.00 Sport : Football.** Match éliminatoire de la Coupe du monde : Norvège-France (en différé d'Oslo). **0.40 Journal. 1.00 Feuilleton : C'est déjà demain. 1.20 Flash d'informations. 1.25 Le débat du jour.**

A 2

20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Les dossiers de l'écran : Papillon. ■ Film américain de Franklin J. Schaffner (1973). Avec Steve McQueen, Dustin Hoffman, Victor Jory. **23.00 Débat : Le bagne.** Avec Emile Demaret, ancien gardien de bagne, Charles Pean, général de l'Armée du salut, Michel Pierre et Jean-Claude Michelot, écrivains, Yasek Baron et Emile Deleage, anciens bagnards. **0.05 Météo. 0.10 Soixante secondes.** Maria Casarès. **0.15 Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.05 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice. **20.40 La dernière séance. 1er film : Les aventures de Tom Pouce.** ■ Film américain de George Pal (1958). Avec Russ Tamblyn, Alan Young, June Thorburn. **22.35 Journal et Météo. 23.00 2e film : Laurel et Hardy chefs d'îlot.** ■ Film américain d'Edward Sedwick (1943). Avec Stan Laurel, Oliver Hardy, Edgar Kennedy (N.B., v.o.).

CANAL PLUS

19.00 Sport : Football. Match éliminatoire de la Coupe du monde, en direct d'Oslo : Norvège-France. **20.50 Cinéma : La vie est un long fleuve tranquille.** ■ Film français d'Etienne Chatiliez (1988). Avec Benoît Magimel, Hélène Vincent, André Wilms. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Sans issue.** □ Film américain de Harley Cokliss (1985). Avec Tommy Lee Jones. **23.50 Cinéma : Gator.** □ Film américain de Burt Reynolds (1976). Avec Burt Reynolds (v.o.). **1.50 Cinéma : Ballets roses.** Film français classé X de Gérard Kikoïne (1980). Avec Marilyn Jess, Alban Ceray, Jane Baker.

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Les Inconnus. 20.35 Cinéma : Les ringards. □ Film français de Robert Pouret (1978). Avec Mireille Darc, Julien Guiomar, Aldo Maccione. **22.15 Sport : Tennis** (suite). Tournoi de Flushing Meadow. **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'enquêteur** (rediff.). **1.00 Les cinq dernières minutes** (rediff.). **2.25 Bouvard et compagnie** (rediff.). **2.55 Le journal de la nuit. 3.00 Série : Peau de banane. 3.45 Bouvard et compagnie** (rediff.). **4.00 Voisin, voisine** (rediff.).

M 6

20.00 Série : Madame est servie. La couverture ne fait pas le livre. **20.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 22.05 Six minutes d'informations. 22.10 Magazine : Ciné 6. 22.30 Cinéma : Le commando des braves.** □ Film italo-espagnol de Jose-Luis Merino (1974). Avec Graig Hill, Anabella Incontrera.

LA SEPT

19.30 Documentaire : Histoire parallèle (2e partie). **20.30 Documentaire : Le temps détruit.** De Pierre Beuchot. **21.30 Le conte des contes.** De Youri Norstein. **22.00 Cinéma : Le hérisson dans le brouillard.** Film d'animation soviétique de Youri Norstein (1979). **22.30 Documentaire : Paris-Vladivostok.** Homo Sovieticus. **23.30 Cinéma : La belle orpheline.** Film de Claude Thiebaut. **0.30 Documentaire : First moon.** De Carma Hinton.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Modeste Moussorgski. 2. Les avatars d'une partition remaniée ; Sa vie à Saint-Petersbourg. **20.30 Archipel science. 21.30 Papiers bulles et marionnettes.** Où va la presse satirique ? (rediffusion du 8 juillet 1989). **22.40 Nuits magnétiques.** Les noces de Figaro en Afrique. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Alan Vega.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 mars au Musée d'Orsay à Paris) ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy, transcription pour orchestre de chambre de Sachs ; Trois poèmes de Mallarmé (Soupir, Placet futile et Surgi de la croupe et du bond), de Ravel ; Hérodiade pour récitant et orchestre de chambre, de Hindemith ; Pli selon pli (Improvisation I sur Mallarmé : Le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui ; Improvisation II sur Mallarmé : Une dentelle s'abolit), de Boulez ; *Siegfried-Idyll*, de Wagner, par l'Ensemble InterContemporain, dir. Kent Nagano ; sol. : Christine Whittlesey (soprano), et Claude Degliame (récitante). **22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives.**

Audience TV du 3 septembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37.5	7/7 14.7	Stade 2 8.7	Selon McLain 6.0	Le professeur 1.7	Tennis 1.8	Espion modèle 4.3
19 h 45	40.8	7/7 16.7	Pique-assiettes 7.1	Selon McLain 6.8	Ça cartoon 2.0	Happy days 3.9	Espion modèle 3.6
20 h 16	51.2	Journal 19.3	Journal 11.7	Benny Hill 9.6	Ça cartoon 2.7	Journal 3.7	Mme est servie 4.2
20 h 55	57.9	Hibernatus 20.1	Vie en miettes 16.2	Océaniques 5.8	Chocolat 3.1	Tora Tora Tora 7.7	Dakota Harris 6.3
22 h 8	49.9	Ciné dimanche 11.3	Vie en miettes 15.6	Soir 3 3.0	Chocolat 2.7	Tora Tora Tora 11.6	6 minutes 3.5
22 h 44	35.5	Veuve Couderc 10.1	Etoiles 3.2	Freaks 3.8	Mr. Ripois 0.7	Tora Tora Tora 13.2	Les tentations 5.1

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5080

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II								■	
III									
IV			■			■			
V							■		
VI						■			
VII		■		■					
VIII			■						
IX									■
X	■				■			■	
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Pousse à la consommation. – II. Telle une mer dans laquelle on ne saurait se baigner. – III. Susceptible de brûler. – IV. Réfléchi. Orientation. Prouve qu'on a peut-être fait tout un plat. – V. Participe à des attaques. Vient de haut. – VI. On y fabrique des pompes. Lettre grecque. – VII. Qui ne coulent donc plus de source. – VIII. Lettres de facteur. Ne laisse donc pas indifférent. – IX. Pour ceux qui jugent utile d'en rajouter. – X. N'avait pas une case de vide. Symbole. – XI. Qui ont encaissé sans rendre la monnaie de la pièce.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui n'ont certes pas rien à perdre. – 2. Ne s'arrête qu'après avoir longtemps circulé. Agit avec empressement. – 3. Vécut parmi les moutons. A un certain souffle. Moyen d'atteindre un but. – 4. Indique une prochaine sortie. Ne fut donc pas détaché. – 5. Ce n'est pas autour du pot qu'elle tourne. – 6. Est rapidement couvert. Les ringards n'y sont pas encore dépassés. – 7. Possessif. Adressée en haut lieu. – 8. Avec eux, on n'y voit que du bleu. – 9. Retire de l'essence. *Homme fort.*

Solution du problème nº 5079

Horizontalement

I. Poissonneries. – II. Haleine. Penseur. – III. Os. Na. Griefs. Ni. – IV. Tirelire. Lieuse. – V. Osé. Ecu. Dur. – VI. Gage. Ussel. Or. – VII. Ra. Mode. Ailées. – VIII. Alpaga. Egaie. Ta. – IX. Plénum. Vent. – X. Honte. Bas. Elève. – XI. Désirs. Isatis. – XII. Sou. Nains. Ré. – XIII. Ulm. Divisible. – XIV. Préavisé. Unions. – XV. Sucés. Eon. Tu.

Verticalement

1. Photographes. – 2. Oasis. Allô. Ours. – 3. Il. Reg. Pendule. – 4. Séné. Amante. Mas. – 5. Sialagogues. Vu. – 6. On. Edam. Indic. – 7. Nègre. Braise. – 8. Reçu. Evasives. – 9. Epi. Usages. Ni. – 10. Réel. Sian. Issue. – 11. Infidélités. Ino. – 12. Esseulée. Lambin. – 13. Se. Ur. Net. Lô. – 14. Uns. Ost. Virent. – 15. Crieur. Alèse. Su.

GUY BROUTY.

● **La revue *Icare* fait revivre les Forces aériennes françaises libres.** – *Avec son numéro 128*, la revue *Icare* entreprend de raconter les débuts des forces aériennes françaises libres au Moyen-Orient et en Angleterre. Qui se souvient de Daniel Clostre, abattu sous l'uniforme britannique en avril 1941 ? Sait-on qu'une poignée de Français a participé à la première bataille de Tobrouk ? Qui connaît Robert Cunibil, seul rescapé du Free French Flight nº 1 engagé dans la campagne d'Abyssinie ? Dans les numéros suivants, il sera question des groupes Alsace, Ile-de-France, Berry et des fameuses Cigognes.

★ *Icare*, nº 128, 100 F. Tour Essor 93, 14-16, rue de Scandicci, 93500 Pantin. Tél. : 48-43-61-31.

loto
TIRAGE DU LOTO Nº 35
DU SAMEDI 2 SEPTEMBRE 1989
22 34 36 39 40 41 — 26
PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1
MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1989 A 20 H 35
ET SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1989 A 20 H 35
3615 LOTO

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE
6 BONS Nº	2	2 946 675,00 F
5 BONS Nº + complémentaire	33	99 140,00 F
5 BONS Nº	1 506	7 075,00 F
4 BONS Nº	77 061	140,00 F
3 BONS Nº	1 407 462	11,00 F

BONUS DU SAMEDI 115 605
3 bons numéros + complémentaire, 11,00 F x 2 = 22,00 F

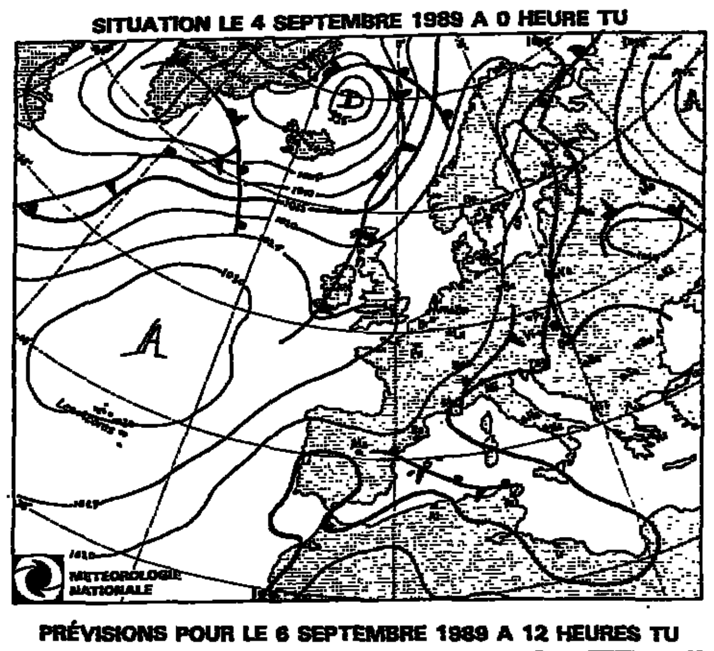
LOTO SPORTIF
RESULTATS COMPLETS Nº 39
MATCH DU JOUR BOLOGNE 2 INTER MILAN 2

12 bons pronostics	2	769 407,00 F
11 bons pronostics	42	39 588,00 F
10 bons pronostics	674	2 580,00 F
MATCH DU JOUR	12 537	61,00 F

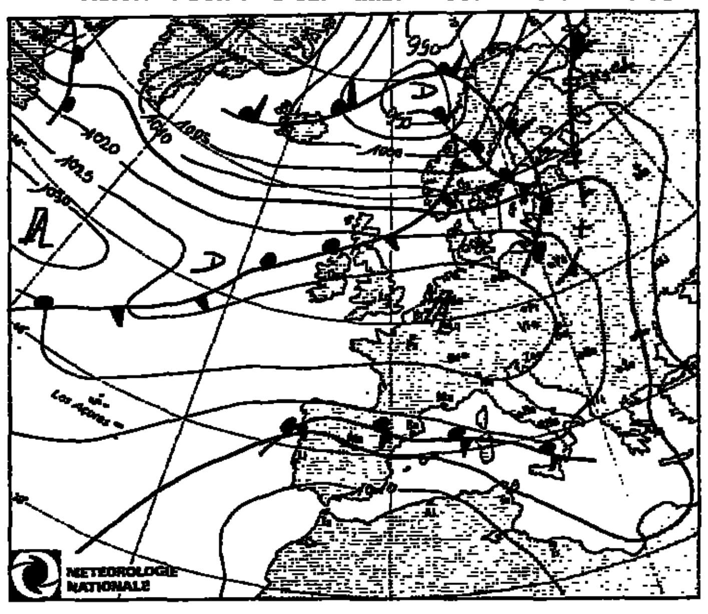
NUMERO PACTOLE : 0
Tirage du Dimanche 3 Sept. 1989

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 septembre à 0 h et le mardi 5 septembre à 24 heures.

Le temps restera calme et généralement ensoleillé sur la France.

En effet, un puissant anticyclone va se développer de l'Atlantique vers l'Europe de l'Ouest lundi, puis jusqu'à la Russie mardi. Il repoussera les perturbations atlantiques vers le nord des îles Britanniques et la Scandinavie et empêchera la remontée des pluies orageuses du sud de l'Espagne et de l'Afrique du Nord.

Mardi : passages nuageux au Nord, soleil ailleurs.

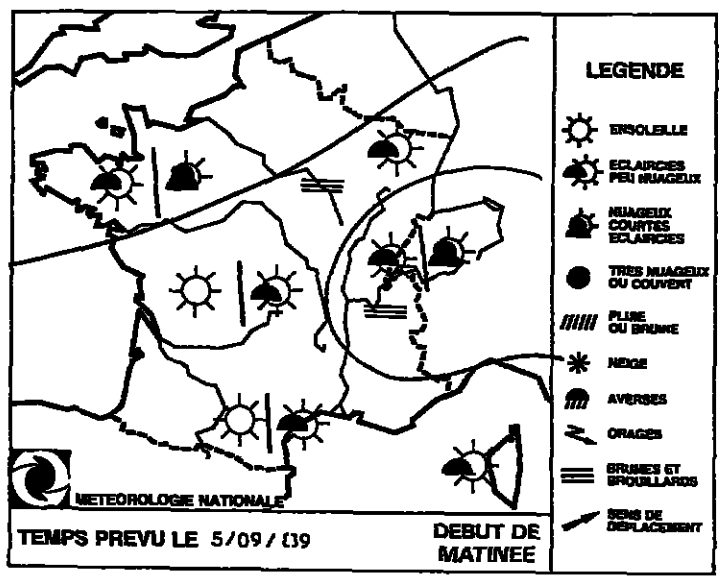
Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera nuageux en début de journée. Au fil des heures, le soleil percera cette couche nuageuse. Les éclaircies seront assez belles l'après-midi.

Sur les Pays de Loire, l'Ile-de-France, la Picardie et Champagne-Ardenne, le soleil sera généreux en matinée. L'après-midi, des passages nuageux le masqueront par moments mais cette dégradation restera limitée.

Sur les autres régions, le temps sera bien ensoleillé toute la journée. Seuls quelques bancs de nuages élevés et de petits cumulus seront présents.

Dans le Sud-Est, mistral et tramontane souffleront modérément. Ils faibliront en soirée.

Les températures matinales seront fraîches : 4 à 9 degrés dans les terres, 10 à 14 degrés près des côtes et sur les régions méditerranéennes. Celles de l'après-midi seront plus clémentes : elles atteindront 23 à 25 degrés dans le Midi, 19 à 23 degrés plus au nord.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-9-1989 à 6 heures TU et le 4-9-1989 à 6 heures TU — le 4-9-1989

FRANCE			
AJACCIO	25	15	D
BIARRITZ	21	11	N
BORDEAUX	23	7	D
BOURGES	20	7	D
BREST	20	9	D
CAEN	18	10	C
CHERBOURG	16	10	C
CLERMONT-FERR.	20	7	D
DIJON	18	6	D
GRENOBLE St-M-H	20	8	D
LILLE	17	7	D
LIMOGES	19	10	D
LYON	21	11	D
MARSEILLE-MAR.	24	14	D
NANCY	17	5	D
NANTES	21	10	N
NICE	23	16	N
PARIS-MONTS.	20	11	D
PAU	22	7	D
PERPIGNAN	25	14	D
RENNES	21	7	N
ST-ETIENNE	18	7	–
STRASBOURG	16	7	D
TOURS	21	10	D
TOULOUSE	23	8	D
POINTE-A-PITRE	33	25	D

ÉTRANGER			
ALGER	29	22	N
AMSTERDAM	18	8	C
ATHÈNES	28	23	D
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	26	16	C
BELGRADE	21	14	C
BERLIN	18	9	C
BRUXELLES	18	5	D
LE CAIRE	34	22	D
COPENHAGUE	18	8	N
DAKAR	30	27	D
DELHI	31	25	D
DJERBA	31	24	D
GENÈVE	19	9	N
HONGKONG	32	26	A
ISTANBUL	28	19	D
JÉRUSALEM	29	17	D
LISBONNE	31	18	D
LONDRES	19	12	C
LOS ANGELES	22	14	D
LUXEMBOURG	16	7	N
MADRID	26	14	N
MARRAKECH	38	17	N
MEXICO	24	12	B
MILAN	20	13	N
MONTRÉAL	21	7	D
MOSCOU	20	12	C
NAIROBI	22	13	C
NEW-YORK	27	17	D
OSLO	20	6	D
PALMA-DE-MAL.	28	18	N
PÉKIN	29	19	C
RIO-DE-JANEIRO	21	18	N
ROME	24	18	N
SINGAPOUR	29	21	O
STOCKHOLM	20	5	D
SYDNEY	17	11	N
TOKYO	30	24	A
TUNIS	30	20	O
VARSOVIE	14	12	P
VENISE	22	14	P
VIENNE	15	12	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الاصل

Le Monde

ECONOMIE

LA GESTION DE L'EMPLOI EN EUROPE

Assurer le nombre et la qualité

Travail précaire, formation, mobilité interne... toutes les entreprises n'ont pas la même réponse au manque de main-d'œuvre qualifiée.

DANS des économies *« en sortie de crise »*, les entreprises européennes connaissent à peu près les mêmes problèmes et imaginent des solutions relativement voisines, l'influence nationale des réglementations ou des relations sociales mise à part.

Mais il ressort aussi d'une étude comparative menée par M. Bernard Brunhes que deux grands modèles s'opposent, entre lesquels *« l'Europe hésite »*, à la croisée des chemins de la reprise. Symbolisé par la Grande-Bretagne, d'une part, et les pays scandinaves et la RFA, d'autre part, le débat sur les stratégies en devenir renvoie dos à dos, et presque terme pour terme, *« flexibilité externe »* et *« flexibilité interne »*, gestion *« quantitative »* ou *« qualitative »* de la main-d'œuvre. Avec, pour pivot, le rôle de la formation continue des adultes, plus que jamais lié à l'impératif de modernisation de la production.

Si l'on suit, en effet, le raisonnement de M. Bernard Brunhes, tel qu'il est exposé dans le rapport sur les expériences européennes de *« gestion prévisionnelle de l'emploi »* qui lui avait été commandé par la Délégation à l'emploi (1), l'enjeu actuel et commun réside dans *« la capacité globale d'adaptation des salariés aux nouvelles technologies »* et dans la préparation des futures restructurations, moins rudes que les précédentes.

Tous les pays, à des degrés divers, se trouvent dans une situation identique. Après les fortes réductions d'effectifs, qui ont été le plus souvent obtenues en interrompant prématurément la vie active, les contraintes démographiques pèsent sur l'avenir, même si, dans plusieurs cas, le chômage demeure important. Les pyramides des âges sont bousculées, la plupart des chefs d'entreprise se plaignent des effets désastreux, tant socialement que pour les savoir-faire, de restructurations dont le coût est aujourd'hui *« jugé (...) exorbitant »*.

Du neuf avec des vieux

Partout, à plus ou moins brève échéance, le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail va diminuer ou se tarir. D'ailleurs, des *« tensions »*, dues à des offres d'emplois qualifiés non satisfaites, se manifestent. Il y a risque de pénurie de main-d'œuvre, auquel les Français, les Italiens et les Espagnols ne prêtent pas encore beaucoup d'attention mais qui oblige à la prévision et commande la formation des adultes présents dans les entreprises. Il faut savoir faire du neuf avec des « vieux »...

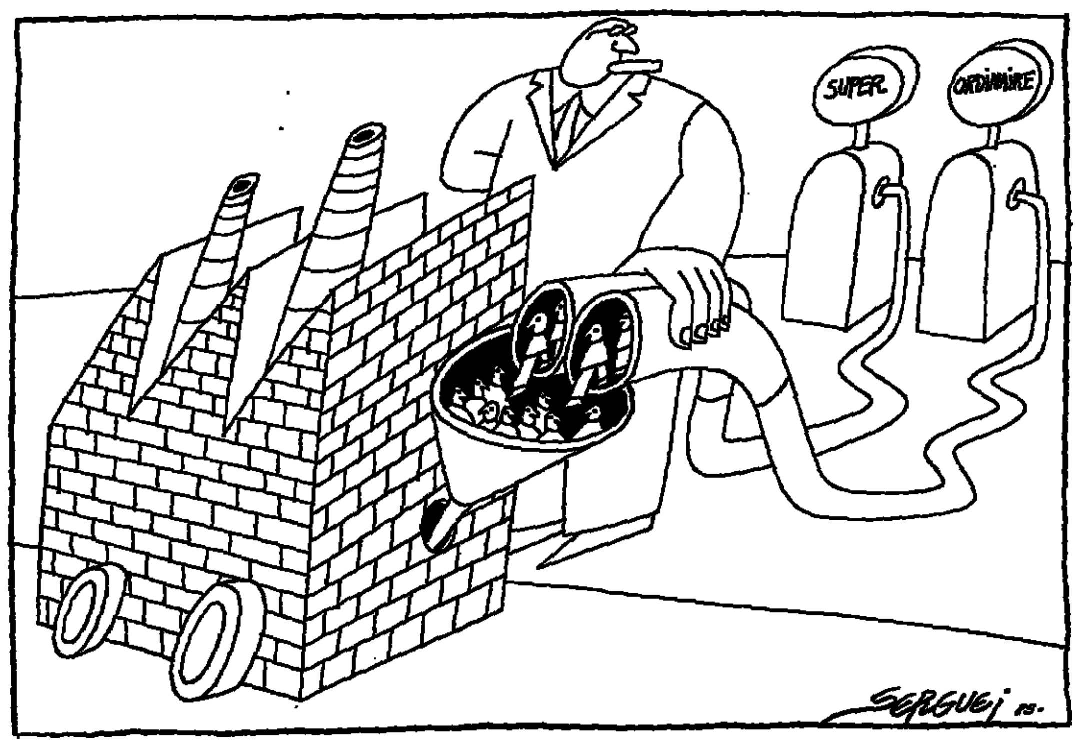
Face à ces rendez-vous, l'Europe doit choisir entre deux options qui fonctionnent selon des variantes dans tous les pays. D'un côté se rassemblent les tenants de *« la flexibilité à court terme »* qui ajustent l'emploi aux besoins immédiats et qui sont prêts à accepter *« les inconvénients sociaux de la précarité »* pour la souplesse qu'elle offre. Mais ceux-là commencent à s'inquiéter des risques de déséquilibre social et s'aperçoivent que cette voie n'est pas toujours compatible avec le maintien d'un haut niveau de formation. De l'autre côté se retrouvent ceux qui croient à l'emploi comme *« arme du développement »*. Ils estiment alors qu'un personnel attaché à l'entreprise, régulièrement formé, assuré d'une certaine sécurité mais surtout capable d'offrir une *« grande flexibilité interne »* en contrepartie, est la condition du dynamisme technique et commercial. Ce qui ne les empêche pas de noter l'existence de rigidités ou de souhaiter davantage de mobilité – géographique encore plus que professionnelle, puisque cette dernière est acquise, – et de vouloir introduire des facilités nouvelles dans leur organisation du travail.

Le « braconnage » anglais

Autour de cette question fondamentale qui partage les dirigeants européens, la série d'entretiens menée par M. Brunhes auprès d'une trentaine d'entreprises parmi les plus grosses – et de tous les secteurs – apporte un éclairage saisissant. Des scénarios se dessinent, qui façonnent le futur.

Dans la version anglaise, la plus typée sans aucun doute, les conséquences affleurent déjà. Les organisations patronales se montrent par exemple plus critiques désormais à l'égard d'une flexibilité qui freine la capacité de formation continue des salariés, *« évidemment très réduite pour les travailleurs précaires »*. Celle-ci finit par être jugée *« excessive »* chez Marks and Spencer, une chaîne de magasins qui ressent la nécessité d'aboutir à une gestion optimale, comme ses concurrents européens.

Nombre d'entreprises font état de difficultés à recruter des jeunes et se tournent maintenant vers les marginaux ou les exclus pour les réintégrer à la va-vite alors qu'elles recherchent du personnel qualifié. Pendant des années, le patronat britannique *« a fait l'impasse sur la formation »* et les anciens dispositifs paritaires sont tombés progressivement en désuétude. La loi n'imposant pas de *« système contraignant »* pour son financement, on constate de grandes insuffisances sur le niveau moyen de qualification et, actuellement, 85 % des entreprises ne forment pas leurs salariés.



Avec la reprise, le résultat ne s'est pas fait attendre, qui risque fort d'hypothéquer la croissance retrouvée. Chaque employeur va chercher sur le marché du travail les qualifications qu'il ne possède pas chez lui. On assiste à des phénomènes de *« braconnage »*, de plus en plus décriés. Les tentatives de débauchage se multiplient, notamment pour les compétences les plus rares. Il existe une surenchère qui élargit l'éventail des salaires et peut nourrir l'inflation.

L'économie britannique se dispute les plus qualifiés, au point de perturber la structure des revenus, et devient vulnérable car elle ne peut pas alimenter son développement par le recours à une main-d'œuvre performante. La gestion quantitative de l'emploi, qui avait permis au gouvernement de Mme Thatcher de tailler dans le vif dès le début des années 80, et qui a favorisé un redressement plus rapide, trouve là ses limites.

Moins spectaculaire, la gestion qualitative, partenaire obligé de la flexibilité interne en usage dans les pays d'Europe du Nord et particulièrement en Suède, offre une version radicalement opposée. Faute de pouvoir licencier massivement, en raison de traditions sociales fortes, les entreprises ont dû y jouer la carte de la concertation et de l'anticipation en tablant sur *« la maturité des partenaires »*. Les réductions d'effectifs ne se concevaient que dans le cadre d'un plan social permettant réellement la réinsertion, prévoyant la formation, et concernaient les *« derniers entrés »* en Suède, les *« moins fragiles »* en Allemagne fédérale, ou étaient établies, aux Pays-Bas, dans *« un climat de confiance et de collaboration positive »*.

Attirer les jeunes

En revanche, ces pays se sont de longue date appuyés sur une pratique de la formation qui permet de disposer de qualifications plus élevées ou, dans le meilleur des cas, de prévenir les évolutions. A l'évidence, la Suède a acquis une grande expérience en la matière, qui lui a permis tout à la fois de réussir plus vite que d'autres pays ses restructurations industrielles, et sans trop de casse comme dans le cas de la construction navale, et qui a su favoriser le redéploiement de ses professions. Mieux, et avec l'aide de l'Etat, les entreprises ont pu relever le niveau de qualification de leur personnel et intégrer des chômeurs moins formés au nom de ce qu'on appelle la *« mobilité ascensionnelle »*.

Mais, là aussi, les mécanismes finissent par patiner. En régime de plein-emploi avec 1,6 % de chômeurs, la Suède s'interroge sur les moyens d'attirer les jeunes dans l'industrie, puis de les garder, à cause de l'attraction exercée par les services. Il lui faut apprendre à *« prolonger la durée de vie des salariés »* et, par exemple chez Volvo, faire en sorte que la production soit assurée par des ouvriers âgés, sensibles du dos notamment. Aux Pays-Bas, Philips se soucie de la manière dont le groupe pourra conserver des *« qualifications obsolètes »*, le marché du travail devant se raréfier.

La RFA, elle aussi soumise à la baisse de sa population active, enregistre les premiers signes alarmants. Les jeunes ne vont plus vers certains métiers, BMW doit répondre aux mêmes problèmes de santé des travailleurs que son concurrent suédois et, pour la première fois l'an passé, cinquante mille postes d'apprentis sont restés vacants. Du coup, les entreprises s'interrogent sur la formation des adultes, reconnaissent la *« part faible de la formation de perfectionnement ou de requalification »* dans leurs programmes et en viennent à lorgner l'exemple français, en vigueur depuis la loi de 1971...

De son périple dans la diversité européenne, M. Bernard Brunhes retire quelques leçons générales. Tous les dirigeants d'entreprise de chaque pays se rendent progressivement à la nécessité de la gestion prévisionnelle de l'emploi qui, pour être efficace, doit être décentralisée, tant de la part des pouvoirs publics que des états-majors de groupes. C'est encore au niveau local que l'on connaît le mieux les capacités du marché du travail et que l'on peut y répondre.

Mais tout cela suppose que soient réunies plusieurs conditions. Avec son syndicalisme affaibli, atomisé en corporations parfois rivales, l'économie britannique ne dispose pas de l'interlocuteur qui ferait revenir sur les habitudes, par exemple, de n'annoncer les restructurations qu'au dernier moment, prétendument pour éviter les explosions sociales. Manifestement l'organisation des rapports sociaux en vigueur dans les pays d'Europe du Nord correspond mieux au *« changement de comportement »* qui paraît se dégager, la *« codétermination »* ou la *« cogestion »* ayant très largement précédé ce qui apparaît comme la méthode adaptée à une gestion moderne.

Le refus français du choix

Et la France ? Géographiquement, politiquement et socialement, elle oscille entre les deux modèles avec une forte tentation, renforcée par son goût du pragmatisme, de se rapprocher de la méthode britannique. *« Tous les pays ont fait de la gestion quantitative dans les années 70, et nous en sommes encore là »*, regrette M. Brunhes.

Avec un chômage persistant, tout comme l'Espagne et l'Italie, un volume de créations d'emplois encore trop faible, la France n'a, en effet, pas encore rompu avec les raisonnements des années de crise, malgré les indices favorables. Et elle a encore moins fait clairement son choix entre deux orientations possibles. Pour l'instant, et sans se l'avouer, elle recherche la reprise au coût anglais, pour ne pas sacrifier une génération de chômeurs, tout en espérant revenir ensuite à la manière très social-démocrate des pays d'Europe du Nord qui, au fond, la comblerait.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Le document a servi de base à un colloque sur ce thème, en avril dernier, organisé par le ministère du travail.

SORTIR DE LA CRISE

Revenir aux besoins

Après quinze ans de stagnation, les politiques d'ajustement ne suffiront pas à assurer une reprise durable.

par JEAN-PIERRE BERLAN (*) et PHILIPPE GILLES (**)

EN injectant d'immenses liquidités dans le système financier en octobre 1987, la banque centrale des Etats-Unis, en coopération avec celles des autres grands pays industriels, a permis d'éviter que le krach boursier ne se transforme en dépression économique. Après une quinzaine d'années de stagnation, la conjoncture en Europe s'améliore, en partie parce que l'économie américaine poursuit sur sa lancée son cycle d'expansion le plus long depuis la guerre. Cela suffit pour que les uns attribuent cette amélioration au courage de leur politique d'austérité et les autres à leur libéralisme dont la profondeur philosophique et théorique compenserait la brièveté de leur passage aux affaires.

Cette myopie historique présente s'explique par l'idéologie de l'équilibre et de l'harmonie dont les modèles formels de la théorie économique dominante sont la traduction « scientifique » ; par le succès relatif des politiques économiques fondées sur ce que Mme Joan Robinson qualifiait de *« keynésianisme bâtard »* ; enfin, par cette attitude naturelle des sociétés de s'accommoder d'une crise contenue plutôt que d'écouter les chuchotements des périls qui montent. L'embellie actuelle annonce-t-elle une croissance comme celle de l'après-guerre ? Est-elle une rémission conjoncturelle d'une maladie grave, exigeant de profondes réformes ?

Première évidence : la montée générale du chômage dans les pays de l'OCDE et la stagnation ou la progression très ralentie de la production industrielle sauf dans quelques pays. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux de chômage est resté stable depuis une dizaine d'années : sa baisse aux Etats-Unis après l'expansion cyclique la plus longue que ce pays ait connue est compensée par son augmentation en Europe ; les emplois de services créés sont précaires et ces nouveaux employés n'ont pas grand-chose de commun avec les ouvriers solidement épaulés par leurs syndicats des années 50 et 60. La sensibilité économique au cycle de la conjoncture s'est sans doute accrue.

Deuxième évidence : la militarisation des économies occidentales, particulièrement des Etats-Unis. Il y avait dans ce pays avant la seconde guerre mondiale deux cent cinquante mille soldats... Economiquement, il s'agit de compenser la faiblesse de la demande effective, d'accélérer le progrès technique et d'entraîner ainsi le secteur civil. Politiquement, il s'agit, à l'intérieur, de souder les pays autour de leur classe dirigeante, à l'extérieur, d'imposer au bloc rival des dépenses insoutenables.

Une demande poussive

Mais cette militarisation, par son ampleur même, devient contre-productive du point de vue des objectifs initiaux. Le formidable accroissement des dépenses militaires américaines a eu, par exemple, des retombées économiques immédiates favorables en termes d'emplois et des effets pervers multiples pour l'avenir, c'est-à-dire maintenant.

(Lire la suite page 20.)

(*) Directeur de recherche à l'INRA-CEDERS, université d'Aix-Marseille-II.
(**) Chercheur au CEDERS.

3ème CYCLE-MBA*

UNE FORMATION DISPENSEE EN ANGLAIS QUI DONNE, EN 18 MOIS, UNE APPROCHE CONCRETE DU MANAGEMENT INTERNATIONAL COMPARE, ET DONT LES CURSUS PEDAGOGIQUES SE DEROULENT A PARIS, NEW YORK ET TOKYO, AINSI QUE DANS LES CENTRES AFFILIES DE L'INSTITUT- SEOUL, TAIWAN, SINGAPOUR HONG KONG, PEKIN, SHANGHAI ET MOSCOU.

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement libre d'enseignement supérieur
123 RUE DE LONGCHAMP 75116 PARIS
TEL 45 53 60 00 - POSTE 1200
MINITEL 36 16 ISG

*The Official Guide to MBA programs - Princeton New Jersey - March 1989 -

LA DÉCENTRALISATION A L'ITALIENNE

Une politique en trompe-l'œil

Peu d'impôts locaux, peu de subventions globales : le pouvoir appartient plus aux ministres et aux parlementaires qu'aux collectivités.

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

L'ITALIE passe en France pour un pays décentralisé, où les collectivités locales prennent leur destin en main et conduisent des politiques actives. On y trouve, comme chez nous, trois niveaux de collectivités territoriales : des communes, des provinces (qui correspondent à nos départements) et des régions. Ces collectivités territoriales ont-elles, comme on l'a souvent dit ou cru, beaucoup de pouvoirs ?

Elles ont certainement, et depuis près de vingt ans, le pouvoir de délibérer, de planifier, de réglementer. Elles ne s'en privent pas, et produisent toutes sortes de plans et de projets. Mais elles n'ont guère le pouvoir de *faire*. Elles ont peu d'autonomie parce qu'elles lèvent peu d'impôts, reçoivent peu de subventions globales, et obtiennent peu d'emprunts globaux.

Il n'y a pour ainsi dire pas d'impôts locaux en Italie. En 1987, les impôts collectés par les collectivités territoriales en Italie s'élevaient à 460 F par habitant. Le chiffre comparable pour la France était de 4 400 F, à peu près dix fois plus élevé. Une autre façon de considérer l'importance des impôts locaux consiste à les rapporter aux ressources totales des collectivités territoriales : on trouve un chiffre d'environ 9 % pour l'Italie et de 45 % en France. Paradoxalement, c'est au début des années 70, lorsqu'a été introduite en Italie la décentralisation, que l'on a supprimé les plus féconds des impôts locaux.

Les subventions aux collectivités locales sont surtout des subventions spécifiques. Les subventions italiennes sont-elles des subventions globales, que les communes, les provinces et les régions peuvent utiliser à leur guise ? Non. Dans les années 70, la part des subventions globales a été importante. Mais cette part a rapidement décliné dans les années 80. Elle est d'environ 30 % aujourd'hui, et surtout importante pour les communes. Mais ces subventions globales sont pratiquement toutes mangées par les dépenses courantes et inévitables. Les dépenses d'investissement, où peut se marquer la volonté politique des collectivités locales, sont donc en Italie surtout financées par l'emprunt.

Les emprunts, principalement auprès de *la Caisse des dépôts* italienne, sont – comme autrefois en France – des emprunts spécifiques, accordés projet par projet, et donc soumis au contrôle de Rome.

Le jeu des « lois spéciales »

Le montant des ressources que les collectivités locales italiennes peuvent utiliser librement est donc faible : peut-être 40 % du total. Le contraste avec la France est frappant. Chez nous, les collectivités contrôlent *l'emploi de pratiquement toutes* leurs ressources, à l'exception de quelques petites subventions spécifiques résiduelles.

De plus, tous les investissements importants, et beaucoup d'investissements moins importants, en particulier dans le Mezzogiorno, sont financés directement par l'Etat central, et n'apparaissent même pas dans les comptes des collectivités territoriales. Pour l'essentiel les dépenses territoriales sont donc financées par Rome. Cas par cas. « Loi spéciale » par « loi spéciale ». A Venise, par exemple, on s'apprête à construire, à un coût de plus de 10 milliards de francs, les digues qui protègeront la lagune et la Cité des doges de *l'alta acqua*. Mais pas une lire de cette somme n'est payée par les contribuables de la ville, de la province ou de la région. Et cette dépense ne résulte pas d'une décision de ces collectivités *territoriales mais* d'une délibération du conseil des ministres et d'un vote du Parlement italien.

On met ici le doigt sur l'un des ressorts du pouvoir politique en Italie. Sur chaque grosse dépense, les Italiens mettent une signature. Les digues de Venise, par exemple, c'est *le* vice-président du conseil. L'homme politique puissant, c'est celui qui est capable d'attirer sur sa région la manne du budget national. Parlementaire, ministre en exercice ou en puissance, il est habile dans l'art de constituer les coalitions régionales ou politiques efficaces : ma « loi spéciale » contre la tienne, telle dépense pour ma région contre mon soutien lors d'un vote décisif. C'est de ces largesses qu'il tire son pouvoir local. Il n'y a pas de cumul des mandats en Italie et notre homme n'est ni *maire ni président de* conseil provincial ou régional. Mais il contrôle ces élus, qui lui doivent, en quelque sorte, ce qu'ils donnent à leurs électeurs, et qui, en échange, le soutiennent.

Tout cela fait beaucoup de barbichettes bien tenues, ou si l'on préfère de cohabitation et de consensus. Cela a assuré beaucoup de paix sociale et de développement économique, au moins dans le nord du pays. Cela fait aussi beaucoup de déficit : un tel système pousse à la *dépense* publique et *explique* en partie l'extravagant déficit budgétaire italien, qui atteint, et depuis plusieurs années, 12 % du produit national. Mais cela fait bien peu de décentralisation. Pour le meilleur ou pour le pire, l'Italie est l'un des pays les plus centralisés d'Europe.

Dans l'église Saint-Ignace, à Rome, lorsqu'on lève les yeux, on admire l'audacieuse architecture d'une élégante coupole. Lorsque l'on ouvre son guide, on apprend qu'il s'agit d'un plafond adroitement peint. Cela s'appelle un trompe-l'œil.

(*) Professeur à l'université Paris-XII.

SORTIR DE LA CRISE

Revenir aux besoins

(Suite de la page 19.)

Citons l'accumulation de déficits budgétaires ; la perte de compétitivité économique (dont témoignent les déficits extérieurs) par suite du poids du secteur protégé militaire et des retombées maintenant limitées des progrès de la technologie militaire sur le secteur civil (on découvre tardivement que l'efficacité de l'art de tuer ne sert peut-être pas celui de vivre ; l'accroissement de l'inégalité de la répartition des revenus, la qualification et la technicité exigées dans l'armement excluant les minorités. Tandis que les navires de guerre américains (et français !) protègent les pétroliers à destination du Japon, l'expansion de l'appareil militaire accompagne la contraction relative de la puissance économique.

Condamnés à la paix sur le territoire par la vulnérabilité de leur système économique et social et la puissance et la précision des armes modernes, conventionnelles ou non, les pays industriels ont cherché et trouvé de nouveaux débouchés pour leurs industries d'armement dans les pays du tiers-monde. Vendant avec équanimité des armes aux belligérants de façon que les conflits perdirent sans vainqueur ni vaincu – comme le montre la guerre Iran-Irak – ils voient avec peine arriver la fin des conflits et avec inquiétude croître l'insolvabilité de leurs clients.

Troisième évidence : la stagnation économique depuis plus de quinze ans. Elle mérite quelques explications. Il n'y a rien de commun entre les immenses besoins en capital de l'après-guerre, suscités par la reconstruction de pays dévastés et par la transformation *extraordinaire du mode de consommation* (particulièrement par le recours au crédit) et de vie (automobile, urbanisation, loisirs), et les poussifs besoins solvables d'aujourd'hui, que l'immense effort commercial et publicitaire actuel stimule avec peine.

Quatrième évidence : la spéculation commencée il y a une demi-douzaine d'années continue en dépit d'un avertissement sévère. L'idée de « découplage » entre l'économie financière et l'économie « réelle » rend compte d'une série de phénomènes tout en occultant, à notre avis, le *« couplage »* essentiel de la période historique que nous vivons : entre la stagnation et la spéculation. Lorsque l'épargne et le capital ne peuvent s'investir profitablement dans la production, ils se dirigent vers la spéculation (financière, immobilière, artistique, etc.). Cette forme d'inflation propre au capital est considérée comme un signe de santé contrairement à l'inflation des années 70 qui touchait, elle, les biens salariaux...

Un océan de dettes

L'empilement gigantesque des dettes des Etats, des entreprises et des ménages a préparé et nourri la croissance explosive d'une *« économie de casino »*, caractérisée par l'autonomisation apparente de la sphère financière. La dérégulation des marchés financiers, accélérée depuis quelques années sous la pression des grandes banques, conduit à multiplier les outils de spéculation. L'explosion des places financières n'a pas grand-chose à voir avec une rationalité économique ou industrielle, même si l'on fait semblant de croire que les OPA se justifient par des synergies (?), ou qu'elles sanctionnent des conseils d'administration paresseux.

Si cette spéculation prolonge l'expansion grâce à la consommation ostentatoire des nouveaux riches, aux investissements en ordinateurs et en bureaux, l'augmentation correspondante des coûts de collecte et de gestion de l'épargne et du capital exclut une baisse sérieuse des taux d'intérêt. Le déficit budgétaire américain et l'augmentation continue de la dette publique ne suffisent pas à expliquer le niveau actuel élevé des taux d'intérêt : à l'issue de la guerre, la dette publique représentait un pourcentage du PNB trois fois plus élevé qu'actuellement (50 %), mais les taux longs d'intérêt ne dépassaient pas 3 %. Les banques étaient fermement tenues par la puissance publique. Maintenant, le poids de ce qui est devenu d'abord un secteur spéculatif rendra difficile la reprise économique après le retournement du cycle des affaires.

Ce retournement est proche si l'on en juge par les précédents historiques : deux, quatre, huit mois ? Il risque d'exercer des effets d'autant plus ravageurs que *l'économie mondiale* nage dans un océan de dettes – des Etats, des entreprises, des banques, des particuliers – dont une partie ne vaut pas le papier (ou les mémoires informatiques) qui les garantissent. Le choix risque d'être entre une récession menaçant de se transformer en effondrement et une vigoureuse inflation alimentée par de nouvelles injections de liquidités.

Les tenants de la libéralisation *des marchés devraient se rappeler* que la crise financière du tiers-monde, si menaçante, est le résultat direct de la politique des grandes banques internationales. Pour recycler les pétro-dollars, n'ont-elles pas au mépris de toute prudence écarté les institutions internationales, au premier rang desquelles le Fonds *monétaire international, pour vendre* des dettes au tiers-monde. Puis, à partir de la crise mexicaine de 1981, sous le prétexte de « sauver » ce pays et de nombreux autres, et, en réalité pour s'éviter des désastres dont, en bonne logique libérale, elles auraient dû payer le prix, le FMI, la Banque mondiale et les Etats – le contribuable – ont dû venir à leur rescousse.

La cinquième évidence porte sur les politiques économiques d'« ajustement » mises en œuvre depuis près d'une dizaine d'années dans les pays occidentaux et imposées avec une brutalité inouïe aux pays du tiers-monde. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France même (1) mènent des politiques « libérales » qui sont fondées sur le credo suivant : les entreprises et les détenteurs de capitaux doivent faire des profits, lesquels seront réinvestis et créeront des emplois. L'Etat doit voir son rôle réduit, puisqu'il bloque ce mécanisme en prélevant des ressources qui seraient investies si elles n'étaient pas consommées. Ces politiques reposent sur trois postulats, celui d'un capitalisme redistributif, celui d'une croissance qui serait limitée par la capacité d'épargner, et, enfin, celui d'un équilibre automatique entre l'épargne et l'investissement.

Les ravages du credo libéral

L'idée que le mécanisme d'épargne et d'investissement redistribuerait les richesses n'est pas fondé ni en fait ni en théorie. Ce mécanisme, *le cœur même du capitalisme et la* source de ses plus grands succès, assure ce que de Marx aux « cambridgiens », on appelle l'accumulation – la concentration de la richesse sociale entre les mains des détenteurs de capitaux. 0,5 % de la population aux Etats-Unis détient en 1983 plus d'actifs nets (35,1 %) que 90 % de la population (28,2 %) (2) et cette inégalité s'est accrue avec la politique reaganienne.

Dans la situation actuelle de stagnation, les politiques de redistribution des revenus en faveur des riches – dans l'espoir que l'augmentation de leur épargne conduira à des investissements supplémentaires – aggravent le mal et accentuent l'évolution vers une société duale. Cet effet défavorable sur la demande effective a cependant été compensé par l'augmentation rapide des dépenses militaires.

Ces politiques ont pourtant *été* mises en œuvre avec obstination à l'échelle du monde par les organisations financières internationales. Le *credo libéral ravage des pays et des* peuples. Au Brésil, le pouvoir d'achat ouvrier a baissé de 40 % entre 1984 et 1986. L'Argentine est au bout du rouleau. Soulignons que la Corée du Sud et les « dragons » asiatiques cités constamment en exemple se caractérisent par une intervention minutieuse de l'Etat dans tous les aspects de la vie économique !

Quant à l'idée d'un équilibre *automatique, il a fallu près d'un siècle* de réflexion économique (si l'on exclut Marx) pour sortir de la préhistoire de la loi de Say et comprendre le caractère contingent et contradictoire de l'ajustement macro-économique épargne-investissement. Il suffit de s'arrêter là, car de Marx à Morishima en passant par Keynes, *il s'agit d'une évidence* que l'air du temps commande d'ignorer.

Une planète dévastée

La sixième et dernière évidence est l'absence d'un chef de file incontesté. L'histoire du capitalisme montre qu'il ne peut s'en passer. Certes, les réunions des chefs d'Etat et des ministres des finances permettent de mettre en place des dispositifs de sauvetage comme par exemple après le krach de 1987, mais pas d'éviter que les contradictions, d'une part entre pays riches, d'autre part entre pays riches et pays pauvres, ne s'amplifient. Les menaces de guerre commerciale sont d'autant plus réelles que, période de stagnation, ce que gagne l'un est perdu par l'autre.

Au-delà du discours lénifiant (les difficultés présentes ne dureront pas, le progrès sera fidèle au rendez-vous de l'histoire...), on peut s'interroger sur les mesures proposées pour sortir de l'impasse. Elles se résument à la notion de relance de l'économie. Or la durée de la crise consacre la faillite du *« keynésianisme bâtard »* capable à la rigueur de réguler les fluctuations conjoncturelles du cycle des affaires, mais incapable de maintenir l'économie à flot.

Ne faut-il pas revenir aux sources de l'interrogation keynésienne sur la capacité du système capitaliste mondial actuel de satisfaire sans une réforme profonde les besoins vitaux de l'humanité – emploi, éducation, santé, retraite – et ses exigences démocratiques ? Ne faut-il pas surtout la renouveler en prenant en compte une nouvelle contrainte qui pèsera d'un poids croissant dans l'avenir, celle de la remise en état puis de l'entretien scrupuleux d'une planète dévastée dont nous ne sommes que les simples locataires ?

JEAN-PIERRE BERLAN et PHILIPPE GILLES.

(1) En France, l'échec de la politique de redistribution des revenus et de relance de la gauche, en 1981, s'explique à la fois par la conjoncture internationale (coup de frein brutal aux Etats-Unis et au Japon) et surtout par la situation industrielle délabrée laissée *par la droite. La relance a profité à* l'étranger.

(2) *Cf Monthly Review*, septembre 1987, page 7. Notre texte s'inspire largement des thèses des économistes américains P. Sweezy et H. Magdoff (*Stagnation and the Financial Explosion*, Monthly Review Press, New-York, 1987) et de la conférence organisée en mai 1988 par la *Monthly Review* et l'université du Massachusetts sur « Instability and Change in the International Economy » (A. MacEwan, B. Tabb Editions, Monthly Review Press, 1989). En France, le livre de B. Rosier, *les Théories des crises économiques* (La Découverte, Paris, 1987) est une excellente introduction.

RENTREE OCTOBRE
2ème CYCLE
MANAGEMENT EUROPEEN
LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES
avec le centre de management aux affaires de GENÈVE
14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES
ADMISSION :
Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS *ou diplôme* C.E.E. équivalent
IEMI
INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL
INFORMATION
(1) 42 66 66 82
71, RUE DU FG-ST-HONORE. 75008 PARIS

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE
Responsable du Personnel
Responsable de la Formation
Responsable du Recrutement
Directeur des Ressources Humaines
10 MOIS D'ENSEIGNEMENT
8 MOIS DE STAGE ENTREPRISE
JOURNÉE PORTES OUVERTES LUNDI 11 SEPTEMBRE 1989 de 10 h à 13 h
2ème cycle
DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES, HUMAINES
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
L'admission est réservée aux titulaires, d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa.
CONCOURS : 3e session 25 SEPTEMBRE 1989.
Inscriptions immédiates :
Tél. 47.57.31.41.
GROUPE IGS Institut de Gestion Sociale
NOM ______ AGE ______
DIPLOME ______
ADRESSE ______
souhaite recevoir une brochure détaillée du 2e cycle de Gestion du Personnel
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret

LA BONNE DIRECTION
ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES
Options Admissions 4e Année
Demandez notre documentation
Nom ......
Prénom ......
Adresse ......
Niveau d'études ......

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
les 3ème Cycles de Management
JOURNÉE PORTES OUVERTES LUNDI 11 SEPTEMBRE 1989 de 10 h à 13 h
10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise
• Agir en généraliste de l'entreprise
• Maîtriser les savoir-faire professionnels
Quatre 3e cycles spécialisés
• Management des ressources humaines et communication
• Management finance et contrôle de gestion
• Management de la qualité totale
• Gestion de projet
Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...)
Concours :
3e session 18 SEPTEMBRE 1989.
Inscriptions immédiates
Renseignements : (1) 47.57.31.41.
GROUPE IGS Institut de Gestion Sociale
NOM ______ PRENOM ______
ADRESSE ______
CODE POSTAL ______ VILLE ______
souhaite recevoir une brochure du 3e cycle de Management cocher la spécialisation choisie
☐ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION
☐ MANAGEMENT FINANCE ET CONTRÔLE DE GESTION
☐ MANAGEMENT DE LA QUALITE TOTALE
☐ GESTION DE PROJET
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret
Etablissement privé d'enseignement supérieur

ÉCONOMIE

AUX ORIGINES DU REPOS HEBDOMADAIRE

Le dimanche interdit

Ce sont les conflits entre les commerçants et le désir de moralisation qui ont abouti à la fermeture dominicale des magasins.

par FRANCIS et CATHERINE DÉMIER (*)

« *LA campagne pour le repos hebdomadaire est une gymnastique fortifiante, un entraînement salutaire à la lutte qui doit pour tous réduire le temps de travail journalier.* » Ce jugement de Luquet, responsable de la CGT, dans *le Mouvement socialiste* de juin 1906, pourrait être repris par ceux qui à l'heure actuelle défendent le repos du dimanche et situent cette conquête dans l'« *héritage* » intangible des acquis sociaux arrachés par le mouvement ouvrier. En réalité, c'est très tardivement et après bien des hésitations que le mouvement ouvrier a associé cet objectif à son combat, et c'est largement par une illusion rétrospective que l'on considère le « repos du dimanche » comme le fruit de batailles militantes.

C'est une loi du 18 novembre 1814, imposée par l'esprit de la Restauration, qui ouvre le débat contemporain sur le repos du dimanche en lui donnant un caractère obligatoire. La monarchie restaurée entend revenir à la pratique traditionnelle du repos dominical observée sous l'Ancien Régime, et s'oppose au libéralisme bourgeois issu de 1789 qui, au nom de la liberté du travail et du progrès, souhaite mobiliser la main-d'œuvre à un moment où s'engage la révolution industrielle.

En dépit de la loi, le respect du repos du dimanche reste très inégal dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Dans les manufactures, le libéralisme l'emporte et il est très courant que l'on contraigne les ouvriers à passer au moins une partie de leur dimanche à entretenir les machines. Mais le travail échappe alors largement à la régularité des contraintes de l'usine et l'ouvrier ajoute parfois le « *saint Lundi* » au repos du dimanche. Dans la province rurale, le dimanche est encore souvent un moment privilégié de la vie d'échanges. En revanche dans l'artisanat urbain traditionnel qui domine encore l'activité économique, le repos du dimanche est largement respecté.

C'est le courant républicain qui s'oppose avec le plus de vigueur à l'idée traditionnelle du repos du dimanche. Après une première initiative, en mars 1848, une loi de 1880 abolit la contrainte du repos obligatoire le dimanche, considéré comme un legs archaïque et clérical de l'Ancien Régime par des républicains qui associent intimement laïcisation politique et libéralisme social.

Un « contre-feu » social

Cette orientation libérale de la nouvelle législation n'a en fait que peu d'impact sur une économie qui traite la question du repos du dimanche selon ses propres contraintes. Au tournant des années 1880 s'affirme plus clairement le monde de la grande usine soucieuse de contrôler et stabiliser sa main-d'œuvre. Pour supporter un travail plus monotone et contraignant, le repos du dimanche est compris de plus en plus comme une nécessité. Selon la commission du travail de l'Assemblée nationale, en 1891 près de 80 % des usines l'ont adopté. Dans les grands magasins – *le Bonheur des dames* de Zola le montre avec clarté – le repos du dimanche, « *où l'on jette son argent* » à la volée, est respecté. Par contre il est presque inconnu dans la petite entreprise urbaine – particulièrement dans l'alimentation, le vêtement – où la pression de la crise et de la concurrence exige des horaires de plus en plus longs.

Dans la mesure où le repos du dimanche est déjà largement pratiqué, c'est plus pour trouver un contre-feu « social » aux questions du salaire et de la limitation du temps de travail soulevées par des luttes ouvrières qui s'amplifient en fin de siècle, qu'un mouvement mené par les élites sociales se développe en faveur du repos du dimanche au tournant des années 1890. Lors de congrès internationaux en 1889 et 1900, des libéraux comme Léon Say, Frédéric Passy, Paul Leroy-Beaulieu, Jules Siegfried, des catholiques surtout, autour d'Henri Lorin, La Tour du Pin, Emile Cheysson (porte-parole de l'école de Le Play), soulignent la nécessité de lutter contre les effets pervers du libéralisme et de faire du combat pour le repos du dimanche le premier pas vers l'établissement d'une union des classes, la restauration de la famille ouvrière et de la sobriété des travailleurs.

De grands industriels – les dirigeants des compagnies de chemin de fer en particulier – des « Comités pour le repos hebdomadaire » animés par l'Œuvre des cercles catholiques, des associations protestantes, des cercles d'ingénieurs se regroupent dans la Ligue populaire pour le repos du dimanche, qui atteint sept mille membres. A Lyon par exemple elle rassemble soyeux, magistrats, ingénieurs, membres du clergé... Les catholiques, dans le sillage d'Albert de Mun, de l'Action populaire, de la revue *l'Association catholique*, jouent un rôle primordial dans l'animation du mouvement. S'ils contribuent à privilégier l'idée de « repos du dimanche » et non celle de « repos hebdomadaire », idée nouvelle avancée désormais par les républicains, ils préconisent avec l'abbé Garnier l'intervention de l'Etat alors que les libéraux se fient à la « *spontanéité du progrès social* » pour établir le repos du dimanche.

Les radicaux, force montante de la fin du siècle sont, eux, partagés entre les adeptes du solidarisme, prêts à rejoindre les mouvements confessionnels pour obtenir une loi, et le gros d'un parti persuadé que cette loi pourrait être fatale au petit commerce, à la petite entreprise, « *force sociale la plus saine* », et par ricochet à l'électorat du parti. L'anticléricalisme apporte à ces derniers une justification toute faite qui oppose encore la tradition républicaine au repos du dimanche. Socialistes et syndicalistes restent gênés face à un mouvement mené par des notables et ne veulent pas dissocier dans leurs projets le repos hebdomadaire de la lutte en faveur de la journée de huit heures.

Terreur dans le petit commerce

Le 13 juillet 1906, dans un climat marqué par de grandes luttes ouvrières et alors que la France reste seule parmi les grandes nations à ne pas disposer de législation sur ce point, une majorité « introuvable » se dégage pour voter massivement la loi sur le repos hebdomadaire. Dans une Chambre dominée par des radicaux finalement convertis à l'utilité d'une mesure législative, la majorité qui vote le projet s'étend des socialistes aux catholiques conservateurs. La loi pose deux principes distincts : le repos hebdomadaire « *interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même salarié* » et doit avoir une durée minimum de vingt-quatre heures consécutives ; ce repos hebdomadaire doit avoir lieu le dimanche. La loi donne enfin aux préfets le droit d'autoriser d'éventuelles dérogations et élude la question du paiement des temps de repos.

Aussitôt votée, la loi est l'objet, surtout à Paris, d'une vive hostilité du petit patronat alors qu'elle ne fait qu'entériner une situation de fait pour la grande entreprise. Chez les commerçants qui appliquent sans réticence la nouvelle loi, la concurrence de ceux qui, n'utilisant pas d'employés, peuvent rester ouverts le dimanche, suscite des conflits incessants. Aussi le petit patronat s'emploie partout à boycotter la loi par les moyens les plus divers : transformation en coopératives à l'abri de la loi, repos donné par roulement et dès lors incontrôlable, multiplication des fêtes locales soustraites à la loi, sur l'initiative des conseils municipaux, blocage des ventes pour les boulangers... La Fédération des commerçants dénonce « *une véritable terreur dans le petit et le moyen commerce* », sous la pression, déjà, des grands magasins et des coopératives.

Le Parti radical, responsable de la loi par son poids dans l'Assemblée, répond à cet appel dès l'automne 1906 et engage le gouvernement à accorder par le biais des préfets un nombre de dérogations tel que la loi est bientôt vidée de son contenu dans les secteurs du commerce, là où précisément elle représentait un réel changement. Dès lors, c'est la CGT qui exhorte les préfets à « *tenir bon* » pour défendre cet « *acquis social* ». Le soutien le plus ferme de la loi vient des syndicats d'employés qui voient en elle un moyen de s'arrimer à la législation sociale ouvrière à un moment où ils se sentent menacés de prolétarisation.

Fermer les boutiques

La loi de 1906, qui obligeait à ne pas faire travailler les salariés le dimanche mais ne contraignait pas les entreprises à fermer leur porte, était en fait impraticable. C'est pourquoi le ministère du travail obtint en décembre 1923 le vote d'une loi qui rendit obligatoire la fermeture des établissements commerciaux le dimanche « *sauf à prendre en compte des contraintes bien spécifiques de la vie sociale* ». Renforcé par la guerre, l'Etat était parvenu à s'imposer désormais comme arbitre du conflit entre patrons et salariés pour fixer les cadres d'une loi qui fonde la législation actuelle.

La portée de la loi de 1906 qui est la base des référence contemporaines peut paraître dès lors bien limitée puisque, pour une majorité des salariés, le repos du dimanche est déjà une réalité au moment où elle est votée. Le problème auquel elle s'attaque est en fait celui de la petite entreprise qui, par son poids économique et social en France, est parvenue à faire obstacle – même après le vote de la loi – à l'extension dans ses rangs d'une pratique qui avait été reconnue assez tôt comme une nécessité par le grand capitalisme, y compris par celui des grands magasins. En donnant à la législation un contenu plus étendu et plus rigoureux en 1923, l'Etat s'appuyait sur un très large consensus, des catholiques conservateurs à la CGT. Il montrait aussi que le repos du dimanche n'était pas un acquis social comme les autres, mais un élément constitutif d'une société organisée.

(*) Respectivement maître de conférences à l'université Paris X-Nanterre et élève de l'ENA.

LA VOGUE DE L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE

Les « vertus » du travail au noir

par PIERRE PESTIEAU (*)

FAUT-IL lutter contre le travail au noir ? Dans certains milieux et à certaines époques, une réponse nette et précise allait de soi. Aujourd'hui, dans un pays comme la France, ce sujet divise l'opinion selon une ligne de partage qui ne correspond pas nécessairement au clivage gauche-droite. L'extension actuelle de l'économie souterraine, dans les pays développés notamment, impose pourtant une réflexion urgente.

La question de la lutte contre le travail au noir en appelle une autre, préalable : celle de sa nocivité. Sur ce point, la réponse peut varier selon que l'on occupe le point de vue de la morale, du droit ou de l'économie. A titre d'illustration, prenons l'exemple de fausses factures qui permettent de construire une piscine privée dans le jardin d'un élu municipal. Légalement, une telle action est condamnable, amnistiée ou pas. Moralement, elle sera sanctionnée par la presse et l'électorat dans certaines régions ; elle semble acceptée dans d'autres. Economiquement, en période de creux conjoncturel, cet emploi de ressources sous-utilisées peut se révéler souhaitable.

Restons dans le domaine économique et jouons les ingénus qui s'étonnent qu'on puisse trouver des vertus au travail au noir. Y a-t-il vraiment des arguments pour soutenir que le travail au noir a des conséquences heureuses sur la production nationale et sur la manière dont elle est distribuée entre les ménages ? En fait, il y en a beaucoup. Nous en retiendrons deux, les plus sérieux, l'un touchant à l'efficacité de la production et l'autre à la redistribution des revenus.

Le premier argument, d'inspiration libérale, s'appuie sur le principe que nos économies mixtes souffrent de trop d'imposition et de trop de réglementation. La pression fiscale et les règlements économiques nuisent au fonctionnement normal du marché, compromettent la compétitivité des entreprises et contribuent à la croissance du chômage. Dans ce contexte, le travail au noir qui se développe en marge de cette structure rigide introduit dans une partie de l'économie la liberté, la flexibilité et la rentabilité dont elle a tant besoin.

Dans un style plus polémique et plus imagé, on lit parfois que le travail au noir permet d'augmenter l'emploi et l'investissement dans un système figé par la gourmandise étatique, le protectionnisme patronal et la superprotection sociale. Ce serait la bouée qui permet au système de ne pas sombrer.

Le second argument, que l'on rencontre jusque dans certains milieux syndicaux, confère au travail au noir des vertus de régulation. Il pallie les déficiences du marché ; il donne aux plus défavorisés des possibilités d'emploi et de ressources que leur refuse l'économie officielle. Cette thèse du travail au noir compensant les pertes de pouvoir d'achat dues à la crise lui donne une légitimité que le seul argument de l'efficacité économique lui refusait à gauche.

Concurrence déloyale

Ces deux arguments ont une certaine force et contiennent une vérité incontestable. Cependant, leur validité en ce qui concerne un pays comme la France est limitée. Il est indéniable que le travail au noir conduit à certains avantages pour l'employeur qui y recourt, pour le travailleur qui en tire des revenus et, éventuellement, pour le consommateur qui bénéficie d'un prix plus bas. Mais, dans l'ensemble, la marge ainsi partagée est perçue aux dépens d'autres entreprises, d'autres travailleurs et d'autres consommateurs.

Même diagnostic quand on met l'accent sur le défaut de protection que donnent les règlements : absence de Sécurité sociale et de protection contre les accidents pour le travailleur, absence de recours en cas de malfaçon pour le consommateur. Enfin, du point de vue de l'efficacité, le travail au noir introduit une forme exacerbée de concurrence déloyale avec pour implication une double distorsion : entre employeurs qui recourent au travail au noir et employeurs « honnêtes », entre travailleurs au noir et travailleurs déclarés. Pour que ces distorsions puissent se défendre, il faudrait démontrer que les secteurs d'activités qui ne bénéficient pas du travail au noir méritent un tel handicap fiscal et légal.

En résumé, on peut estimer que la pression fiscale et les règlements de toute nature nuisent à l'efficacité économique et que, du coup, l'idéal serait d'en diminuer le poids, mais, sauf rares exceptions, cette proposition ne se trouve pas réalisée par le développement du travail au noir sévissant dans certains secteurs – choisis précisément parce qu'ils échappent aisément au contrôle de la loi et du fisc.

Quant à l'argument du travail au noir rééquilibrant les situations de pauvreté et de chômage, il ne tient pas davantage. Des études empiriques montrent que les inégalités existant sur le marché officiel du travail sont transposées et reproduites sur le marché de l'emploi au noir. Les pauvres et les chômeurs ont un niveau de formation et de qualification faible. De plus, ils n'ont guère de relations sociales. Il n'est pas étonnant que les emplois courants dans l'économie souterraine soient davantage exercés par des gens ayant déjà un emploi que par des chômeurs. Certes, il arrive aussi que des allocataires sociaux cumulent prestations et emplois au noir, mais des travaux récents révèlent que ces cas de perception abusive de prestations sont rares. C'est parce qu'ils choquent qu'on en parle beaucoup.

Tant sur le plan de l'efficacité que de l'équité, le travail au noir ne paraît pas être une bonne chose pour l'économie nationale. Ses rares vertus sont dominées par ses nombreux effets négatifs : perte de recettes fiscales, exacerbation des inégalités sociales, concurrence déloyale, exploitation des travailleurs et perte de respect pour la loi.

Il faut donc lutter contre le travail au noir.

Reste à savoir comment et jusqu'à quel point. Il ne sera jamais possible de supprimer entièrement le travail au noir, il s'agit donc plutôt de le maintenir en dessous d'un seuil raisonnable, aujourd'hui largement dépassé. L'expérience aussi enseigne qu'il faut préférer les solutions incitatives aux mesures répressives.

(*) Professeur d'économie.

Diplômés Grandes Ecoles, DEA, DESS, Bac + 5
MANAGEMENT EUROPEEN des RESSOURCES HUMAINES
Mastère Spécialisé du Groupe ESC CLERMONT
Avec l'appui de FIAT Fondation Agnelli, Ibermática, Liaisons Sociales, Merck Sharp Dohme, Michelin, Quaternaire Education, Rhône Poulenc...
RENSEIGNEMENTS
73.92.39.71 ou 4 Bd Trudaine - 63037 CLERMONT CEDEX

ISC INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
3e CYCLE SPÉCIALISÉ
FINANCE D'ENTREPRISE
ISC PARIS
une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion financière quotidienne des entreprises.
■ FORMATION :
du 2 Octobre 1989 au 29 Juin 1990.
■ ADMISSION :
Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur) ou 6 ans d'expérience professionnelle.
■ SÉLECTION :
sur dossier et entretien avec un jury
INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
TÉL. (1) 42 70 34 80-42 70 90 95 Yvette CARIOU

Le Monde de L'ÉDUCATION 17 F
ENQUÊTE
LES LYCÉES CRAQUENT
Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'impatientent.
FRANÇAIS, PHILO, LES SUJETS DU BAC 89
Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.
ÉVALUATION
LES FORMATIONS AU JOURNALISME.
SOCIÉTÉ
LES LANGUES RÉGIONALES À L'ASSAUT DES ÉCOLES.
NUMÉRO DE SEPTEMBRE 140 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

orientations SERVICE
Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :
POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :
Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS
(réponse par courrier uniquement).
M. - Mme - Mlle
Adresse
Code postal Ville
Age
Niveau d'études actuel
☐ Classes Préparatoires
☐ Grandes Ecoles, Commerce Gestion
☐ Ecoles à Vocation Internationale
☐ Vente, Commerce Gestion Distribution
☐ Grandes Ecoles Scientifiques
☐ 3e Cycle de Gestion
☐ Administration Militaire Commissariats
☐ Architecture
☐ Architecture d'Intérieur
☐ Arts Graphiques
☐ Assurances
☐ BTS Automobile
☐ Cinéma
☐ Communication et Culture
☐ Communication dans l'Entreprise
☐ Communication, Publicité
☐ Communication Audiovisuelle
☐ Comptabilité
☐ Concours Ecole Normale
☐ Cours par Correspondance BTS
☐ Cours par Correspondance Sciences Po
☐ Danse
☐ Design, Design Industriel
☐ Electronique
☐ Expertise Comptable
☐ Expression Visuelle
☐ Formations Artistiques Appliquées
☐ Formation Continue
☐ Gestion Financière
☐ Gestion du Personnel
☐ Immobilier
☐ Informatique
☐ Ingénieur Chimiste
☐ Journalisme
☐ Logistique Production
☐ Maintenance d'Ordinateurs
☐ Management Hôtelier
☐ Marché de l'Art
☐ Optique
☐ Para-Médical
☐ Prothésiste Dentaire
☐ Recherche Scientifique
☐ Réussir le Baccalauréat
☐ Secrétariat-Bureautique
☐ Sciences Sociales et Politiques
☐ Stylisme de Mode
☐ Tourisme
☐ Transport
M. 89-19

La chronique de Paul Fabra

Partageons, partageons

S'IL suffisait d'aller répétant *« Partageons, partageons »* pour être cru sur parole, le socialisme, sous sa forme pure et douce, que d'aucuns déclaraient moribond ou oublié, serait prêt à renaître de ses cendres. Servant de leitmotiv au texte publié à la fin du mois de juillet par Lionel Jospin et ses amis en guise d'*« apport à la discussion »* pour préparer le congrès du PS qui se tiendra en mars prochain à Rennes, l'appel au partage, avant même qu'on sache comment il pourrait se traduire dans la réalité, est devenu le mot d'ordre de tous ceux qui s'activent au sein de cette formation politique pour donner au futur rassemblement de ses délégués le maximum de rayonnement. Ce qu'il en résultera en fait de doctrine et de résolution, on ne le sait pas encore. L'essentiel de l'impact recherché – et possible – serait, précisément, dans les préparatifs.

L'occasion paraît bonne à certains ministres, et non des moindres, de faire savoir, par des intermédiaires de rencontre, suscités par des rapprochements de circonstance entre tendances rivales et sous-courants, ce qu'ils pensent – ou ce qu'ils voudraient que les militants pensent qu'ils pensent – de la « méthode Rocard », laquelle, comme l'a reconnu généreusement le maire de Mulhouse, député du Haut-Rhin (et proche de Jean-Pierre Chevènement), Jean-Marie Bockel, *« n'est pas à jeter aux orties en bloc »*. Quant au premier ministre, on sait à quels travaux d'Hercule il va se livrer pour répondre à l'attente. Quelle que soit son intention de soustraire l'action gouvernementale aux luttes d'influence liées aux débats internes du parti, il doit en tenir compte à l'occasion de chacune des décisions qu'il a à prendre, quitte à céder là pour mieux résister ailleurs (sur le statut des PTT par exemple) aux pressions.

On aurait sans doute tort de s'étonner du retour au thème traditionnellement dominant la gauche. Henri Emmanuelli est dans son rôle quand il déclare : *« Le problème de la redistribution demeure la vraie question. »* Il était clair, au moins depuis l'automne dernier, que le temps était venu pour les socialistes de sortir du discours quasi exclusif sur la rigueur et les « contraintes » économiques. Insolite est toutefois le détour par lequel on est passé pour en revenir à la priorité donnée au « partage ». Serait-il possible que l'origine pour le moins ambiguë de la démarche en marque par avance les limites ? Là pourrait être la revanche de Michel Rocard : qui voulait le prendre au piège serait pris à son jeu.

Dans leur nouveau livre publié (chez Flammarion) sous le titre *les Héritiers*, mes confrères Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau racontent que l'inspirateur de ce retour n'est autre que Claude Allègre, le célèbre géophysicien (il a reçu le prix Crafoord, le « Nobel » de la géologie) qui s'est pris de passion pour l'économie politique et la politique tout court. M. Allègre est aussi un ami personnel de Lionel Jospin, auprès de qui il occupe les fonctions de conseiller technique ; il est également député au Parlement européen. L'idée que le concept de partage n'avait rien de dépassé, qu'il pouvait, au contraire, servir de fondement à une réflexion renouvelée sur la politique économique et la société lui serait venue en lisant un auteur américain qui a fait beaucoup parler de lui, il y a deux ou trois ans aux Etats-Unis, pour un ouvrage publié en 1988 en français sous le titre de *l'Economie du partage* (1).

Cependant, le propos de Martin Weitzman était aux antipodes de ce que, traditionnellement, la gauche entendait par redistribution du revenu national. S'inspirant du système japonais du bonus qui, dans les années de haute conjoncture, peut représenter jusqu'à la moitié du salaire et dans les années de vaches maigres beaucoup moins, il préconisait un système de rémunération variable étroitement lié aux résultats de l'entreprise. Celle-ci, au lieu de licencier en période de récession, modulerait la masse salariale en conséquence par compression des primes annuelles généralisées.

La solution reviendrait, dans les faits, à instituer une solidarité jouant dans les deux sens, pas seulement dans celui dont il est le plus souvent question dans les programmes politiques, la solidarité des employeurs et des « riches » s'exerçant en faveur des salariés et des moins bien nantis, mais la solidarité automatique de ces derniers vis-à-vis de l'entreprise, le système se proposant de lui assurer, dans le dessein d'éviter les crises de chômage, une sorte de profit minimum. Voilà à quelles étranges constructions aboutit souvent cet exercice favori des intellectuels des deux côtés de l'Atlantique : la transposition d'un modèle étranger dans un milieu qui n'est pas le sien.

Il n'empêche que le livre de Weitzman a reçu un excellent accueil que confirme, semble-t-il, l'engouement qu'il a suscité dans l'esprit de l'ami de Lionel Jospin. La raison de ce succès est peut-être que ses lecteurs ont été heureux d'y trouver, pour expliquer la répartition des revenus, une analyse ne tournant pas autour du pot. Ce qui va au salaire est autant de moins pour le profit, et ce qui est retranché de la « rémunération du travail » accroît la part allouée au profit.

Dans les circonstances d'aujourd'hui, le risque politique ne serait donc pas très grand pour qui nourrirait sa réflexion sur le partage de la thèse exposée par l'auteur américain, lequel pourrait bien avoir lui-même puisé dans les travaux d'un Prix Nobel d'économie, le Britannique James Meade (dont les suggestions, soit dit en passant, procèdent parfois d'une vision de la réalité à travers les seules grandeurs statistiques). La croissance est vigoureuse dans la plupart des économies occidentales : la solidarité a donc toutes chances de ne jouer que dans le sens favorable au plus grand nombre. Resterait à déterminer quelles formes privilégiées devrait et pourrait prendre la « redistribution » sous un gouvernement de gauche.

La « méthode Rocard », prise à partie, mais non « rejetée » en bloc, par une majorité des participants à la préparation du congrès – par les plus diserts d'entre eux en tout cas, – n'aurait-elle pas, en définitive, un atout qui s'appelle une meilleure adéquation à la réalité ambiante ?

CELA nous amène à dire un mot du phénomène, peut-être le plus important, qui a marqué l'évolution, au cours des dernières années, de la pensée de gauche. Si celle-ci se réclame aujourd'hui sans complexe – et la « précontribution » de Lionel Jospin ne s'en fait pas faute – de ce qu'elle appelle *« la culture de gouvernement »*, c'est parce qu'elle s'est débarrassée d'un vertige qui la paralysait. C'est ce vertige qui faisait la force du Parti communiste et la faiblesse relative, vis-à-vis de son partenaire, du Parti socialiste. Ce dernier a donc tout intérêt à ne pas en recréer les conditions. Cela pourrait, à la longue, profiter, sinon au PC, du moins à d'autres concurrents (pourquoi pas aux Verts ?).

A partir du moment où l'on rejette, fût-ce en paroles, la société dite capitaliste, on se met, sur la place publique, en position d'infériorité vis-à-vis de ceux qui, s'assignant en théorie le même changement radical, se vantent de ne pas refuser les moyens de l'atteindre, et de l'atteindre le plus vite possible. C'est ainsi qu'on a vu, il y a une bonne douzaine d'années, le PS en porte-à-faux dans le débat sur les nationalisations. Il avait, en 1972, signé avec les communistes (et une fraction du centre gauche) le Programme commun, mais voilà qu'en 1977 il prétendait définir avec précision la liste des entreprises à faire passer dans le domaine public pour éviter d'y englober certaines filiales. Si la « socialisation » des grands moyens de production est en soi une bonne mesure parce qu'elle hâte la *« rupture »* avec le capitalisme honni ou vilipendé, pourquoi en mesurer chichement le champ d'application ? L'argument du *« toujours plus »* est, ici, difficilement parable ; sa force maléfique vient de ce qu'il est en réalité un « toujours moins » (une soustraction, dans notre exemple, à la masse des biens et des valeurs échangeables) déguisé en disposition de caractère positif. Il tourne la tête comme l'attrait du vide.

C'est pourquoi le maniement de l'argument d'égalité est difficile. En France, les revenus du capital et les revenus salariaux se partageraient respectivement 30 % et 70 % des revenus (« valeur ajoutée » dite disponible, une fois déduites les charges fiscales et autres). Dans un pays comme le Mexique, la proportion serait à peu près inverse : 64 % et 26 %. Ces évaluations, y compris les françaises, sont très grossières, ne serait-ce que parce que certains salaires – les plus élevés – pourraient être considérés partiellement comme des profits (la confusion est particulièrement nette quand une partie de la rémunération des cadres les mieux payés est versée sous forme, par exemple, de stock-options), et vice-versa. Elles représentent toutefois des ordres de grandeur marquant le sens d'une évolution. L'inégalité décroît avec le développement économique, mais, d'un autre côté, celui-ci est entravé chaque fois que l'on s'oppose à rémunérer les talents au prix du marché (le débat ouvert sur les PTT porte en partie sur cette question). De cela il résulte que, si le pouvoir politique veut, à toute force, se substituer à l'évolution « naturelle » d'une société progressive vers moins d'inégalités d'ensemble, il risque et de manquer son objectif et de gripper la machine économique.

CE qui vient d'être dit de l'inégalité des revenus est encore plus vrai de l'inégalité des patrimoines, à ceci près que cette dernière est, encore plus que la première, consubstantielle au fonctionnement d'une économie « capitaliste ». Comment disposer d'un capital sans l'accumuler ? Mais, si cette inégalité est présentée *a priori* comme un scandale politique, aucun impôt n'est assez confiscatoire pour le faire cesser. En 1981, certains socialistes, dont Laurent Fabius, avaient évoqué la possibilité de taux très élevés, de l'ordre de 8 %, pour l'impôt sur les grandes fortunes, alors en gestation. Tout cela est bien oublié. Reste que, si l'objectif premier est non pas d'appréhender sous tous ses aspects la faculté contributive de tous les assujettis, mais de réduire des inégalités « choquantes », les considérations rationnelles passent au second plan pour le choix du meilleur taux. Le meilleur est *a priori* le plus élevé. Le projet de création d'une cinquième tranche imposée à un taux supérieur à 1,1 % (on avait parlé de 1,3 % ou 1,5 %) pour l'impôt de solidarité sur la fortune est, au petit pied, une illustration de ce principe.

Si, pour la gauche socialiste, l'orientation la plus conforme à son esprit pour mieux répartir les fruits retrouvés de la croissance passe par une amélioration en profondeur des services publics (éducation nationale, aménagement des villes notamment), une politique cherchant à élargir l'assiette de l'ISF, quitte à en abaisser à terme le taux, une politique visant à décharger le budget de l'Etat du rôle d'actionnaire (et donc de pourvoyeur de capital) par l'assouplissement, sinon l'abandon, de la règle absurde du *« ni nationalisation ni privatisation »*, paraît, à terme, plus conforme aux besoins de la politique et de l'économie que les partis pris inverses.

(1) *L'Economie du partage*, de Martin Weitzman. L'Expansion-Hachette, 224 pages, 95 F.

MALAISE ÉCONOMIQUE ET CHANGEMENT POLITIQUE

Le point de rupture

L'alliance du chômage et de l'inflation suscite le désir de changer de gouvernement ou de majorité.

par CHRISTIAN BORROMEE (*)

DES variations sensibles de l'indice de désagrément économique ont presque toujours coïncidé avec des changements de majorité politique dans les quatre grands pays occidentaux : Allemagne, Etats-Unis, France et Royaume-Uni. Cet indice résulte simplement de l'addition en valeur absolue du taux d'inflation (hausse des prix de détail) et du taux de chômage par rapport à la population active.

Si l'indice est très élevé, c'est qu'il y a dans le pays concerné beaucoup d'inflation et/ou beaucoup de chômage. La vie y est alors fondamentalement désagréable, notamment pour les salariés, qui forment désormais la grande majorité des électeurs dont les emplois sont précaires et les salaires ne peuvent en général suivre les hausses de prix. Les électeurs auraient alors une forte tendance à rechercher un changement de majorité politique, afin que soit appliquée une autre politique économique.

Cette situation a été celle du Royaume-Uni : en 1974, avec un indice de plus de 27 (passage d'Edward Heath à Harold Wilson), à nouveau en 1979 avec 18 contre 13 l'année précédente (passage de James Callaghan à Margaret Thatcher), des Etats-Unis en 1980 avec un indice de 20 en hausse depuis deux ans (passage de Jimmy Carter à Ronald Reagan) et de la France en 1981 avec également 20 en augmentation constante depuis 1979 (passage de Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand).

Si cet indice est à un niveau plus modéré, c'est qu'au moins l'un des deux taux – de chômage ou d'inflation – est faible. Si le chômage est faible, les salariés supportent mieux une certaine dose d'inflation, puisque celle-ci ne les prive pas d'emplois : c'est la situation actuelle des Etats-Unis. Si le taux d'inflation est faible, quand le chômage reste élevé, les salariés qui ont un emploi sont relativement satisfaits et font nombre dans les élections : c'est la situation actuelle de la France, bien que l'indice de désagrément y soit, en valeur absolue, beaucoup moins bon qu'aux Etats-Unis.

En France, quand le général de Gaulle quitte le pouvoir, l'indice est bon. Il ne le restera pas longtemps. La dévaluation de l'été 1969, sans plan d'accompagnement, provoque le retour de la hausse des prix. Le plan d'encadrement des crédits en francs de 1974, sans que soit pris en compte le quadruplement du prix du brut, provoque une poussée de chômage qui ne pourra jamais être résorbée.

Après un plateau, l'indice ne fera que croître régulièrement de 1979 à 1981. Peut-on considérer cette évolution comme étrangère au renversement de majorité de 1981 ? Probablement pas. Mais peut-on aller jusqu'à dire que ce changement était inscrit dans l'évolution de l'indice ? On peut en tout cas le penser.

Une autre politique

Le changement de majorité parlementaire de 1986 n'ayant pas entraîné de modification substantielle, la stabilité l'a emporté autour de la majorité présidentielle. L'indice est aujourd'hui sur un plateau. Il exprime le fait que notre lutte contre la hausse des prix est arrivée à ses limites et que, pour faire baisser substantiellement le chômage, il faudrait une autre politique économique, qui serait sûrement un peu plus inflationniste. Le gain politique risquerait d'être mince, et cette politique comporterait certainement des risques (sortie du SME, problèmes budgétaires et fiscaux...).

Si l'on regarde maintenant l'évolution de l'indice américain, il est curieux de constater que cette évolution est semblable à celle de l'indice français jusqu'en 1980. Après le mauvais indice américain de 1975, l'élection présidentielle de 1976 fait passer la Maison Blanche d'un républicain à un démocrate, de l'accord Gérald Ford à Jimmy Carter). Puis la mauvaise évolution entraîne, fin 1980, le retour d'un républicain à la tête des Etats-Unis.

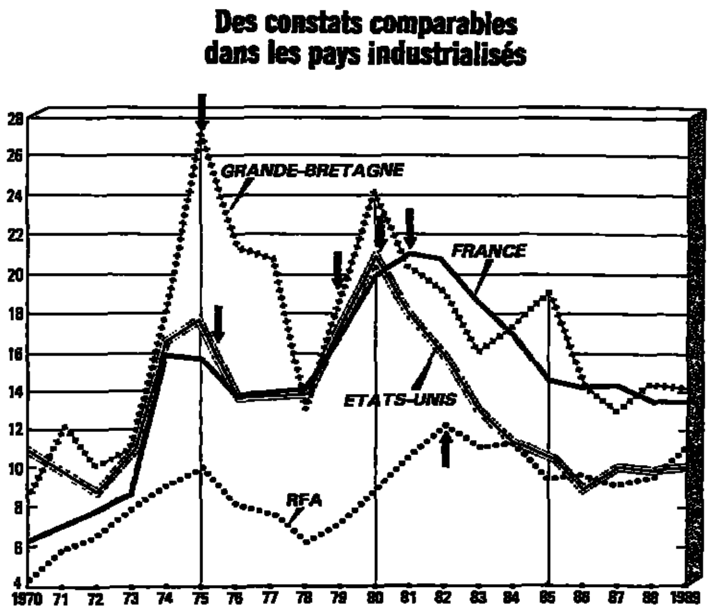
L'évolution politique se fait aux Etats-Unis et en France dans un sens opposé, mais ces deux changements de majorité croisés se produisent au moment même où l'indice de désagrément atteint dans chaque pays le sommet des 20. Cependant, à partir de 1981, les évolutions des deux indices français et américain ne sont plus semblables. Des mesures vigoureuses font rapidement baisser l'indice de désagrément aux Etats-Unis. L'évolution favorable française est beaucoup plus tardive et plus lente. En outre, les deux politiques américaine et française divergent.

Tout l'effort est mis aux Etats-Unis sur le recul du chômage, avec le maintien d'une certaine hausse des prix. En France, c'est la baisse du taux d'inflation à laquelle s'attaquent les gouvernements. Cette action est cohérente avec la présence du franc dans le Système monétaire européen, qui fixe ces cours de change, et le chômage demeure donc nettement plus élevé qu'aux Etats-Unis.

L'indice français – en légère baisse – et l'indice américain – sur un palier très favorable en valeur absolue – n'incitent ni les électeurs français ni les électeurs américains à effectuer des changements politiques fondamentaux. Les deux présidents sont réélus, dont l'un en la personne de son vice-président.

Toutefois, il faut prendre conscience que les Américains ne pourront guère descendre au-dessous d'un chômage de 5 % sans faire repartir la hausse des prix. Symétriquement, La France, paraît avoir atteint la limite basse de l'indice, ce qui signifierait que toute politique de forte diminution du taux de chômage ne pourrait que s'accompagner d'un certain retour de l'inflation.

Des constats comparables dans les pays industrialisés



Depuis 1970, dans les quatre pays, les mouvements de l'« indice de désagrément économique » (hausse des prix + taux de chômage et les changements politiques, marqués par des flèches) ont largement coïncidé.

De fortes coïncidences

Au Royaume-Uni, la relation entre l'évolution de l'indice de désagrément économique et les changements de majorité paraît solidement établie. Sous le gouvernement Heath, l'indice britannique passe de 8 à près de 28, record absolu pour les quatre pays étudiés. Les élections de 1974 redonnent le pouvoir à M. Wilson et aux travaillistes. Après une certaine amélioration jusqu'aux environs de 13, l'indice repasse à 18 en 1979. Mme Thatcher devient premier ministre.

Depuis, l'indice britannique a rejoint le niveau de l'indice français. Mais la politique économique suivie demeure plus heurtée dans ses conséquences : les variations des taux d'intérêt, et partant du cours de la Bourse, entraînent une hausse de l'indice des prix. La discipline imposée par la fixité des changes dans le SME ne touche pas le Royaume-Uni, alors que cette fixité impose à la France un cours du franc élevé et stable qui explique bien faible inflation et chômage élevé, le contraire de la situation britannique.

En Allemagne, où l'indice est beaucoup plus faible en moyenne que dans les quatre autres pays, sa montée régulière de 1979 à 1982 s'achève par un changement de majorité, Helmut Kohl remplaçant Helmut Schmidt. On peut aussi noter que sa progression de 1971 à 1974 s'est terminée avec un changement de chancelier, Helmut Schmidt remplaçant alors Willy Brandt.

De 1982 à fin 1988, l'indice allemand a légèrement baissé ; mais il est depuis quelques mois sur une pente ascendante, du fait de la hausse des prix en République fédérale. Ce phénomène est dû, pour sa plus grande part, à la hausse des prix des produits importés, dont le pétrole. La baisse du deutschemark sur le marché des changes en est le facteur fondamental, exogène à la structure même de l'économie allemande.

Toutefois, on comprend qu'avec des élections fédérales en 1990, le gouvernement Kohl s'inquiète de cette dégradation. Surtout si les experts allemands croient que les électeurs font inconsciemment la relation entre les composantes de l'indice, chômage et inflation, et leur volonté de voir appliquer une politique économique différente, c'est-à-dire d'avoir une vie plus agréable, ou moins désagréable.

En France, l'évolution récente de l'indice a été modérée. Les échéances électorales sont lointaines. Il faudra regarder de très près l'évolution de l'indice à partir de 1991. Les prochaines élections françaises se joueront autour de programmes économiques proposant des solutions qui permettent de faire baisser notre niveau de chômage, sans pour autant faire monter le niveau des prix.

En attendant, c'est mois par mois qu'il va falloir suivre l'évolution de l'indice allemand qui, par ses mouvements, devrait apporter une aide précieuse dans la prévision du résultat des prochaines élections générales outre-Rhin. Les coïncidences sont, depuis plus de quinze ans, trop fortes, trop régulières et trop constantes pour ne pas penser qu'une évolution substantielle de l'indice de désagrément économique dans un grand pays occidental n'entraîne avec lui un changement de majorité politique.

(*) Membre de la Société d'économie politique.

REPRODUCTION INTERDITE

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

Le Monde DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

SOLVING
International

recherche

Consultants de Haut Niveau

Voici pourquoi notre société est susceptible de vous intéresser :

■ Notre activité de conseil est fondée sur la PERFORMANCE stratégique et opérationnelle avec, au premier chef, une éthique de résultats significatifs.

SOLVING intervient dans l'élaboration et la mise en place de stratégies de développement et d'organisation.

SOLVING est au service de grandes entreprises en Europe et aux Etats-Unis souvent leaders dans leur secteur.

SOLVING est une société internationale dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

SOLVING s'attache à être constamment à la pointe des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management.

■ Pour accompagner notre croissance, nous cherchons actuellement à intégrer dans nos équipes des CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU ; ingénieurs, HEC, MBA, MS, Ph.D... ayant une première expérience professionnelle réussie et réunissant à un niveau exceptionnel les qualités suivantes :

- **intelligence de la vie des affaires,**
- **largeur de vues et créativité,**
- **esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,**
- ***forte capacité de travail,***
- **excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.**

■ Nous recherchons également des candidats parfaitement bilingues, français, américain, italien, espagnol, allemand, néerlandais...

■ Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Solving International
2, avenue de Messine - 75008 PARIS.

PARIS - LONDRES - NEW YORK
BOSTON - COLOGNE - BARCELONE

SOLVING *International*

UNE MISSION D'ENVERGURE POUR UN HOMME DE DEVELOPPEMENT

Forte de l'assise internationale et du dynamisme du groupe d'ingénierie française auquel nous appartenons (950 personnes, 800 MF CA, 11 *filiales) et de notre savoir-faire reconnu sur notre* marché (80 % du marché national), *notre société* (100 personnes, 62 MF de CA) située à Soissons (Aisnes 02) demeure le premier constructeur, ensemblier "clé en main" français de matériel et machines (depuis la carrière à la filière) destinés aux industries de *la céramique. Nous recherchons notre :*

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Auprès de notre PDG, après une période d'audit de l'entreprise, vous êtes responsable, en vous appuyant sur une structure de production d'étude et de gestion dont vous êtes l'animateur et le coordinateur, de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'une stratégie de développement technique *et commercial en France et à l'international s'articulant autour des 3 axes suivants :*
. accroître et développer notre présence sur les marchés que nous maîtrisons,
. chercher et opérer une diversification de marchés en transférant notre savoir-faire,
. développer l'aspect ensemblier et ingénierie de l'entreprise.
A 35-40 ans, *Ingénieur diplômé grandes écoles* (AM, ECAM, ICAM, IDN,...), *bilingue anglais, vous avez* nécessairement une expérience réussie de 5 ans minimum de direction industrielle ou technico-commerciale ou de centre de profit autonome acquise dans des entreprises fabriquant des matériels (manutention, machines, biens d'équipement) destinés à l'industrie lourde (TP, sidérurgie, céramiques, cimenterie).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec *photo et salaire actuel sous réf.2600/PM à notre* Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Région Sud Est

DIRECTEUR GENERAL

Leader européen dans les biens d'équipements industriels, cette entreprise française recherche pour une de ses filiales son Directeur.

En prise directe avec le Président du groupe, il assure l'adaptation de cette nouvelle filiale (400 personnes). Pour cela, il assume *l'ensemble des responsabilités liées traditionnellement à la fonction: il est responsable de la mise en œuvre, de l'application* dans les délais et de la coordination de la politique générale.

Ingénieur mécanicien de formation, il nous fait part d'une expérience professionnelle de plusieurs années comme Directeur Général d'une PME industrielle dans les biens d'équipement mécanique.

La forte notoriété de l'entreprise et du groupe, ses résultats, sa croissance actuelle et prévue sont de nature à intéresser une *personnalité de valeur.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et *rémunération actuelle sous la référence* M 15/1294 F à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Monde CADRES

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
proche de la région parisienne

recrute

1 COLLABORATEUR DU PRÉSIDENT

Il aura en charge les grands dossiers (enseignement, économie, aménagement du territoire, affaires européennes).
Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris *(ou équivalent), titulaire ou non d'une première expérience.*

Adresser candidature manuscrite, CV, photo d'identité et prétentions s/nº 8481 à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Florian Mantione Institut

A.I.S.M.T recherche pour BEZIERS (34)

DIRECTEUR

Rattaché au Président de l'association, il gère et anime 37 salariés ayant en charge 5 200 entreprises adhérentes.
Agé d'environ 40 ans, de formation juridique ou gestion (niveau licence), il a déjà une expérience significative acquise en entreprise dans un service du personnel.
Envoyer C.V. + photo sous réf LR 789T au ***FLORIAN MANTIONE INSTITUT,*** *Conseil en recrutement, "les Echelles de la ville" - BP 9227 - 34067 MONTPELLIER CEDEX* ***ou consulter la Définition de Fonction sur le MINITEL 3615 code SOFTEL.***

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une usine de 2700 personnes, filiale d'un des premiers groupes industriels français, spécialisée dans l'assemblage de produits mettant en œuvre des technologies très variées et dotées d'équipements performants renforce ses structures et souhaite intégrer au sein du département technique.

UN CHEF DE SERVICE INDUSTRIALISATION

Ingénieur AM, IDN, INSA, ICAM, possédant une expérience de 5 à 6 ans acquise sur le terrain en milieu industriel et ayant fait la preuve de ses qualités de leader et d'animateur :

- il dirigera un service de 70 personnes (ingénieurs et techniciens),
- il définira les installations et les moyens de fabrication (produits de grande série),
- il participera aux plans Amélioration Qualité et Productivité.

Ce poste de haute technicité fait appel à de solides compétences en Automatismes et Robotique et implique de tenir compte des aspects économiques. Il s'adresse à un candidat possédant un bon sens de la communication et de la négociation.
Réelles perspectives d'avenir tant au sein de l'entreprise que du groupe.

L'entreprise est implantée dans le Nord de la France à 30 km d'une ville universitaire.

Ecrire en précisant prétentions
Sous réf. 36B 1326-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

JURISTE D'ENTREPRISE

HAUT NIVEAU ET FORT POTENTIEL

Un groupe industriel français de tout premier plan (C.A. 20 milliards dont environ 50 % à l'étranger) souhaite renforcer sa Direction Juridique.

Nous recherchons un candidat de grande valeur, minimum DEA ou DESS en droit des affaires (une double formation droit français, droit anglo-saxon serait vivement souhaitée), ayant au moins 5 ans d'expérience réussie acquise dans un cabinet renommé ou une grande entreprise dont l'activité sera impérativement internationale.

En liaison directe avec les Directeurs opérationnels, il sera capable de traiter avec autonomie des opérations juridiques complexes (prises de participations, acquisitions, cessions, fusions, montages d'affaires,...) impliquant de solides connaissances financières et fiscales.

Talents de négociateur, imagination, rigueur et sagacité lui permettront de s'affirmer comme un interlocuteur avisé et efficace tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe.
Evidemment une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.
Nous saurons gérer le développement de carrière du candidat que nous recruterons.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1518-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Lafarge Coppee

L'univers des matériaux
L'avenir des bioactivités

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités), CA : 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CIMENTS LAFARGE - CA 7 milliards et 4700 personnes,

INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS

alliez votre goût des relations publiques à vos compétences techniques

Votre mission
En lien étroit avec l'équipe commerciale et en amont de celle-ci, vous contribuerez à promouvoir et développer des solutions ciment/béton dans la route, sur la région parisienne et l'Ouest de la France.

Vos actions :

- la création d'un réseau de contact avec les décideurs laboratoires régionaux, maîtres d'œuvre, maîtres *d'ouvrage, entreprises...*
- la conduite et l'animation des réunions régionales dans le cadre de campagnes professionnelles,
- la promotion par votre propre savoir-faire de la compétence des CIMENTS LAFARGE dans le domaine routier.

Ce poste convient à un ingénieur TP ou équivalent, disposant d'environ 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine routier comme chef de travaux ou au sein d'un laboratoire ou de services d'équipement.
Outre votre rigueur technique, ce sont votre dynamisme et vos qualités relationnelles qui feront votre réussite dans le poste.
La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.
Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 36B 1488-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Société filiale d'un groupe industriel international leader sur son marché, recherche pour son Département Céramiques Industrielles

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

FRANCE ET EXPORTATION

Au sein du Service Commercial, en liaison étroite avec les services R&D et Fabrication, il assumera une double mission :

- entretien et amélioration d'un portefeuille existant ;
- développement de nouvelles affaires auprès de la clientèle High Tech.

Idéalement, ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique ou matériaux, ayant 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques.
Un ingénieur débutant - de valeur - pourrait toutefois remplir ce poste après une période initiale de formation.
Anglais courant indispensable, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. 36 B 1445-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

UN QUALITICIEN PASSIONNE

Pour animer un service assurance qualité

Une grande société française, leader Européen ou Mondial pour plusieurs postes de ses produits, rattachée à un groupe industriel de tout premier plan, recherche le Chef du Service Assurance Qualité d'une de ses usines (250 personnes).

Celle-ci, dotée d'équipements sophistiqués, fabrique des produits destinés au grand public, en utilisant des matériaux variés (plastique, aluminium, papier) et en mettant en œuvre des techniques diversifiées : complexage, enduction, extrusion, impression.
Le candidat recherché animera le service contrôle qualité et développera une démarche assurance qualité.
Ce poste conviendrait à un ingénieur, généraliste ou chimiste, ayant 3 à 5 ans d'expérience qualité lui ayant permis d'acquérir une solide méthodologie (la connaissance de nos techniques, sans être indispensable, serait un atout).

Sa rigueur, son dynamisme et ses excellentes qualités de contact en feront un interlocuteur reconnu auprès de nos grands clients industriels qui mettent en œuvre nos produits et auprès de l'ensemble de nos services qui concourent à leur étude, à leur réalisation et à leur commercialisation.

Poste à DIJON.

Ecrire sous réf. 36B 1403-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Valeo
Eclairage signalisation

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation. Elle recherche pour renforcer son équipe technique en charge des moyens de production de l'unité de Sens (800 personnes).

INGÉNIEUR EN AUTOMATIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

pour étudier, concevoir, réaliser l'automatisation de processus industriels et assurer la mise en œuvre de l'ensemble des outils de communication d'informatique de process.

Une formation d'Ingénieur Généraliste avec de bonnes connaissances en automatisme et informatique industrielle ainsi qu'une première expérience (2/3 ans) de mise en place de lignes automatisées sont indispensables.

Réf. 36A 1530-9M

JEUNE INGÉNIEUR MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Adjoint du responsable de l'activité (service de 20 personnes), il se verra plus spécialement confier dans un premier temps la mise en place des investissements et du système de maintenance préventive.

Ingénieur AM, INSA, ECL,... *débutant ou disposant d'une première expérience, le choix se* portera sur un candidat capable d'évoluer ultérieurement vers des postes d'encadrement en production.

Réf. 36A 1531-9M

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais et un bon potentiel permettront des évolutions de carrière motivantes au sein de la Division en France ou à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.
Discrétion absolue

etap

Valeo *L'Equipement Automobile*

etap

CONSULTANT CONFIRME RECRUTEMENT

Nous sommes une équipe soudée de professionnels, animés par le même souci d'efficacité et de qualité.
Nous avons une conception exigeante de notre rôle de conseil et nos impératifs partagés par nos clients nous permettent de nouer avec eux d'étroites et durables relations de partenariat.
Nous souhaitons intégrer un nouveau consultant, capable d'assumer pleinement ses responsabilités de conseil en recrutement, d'utiliser des méthodes d'approche diversifiées (annonce, contact direct), de développer avec autonomie un portefeuille de clients.
Cette proposition s'adresse à un spécialiste du recrutement ayant plusieurs années d'expérience (en entreprise ou cabinet), diplômé de l'enseignement supérieur, si possible parlant anglais.
Nos entretiens nous permettront d'évaluer réciproquement votre potentiel et les larges perspectives que nous pouvons vous offrir.

Ecrire sous réf. 8.497
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

350 000 +

PMI performante, CA 150 MF, leader en France dans son domaine, recherche pour seconder son DIRECTEUR GÉNÉRAL un *cadre de valeur, compétent et motivé.*

Sa mission :

- Le titulaire du poste assurera des fonctions à forte dominante *comptable, financière et budgétaire* mais aura la responsabilité de l'informatique, du juridique et du personnel.
- *Il devra encadrer* et animer une équipe de 20 personnes qui assurent le bon fonctionnement des différents services.
- Outre les responsabilités opérationnelles il jouera au sein du comité de Direction un rôle important d'information et participera à l'orientation stratégique de la Société.

Son profil :

30 à 35 *ans, de formation supérieure,* grande école de gestion + DECS apprécié, il devra disposer de solides compétences comptables et financières *acquises au sein d'une entreprise performante (un début d'expérience* de 2 à 3 ans en cabinet d'audit serait souhaité).

Les qualités de rigueur associées à un tempérament "d'entrepreneur" et à un sens commercial lui permettront *d'intégrer l'équipe de Direction et d'assurer un véritable* rôle de conseil auprès du Directeur Général.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1528-9M - Discrétion absolue

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

SECTEUR TERTIAIRE

Un groupe important et *prestigieux* regroupant de nombreux établissements de forte renommée dans des secteurs diversifiés, recherche son

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

600 000 +

Véritable professionnel, il assurera auprès de la Direction Générale un rôle stratégique tant sur le plan de la gestion du personnel (recrutements, salaires, gestion prévisionnelle, instances représentatives...) que sur la mise en œuvre d'un management social dynamique et novateur (Groupe de progrès - climat social - actions visant la mobilisation et la motivation du personnel...).

Ce poste de *premier plan implique une formation* supérieure solide (Droit - Grandes Ecoles...) une expérience de haut niveau minimum 10 ans garante d'une solide compétence dans la fonction personnel.

Une personnalité dotée d'un incontestable rayonnement personnel qui allie rigueur, *créativité et prêt à partager et promouvoir l'éthique du groupe.*

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1529-9M - Discrétion absolue

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Valeo Embrayages

recherche pour sa division Véhicules de Tourisme à ST-OUEN un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL A FORT POTENTIEL

Interlocuteur des directions techniques et des services achats des grands constructeurs automobiles, il définit les besoins, participe à l'élaboration des propositions (économiques et techniques), négocie la vente de notre gamme de produits.

A 27 *ans minimum*, vous avez enrichi votre formation d'ingénieur par une expérience significative en entreprise, dans une fonction technique (développement, essais) ou commerciale et vous souhaitez mettre en avant vos qualités relationnelles, votre dynamisme et votre volonté d'entreprendre. La connaissance du milieu automobile serait un atout supplémentaire pour appuyer votre candidature qui sera traitée de façon confidentielle par notre conseil.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 36 A 1523-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

etap

Valeo *L'Equipement Automobile*

CADRE COMMERCIAL

HAUT NIVEAU

Nous sommes une société commerciale, créée il y a deux ans, filiale de deux grandes sociétés papetières (française et scandinave).

Dans le cadre d'un fort développement lié, entre autres, à la proche réalisation d'un investissement industriel de très grande importance en France, nous recherchons un responsable commercial de premier plan.

Directement rattaché au Directeur de la Société, il aura un rôle clef dans la vie et le développement de l'entreprise :

- *il assurera la commercialisation de nos produits auprès d'une large clientèle du secteur de la Presse,*
- il participera aux décisions stratégiques et à la mise en place de la future structure commerciale.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation Grande Ecole et au minimum 5 ans d'expérience de la vente à l'industrie (une bonne connaissance du secteur de l'impression serait un atout),
- de solides qualités d'initiative, de dynamisme, d'esprit d'équipe et la capacité de négocier avec une clientèle de tous niveaux,
- une grande mobilité pour travailler sur toute la France,
- une pratique aisée de l'anglais.

Poste évolutif au sein d'une entreprise ayant des projets ambitieux.
Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1525-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Un puissant groupe multinational, nombreuses filiales France et étranger, produits Grand Public (marque de notoriété mondiale), recherche pour l'intégrer à la Direction Juridique de la Holding un

JURISTE D'ENTREPRISE DE VALEUR

350 000 F

Vous souhaitez traiter, à l'échelon national et international, des problèmes juridiques d'envergure dont les enjeux financiers sont importants.

Vous disposez d'une maîtrise de droit privé complétée par un DEA ou un DESS de droit des affaires.

Vous avez 30 ans environ et une expérience de 5 ans acquise de préférence en entreprise, REJOIGNEZ LA DIRECTION JURIDIQUE *de notre groupe.*

Votre mission tant au sein de la holding qu'auprès des nombreuses filiales en France et à l'étranger, concernera principalement :

- le droit des contrats : conception, analyse, négociation et rédaction des accords (contrats commerciaux, droit de la concurrence et de la distribution) ;
- le droit de la propriété industrielle.

La réussite à ce poste important implique de solides compétences liées à une grande rigueur et à de bonnes capacités relationnelles.

Une bonne maîtrise de l'anglais est également nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1526-9M - Discrétion absolue

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

L'EMBALLAGE : UN SECTEUR D'AVENIR

Un des "Grands" européens dans le domaine de l'emballage (800 personnes, CA 450 MF), doté d'équipements performants et *ayant une politique d'investissement tournée vers la haute technologie (automatisme, robotique)* offre un poste très formateur et évolutif au sein d'une de ses 3 usines à un

JEUNE INGENIEUR

AM, IDN, HEI, INSA...

désireux de faire carrière en production

Ce poste s'adresse à un candidat disposant d'une première expérience de 2 à 3 ans acquise en milieu industriel, éventuellement débutant s'il a pu, lors de ses stages, faire preuve de ses aptitudes aux réalisations concrètes et de son goût pour la vie en usine.

Directement rattaché au Directeur d'usine, il débutera par le démarrage et la mise en route de nouvelles installations puis se verra confier la responsabilité d'un secteur de fabrication ainsi que celle de l'ensemble des investissements et des travaux neufs.

De larges perspectives d'avenir sont ouvertes au sein des différentes usines de la société pour un candidat dynamique et animateur alliant à des qualités de rigueur d'excellentes capacités relationnelles et *souhaitant évoluer vers des responsabilités d'encadrement.*

Poste situé à proximité d'Orléans.

Ecrire sous réf. 36B 1470-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Un parcours prometteur en marketing Débutant HEC - ESSEC - ESCP...

Une importante filiale d'un Groupe alimentaire français de tout premier plan, marques connues et renommées internationales, poursuit son développement et offre un poste

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Le titulaire du poste sera associé à des actions variées qui utilisent l'ensemble des techniques publi-promotionnelles.

Une option et des stages dans la branche *marketing* de *produits* de grande consommation, la *bonne pratique de l'anglais,* une ouverture aux autres vous permettront d'être associé à un marketing très opérationnel dans le cadre d'une politique générale résolument prospective et novatrice.

De larges perspectives d'avenir existent dans la Société et le Groupe pour un candidat créatif et rigoureux capable d'amener une véritable contribution personnelle.

Ecrire sous réf. 36 A 1520-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

FRANCE loto

FRANCE LOTO, c'est 6 jeux proposés au public (Loto, Loto Sportif, Tapis Vert, Tac-O-Tac, Loterie Nationale, Jeux Instantanés).

Dans le cadre du plus important site de traitement (500 *personnes), nous offrons un poste de*

JEUNE RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES

Sa mission concernera prioritairement 3 domaines d'intervention : la gestion de la formation, le recrutement et les mutations des effectifs non cadres, un rôle de conseil et d'écoute tant auprès *de l'encadrement que du personnel.*

Diplômé en Sciences Humaines (DESS), CELSA, ce cadre devra disposer d'une première expérience de 2 ans environ dans une fonction Ressources Humaines et plus particulièrement de la **Formation.**

Des qualités de contact et de rigueur favoriseront la réussite à ce poste et permettront *ultérieurement un élargissement des fonctions aux domaines* de la communication et de la gestion prévisionnelle.

Lieu de travail près de Roissy en France.

Ecrire sous réf. 36 A 1521-9M - Discrétion absolue

etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !

CADRES GRANDES ÉCOLES

relevez le défi des années 90 dans notre

DIRECTION COMMERCIALE

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition, vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing. Après formation, vous exercerez des fonctions d'animation du réseau, de développements "marketing", d'organisation commerciale et de nouveaux services.
Votre autonomie et votre volonté vous conduiront à prendre très rapidement des responsabilités. Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons.
Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

responsable commercial

BANQUE AMERICAINE — PARIS

Nous sommes une Banque Américaine de tout premier plan, en forte croissance et dont les profits sont en augmentation constante.
Notre Vice-Président Corporate Banking recherche un Responsable Commercial (Assistant Vice-Président) pour renforcer son équipe Clientèle Entreprises.
Vous devrez gérer et développer un portefeuille de comptes.
Vous êtes capable d'anticiper la demande de la clientèle en concevant des produits et services nouveaux. Vous êtes donc un homme de vente mais aussi de marketing.
De formation supérieure (MBA, HEC, ESSEC, ESC, Sciences-Po...), vous avez : • une expérience bancaire réussie de 3 ans minimum avec une clientèle d'entreprises françaises et étrangères, • une bonne appréciation du risque et du crédit.
Votre goût de l'autonomie s'allie à un bon esprit d'équipe. La maîtrise de l'**ANGLAIS** est indispensable. Très larges possibilités d'évolution en France et/ou à l'Etranger dans un environnement international.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre + C.V.) sous référence GB 10 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Lille — **250 - 300 KF +**

Directeur du Département des relations sociales et communication interne

Au sein de la D.R.H., vous allez participer à la réalisation du « Projet d'Entreprise » d'une grande banque régionale appartenant à un groupe national, en prenant en charge la responsabilité des relations sociales et l'animation de la communication interne.

Les relations sociales :
Vous assurez les relations avec les partenaires sociaux, notamment dans le cadre des négociations d'entreprise, veillez au bon fonctionnement des instances représentatives du personnel (comité central d'entreprise, comités d'établissement, etc.) et intervenez en assistance des présidents de comités d'établissement.

La communication interne :
Vous concevez et réalisez nos supports d'information (journal d'entreprise, vidéo, etc.), organisez les manifestations internes et, d'une manière générale, toutes actions entrant dans le cadre d'un marketing social mobilisateur.

Ce poste, qui nécessite de grandes qualités humaines et le sens de la négociation, s'adresse à un cadre (homme ou femme), de formation supérieure, et justifiant d'une expérience réussie au sein d'une direction des ressources humaines, de préférence en milieu tertiaire (banques, assurances, établissements financiers).

Christian BLEU traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 2183 LM - ARGOS LILLE - 1001, avenue de la République - B.P. 319 - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél. 20.98.83.83.

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

Rowntree Mackintosh

Filiale du Groupe Nestlé
1350 personnes ; C.A. 1,6 Milliard
Leader sur le marché français du chocolat
recherche pour son siège de MARNE LA VALLEE

UON · KIT KAT · AFTER EIGHT · QUALITY STREET · LANVIN · MENIER...

CHEF DE PROJET
Système d'information commercial

Cette création de poste au sein de la Direction commerciale s'inscrit dans un contexte de forte évolution de notre société.
Rattaché directement au Responsable du système d'information commercial votre mission sera concentrée sur :
- le recensement des besoins des utilisateurs
- l'analyse et la conception des applications
- l'assistance et la formation

Vos principaux clients : la Direction commerciale et la Force de vente.

Votre environnement informatique : principalement micro (focus, lotus, Dbase...) en liaison avec notre IBM AS400.

Votre profil : Débutant mais déjà homme ou femme de communication. Ayant reçu une formation spécifique système d'information (EISTI, ESSID,...)

Une bonne pratique de la micro-informatique sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre, CV (photo) et prét. ou salaire actuel, s/réf. CPC, à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Jean-Pierre Bideau, Noisiel, 77422 Marne-la-Vallée Cédex 2.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Hay Group
Conseil en Stratégie
Organisation & Ressources Humaines

- ***5 000 clients dans 42 pays***
- ***partenaires de 60 des 100 premières sociétés mondiales***
- ***plus de 100 consultants en France***

3 Consultants junior
Grandes Ecoles de Commerce

Votre Mission :
- *développer et proposer une ligne de produits,*
- *rencontrer les décideurs Ressources Humaines,*
- *formuler des diagnostics de politiques salariales.*

Vos Atouts :
- *le sens du challenge*
- *le goût du travail en équipe*
- *l'efficacité dans l'organisation*
- *l'autonomie.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, Curriculum Vitæ, photo sous la référence AVE 405 M au Département Recrutement Hay Managers.

Hay Managers
13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

MEDIAPA

CREER LA FONCTION JURISTE D'ENTREPRISE

International CPU intervient au travers de plusieurs filiales spécialisées, en location, financement, conseil, formation en environnement micro, moyens et grands systèmes informatiques. Notre CA en Europe sera supérieur à 1 milliard de francs en 1989. Pour accompagner nos ambitions nous créons le poste de Juriste d'Entreprise.
A 30 ans environ, bilingue anglais, votre expérience en cabinet international de droit des affaires vous a idéalement préparé pour ce poste. En effet, directement rattaché au PDG vous prendrez en charge en plus des tâches classiques (préparations et compte-rendus d'assemblées générales...) la constitution des dossiers de rachats, de création et de rapprochements d'entreprises en France et à l'étranger.
A terme, notre croissance vous amènera à structurer et diriger un véritable service.

Merci d'adresser votre candidature, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. IC/103 à Catherine DAGUET - ICPU - 65, avenue Edouard Vaillant - 92100 BOULOGNE.

INTERNATIONAL CPU

POUR MIEUX VIVRE VOTRE INFORMATIQUE

ASSISTANT RESSOURCES HUMAINES

Filiale d'un groupe industriel français, nous sommes spécialisés dans la vente de produits de grande consommation du secteur automobile et réalisons en France et en Europe 880 MF de CA. Pour atteindre ce résultat, notre Société (680 personnes) a su s'entourer des commerciaux les plus compétents et les motiver par de réelles perspectives d'évolution. ■
Gérer les carrières en France et en Europe, voilà votre mission. ■
Dans un secteur où les métiers et les hommes doivent s'adapter à un environnement concurrentiel, vous assurez l'adéquation entre les besoins d'une entreprise leader et ses ressources humaines. De la mise au point d'outils d'évaluation et de suivi des carrières jusqu'à la participation aux promotions, vous jouez un rôle de conseil et d'aide à la décision auprès des opérationnels. Bien sûr, votre action s'intègre dans celle de l'équipe Ressources Humaines et vous participez à des missions ponctuelles de recrutement, formation... ■
A 26 ans, votre formation supérieure (Bac +4) et une première expérience significative de la fonction Personnel, en entreprise ou en cabinet, vous permettent de donner un nouvel élan à votre carrière. La pratique d'une ou deux langues étrangères sera un atout supplémentaire. ■
Poste basé en proche banlieue ouest. ■

Merci d'adresser lettre +CV +salaire actuel, sous référence ARH, à Bertrand Moncalm, Sodicam, 156, bureaux de la Colline, 92213 St-Cloud Cedex. ■

sodicam

MEDIA-SYSTEM

DCAN CHERBOURG

la direction des constructions et armes navales de CHERBOURG

Etablissement Industriel de l'Etat (5000 personnes) recherche

Un PSYCHOLOGUE du travail

Fonctions :
- Evaluation des capacités : compétences et qualification des personnels : embauches, mutations, promotions...
- Conseils en matière de recyclage, de reclassements professionnels, de restructuration.
- Participation à l'organisation et la mise en place d'une structure de réhabilitation des inaptes et au développement de l'ergothérapie.
- Entretien des liaisons fonctionnelles avec les services : Personnel, Formation, Hygiène et Sécurité du Travail, Groupe d'Animation Ergonomique et Médecine de Prévention.

Profil :
Psychologue du travail, présentant des compétences précises en sociologie et en ergonomie, physiquement apte à réaliser par une présence effective sur le terrain, des investigations ou évaluations du contexte psychologique en Atelier et aux Chantiers ainsi qu'à bord des sous-marins en construction.

Rémunération :
Il est proposé une rémunération mensuelle nette de 9 400 F pouvant être majorée en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) à : **DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES**
Chef de Section Personnel - B.P.10 - 50115 CHERBOURG NAVAL.

REPRODUCTION INTERDITE

CONTRÔLEUR DE GESTION

confirmé, opérationnel et évolutif

Nous sommes un groupe industriel performant (1 600 personnes, plusieurs filiales) et nous avons les moyens *d'assurer notre croissance.*
Nous recherchons le Contrôleur de Gestion *de notre groupe.*

Rattaché au *Directeur Administratif* et *Financier*, il sera chargé :

- d'animer et de coordonner la réalisation du processus budgétaire.
- d'apporter une aide concrète aux opérationnels dans l'analyse de leurs performances et l'élaboration ainsi *que le suivi* de plans d'actions.
- de faire évoluer les systèmes d'information *en milieu informatisé* (IBM 38).

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de gestion, ayant environ 8 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà exercé des responsabilités de contrôle de gestion en milieu industriel.
Ses qualités de rigueur et de contact, ainsi que son tempérament de réalisateur lui permettront de réussir dans *ce poste et d'évoluer* ensuite dans le groupe.

Poste basé à Paris, déplacements fréquents en province.

Ecrire sous réf. 36B 1347-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Groupe International de forte notoriété, figurant parmi les leaders sur le marché de l'équipement automobile recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES

PARTENAIRE DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES

Rattaché à une Direction Générale, il est responsable sur le plan commercial et technique des relations avec le client, identifie les besoins en termes de produits et de service (France et international), dans un souci permanent de promotion de l'image de l'entreprise. *Il bénéficie en outre d'une large délégation de pouvoir.*

Profil demandé :
Ingénieur Grande Ecole *possédant au moins* 10 ans d'expérience professionnelle dans des fonctions techniques et commerciales, connaissant impérativement l'industrie automobile et les techniques mises en œuvre. Nous recherchons un très bon négociateur, possédant en outre des qualités d'autonomie et de rigueur. *Anglais indispensable.*

La réussite dans ce poste offre de larges perspectives d'évolution dans le Groupe en France et à l'étranger.

Ecrire sous réf. 36 A 1522-9M en précisant vos prétentions
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Valeo
Embrayages

De la conception à l'industrialisation de produits mécaniques

Au sein de notre division MECATRONIQUE (100 personnes), nous renforçons notre potentiel technique et recherchons un

INGENIEUR ETUDES ET ESSAIS

Il s'appuiera sur une équipe de 4 personnes pour concevoir et développer de nouveaux produits automobiles, définir les procédures d'essais, coordonner la réalisation des prototypes et leur fiabilisation jusqu'à l'industrialisation *en étroite liaison avec les principaux* constructeurs automobiles et nos services marketing.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé (type ENSAM, INSA, UTC...), fort d'une première expérience de 3 à 5 ans en conception et capable d'évoluer vers de plus larges responsabilités.
Poste basé à Saint-Ouen.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature *sous réf. 36 A 1524-9M* à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

etap

Valeo **L'Equipement Automobile**

CHEF DE PRODUCTION

RÉGION GRENOBLE

Nous sommes un grand groupe industriel français, nos implantations sont internationales et nous sommes leaders mondiaux dans plusieurs de nos activités.

Nous recherchons un ingénieur confirmé et d'envergure pour lui confier des responsabilités opérationnelles de premier plan. Adjoint au Directeur d'une de nos usines, il animera l'ensemble des services de production : planning, méthodes, fabrication, entretien, analyse des coûts. Il aura le souci constant d'optimiser la conduite des installations, de les faire progresser et de faire évoluer son personnel.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur ECP, MINES, AM... ayant 5 à 8 ans d'expérience réussie en usine, de préférence dans le domaine métallurgique ou plastique.

Nous recherchons un Ingénieur motivé, ayant le sens de l'organisation, de la gestion, du dialogue et du progrès. Notre groupe sait proposer des carrières à la mesure de sa valeur.

Ecrire sous réf. 36B 1431-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Un groupe de tout premier plan Des carrières d'opérationnels Pour des ingénieurs de haut niveau

Un des tout premiers groupes industriels français propose des postes formateurs et de terrain à de jeunes ingénieurs à fort potentiel, au sein de grandes usines modernes fonctionnant en continu. Nous recherchons des

• INGENIEURS PROCEDES

Généralistes avec option Génie Chimique (X, ECP, Mines) ou grandes écoles de Génie Chimique (ENSIC, IGC, UTC) *formation complémentaire en pays anglo-saxons ou ENSPM appréciée.*
En liaison avec des Responsables de Production, ils suivent la marche des installations, acquièrent une parfaite connaissance du process, des normes de qualité des produits, des incidences économiques liées à leur valorisation.
Ils étudieront et proposeront toutes interventions permettant d'améliorer le rendement et d'obtenir *une meilleure* valorisation de l'outil industriel.

réf. 36B 1359 - 9 M

• INGENIEURS DE MAINTENANCE

X, ECP, Mines, AM... formation complémentaire en pays anglo-saxons appréciée. Ils seront chargés de mettre en œuvre, dans les meilleures conditions économiques, des moyens permettant d'assurer le bon fonctionnement de l'outil industriel : choix des entreprises extérieures, négociation et contrôle ; développement des méthodes de maintenance ; préparation, supervision et réception des travaux ; gestion budgétaire. Ils animeront des équipes de 5 à 10 *techniciens.*

réf. 36B 1360 - 9 M

Ces ingénieurs pourront démarrer dans la région parisienne, la région lyonnaise ou en Loire Atlantique.

Ouverts au progrès, animateurs, ayant le sens de la communication et le goût de la compétition, parlant l'anglais, ils devront, après ces premiers postes, évoluer vers des responsabilités plus larges et diversifiées au sein du Groupe.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

ALIMENTAIRE

Etudiez les marchés mondiaux de grandes marques renommées.

Un groupe français de dimension internationale de forte notoriété, en expansion et dont les marques sont mondialement connues, offre au sein de sa holding le poste de

CHEF DE GROUPE ÉTUDES MARKETING

Votre mission :

Intégré à une Direction de Marketing perspective et novatrice, vous serez en prise directe avec les centres de décision du groupe et chargé de :

- l'évolution des méthodologies et des procédures afin que vos recommandations forment un rôle moteur dans les performances de notre marketing ;
- l'élaboration et la gestion des études stratégiques en France et à l'étranger ;
- la responsabilité des études de développement de nouveaux produits et des études prospectives ;
- la conception et la mise en œuvre d'outils spécifiques pour l'ensemble du groupe (fichier études, séminaires de formation...) ;
- l'encadrement d'un chargé d'études (panels, prévisions de marché, statistique interface avec les fournisseurs réguliers...).

Votre profil :

L'importance et la diversité de cette mission nécessitent une formation supérieure Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Po, DESS étude de marché... et une expérience de 5 à 7 ans environ dont 3 ans au moins dans un des Instituts d'Etude de Marché connu pour ses techniques avancées et performantes.

La réussite à ce poste, vos qualités d'innovation et de réalisation vous ouvrira de larges perspectives dans la Société ou le Groupe.
Evidemment, vous maîtrisez l'anglais (si possible une autre langue étrangère et vous êtes familier de la micro-informatique).

Ecrire sous réf. 36 A 1476-9M
Discrétion absolue

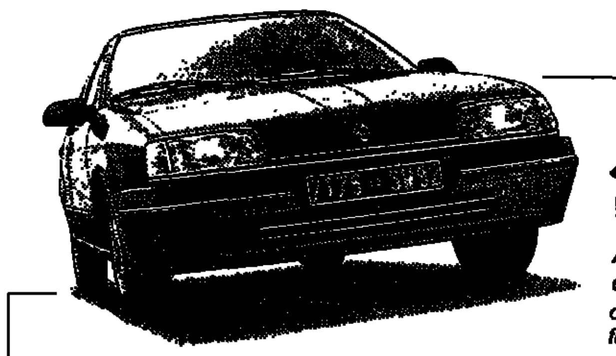
Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Juriste confirmé

DROIT SOCIAL ET DROIT DES AFFAIRES

A 30 ans environ, de formation juridique supérieure (DEA droit social ou équivalent), vous possédez une expérience d'au moins 4 ans comme conseil juridique en droit social et une connaissance appro fondie de la procédure.

vos missions principales :

- *Participer à l'application de la politique sociale de l'entreprise.*
- *Conseiller les directions opérationnelles dans l'application des règles de droit social.*
- *Assurer l'interface entre les avocats de l'entreprise et les directions du Personnel.*

Votre disponibilité, vos qualités relationnelles, votre sens du service et votre pratique courante de l'anglais seront les atouts de votre réussite et de votre évolution dans des fonctions juridiques ou dans d'autres fonctions au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo, à Jerôme Percheron, Carré Turenne 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. JURIS.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

Carré Turenne

Dans le cadre de la formation de son personnel permanent, MANPOWER recherche :

ANIMATEUR DE FORMATION A LA COMMUNICATION (H/F)

ROUEN

possédant une expérience de deux ou trois ans de l'animation de séminaires de communication, de préférence dans le domaine des services. Après une formation complémentaire à Paris, il aura pour mission :

- d'animer les séminaires concernant le réseau commercial et le siège, essentiellement dans sa région et ponctuellement à Paris ou dans d'autres régions (une grande disponibilité est donc nécessaire),
- de concevoir (ou de choisir à l'extérieur) et d'animer des séminaires et des actions de formation spécifiques à sa région, à la demande de son directeur régional et en relation avec le responsable national de la formation.
- d'intervenir dans sa direction régionale comme conseil sur toutes questions de formation à la communication et à la négociation commerciale.
- Des connaissances en micro-informatique sont souhaitées.

Envoyez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à MANPOWER Département recrutement référence M 9 AN - 9, rue Jacques Bingen 75017 PARIS.

MANPOWER
Rigueur et passion.

Valeo
Distribution

Recherche pour sa Direction Vente France à SAINT-OUEN (93)

Jeune Cadre diplômé Grande Ecole Commerce (HEC, ESSEC, ESC...)

Nous souhaitons vous confier un rôle essentiel dans la gestion de nos affaires en vous proposant le poste

Animateur Actions Commerciales

Rattaché au Gestionnaire Commercial des Ventes, vous serez responsable de toutes les informations commerciales en provenance de nos 7 Délégations Régionales. Vous exploiterez cette base de données en vue de l'établissement prévisionnel des budgets et promotions et mènerez toute étude dans le cadre du développement des actions promotionnelles par région, marchés et lignes de produit. Vous interviendrez de façon efficace tout au long du déroulement des actions et conseillerez nos équipes. **Ce poste formateur, qui nécessite une bonne connaissance de la micro-informatique, est un excellent tremplin pour un débutant désirant évoluer rapidement vers une fonction opérationnelle.**

Si vous êtes intéressé par cette proposition, adressez-nous votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, prétentions, CV et photo) sous la réf. M18 à **Valeo Distribution** - Développement des Ressources Humaines - 21 rue Blanqui - 93582 SAINT-OUEN Cedex.

Valeo *L'Equipement Automobile*

Jeune ESC, responsable d'un centre de distribution du livre...

Branche du Groupe Livre HACHETTE, notre rôle de grossiste et de distributeur s'exerce au travers de vingt deux entités réparties sur l'ensemble de la France.

Nous souhaitons confier à un jeune diplômé (EDHEC, ESCAE...), ayant acquis une expérience de gestion d'environ 2 à 3 ans, dans la distribution par exemple, la responsabilité d'un de nos centres régionaux. Ceux-ci ont une double vocation de vente (accueil des clients libraires) et de logistique (stockage, traitement des commandes, expéditions).

Vous serez le véritable «patron» d'une unité, responsable de son fonctionnement, de sa rentabilité et de l'animation d'une équipe.

Organisation, coordination des actions, analyse des résultats mais aussi motivation des hommes et présence régionale auprès des clients supposent que vous soyez vraiment un généraliste, un homme d'entreprise autonome, soucieux de productivité et bon gestionnaire.
Même si votre expérience ne vous a permis qu'un développement partiel de ces capacités nous saurons tenir compte de votre potentiel et de vos ambitions.

Merci de faire parvenir un dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions), sous référence FH/16M à notre conseil : **INFRAPLAN** - 83, bd Raspail - 75006 PARIS.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

Paris

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Filiale française d'un groupe international leader dans son domaine, cette société (130 millions de francs de chiffre d'affaires et 200 personnes) distribue en France et en Europe des produits de beauté. Les objectifs qu'elle s'est fixés et sa croissance constante la conduisent à renforcer l'équipe de direction.

Collaborateur et conseiller direct du Président-Directeur-Général, le titulaire du poste gère et développe l'ensemble des Ressources Humaines de l'entreprise. Assisté dans sa mission par trois personnes, son champ d'intervention recouvre : l'administration et la gestion du personnel, les relations sociales et la communication.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un professionnel de 35 ans minimum, de formation supérieure et justifiant d'une expérience de "généraliste" des Ressources *Humaines en PME acquise de préférence dans le secteur des produits de luxe. Il possède une* bonne pratique de l'informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/2528 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Bretagne Sud

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

BIGARD

Réalisant un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, la Société BIGARD, avec un effectif de plus d'un millier de personnes sur un même site de production, à Quimperlé, figure au nombre des leaders des industries de transformation de la viande et des produits de salaison. Pour accompagner sa forte croissance, elle recherche un Directeur des Ressources Humaines.

Rendant compte au Président Directeur Général, il participera à l'élaboration de la politique sociale qu'il conduira ensuite en privilégiant la communication, la formation et la qualité mais aussi la gestion du quotidien telle que l'impose une activité totalement positionnée sur le marché des produits frais et ultra frais. Il pourra assurer, par la suite, des missions de représentation à l'extérieur.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum et justifiant d'une expérience confirmée de la fonction, acquise dans un milieu industriel à ce niveau de *responsabilités. La réussite dans la fonction implique un sens marqué de l'OPERATIONNEL, une* parfaite maîtrise du dialogue avec les partenaires sociaux ainsi qu'une grande disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. : M 65/3250 A, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

PARKE-DAVIS

AU COEUR D'UNE INDUSTRIE DE POINTE
LA DYNAMIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

Filiale française (800 pers. CA 740 MF) du *groupe américain* WARNER LAMBERT *notre développement* se poursuit tant dans le secteur pharmaceutique que dans le secteur de la grande distribution (produits d'hygiène, de toilette et de confiserie) Cette croissance conduit notre Directeur des Relations Humaines à créer au siège de Courbevoie un nouveau poste de.

GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES

Vous serez notamment Responsable de la Formation pour notre siège social (élaboration du plan de formation avec les opérationnels, prise en main des différentes phases de réalisation et de suivi et bien sûr... de l'ensemble de la gestion). Vous aurez également la responsabilité du Recrutement et des Ressources Humaines pour notre secteur Grande Consommation.

Agé d'environ 28 ans, vous avez une formation supérieure avec une spécialisation en Fonction Personnel (CIFFOP, IGS, CELSA...) et parlez anglais. Après une première expérience en administration ou en gestion de personnel, vous êtes convaincu du rôle important des Ressources Humaines dans la réalisation des objectifs *d'une Entreprise, en un mot... dans sa réussite.*

Notre conseil, Christiane CHARBONNÉ attend votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous réf. O/RF/LM a R.P.C. 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

CREDIT AGRICOLE DE L'AUBE

Avec 550 personnes, 40 agences et 100 000 clients, nous sommes les *premiers sur notre marché régional.* Notre développement nous amène à créer un poste de :

Attaché de direction

Responsable de la communication externe

Impliqué au plus haut niveau de réflexion, vous prenez en charge dossiers et missions de tous ordres, concernant les grandes options stratégiques de développement et d'organisation de l'entreprise. Vous assumez, par ailleurs, la responsabilité de notre communication externe : à vous d'élaborer les grands axes, de décliner les actions institutionnelles et d'image, de relations publiques et de sponsoring. Basé à Troyes, vous êtes rattaché à notre Directeur Général. A 26/30 ans, de formation supérieure (HEC, IEP, CELSA, maîtrise...), vous disposez d'une première approche réaliste des concepts et des outils de communication externe.

Vous souhaitez maintenant prendre en charge un poste complet dans lequel réflexion stratégique, réalisation et force personnelle d'entraînement sont indissociables.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous la référence M/8174 C, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS (télécopie : 42.33.46.73), à qui nous avons confié cette recherche.

OC CONSEIL
Ressources humaines
PARIS
LONDRES

هكذا من الأصل

صكا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

LA MUTUALITE FRANCAISE

recherche un

CADRE pour sa DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET SOCIALE

Missions :
- conception d'études générales, rédaction de notes et d'argumentaires sur la protection sociale.
- préparation et suivi des dossiers relatifs à la Sécurité Sociale.
- *secrétariat* des relations entretenues par la Mutualité Française avec les organisations internationales (A.I.M., A.I.S.S.).

Profil :
- formation universitaire de type maîtrise de droit complétée par un diplôme I.E.P., E.N.S.P. ou un D.E.S.S. "Economie et Gestion des Systèmes de santé"
- expérience professionnelle de 4 à 5 ans acquise de préférence au sein d'un organisme de protection sociale.
- des qualités rédactionnelles et relationnelles sont *indispensables*.

Poste basé à PARIS 15ème.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) en précisant vos souhaits de *rémunération* et la réf. 89/075 à :
MUTUALITE FRANCAISE, Direction Administrative 255, rue de Vaugirard. 75719 PARIS Cedex 15.

MUTUALITÉ FRANÇAISE

CONTESSE

Directeur de la communication

Banque - région parisienne

Un stratège

Sa première responsabilité sera de définir et de mettre en œuvre notre stratégie de communication.
Esprit de synthèse et d'intuition, c'est un stratège. Les pieds sur terre.

Un vendeur

Il saura vendre notre entreprise à nos clients, à nos partenaires, ... et aussi à nos collaborateurs.
Force de conviction, il sait aussi vendre ses idées et s'adapter à la variété de ses interlocuteurs.

Un manager

Responsable du budget (10 MF) et de l'animation du service communication (10 personnes), il optimisera en permanence les moyens a sa disposition.
Force d'entraînement, il a les méthodes et la rigueur d'un véritable manager.

Homme ou femme de plus de 30 ans, de formation supérieure type grande école, il dispose d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction similaire et/ou en agence de communication.

La connaissance du milieu bancaire serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., lettre de candidature et pretentions, sous réf. DC/PC/09/LM sur l'enveloppe, à

Hay Managers
13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

MEDIAPA

D I R E C T E U R S D ' A G E N C E

Parlez-nous

P R O F E S S I O N N A L I S M E

Nous vous parlerons expansion, dynamisme, qualité du service rendu à nos clients. Professionnels du secteur bancaire, vous possédez une première expérience réussie à un poste d'adjoint ou de responsable d'agence. Homme de dialogue et de développement, vous *serez le conseil privilégié de notre clien*tèle (particuliers et professionnels). *Vous élargirez votre expérience à la* gestion et à l'organisation d'une agence, à l'animation de votre équipe, ainsi qu'à la responsabilité globale des résultats.

Pour parler ensemble de vos nouvelles responsabilités en Ile-de-France, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. LM/89/9, à la Direction des *Relations Humaines et Sociales, Crédit* Mutuel Ile-de-France, 19 cité Voltaire, *75541 Paris Cedex 11.*

Crédit Mutuel
Une banque à qui parler

MEDIA-SYSTEM

RÉUSSIR ENSEMBLE À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONSEILLER EN RECRUTEMENT H/F

***Réussir ensemble** à découvrir et convaincre de nous rejoindre les hommes et les femmes qui contribueront à nos succès et à notre image : c'est notre projet.*

Notre service Recrutement est très actif et très diversifié : jeunes diplômés, cadres confirmés de tous niveaux et pour tous les métiers excercés par la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, 1er groupe bancaire privé français.

***Votre mission :** vous serez conseiller des hiérarchiques dans la définition de leurs besoins, l'analyse du marché et la sélection des candidats. Vous serez responsable de la mise en œuvre du processus de recherche et d'appréciation. Vous participerez aux actions de communication extérieure (forums, etc...) et serez impliqué dans la politique Ressources Humaines de notre Banque.*

***Votre profil :** vous avez une formation supérieure en **psychologie** (DESS Psychologie) - votre expérience de quelques années de la fonction recrutement dans une entreprise du secteur tertiaire ou dans un cabinet spécialisé en recherche de cadres de banque vous a préparé à nous rejoindre.*

N'hésitez pas à prendre contact avec notre Conseil qui vous en dira plus sur notre offre.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 49200 à C.E. Koebrer - CPA - 3, rue de Liège - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

---

conseil général

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE PAR VOIE DE DÉTACHEMENT POUR LA DIRECTION *DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX*

• UN ARCHITECTE

pour encadrer un secteur d'études d'architecture et de travaux de bâtiments
Expérience en collectivités territoriales souhaitée

• UN ARCHITECTE URBANISTE

pour la préparation des opérations importantes de restructuration et construction de bâtiments

CONDITIONS :

- **Etre titulaire du grade d'architecte dans la fonction publique.**

CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

- **Vendredi 22 septembre 1989 à 16 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.**

ADRESSER LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :

- **un curriculum vitae,**
- **la photocopie du dernier arrêté de promotion,**
- ***deux enveloppes timbrées portant nom et adresse, à :***

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel départemental
Avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRÉTEIL CEDEX
Tél. 43-99-84-00, Poste 8415.

P A R I S E T G R A N D E S M E T R O P O L E S

JEUNES ESC, POUR UNE ASCENSION RAPIDE, DEVENEZ DES TECHNICO-COMMERCIAUX DE L'ANALYSE FINANCIERE

Filiale de la Compagnie Bancaire, l'UCB est aujourd'hui le N° 1 des établissements spécialisés dans le financement immobilier.
Avec 70 agences en France et des implantations européennes qui se développent, nous proposons des produits très diversifiés.

Avec un diplôme ESC ou de Gestion, nous vous proposons d'enrichir votre formation dans une mission à double facette : commerciale et technique.

- Placé au coeur de nos équipes commerciales, c'est en relation directe avec notre clientèle de promoteurs et de professionnels que vous négociez le montage des dossiers.
- Analyste financier, vous veillez à la qualité des *projets sous leurs aspects financier, économique,* juridique et humain avant de suivre leur réalisation.

Vous l'avez compris, garant de la sécurité et de la rentabilité des opérations, vous êtes pour nos clients un interlocuteur commercial convaincant et pour nos agences un spécialiste financier solide.

De nombreuses possibilités d'évolution (encadrement d'une équipe, direction d'une agence...) vous seront proposées tant à l'UCB qu'à la Compagnie Bancaire.

Pour ces postes basés à Paris et dans les grandes métropoles régionales, adressez votre dossier complet de candidature sous référence AF/LM à Frédéric BOULY - UCB - 19, rue La Perouse - 75116 PARIS.

UCB

compagnie bancaire

MEDIAPA

Quand la fonction Personnel rime avec opérationnelle...

Nous sommes une puissante association, dont la vocation est de gérer la formation professionnelle de 180 000 personnes. Nous aimons la performance et l'efficacité dans notre mission, ainsi qu'au sein même de notre propre structure (60 salariés) ; c'est pourquoi nous créons aujourd'hui le poste de

Directeur du Personnel et des Relations Humaines

Directement rattaché au Secrétaire Général, il se voit confier les attributions classiques inhérentes à sa fonction : administration et gestion du personnel, plan de formation, système d'évaluation...
Mais c'est aussi une envergure de consultant interne qu'il doit posséder (audit et recommandations), afin de définir notre politique de relations sociales et de communication interne.

Nous souhaitons rencontrer un tempérament de manager car pour nous, la Politique Sociale est partie intégrante de notre stratégie (il est membre du Conseil de Direction).
Agé d'environ 30 ans et de formation supérieure, votre expérience vous a convaincu de l'intérêt d'une vision dynamique et opérationnelle de la fonction Personnel.

Le poste est basé à Paris 15ème.

Ecrivez sous référence 907738/M. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

RESPONSABLES DE LA FONCTION PERSONNEL GROUPE

Reims - Chaumont - Epinal

SNVB GROUPE CIC

La SNVB, banque *régionale* fortement implantée dans l'Est de la France et appartenant au groupe CIC renforce ses structures Ressources Humaines Groupe et recherche des Responsables de la Fonction Personnel Groupe.

Rattachés hiérarchiquement aux Directeurs de Groupe, ils entretiennent d'étroites relations avec la Direction des Relations Humaines du siège à Nancy.

Outre les attributions classiques liées à la fonction personnel ; gestion et administration du personnel, paie, relations sociales institutionnelles (CE - CHSCT)..., ils représentent l'un des éléments déterminants dans l'application de la politique développement des ressources humaines et sociales de l'établissement. Ainsi, ils sont chargés au niveau de leur groupe d'animer la gestion prévisionnelle des ressources humaines, d'analyser les besoins en formation et d'élaborer les plans adaptés, sans omettre la fonction de communication et d'information au sein du groupe.

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés de l'enseigne*ment supérieur* de type universitaire Droit, Sciences Economiques ou écoles CELSA, CIFOP... ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la fonction personnel. Il s'agit de postes évolutifs, aussi les candidats rencontrés sont mobiles géographiquement. Ces postes sont basés à REIMS, CHAUMONT et EPINAL.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet + photo et rémunération sous référence : M 39/3019 D à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre société financière située à POITIERS, appartient à un groupe bancaire de premier plan. Nous recherchons le RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABILITE

RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABILITE

■ Au sein de notre Direction Financière, vous serez aidé par une équipe de collaborateurs jeunes et motivés.

■ Votre mission : garantir l'exhaustivité et la faisabilité du système d'informations comptables de notre société et des entités qui lui sont rattachées.

■ A environ 30 ans, vous bénéficiez d'une formation supérieure et possédez une première expérience réussie d'encadrement et d'organisation d'une unité comptable.

Si vous souhaitez participer au développement d'une entreprise performante et dynamique, rejoignez-nous !

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, *s/réf. 6246/LM, à MEDIA P.A. - 50-54, rue de Silly* 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

MEDIA PA

Juriste spécialisé en droit des sociétés

Groupe de communication de premier plan, nous recrutons un juriste pour assister le responsable spécialisé en Droit des Sociétés et des Assurances de notre service juridique.

Ce poste attractif comporte les responsabilités traditionnelles de cette spécialité mais également la participation active à des dossiers de fusions, acquisitions, création de sociétés, apports partiels...

Pour réussir dans cette mission motivante, vous justifiez d'une formation juridique de 3ème cycle, orientée vers le Droit des Affaires, complétée par de bonnes connaissances en fiscalité et comptabilité. Vous avez acquis deux à quatre ans d'expérience en cabinet ou en entreprise. Votre compréhension de l'anglais sera un atout.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous la référence 066 M à notre Conseil ORBE – 41, avenue George V – 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

ORBE

ATELIER D'ARCHITECTURE

recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il devra posséder une formation technique de haut niveau, dix années d'expérience dans le bâtiment pour organiser le travail d'une trentaine de personnes et suivre la réalisation des ouvrages.

Envoyer CV, lettre manuscrite, prétentions et photo au :
nº 8473 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

MISE EN PLACE DES ÉQUIPES DE PROJET

programme développement social des quartiers

Dans le cadre d'un service fourni aux collectivités locales (France entière), la délégation interministérielle à la Ville recueille des candidatures pour des postes de :

CHEFS DE PROJET
AGENTS DE DÉVELOPPEMENT

Ces postes conviennent à des personnes expérimentées et motivées pour :
– innover dans la gestion urbaine locale,
– développer des démarches partenariales,
– impulser des dynamiques avec les habitants.

Envoyer C.V. au nº 8455 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

PROTEE
45, rue Saint-Roch
75001 PARIS

Association créée par les pouvoirs publics, les régions et les organisations professionnelles pour faciliter et accélérer l'utilisation des dispositifs de formation multimédia individualisée

RECHERCHE

1°) SON DIRECTEUR (poste réf. D)

Il travaille en étroite collaboration avec le président, le bureau et le conseil d'administration et organise les relations institutionnelles.
Il propose les orientations de politique générale et élabore les plans d'action à moyen terme.
Il prépare, met en œuvre et gère les budgets. Il dirige l'ensemble des services, recrute et administre le personnel.
De formation supérieure, il apporte une expérience confirmée de direction d'un département d'entreprise ou d'une PME.
Il possède une bonne connaissance des questions liées à la formation professionnelle et de l'économie générale des technologies de communication.
Animateur, négociateur, rigoureux, il est motivé par le développement d'une structure jeune et légère.
La pratique des langues étrangères est un atout important.

2°) SON RESPONSABLE DE COMMUNICATION (poste réf. C)

Il propose la politique de communication externe. Il en assure la mise en œuvre dans la limite des budgets définis.
Il élabore le style et la nature des messages, et plus largement le contenu de la communication.
Il assure les relations de la structure avec son environnement.
De formation supérieure, il a une solide expérience de la communication d'entreprise. Mobile, autonome, créatif, rigoureux, il souhaite s'intégrer à une équipe jeune. La pratique des langues étrangères constitue un atout important.

3°) UN CHEF DE PROJET TECHNIQUE (poste réf. T)

Il conduit les travaux d'élaboration d'un guide des ressources de formation multimédia individualisée : spécifier les sous-ensembles du projet, en identifier les acteurs-clés, *préparer les accords de collaboration qui en découlent, mettre en œuvre les* méthodes les mieux adaptées aux particularités du projet.
De formation supérieure, c'est un généraliste connaissant la formation professionnelle et ayant une culture technique minimum des technologies de communication. Il souhaite valoriser une première expérience dans la conduite des projets. Il possède des qualités d'animateur et apprécie le travail en équipe.

Adresser CV et prétentions à :
Monsieur le président
PROTEE
45, rue Saint-Roch, 75001 PARIS

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES OU PAR VOIE DE DETACHEMENT
DES PUÉRICULTRICES

conseil général

APPELÉES A EXERCER LES FONCTIONS DE DIRECTRICES OU DE DIRECTRICES ADJOINTES EN CRECHES

CONDITIONS A REMPLIR
- Etre titulaire du Diplôme d'Etat de Puéricultrice ;
- Etre âgé de 20 ans au moins et de 45 ans au plus au 1er janvier 1989 ;
- Justifier de 5 ans d'expérience (pour les candidates aux postes de Directrices de crèche).

TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES
- d'un curriculum vitae ;
- de la photocopie des diplômes ;
- de la photocopie du dernier arrêté de promotion

(pour les candidatures par voie de détachement)

au plus tard le 31 octobre 1989, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi, à :

L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1er bureau – recrutement
avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRÉTEIL CEDEX

POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER LE Tél. 43-99-84-00. Poste 6414.

Notre société spécialisée dans la vente et la location de matériel d'élévation recherche celui qui, au terme d'une période de transition d'environ 6 mois, sera son

Directeur général

A 30 - 35 ans, de formation Arts et Métiers, ICAM ou équivalent, vous possédez une expérience de quelques années au cours de laquelle se sont manifestées vos aptitudes à diriger des équipes techniques, vos qualités de gestionnaire et votre habileté à développer une clientèle.

Dans un premier temps, vos activités se limiteront à la Région Parisienne puis elles s'étendront progressivement au territoire national.

Votre esprit d'équipe et votre profil d'entrepreneur seront les garants de votre réussite. La maîtrise de la langue anglaise serait un plus.

Ecrire sous référence I 92 à

Quadre International
18, rue de la Pépinière
75008 PARIS

ESSCA

ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES D'ANGERS

Bac + 4 reconnue. Etudiants admis sur concours national

Dans le cadre de notre développement : augmentation du nombre de professeurs - accroissement de l'effectif élèves (180 par promotion) - diversification des activités : Mastère, Formation continue, Etudes,
nous recrutons pour les postes permanents
(service de 3 à 4 jours/semaine) :

PROFESSEURS ASSISTANTS

Pour les départements suivants :

FINANCE-COMPTABILITE
-1 poste orienté vers la finance (FIC 1)
-1 poste orienté vers le contrôle budgétaire et la comptabilité analytique (FIC 2)

MARKETING
-1 poste orienté vers la communication (MKG 1)
-1 poste orienté vers le contrôle et le commercial (MKG 2)

RESSOURCES HUMAINES
-1 poste orienté vers la communication interne et la gestion de personnel (RH 1)

ECONOMIE
-1 poste orienté vers l'économie d'entreprise et l'économie industrielle (ECO 1)

ALLEMAND (ALL 1)

De formation 3ème cycle, vous possédez de réelles qualités pédagogiques et une expérience en entreprise.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence choisie à : ESSCA - Secrétariat Pédagogique
1 rue Lakanal - B.P. 2007 - 49016 ANGERS Cedex.

COMMUNICO

2 CHARGÉ(E)S D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Votre mission : Après une formation à nos méthodes d'analyses, vous collaborerez à la réalisation d'études sur les stratégies d'entreprises.

Votre profil : Vous êtes un(e) jeune diplômé(e) d'un troisième cycle universitaire en économie industrielle, en gestion et/ou d'une école de commerce. Vous parlez l'anglais. Vous aimez écrire et faites preuve d'une très bonne capacité de rédaction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV et photo à Eric Chenais :
PRECEPTA
85, rue Lafayette
75009 PARIS.

PRECEPTA
Conseil et analyses stratégiques

Diners Club International®

Engagez votre avenir dans un groupe qui agit

Branche Voyages/Tourisme du groupe BOLLORE,
DINERS CLUB INTERNATIONAL recherche

Spécialiste Marketing H/F

De formation BAC + 3 ou équivalent, vous avez une expérience en produits d'assurances et/ou produits financiers [illegible] des nouvelles techniques de commercialisation [illegible] d'apporter une réflexion stratégique à notre [illegible] commercial.
Vous avez une bonne ai[illegible] rédact[illegible]elle et save[illegible] manière autonome [illegible]ctions [illegible] un esprit [illegible] rigoureux. Vos quali[illegible] contact [illegible] dynam[illegible] ouverture d'esprit font [illegible] un inte[illegible] appré[illegible] votre équipe de travail.
La vitalité de notre groupe [illegible] de ré[illegible] possibilités [illegible] des candidats à fort potentiel.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de [illegible] manuscrite, C.V. et photo) à SCAC DINERS CLUB [illegible] Relations Humaines et de la Formation - [illegible] 19-29, rue du Capitaine Guynemer 92081 PARIS LA DEFENSE

Pain Chamas

Groupe médico-social

Groupe de premier ordre (12 Ets., 350 pers.) dans l'Ouest, notre dynamisme est synonyme d'innovation et développement.

Attaché de direction (Réf. 714/LM)

pédagogue de formation psycho, socio ou autres, vous mettez en place :
- recherches pédagogiques et techniques,
- outils de communication,
- formations des équipes d'intervenants,
- échanges au plan régional ou national.

Directeur d'établissement (Réf. 713/LM)

de formation ou d'expérience enseignant, animateur, formateur ou autre, vous asssurez la gestion globale du centre (8 MF budget) - l'organisation pédagogique (3 classes, 5 ateliers) pour jeunes (15 à 25 ans).
Forte responsabilité liée à une bonne rémunération + logement de fonction.
Merci d'adresser C.V. + photo s/réf. choisie à notre conseil J.M. VIAU - CAPFOR 9, rue Célestin-Port - 49100 ANGERS. Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

MEDIA PA

VILLE DE LILLE
CONSERVATOIRE NATIONAL DE RÉGION
Musique-Danse-Théâtre
Recrute

UN DIRECTEUR ADJOINT
Titulaire du C.A.
et
UN ATTACHÉ DE DIRECTION

chargé de l'organisation des activités d'animation-diffusion stages et relations publiques

Postes à pourvoir en octobre-novembre 1989

Renseignements et candidatures : Conservatoire de Lille **place du Concert, 59800 Lille. Tél. : 20-74-57-50**

BANQUE DE DÉPÔTS

Paris et région parisienne,
recherche pour son réseau d'Agences

SECONDS D'AGENCE

Classe IV ou V, ayant une bonne pratique des opérations bancaires.

Adressez lettre manuscrite, Curriculum-Vitæ, photo en précisant la référence 43.894,
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75502 Paris, qui transmettra.

Suite de la rubrique
CADRE
Mardi 5 daté 6 septembre
Page 23

هكذا من الاصل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESSOURCES HUMAINES

SPÉCIALISTES FONCTION PERSONNEL

Motivé(e) par le recrutement, possédant une formation et une première expérience en Ressources Humaines, vous participerez à la recherche et à la sélection de nos futurs collaborateurs. Réf. 9/HR/53.

DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

URBANISTE CONFIRMÉ

Vous préparerez les projets d'urbanisme en optimisant l'utilisation des terrains et des infrastructures existantes. Vous participerez activement à la réalisation des études et à la coordination des travaux en liaison avec les services internes et les intervenants extérieurs.
Vous avez une formation d'urbaniste complétée, si possible, par des études d'architecture et vous avez une expérience de 2 ans au moins dans un poste similaire sur un projet « privé » de même ordre. Être bon dessinateur est un élément indispensable. Réf. 9/MC/54.

PAYSAGISTE CONFIRMÉ

Vous préparerez les études paysagères dans le cadre de développement du projet immobilier. Vous participerez aux études spéciales (choix de plantations adaptées aux conditions d'environnement et aux différents thèmes évoqués ; utilisation possible des plants existants) établies sur système CAO.
Vous êtes diplômé d'une formation « paysagiste » ou Ingénieur Agronome. Vous avez au moins 2 ans d'expérience dans un poste similaire dans le domaine « privé » pour un projet de même ordre. Vous êtes bon dessinateur. Réf. 9/MC/55.

RESPONSABLE INFRASTRUCTURES

Vous développerez les études d'infrastructures (transports, réseaux divers) en liaison avec les services internes et les intervenants extérieurs. Vous établirez les spécifications techniques et superviserez l'exécution des plans sur systèmes CAO/DAO.
Vous êtes Ingénieur Diplômé (Génie Civil, travaux publics) et vous avez au moins 10 ans d'expérience professionnelle, dont 5 ans dans le secteur « privé » pour des projets de plus de 400 hectares. Réf. 9/MC/56.

RESPONSABLE CAO/DAO

Vous serez responsable CAO/DAO de notre département Urbanisme/Architecture. Vous serez en charge de l'acquisition du système, de son installation, de sa maintenance, de ses évolutions ainsi que de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.
Vous êtes ingénieur, avec une très bonne expérience (5 à 10 ans) de l'utilisation du développement du système CAO/DAO. Vous avez acquis cette expérience de préférence dans un cabinet d'architecture ou d'un bureau d'ingénierie. Réf. 9/MC/57.

PLANIFICATEUR

Vous aurez à préparer les études de planification et d'organisation concernant les infrastructures : transports, eau... etc, les choix des terrains pour les différentes activités, tout en tenant compte des réglementations et procédures dans le domaine de l'immobilier. Vous utiliserez le système CAO. Vous êtes de formation supérieure en architecture ou urbanisme et vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire dans le secteur « privé » sur des projets de taille importante. Réf. 9/MC/58.

RESPONSABLE PLANIFICATION PROJET IMMOBILIER

Vous initierez et mettrez en place des études de planification de développement immobilier important que nous entreprenons autour du Parc d'attractions, en tenant compte des contraintes techniques. Pour cela vous animerez une petite équipe de spécialistes. Vous serez responsable de la planification, à court, moyen et long terme, des soumissions et des étapes techniques, en accord avec les différentes réglementations et procédures.
Vous avez une formation supérieure d'économiste ou d'urbaniste et surtout, au moins 10 ans d'expérience de développement immobilier pour des projets similaires, de très grande envergure (projets complexes de plus de 200 hectares) dans le secteur « privé ». Réf. 9/MC/59.

RESPONSABLE « LOTS TECHNIQUES »

Dans le cadre de la Direction des projets, vous serez responsable de la définition et de la réalisation des lots techniques. Vous assurerez le suivi des études, des travaux et de la mise en service pour les différents projets. Ce poste clé de notre développement immobilier (plus de 5 000 chambres d'hôtel dans la première phase) ne peut convenir qu'à un professionnel expérimenté.
Vous êtes ingénieur avec une expérience d'au moins 10 ans, acquise de préférence dans la construction ou la direction technique de grands projets, dans le domaine hôtelier ou équivalent. Réf. 9/MC/60.

RESPONSABLE MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION HÔTELIÈRE

Vous serez responsable du mobilier et matériel d'exploitation des hôtels : définition, achats, mise en place, au sein de la Direction du projet. Vous assurerez la coordination des opérations, en liaison avec les services internes (exploitation, achats) et des intervenants extérieurs (architectes, décorateurs...).
Vous avez une expérience de 5 à 10 années dans cette spécialité, obtenue en participant à l'ouverture de plusieurs hôtels en France ou à l'étranger. Réf. 9/MC/61.

COORDINATEURS MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION HÔTELIÈRE

Vous superviserez d'une part la bonne gestion des contrats de sous-traitance des équipements hôteliers (5 000 chambres) en liaison avec le service achats, d'autre part la fabrication, le stockage, le transport et bien sûr l'installation de ces matériels conformément aux cahiers des charges et aux normes et procédures en vigueur dans ce domaine.
Vous avez une très bonne expérience de 5 ans dans la construction d'hôtels et au cours de laquelle vous avez participé à l'ouverture d'au moins 2 sites. Réf. 9/MC/63.

MAQUETTISTES

Vous rejoindrez notre équipe de maquettistes pour un projet imaginaire mais bien réel : « Le Royaume Enchanté », notre parc d'attractions « Disney » sur 60 hectares. A partir de plans d'architectes, vous aurez à effectuer des maquettes variées tant au niveau des sujets, que des formes et matériaux qui représentent exactement le parc. La fidélité et la minutie de votre travail permettront à nos spécialistes de réaliser parfaitement notre projet.
Vous avez mis votre formation artistique en application pendant 2 à 3 ans en tant que maquettiste (modèles de projets de construction). Vous êtes habitué à utiliser des outils spécialisés manuels et électriques et avez une bonne connaissance des matériaux et des techniques variés utilisés dans ce domaine. Réf. 9/MC/62.

ESTIMATEUR COÛTS ARCHITECTURE DÉCORS

Vous déterminerez le volume des décors intérieurs et extérieurs du parc d'attractions (60 hectares) pour tous les bâtiments ayant chacun leur propre thème, pour en estimer les coûts. Vous analyserez et suivrez les réponses aux appels d'offre lancés, participerez à toutes les modifications des cahiers des charges.
Vous avez une formation technique Bac + 3 minimum et vous avez déjà travaillé à la conception et mise en place de décors : expositions professionnelles et industrielles, décors de théâtre ou à thèmes. Vous avez eu une expérience en entreprise de construction de décors qui vous a appris à estimer le coût de vos projets et à travailler à partir de plans. Réf. 9/MC/76.

SERVICES GÉNÉRAUX

SUPERVISEUR PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DE BUREAUX

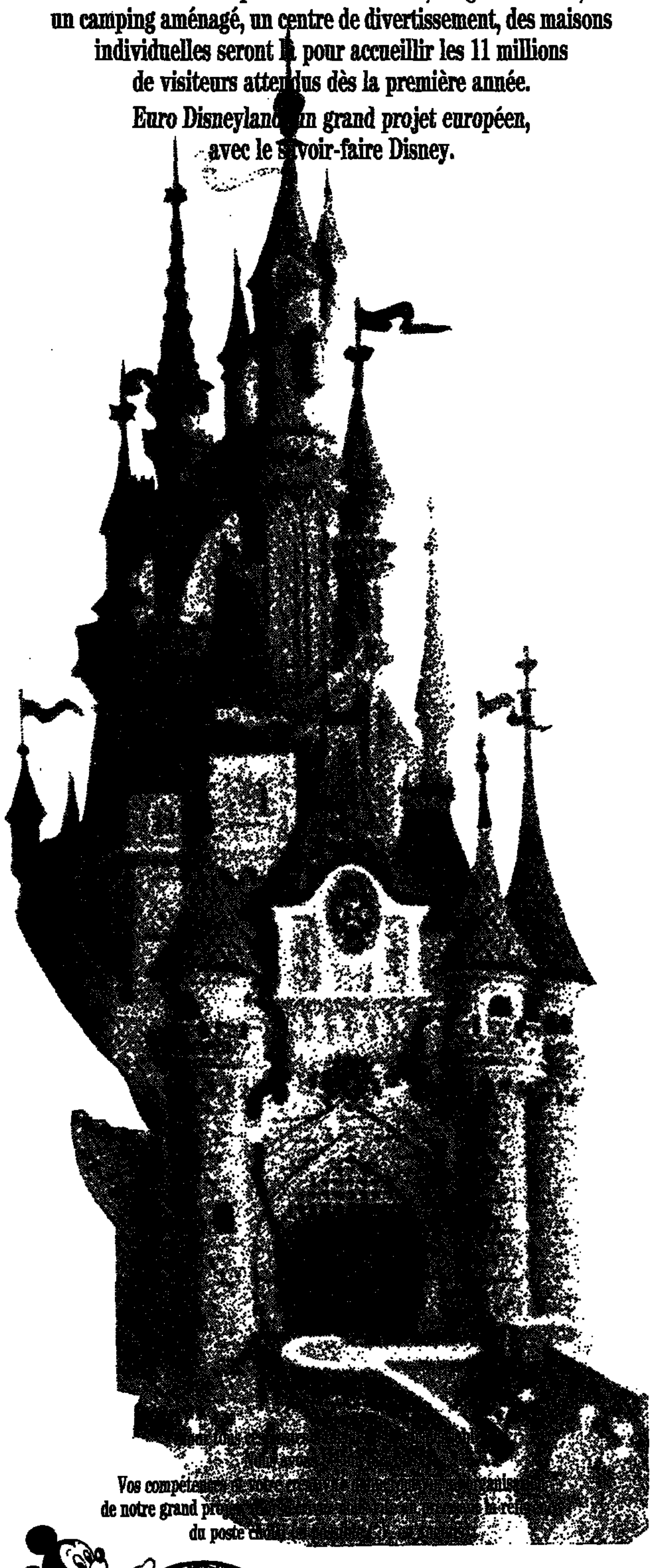
Vous superviserez l'intégralité des opérations pour l'aménagement de tous les locaux Euro Disneyland (recherches, plans, décoration, choix des fournisseurs et suivi...). Vous animerez une petite équipe.
Vous avez une formation supérieure d'architecte ou d'ingénieur, ou équivalent, une expérience similaire d'au moins 5 ans, l'habitude des contacts à haut niveau, et la connaissance de différentes techniques de second œuvre. Réf. 9/AD/78.

RESPONSABLE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vous serez en charge de la conception et de l'installation du réseau de télécommunications, tant pour nos besoins actuels que futurs (parc d'attractions, hôtels, bureaux...) en coordination avec France Telecom : tous les systèmes téléphoniques, vidéo, radio et leur maintenance. Vous assurerez la répartition des coûts par division, et la conformité de nos installations avec les normes en vigueur.
Vous avez une formation supérieure en Télécommunications, et un bon sens de l'organisation. Vous avez une bonne connaissance des interfaces entre les différents réseaux de communication, et des systèmes digitaux, que vous avez mis en pratique dans un grand projet, si possible dans le domaine hôtelier, avec une animation d'équipe. Réf. 9/AD/79.

Nous préparons pour 1992,

sur un site d'environ 2.000 hectares, à l'Est de Paris, un lieu de loisirs et de résidence tout à fait unique en Europe par sa taille et sa conception. 12.000 personnes y travailleront dès l'ouverture. Le fameux parc à thèmes « Magic Kingdom », 5.200 chambres réparties dans 6 hôtels, un golf 18 trous, un camping aménagé, un centre de divertissement, des maisons individuelles seront là pour accueillir les 11 millions de visiteurs attendus dès la première année.
Euro Disneyland, un grand projet européen, avec le savoir-faire Disney.



Vos compéte[illegible]
de notre grand pro[illegible]
du poste ch[illegible]

Euro Disneyland

© Disney

EURO DISNEYLAND, SERVICE RECRUTEMENT, « LE PASCAL », 3 à 11, BOULEVARD GEORGES MÉLIÈS, 94350 VILLIERS-SUR-MARNE.

FINANCE

CHARGÉ D'ÉTUDES PROJET IMMOBILIER

Au sein du département Développement Immobilier, vous serez en charge des études aussi bien marketing que financières, par exemple : études de marchés, études de faisabilité, plannings. De plus, vous pourrez avoir la responsabilité de certains projets.
Vous avez une formation supérieure en marketing ou finance ou architecture. Votre expérience professionnelle de ce type d'études est large : sur des projets de loisirs, d'immobilier (commercial ou résidentiel), mais surtout de l'immobilier « hôtel », bureaux. Réf. 9/FN/64.

CONTRÔLEUR DE GESTION CONFIRMÉ CONTRÔLEUR DE GESTION DOMAINE HÔTELIER

Pour ces deux postes, vous aurez à étudier et à analyser en détail tous les problèmes liés aux opérations financières de la société, dans un département particulier, par exemple le département hôtelier. Vous élaborerez et suivrez les budgets avec l'analyse des écarts ; des recommandations sur les solutions appropriées seront à faire.
Vous avez une formation supérieure : grande École de Commerce, option financière ou MBA et vous avez une expérience comptable et financière de 2 à 6 ans. Pour le poste de contrôleur de gestion domaine hôtelier, une expérience dans l'Hôtellerie est bien sûr un atout important. Réf. 9/FN/65.

RESPONSABLE FINANCIER PROJET IMMOBILIER

Vous serez responsable des opérations financières pour des projets de construction importants, de leur suivi, de l'analyse des écarts, des recommandations à apporter. Pour cela, vous aurez une petite équipe d'analystes financiers, et vous serez en liaison permanente avec les responsables de projets et le service achats.
Vous êtes de formation grande École de Commerce, option Finance, avec si possible une formation d'ingénieur, et vous avez une forte expérience de l'analyse financière de grands projets de construction dans le secteur « privé ». Réf. 9/FN/66.

ASSISTANTE RELATIONS INVESTISSEURS

En liaison avec la Direction de la Communication et au sein du département Opérations Financières, vous aurez à organiser, mettre en place les relations avec nos investisseurs institutionnels, avec les analystes financiers. Vous aurez à rassembler les documentations et informations nécessaires, et à répondre à toutes les questions de nos investisseurs européens de la Commission des Opérations en Bourse,... etc.
Vous avez une formation BTS Secrétariat de Direction et une très bonne expérience professionnelle en tant qu'Assistante d'une Direction Financière. Vous aimez la communication, la finance, et parlez au moins deux langues (anglais compris), et plus si possible. Réf. 9/FN/72.

INFORMATIQUE

CHEFS DE PROJET

▲ Logistique ▲ Gestion Personnel
▲ Systèmes hôteliers

Vous serez responsable des projets, analyse et réalisation dans leur globalité (coûts et délais), dans le domaine qui vous intéresse et que vous connaissez bien. Vous participerez à tous nos choix stratégiques techniques, et aux choix de moyens de mise en œuvre, car toute notre informatique est à créer. Vous aurez une équipe à animer. Vous avez une formation supérieure en informatique, et une expérience de 5 à 6 ans d'analyse. Réf. 9/IS/67.

CHARGÉS DE FORMATION

Vous aurez à mettre en place et à animer les cours de formation des utilisateurs aux produits informatiques tels que : Excel, Pagemaker,... sur Macintosh ou Lotus ; Wordperfect, D base II, sur PC.
Vous avez une très bonne culture informatique et un bon esprit pédagogique, et si possible, vous bénéficiez de ce type d'expérience. Réf. 9/IS/68.

INSPECTEURS MAINTENANCE CONNECTIQUE

Vous participerez à la mise en place de réseaux locaux ou externes, des systèmes autonomes et des postes de travail. Vous aurez à conseiller et à assister les utilisateurs pour toutes les défaillances « hard ».
Vous avez une expérience technique de 3 à 5 ans de ces domaines, et une bonne culture informatique et électronique de base (micro, systèmes de télécom, hardware). Réf. 9/IS/69.

ANALYSTE PROGRAMMEUR MICRO

Vous participerez à l'analyse détaillée et prendrez en charge les réalisations nécessaires au développement ou l'amélioration des applications d'un projet.
Vous avez une formation Bac + 2, une expérience d'environ 4 ans au cours de laquelle vous avez connu l'environnement Apple Macintosh (Excel, 4 D...), les réseaux (MS DOS, Macintosh), et vous avez utilisé le langage de programmation C ou Pascal. Réf. 9/IS/70.

CONTRÔLEUR GESTION/ADMINISTRATIF JUNIOR

Les responsabilités seront variées au sein d'un Département Informatique en création : analyser et contrôler les différents contrats et budgets, aider à la gestion du personnel, mettre en place les procédures pour le bon fonctionnement du service.
De formation supérieure généraliste, vous aimez l'informatique et avez une première expérience d'une fonction administrative, financière, si possible dans un secteur technique. Réf. 9/IS/71.

INGÉNIERIE

2 INGÉNIEURS ÉTUDES DE PRIX

▲ Électronique ▲ Mécanique

A l'aide des plans et cahiers des charges, vous aurez à estimer les coûts de projets techniques pointus : au sein du parc de 60 hectares, 26 grandes attractions composées d'éléments mécaniques, hydrauliques, électroniques, automatiques de haute technologie.
Vous examinerez les propositions des bureaux d'études ou sociétés extérieures et trouverez les meilleures solutions techniques au moindre coût en liaison avec les responsables achats et responsables de projets.
Vous êtes diplômé d'une École d'ingénieur et avez une expérience d'analyse technique et d'études de prix dans le secteur choisi ; soit électronique, soit mécanique. Réf. 9/EG/73.

INGÉNIEUR QUALITÉ CONFIRMÉ

Vous mettrez en place, ferez vivre et analyserez des tests de contrôle de qualité à la réception des matériels techniques et des systèmes. Vous participerez à la relecture des cahiers des charges, préparerez les procédures d'investigation qualité et évaluerez celle des fournisseurs et prestataires extérieurs. En bref, vous serez notre conseiller qualité pour toute la partie technique de notre projet. Vous êtes ingénieur généraliste et vous avez une grande expérience de la qualité (mise en place et contrôle de procédures) sur des projets techniques variés, surtout dans les domaines électroniques et mécaniques. Réf. 9/EG/74.

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES SUPERVISION DE PROJETS MÉCANIQUES

Vous participerez à la conception technique des projets, aiderez et superviserez les travaux des sociétés ou bureaux d'études extérieurs en sélectionnant les composants techniques (essentiellement mécaniques mais aussi hydrauliques, pneumatiques, électriques...) et matériels, en dessinant des solutions, en participant aux calculs techniques (contrainte, résistance...). Vous êtes ingénieur généraliste et vous avez une très large expérience de responsabilité d'études pour des projets variés, avec choix de ce type de composants. Réf. 9/EG/75.

■

ET DES COORDINATEURS POUR CES DIFFÉRENTS DOMAINES

Vous assurerez le bon suivi et la coordination de tous les travaux concernant un même projet pour lequel différents services et sociétés extérieurs amènent leur contribution. Vous vous préoccuperez activement du respect des délais et des procédures, de la bonne communication des informations. Ce rôle vous permettra d'avoir de nombreux contacts et une très bonne vue de l'ensemble des projets. Vous avez une formation Bac + 2 et un très bon sens de l'organisation et du contact que vous avez démontré dans une première expérience réussie. Réf. 9/CO/77.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE HERVET

Responsable Clientèle Privée Senior

La Banque Hervet, Banque moyenne de 1 350 personnes poursuit le développement de son réseau.
Déjà bien implantée en région parisienne (25 agences) et en province (Région Centre, Val de Loire, Nice, Lyon...), elle assure sa croissance par le renfort de ses équipes et l'ouverture d'agences dans de nouvelles régions.
Réputée auprès des PME, la Banque Hervet s'est également spécialisée dans la gestion de clientèle privée de qualité.
C'est pour développer et gérer cette clientèle que nous cherchons des interlocuteurs de haut niveau capables également de former et encadrer de petites équipes. Afin de réaliser leurs objectifs, ils bénéficient d'une large autonomie mais aussi de l'aide et du soutien des services centraux. Ils auront bien sûr à participer à la politique commerciale et à l'action marketing locale.
Le poste conviendrait à des cadres âgés d'une trentaine d'années environ, ayant une bonne connaissance des placements financiers et des valeurs mobilières mais aussi de la fiscalité, du droit et de l'immobilier.
Dans ce secteur en expansion, de réelles perspectives de carrière sont à envisager.
Merci d'adresser CV + photo + *rémunération actuelle à : Marie-Dominique* Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M36EX

L.B.W.

[illegible] THOMSON au sein [illegible] assure principale[illegible]
- la mise en oe[illegible] *modifications* [illegible] capital, de partici[illegible] groupe THOM[illegible] ainsi qu'à la création de [illegible] participations.
[illegible] obligations légales incombant aux [illegible] l'épargne.
[illegible] un :

CADRE FINANCIER

pour améliorer la collecte, le traitement et la diffusion de l'information rassemblée au sein de cette direction *ainsi que les procédures administratives* et comptables, notamment en développant l'outil informatique existant.

Il sera diplômé de l'ESCP ou d'une ESCAE et aura acquis environ 2 ans d'expérience professionnelle au sein d'un cabinet d'expertise comptable.

Après une période d'environ 3 ans, il devra évoluer vers d'autres fonctions au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à :
Daphné BUNGENER - **THOMSON** - Direction du Personnel du siège
Cedex 67 - 92045 PARIS LA DEFENSE

THOMSON

HCAP

L'UN DES 100 PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS

(Chiffre d'Affaires 7 Milliards F)

LEADER DANS LA DISTRIBUTION SPÉCIALISÉE

recherche dans le cadre de son expansion et pour *son siège à Paris* :

1 JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Pour assurer un rôle de conseil et d'assistance auprès des responsables de chaines de distribution.

Profil souhaité :

- formation écoles de commerce.
- débutant ou première expérience.
- aisance dans les contacts humains.

Le candidat retenu sera également chargé d'études économiques et de missions d'audit opérationnel.

1 CONTROLEUR DE GESTION CONFIRMÉ

Pour participer à la définition et à la mise en place d'un nouveau système d'information pour l'ensemble du groupe.

Profil souhaité :

- environ 27 ans.
- formation grandes écoles de commerce, de préférence avec option gestion des systèmes d'information.
- une expérience réussie dans ce type de mission serait souhaitée.
- bon esprit d'analyse et aisance dans les contacts.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 51810 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

---

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN
recherche

CHARGE DE CLIENTELE PRETS

Au sein du service prêts de notre département bancaire, il assurera, avec une équipe de 6 collaborateurs, l'instruction, l'octroi et le suivi des prêts.

Il mènera cette activité très complète en liaison avec notre réseau auquel il apportera son assistance (information, pilotage, contrôle).

Il entretiendra également des relations commerciales avec notre clientèle.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure financière et juridique justifiant d'une expérience d'environ 3 ans dans le secteur bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.639 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 - qui transmettra.

CONTESSE

Responsable méthodes et procédures dans un groupe financier

GROUPE CREDIPAR

Nous sommes depuis 1979, le Groupe Financier filiale à parité de SOVAC et de PEUGEOT, spécialisé dans le financement des véhicules PSA.
Entreprise jeune, en plein développement, nos résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du financement.
Notre DIRECTION DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITE recherche un organisateur expérimenté pour lui confier la responsabilité de son service METHODES ADMINISTRATIVES.
A la tête d'une équipe appelée à s'étoffer, actuellement 5 cadres, vous aurez pour mission d'accompagner les mutations de notre organisation administrative.
Le service METHODES est chargé d'assister et conseiller les directions du Groupe dans l'adaptation des procédures actuelles, la conception, la mise en œuvre et le suivi des nouvelles procédures administratives, dans un contexte très informatisé.
De formation grandes écoles ou équivalent, vous avez acquis une expérience d'au moins cinq années en Organisation ou Audit, au sein d'un cabinet ou d'une grande entreprise bancaire ou de services.
Vous avez une réelle aptitude dans la conduite de projets, l'animation d'une équipe et un sens du contact développé.
La connaissance du groupe acquise à ce poste vous ouvrira de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9093 M à notre Conseil SENANQUE - 103 rue Lafayette - 75010 Paris.

Sénanque

BANQUE PRIVEE PARIS

Recherche pour sa Direction des Entreprises

EXPLOITANTS

CLASSE VI - VII

Les candidats diplômés de l'Enseignement supérieur, devront justifier de 3 à 4 années d'expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence 6231 à MEDIA P.A - 50-54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

MEDIA*PA*

ORGANISME FINANCIER, NOUS SOMMES RATTACHES A UN IMPORTANT RESEAU NATIONAL ET AVONS POUR VOCATION DE PARTICIPER AU FINANCEMENT DES ENTREPRISES. Nous recherchons :

Responsable des engagements

Gardien de la politique de prêts mise en place par la direction, *averti de la règlementation bancaire, il assistera et conseillera les* directeurs régionaux en matière de crédit et sera le défenseur des dossiers présentés auprès de la D.G.
Homme de métier, **imaginatif** et **ayant le goût du terrain**, il saura travailler en équipe et s'adapter à des interlocuteurs différents.
Environ 35 ans. Formation écoles Sup de Co ou ITB.
Expérience indispensable du crédit au sein d'une banque.
Poste basé à Paris, déplacements courts mais fréquents en province.
Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite, sous référence 843 à :

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Corneille
75006 PARIS.

ADJOINT AU RESPONSABLE COMPTABILITÉ ET ORGANISATION COMPTABLE

Cette société du secteur tertiaire, de forte notoriété, appartient à un très important groupe International et réalise en France un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Son fort développement et une diversification de ses produits la conduisent à renforcer ses structures administratives et financières.

En liaison directe avec le responsable du département comptable et en coordination avec l'ensemble des autres directions, vous serez l'élément moteur de la définition et de la mise en place d'une nouvelle organisation comptable. Vous participerez à l'établissement des comptes de la société et à la mise en œuvre du plan de formation de l'équipe composée actuellement d'une vingtaine de collaborateurs, afin de leur permettre de s'adapter aux nouvelles structures comptables et d'acquérir une plus large polyvalence.

Ce poste très évolutif s'adresse à un cadre âgé de 30/35 ans environ, titulaire d'une formation supérieure (ESC ou université) et au minimum du DECS (certificats supérieurs d'expertise souhaités). Une expérience significative dans une fonction similaire, à dominante organisationnelle, ou en cabinet, est indispensable. L'aptitude à dialoguer avec l'informatique (gros systèmes et micros) est nécessaire, ainsi que des qualités relationnelles solides. La *connaissance du secteur de la banque ou des assurances* serait appréciée. Ecrire sous référence 1129/M à :

GRH Conseils
43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Discrétion assurée.

---

350 KF +/-

Administrer le personnel autrement...

Secteur Communication - PARIS

Groupe International de tout premier plan, nous recherchons notre responsable de la Gestion Administrative du Personnel.
Collaborateur direct du Directeur des Ressources Humaines, *vous animerez une équipe de 7 personnes.*
Votre autorité de compétence la valorisera et lui permettra d'assurer la paye et le quotidien avec fiabilité (2 000 personnes à gérer).
Votre sens prévisionnel et vos qualités relationnelles vous permettront, d'assurer les relations avec les organismes extérieurs (URSSAF, Retraite, Prévoyance, etc...), de conduire les études en matière de procédures et de rémunérations, de participer aux négociations avec les partenaires sociaux.
Interlocuteur privilégié des Directions Financière et Informatique, conseil des Directions Opérationnelles, vous serez un élément clé du changement.
Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite à notre Conseil, sous réf. 8P/5M - INFRAPLAN
83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

FORCE 5

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DU PONT DE NEMOURS

DEPARTEMENT FINANCE
DIVISION TRESORERIE

Dans le MONDE : 140 000 personnes,
135 implantations, 33 milliards de $ de C.A.
1 800 produits et gammes de produits
En FRANCE : 1 600 personnes,
6 milliards de francs de C.A.

BUSINESS ANALYST

Rattaché au Responsable de la Trésorerie, le candidat sélectionné aura pour missions :

- de suivre les affaires courantes avec les banques,
- d'élaborer les budgets et de faire le suivi des divisions fonctionnelles (Informatique, Finance, Ressources Humaines, Direction Générale, etc...),
- de *participer à l'élaboration du reporting* mensuel et trimestriel,
- d'effectuer des missions spécifiques d'analyse financière à la demande du management.

Le candidat retenu, âgé d'environ 26 ans, débutant ou ayant une 1ère expérience, aura une formation de type Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP), complétée par un MBA ou un DECS Complet. De plus, il possédera un excellent niveau d'anglais et maîtrisera parfaitement la micro-informatique.

Autonome et ayant le goût des contacts humains, le candidat aura de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe en France ou à l'étranger.
Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo
ou téléphonez au 42.89.30.03

Michael Page Finance,
Ivan Pacaud, sous réf. IP1715.MO
10, rue Jean Goujon 75008 PARIS

DU PONT

CHARGE D'ETUDES
Ingénieur + 3e cycle gestion ou économie

Dans un secteur de haute technologie, une fonction d'études aux perspectives larges - Cette société française compte aujourd'hui environ 20.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 20 milliards de francs. Pour l'une de ses directions fonctionnelles, nous recherchons un ingénieur ayant la pratique et le goût de la gestion. En liaison avec le responsable du plan de la société, vous mènerez des études économiques à l'aide de l'outil informatique (langage APL): collecte des informations, contrôle de leur fiabilité et consolidation des résultats. A court terme, vous deviendrez pleinement responsable du plan pour l'une des branches opérationnelles du groupe. A moyen terme, vous vous verrez proposer des responsabilités opérationnelles sur un des établissements du groupe. Issu des grandes écoles d'ingénieurs, vous êtes diplômé d'un 3ème cycle de gestion, vous avez à votre actif une première expérience de 3 à 5 ans dans les domaines liés à la planification, au contrôle de gestion, ou à la gestion de projet. Votre rémunération sera fonction de votre expérience. Ce poste est basé en banlieue Sud-Ouest de Paris. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2080M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

RESPONSABLE RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATION
Banque - 300/350.000 F

Est de la France - Une importante banque régionale recherche son futur responsable relations publiques et communication. Basé au siège de la banque et rattaché à la direction générale, il jouera un rôle stratégique dans le domaine de la communication interne et externe. Assisté d'une petite équipe, il aura un rôle moteur dans le domaine des relations publiques en étant le conseiller de la direction générale. Ce poste fortement évolutif conviendrait à un candidat, doté de fortes capacités relationnelles, de conception et mise en œuvre de politique et de programmes, âgé de 35 ans minimum, ayant une expérience de la communication et des relations publiques dans la banque, ou en entreprise, sur un poste équivalent. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9581M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DIRECTEUR D'AGENCE
Auch

La caisse régionale du Crédit Agricole du Gers (525 personnes) leader sur ce département, recherche le directeur de sa principale agence (40 personnes réparties sur 5 bureaux). Basé à Auch et rattaché au directeur du développement, il a pour mission d'optimiser l'organisation tant au niveau de l'exploitation que de la politique commerciale. Il participe activement au développement de la clientèle d'entreprises. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant d'une expérience de 5 ans minimum en tant que directeur ou adjoint d'agence. Une bonne connaissance du marché des entreprises est indispensable. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/T7294M - **PA Consulting Group - 2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18.** (PA Minitel 36.14 code PA)

CRÉDIT AGRICOLE

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

FUTUR CONTROLEUR DE GESTION
BAC + 4 ou 5

Val d'Oise - Cette entreprise (3 sites industriels) fait partie d'un groupe leader mondial sur son secteur d'activité. Elle crée pour l'un de ces sites (150 millions de francs de chiffre d'affaires) la fonction de gestionnaire industriel. En relation avec le directeur administratif et financier, il prend en charge la gestion analytique de la production, met en place le suivi de l'activité commerciale, les éléments de tableau de bord, l'analyse des écarts pour action corrective dans un souci de conseil auprès des opérationnels. La réussite dans cette fonction permet à terme d'évoluer vers le contrôle de gestion de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (de type ESC ou équivalent) débutant ou disposant d'une première expérience. La pratique de la langue anglaise est indispensable pour évoluer dans un groupe international en plein développement. La connaissance de la micro est un atout supplémentaire. La rémunération de départ saura motiver des candidats de valeur. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3154M - **PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

CHARGE DE CLIENTELE PME/PMI
Banque

Laon (02) - Une importante banque régionale, intégrée à un groupe bancaire de tout premier plan, recherche dans la cadre de son développement un chargé de clientèle PME/PMI. Au sein de la direction des entreprises, il prendra en charge et développera un portefeuille de clients en leur proposant la gamme complète des produits et services (financements, trésorerie...). Intervenant de façon importante dans le suivi des risques, il bénéficiera d'un pouvoir d'engagement et présentera les dossiers pour les prêts hors délégation. Ce poste s'adresse à un cadre bancaire âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, ITB...) ou équivalent et ayant une expérience d'au moins trois ans dans le domaine de l'exploitation PME/PMI, avec une bonne approche de l'analyse de crédits. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à C. BUSO en précisant votre rémunération actuelle et la référence A/R9587M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL
Banque - 180/200.000 F

Metz - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche un jeune responsable administration du personnel. Rattaché au directeur des relations humaines et disposant d'une équipe de 4 personnes, il prendra en charge tous les aspects liés à la réglementation et aux déclarations. Il s'occupera de la gestion des effectifs (paye, absences...). Créatif et disposant de grandes qualités relationnelles, il saura rapidement enrichir ses fonctions. Ce poste conviendrait à un jeune cadre âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et motivé par l'aspect juridique de la fonction, ayant acquis une première expérience du personnel dans une PME ou dans la banque. Ce poste évolutif est de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9594M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

RESPONSABLE CLIENTELE
Banque

Marseille - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale un responsable de clientèle pour son agence de Marseille. Dans le respect de la politique commerciale du groupe (orientée vers les entreprises coopératives et leurs adhérents, les associations et mutuelles), il partagera son activité entre le développement d'un portefeuille de clientèles, le montage et l'étude de dossiers à court, moyen et long termes ainsi que la mise en place de services bancaires adaptés aux besoins de ces clientèles. Ce poste s'adresse à un diplômé d'études supérieures (ESC, Sciences Eco, IEP ECOFI) ou un diplômé du secteur bancaire (ITB complet, CESB), ayant acquis une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 2 à 10 ans. Une bonne connaissance des techniques financières est nécessaire. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence A/S8386M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

LE PREMIER GROUPE BANCAIRE PRIVE FRANÇAIS : UN SAVOIR-FAIRE A PARTAGER.

Jeunes diplômés BAC + 4 minimum (écoles de commerce, d'ingénieurs ou universités orientées gestion), *devenez des professionnels de la finance.*

Après une formation complète à nos produits et méthodes, nous vous proposons d'intégrer l'une de nos équipes de spécialistes pour y prendre rapidement des responsabilités opérationnelles :

intervenant sur les marchés de capitaux, gestionnaire de valeurs mobilières, spécialiste du financement international, contrôleur de gestion...

Une multiplicité de métiers pour une carrière à bâtir ensemble, au quotidien.

Eric Forest, Société Générale, Service Recrutement, 7, rue Caumartin, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIA-SYSTEM

Groupe financier et promotion immobilière
région Languedoc-Roussillon
(60 personnes)
total bilan : 2,2 milliards

RECHERCHE SON

DIRECTEUR FINANCIER

DÉFINITION DE LA FONCTION

- Dirige le service «Finances et comptabilité» ;
- Elabore avec le directeur de la politique financière et de crédit ;
- Gère le tableau des emplois-ressources et le PNB mensuel, établit les comptes de résultats prévisionnels, supervise la comptabilité des sociétés du groupe, suit le dossier fiscal, le contrôle budgétaire.

PROFIL DEMANDÉ

- Formation DECS, Ecoles de gestion, option finances ou équivalent ;
- Expérience souhaitée : minimum 5 ans à un poste similaire ;
- Qualités humaines requises :
  - facilité d'intégration dans une équipe constituée ;
  - sens du contact et du dialogue, bonne capacité de persuasion.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Immédiatement

Faire parvenir CV avec photo et prétentions sous n° 8487
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

VALORISEZ VOS COMPETENCES ET PARTICIPEZ A LA GESTION DES ACIERS HAUTE TECHNOLOGIE

Sollac ACIERS PLATS D'USINOR SACILOR

Filiale du Groupe USINOR SACILOR, nous sommes leader européen sur le marché des Aciers Plats pour l'automobile, l'électroménager, le bâtiment, l'emballage,...
Nous recherchons pour notre Groupe de Production Est à SOLLAC Florange (proximité de Metz) :

UN(E) RESPONSABLE ORGANISATION METHODES - PROCEDURES COMPTABLES

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Comptabilité Gestion, sa mission est d'améliorer les méthodes et procédures comptables, en harmonie avec la Branche Aciers Plats. Il supervise aussi les affaires fiscales.
Ce poste nécessite de nombreux contacts tant au niveau des sites qu'au niveau de la Branche.
Le candidat possède impérativement une expérience professionnelle confirmée en audit comptable ou d'organisation et en comptabilité. La connaissance de l'outil informatique est indispensable pour mener à bien cette fonction.

Réf. M 39/2038 C

UN(E) ASSISTANT(E) DE GESTION DE L'USINE A FROID

Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'usine à Froid, c'est un relais du Contrôleur de Gestion sur le terrain. Le candidat est amené à analyser les résultats, les écarts, calculer un certain nombre de ratios etc...
Ingénieur, issu d'une école de gestion, ou d'une université niveau 3ème cycle, le candidat a une expérience du contrôle de gestion en industrie, des systèmes d'information ou est assistant de gestion en PME/PMI.
Il possède une forte sensibilité technique.

Réf. M 39/2038 D

Il s'agit de postes évolutifs tant au niveau de la Société que du Groupe USINOR SACILOR, s'adressant à des Hommes d'envergure âgés d'environ 30 ans.

Acier USINOR SACILOR

EGOR

Merci d'adresser lettres de candidatures, CV complet, photo et rémunération actuelle sous références M 39/2038 C ou M 39/2038 D à notre Conseil :
EGOR REGION EST - 41, avenue Foch - 54000 NANCY

Jeune Contrôleur Financier

Sur le marché des semences agricoles et horticoles, notre Groupe se situe au quatrieme rang mondial. En France, nous réalisons 110 MF de CA et nous prevoyons une forte croissance pour les trois prochaines annees

Rattaché au Directeur Financier, votre mission est large, donc motivante : cost accounting, trésorerie, budgets, tableaux de bord, plan, credit control, correspondances informatiques du Departement Financier sont de votre ressort.

C'est une opportunité très formatrice pour un jeune diplôme d'etudes supérieures de finance/gestion de 24 ans minimum, debutant ou avec 1 ou 2 ans d'expérience.

Vos solides connaissances de base, votre rigueur d'esprit, votre sens de la communication vous feront réussir à ce poste base a SENLIS, au Nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous réf. 22 130-M a M. BUSI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

Notre banque, implantée au coeur des Alpes, est parfaitement intégrée au tissu économique régional. C'est une entreprise à taille humaine qui favorise l'épanouissement individuel. Nous recherchons un

RESPONSABLE RELATIONS GRANDES ENTREPRISES

Directement rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous aurez à gérer les relations avec les principaux clients Entreprises (montages dossiers de financements, ingénierie financière, gestion de trésorerie, épargne salariale, opérations internationales, relations informatiques...).

Véritable partenaire de votre clientèle d'entreprises, vous étendrez également votre action à la recherche de nouveaux clients.

Vous avez une formation supérieure et votre expérience bancaire (5 ans) en tant que Responsable d'Agence ou d'un Groupe d'Agences vous a donné de solides bases techniques. Dynamisme commercial et esprit d'initiative sont indispensables pour ce poste de confiance.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 58380, à MEDIA-SYSTEM, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Votre potentiel commercial pour notre puissance financière.

Filiale d'un établissement financier de premier plan, nous créons une société de location avec option d'achat de véhicules automobiles qui s'appuiera sur les structures commerciales du groupe.

Vous prendrez en charge l'animation et le développement commercial. Vous devrez convaincre, motiver et former ceux qui, dans ce puissant réseau, distribueront vos produits. Bien sûr, vous élaborerez la tarification et de manière générale contribuerez à l'amélioration du système tant au plan administratif qu'au plan marketing et commercial.

A 28-30 ans, diplômé d'une école de gestion, vous avez 3 à 4 années d'expérience du terrain et de la direction d'agence acquise auprès d'un des spécialistes du secteur. Mobile et disponible, vous êtes un commercial. Vos excellentes qualités de manager et de gestionnaire vous permettront d'évoluer vers de plus larges responsabilités. Merci d'adresser très vite à Philippe Vuitteney, associé du Cabinet Sirca, votre dossier de candidature, au 64 rue La Boétie - 75008 Paris, sous la référence A 010 830 LM. Ce poste est basé à Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne Membre de Syntec

BANQUE HERVET

Banque de siège et de réseau
70 guichets
1 350 personnes
Total de bilan : 12,5 Milliards FF
CA : 1,5 Milliard FF
Résultat net : 100 Millions FF

Le Pouvoir et la volonté d'entreprendre !

Exploitant PME/PMI

Si vous êtes convaincu d'exercer un métier passionnant et désirez évoluer vers de nouvelles fonctions, une seule condition : *vous devez pouvoir mettre à profit vos qualités commerciales.*

Nous vous assurons de réelles perspectives de carrière en vous offrant les moyens d'une grande banque de 1 300 personnes bien dimensionnée.

Le savoir-faire et les conseils des départements spécialisés du siège vous permettont au sein d'une petite équipe autonome et performante de gérer et de développer une clientèle sélectionnée de PME/PMI.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique Kharouni, Banque Hervet, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf.M37EX.

L.B.W.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

---

seva PAM Filiale du Groupe SAINT-GOBAIN implantée à Chalon-sur-Saône (71), la SEVA compte 400 personnes pour un CA de 350 MF.

Dans le cadre du développement de *nos différentes lignes de produits : projets et équipements industriels*, moules et outillages de formes complexes, outillages et procédés de moulage des composites, techniques de polissage, freins de portes... Nous créons un poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au D.A.F., il assure indépendamment des finalités classiques liées au poste, l'animation de la fonction auprès des responsables des lignes de produits et de l'encadrement. Il sera aussi associé à un certain nombre de travaux et études en étroite relation avec la Direction Financière.

Ce poste s'adresse à *un jeune diplômé* d'école d'ingénieur et/ou de gestion-commerce, âgés d'environ 27 ans, ayant acquis une première expérience. L'anglais est vivement souhaité. Il s'agit d'un poste évolutif pour un candidat d'envergure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV *complet, photo et rémunération actuelle sous la référence* M 39/3051C à :

EGOR GESTION ET FINANCE
41, avenue Foch - 54000 NANCY

GROUPE SAINT-GOBAIN

Coordonner, planifier, gérer...

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DURAVIT *"Céramique de Bischwiller" est une PME en expansion*, spécialisée dans la production d'appareils sanitaires en porcelaine, faisant partie d'un groupe allemand de 900 personnes au total.

Rattaché hiérarchiquement au directeur général, fonctionnellement au responsable comptable et financier allemand, le candidat a pour mission d'animer les services comptables, de développer princi*palement la comptabilité analytique et le contrôle budgétaire ; il assure également* la *gestion du per*sonnel (recrutement, administration, motivation...) et supervise les achats et l'informatique.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent), le candidat possède *une expérience comptable et/ou de gestion opérationnelle de préférence acquise en milieu* industriel. La maîtrise de l'allemand est exigée et une expérience de travail en contexte allemand serait appréciée.

Basé à Bischwiller (67) près de STRASBOURG, ce poste s'adresse à un candidat motivé par une fonction diversifiée dans un environnement dynamique ; la rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 63/3116 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél.: (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Secteur Bancaire

REDACTEUR CONTENTIEUX

Toulouse

Cet Organisme Bancaire est implanté sur une partie du Sud Ouest depuis de nombreuses années : il dispose d'une trentaine d'Agences sur sa zone d'activité et son implantation régionale dans les milieux industriels est très forte (plus de 10 000 entreprises clientes). Sa clientèle est composée entre autres d'entreprises innovantes dans des secteurs de technologie de pointe. Face à cette orientation, il dispose d'équipements appropriés, ayant permis très tôt la mise en place de systèmes d'information autonomes, tournés vers l'aide à la décision.
Sous l'autorité du Directeur Contentieux, ce Rédacteur aura pour principales missions le suivi et le recouvrement de créances, ainsi que la gestion de dossiers contentieux. Il est en liaison avec les Chargés de Clientèle et pourra être amené à se déplacer en Agence.
Agé d'environ 30 ans, titulaire d'une Maîtrise en Droit, il fera état d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire chez un Avocat ou dans un Service Contentieux (Entreprise ou Organisme de Recouvrement). Il aura des connaissances en matières de droit des affaires.
Qualités requises : rigoureux, autorité de compétence, communicatif, pédagogue, diplomate.
Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 20/1834 P à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
Le Sully - 1 place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

TOLLENS Leader Français dans la production et la distribution de peintures haut de gamme et de produits de décoration, le groupe TOLLENS emploie près *de 900 personnes pour un chiffre d'affaires de 900 MF et une marge* nette de 7.5 %. En France, la distribution s'organise autour de 50 filiales. Dans le cadre de son expansion, TOLLENS recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il est chargé de la préparation et du suivi du budget de la maison mère (analyse des écarts et actions correctives). Il traite également certains dossiers de prestations externes et participe aux décisions d'investissement.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une expérien*ce de 3 à 5 ans en contrôle de gestion, si possible dans la distribution.* *Réf: M 67/2666 F*

RESPONSABLE CONSOLIDATION et AUDIT

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il est chargé de définir les procédures de consolidation, de former les utilisateurs et d'effectuer la consolidation des Sociétés françaises et étrangères. Il est aussi responsable de l'équipe d'auditeurs internes et de la mise en œuvre des programmes d'audit comptable du groupe.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires d'un DECS, ayant acquis idéalement une expérience mixte en cabinet et entreprise en consolidation. Réf: M 67/2666 G

Les postes sont basés à Cergy. Les conditions matérielles et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la rérence choisie à:

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Prendre en charge l'Administration et la Gestion de notre Direction Régionale

Filiale du Groupe Lyonnaise des Eaux, notre société (4500 personnes - 1,6 milliard de francs de Chiffre d'affaires), partenaire des collectivités locales, apporte un service complet à la population. Nous possédons une solide notoriété par la qualité de nos prestations et de notre *disponibilité. Nous renforçons nos structures et recherchons le Responsable de* l'Administration et de la Gestion de notre nouvelle Direction Régionale Ile de France-Centre (750 personnes - 330 millions de francs de Chiffre d'Affaires).

Rattaché au Directeur Régional, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des fonctions de l'Administration Générale de la Région. Il anime une équipe de 15 personnes et ses *principales responsabilités portent sur* l'administratif, la comptabilité, le contrôle de gestion, l'informatique et la gestion du personnel.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel d'environ 35 ans, de formation supérieure idéalement complétée du DECS. Il justifie d'une expérience significative de "généraliste" dans une PME.

Ce poste est basé en banlieue Sud. L'appartenance à un groupe ainsi que les conditions offertes *sont susceptibles d'intéresser un candidat de valeur.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/387 K à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tel : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Takeda Les Laboratoires TAKEDA, filiale française d'un Groupe Pharmaceutique International connaissent actuellement un accroissement important de leurs activités. Ils étoffent leurs services financiers et recherchent un

DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché au Directeur Général et assisté d'une équipe de 5 personnes, il prendra en charge la comptabilité générale et analytique, le contrôle de gestion, le reporting et la trésorerie.

Pour ce poste parisien, nous souhaitons rencontrer un Directeur Financier confirmé, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience significative de la fonction dans une entreprise anglo-saxonne. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité ambitieuse.

*Merci d'adresser lettre de candidature, curriculum vitae complet, photographie et rémuné*ration actuelle sous la référence : M 67/3276 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél.: (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Groupe EGOR, plus de 300 personnes, est l'un des leaders européens dans le domaine des *Ressources Humaines. Notre forte croissance* (+ 40 % par an), nos nombreuses implantations nationales et internationales, ainsi que le développement de nos diversifications nous conduisent à renforcer nos structures fonctionnelles et à rechercher deux nouveaux collaborateurs.

COMPTABLE GENERAL

Au sein du Service Comptable, il se verra confier la responsabilité comptable de plusieurs sociétés du Groupe, de la saisie des pièces comptables à la réalisation des bilans. Totalement autonome et fiable, il saura prendre la mesure de ses importantes responsabilités. Réf. M 41/458100 B

COMPTABLE ANALYTIQUE

Rattaché au Contrôleur de Gestion du Groupe, il participera à la refonte de la comptabilité analytique et des tableaux de bord et contribuera par son sens relationnel et ses capacités d'écoute, à définir au mieux les besoins des utilisateurs. Réf. M 41/458100 C

Nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires de DUT ou BTS en Comptabilité ou Gestion, ayant une première expérience d'au moins 3 ans dans des fonctions analogues. Autonomes, ayant le sens des responsabilités, *leur dynamisme et leurs capacités d'initiatives seront déterminantes.*

Nous proposons des fonctions motivantes au sein d'une équipe dynamique et jeune. La rémunération est attractive et les postes sont basés à Paris 8ème.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION HF

Création de poste

Cette société de forte notoriété du domaine tertiaire et des services est l'un des premiers groupes Européens. En France, le développement de ses activités justifie la création d'un poste de Contrôleur de Gestion.

Rattaché à la Direction Générale et Financière, le titulaire du poste sera chargé de mettre en place les *outils de gestion nécessaires au suivi et au contrôle de nouvelles activités développées en France.* Cela implique la mise en place de l'ensemble des procédures budgétaires et comptables et les "instruments de reporting".

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur économique et commercial (option finances, comptabilité, contrôle de gestion) possédant de préférence une première expérience professionnelle (2/3 ans). Son expérience a été acquise en entreprise ou au sein d'un cabinet d'audit. Il est habitué à utiliser la micro-informatique. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Les conditions offertes sont de nature à intéresser un(e) candidat(e) de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 60/3255 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8 rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

La Direction Réassurance des A.G.F. recherche :

Adjoint au responsable du département comptabilité générale et trésorerie

Sa mission s'articulera autour de 2 axes essentiels :
– la coordination de l'ensemble des activités comptables : comptabilité générale, déclarations fiscales, frais généraux, contrôle de gestion, stratégie, consolidation,
– l'encadrement et l'animation d'une équipe.
Nous souhaitons rencontrer un candidat possédant :
– un diplôme d'une école supérieure de commerce ou de gestion ou un DECS,
– la connaissance de l'anglais,
– l'expérience (3 à 5 ans) de l'encadrement d'un service comptable (acquise ou non dans le secteur de l'assurance). (réf. M/10/R).

Adjoint au responsable du service comptabilité acceptations

Ses responsabilités comprendront les aspects suivants :
– le contrôle et la vérification des informations comptables reçues des clients (cédantes ou courtiers) originaires de plus de 100 pays,
– l'analyse des comptes de résultats pour définir l'évolution des différents secteurs d'activité.
– l'animation d'une équipe.
Nous recherchons un candidat justifiant d'un diplôme d'une école supérieure de commerce ou d'un DECS ayant, à son actif, la connaissance de l'anglais et une expérience comptable de 3 à 4 ans de préférence dans le secteur de l'assurance. (réf. M/09/R).

Merci d'adresser lettre et CV (en précisant votre rémunération actuelle) sous réf. correspondante à Isabelle DONNADIEU Département des Ressources Humaines.

AGF 33, rue La Fayette – 75009 PARIS

AGF

UNANIME photo Zefa

Le contrôle de gestion au plus haut niveau sur la Côte d'Azur

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, filiale du groupe THOMSON, nous concevons et développons des systèmes de détection sous-marine. Leader Européen, nous sommes aussi la première société exportatrice du monde dans notre domaine. Nous recherchons pour notre département de Cagnes-sur-Mer, un :

JEUNE CADRE EN GESTION BUDGETAIRE

Grande Ecole ou Equivalent
Débutant ou Première Expérience

Intégré au Service Contrôle de Gestion, sous la responsabilité du Contrôleur Budgétaire, vous assurerez le suivi et l'analyse des frais de l'ensemble des services. Vous élaborerez et analyserez le budget annuel et les tableaux de bord mensuels. Vous aurez aussi à réflechir, en concertation avec les différents responsables des services, sur les solutions économiques à apporter en veillant à l'application des procédures.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous concevez la fonction en homme de terrain, nécessitant rigueur, souplesse et sens de la communication. Vous débutez dans la vie professionnelle ou avez déjà acquis une première expérience, de préférence en Cabinet d'Audit, et souhaitez rejoindre un grand groupe français qui vous permettra d'évoluer très vite.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 150 KF.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 9109 à :
BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES PROVENCE
23, Rue de la Buffa - 06000 NICE.

THOMSON

HCA

Une forte croissance, plusieurs missions...

VOUS ÊTES A LA FONCTION FINANCIÈRE AIR FRANCE

Nous recherchons les comptables de notre croissance.
Vous êtes titulaire d'un DUT, BTS comptable ou DESCF. Vous avez environ 25 ans. Vous avez de préférence au moins 2 ans d'expérience en cabinet d'expertise comptable ou en entreprise. Vous maîtrisez l'outil informatique. Vous parlez l'anglais.
Au sein de sa fonction financière (1100 personnes) Air France vous propose :
- des premiers postes avec des missions précises :
- *Chef de groupe au contrôle des recettes ou litiges.*
- *Chef de groupe à la facturation industrielle.*
- *Agent de maîtrise à l'inspection financière.*
- *Assistant du directeur financier d'une filiale.*

- un itinéraire professionnel diversifié en région parisienne, en France ou à l'étranger.
Votre rémunération annuelle brute de départ tiendra compte de votre diplôme et de votre expérience professionnelle : 121000 F à 135000 F.
Merci d'adresser avant le 19 septembre, votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. CF/M à Air France, Madame Buugrand, Sélection et Orientation, Orly Sud 114, 94396 Orly Aérogare Cedex. La sélection est prévue le 11 octobre.

AIR FRANCE

Consultez Minitel 3615 ou 3616 Code AF

tracez l'avenir

MEDIA-SYSTEM

Adjoint au Directeur Financier H/F

Financement immobilier et promotion

Notre Groupe de sociétés (financement immobilier et promotion) animé par une direction innovatrice, dynamique, exigeante, poursuit un important développement en C.A., rentabilité, notoriété sur ses marchés.
Vous seconderez le directeur financier et, à ce titre, vous aurez notamment la responsabilité de la supervision :
- des services comptables
- de la trésorerie des sociétés du groupe
- du contrôle de gestion du produit net bancaire.

De formation E.S.C., D.E.C.S., Maîtrise de Gestion - Dauphine ou équivalent - vous avez entre 5 et 7 ans d'expérience, une bonne connaissance pratique de la comptabilité.

Votre tempérament d'animateur, vos qualités de rigueur et d'organisation, votre capacité à travailler en équipe seront parmi les critères déterminants du choix pour ce poste basé à Paris.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 19 8317 M à notre conseil.

EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

SOCIETE INDUSTRIELLE

Le Groupe BERTRAND FAURE AUTOMOBILE recherche pour l'une de ses sociétés industrielles (1,5 milliards : 5 usines), un :

Contrôleur de Gestion Central

basé à Etampes

Dans le cadre de la réorganisation de nos systèmes d'information, vous aurez pour mission d'adapter notre contrôle de gestion à nos nouveaux besoins, en formant votre équipe et les utilisateurs. L'établissement des budgets, le suivi des résultats et le conseil aux opérationnels vous impliqueront totalement dans la vie de l'entreprise.

30/35 ans, de formation ESC ou école d'ingénieur plus gestion, vous justifiez d'une solide maîtrise de la comptabilité industrielle. Homme de conseil, vous appréciez de mettre en oeuvre personnellement vos recommandations si nécessaire et êtes disponible pour des déplacements en usines.
La rémunération sera motivante pour un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous référence C 209 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

DESSEIN

Groupe français du secteur des biens d'équipement industriels, leader européen et n° 2 mondial dans sa spécialité (700 personnes, CA : 600 MF), nous recherchons pour nous accompagner dans notre expansion un :

Directeur Administratif et Financier

Paris Est **400 KF+**

Rattaché au PDG, il supervisera une équipe de 15 collaborateurs et assurera la responsabilité de l'ensemble des fonctions administratives, comptables et financières.

Dans un premier temps, il s'attachera à vérifier la cohérence du système d'information et à mettre en oeuvre les développements majeurs, permettant de l'adapter à un contexte international évolutif.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de 30/35 ans, de formation supérieure (type ESC + DECS), justifiant d'une expérience réussie en cabinet d'audit, puis éventuellement en entreprise, les ayant doté d'une bonne maîtrise de l'organisation comptable et informatique en milieu industriel.

Ce poste requiert d'excellentes qualités d'organisation et d'animation d'équipes, ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) s/réf. E 216 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

DESSEIN

Filiale française de la JAPAN AIR LINES, nous sommes aujourd'hui le numéro 1 des «Tour Operator» spécialisés sur le Japon et poursuivons notre croissance (50 personnes, CA : 80 MF). Nous recherchons notre

Chef du Service Comptable

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et responsable d'une jeune équipe de 7 personnes, vous coordonnerez l'intégralité des tâches comptables jusqu'au bilan et participerez activement au développement des outils de gestion dans un contexte évolutif et fortement informatisé.

De formation supérieure et niveau DECS, vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables et fiscales et justifiez d'une expérience d'environ 4 ans acquise dans une fonction similaire ou pour partie en cabinet d'expertise.

La souplesse d'esprit, le sens de la communication, de bonnes connaissances informatiques (IBM) et la maîtrise de l'anglais sont parmi les qualités essentielles pour réussir dans ce poste et évoluer vers de plus larges responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous référence E 217 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

DESSEIN

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société multinationale (50 Mds de $) parmi les plus puissantes et les plus diversifiées du monde recherche pour le siège européen de l'une de ses branches haute technologie (1 Md de $) un

Audit Manager

Paris **330 KF+**

Dans le cadre de cette création de poste, vous serez chargé de mettre en place le service d'audit et de concevoir le programme d'audit pour l'ensemble des filiales européennes de la branche.
Au départ très impliqué sur le terrain, vous devrez sensibiliser vos *interlocuteurs* à l'importance de votre mission. Ce poste ouvre à terme de très larges perspectives d'évolution en France ou à l'étranger.
Agé de 28 à 32 ans et de formation *supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ...)*, vous avez acquis une solide expérience de l'audit au sein d'une multinationale ou d'un cabinet anglo-saxon. Anglais requis.

Contacter **Xavier d'Anglade** au (1) 42.89.30.03. ou adresser CV + photo + n° tél + *rémunération actuelle à* **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf.XA1892MO.

LBW

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Un groupe industriel français
en forte croissance internationale de 10 Mds F de CA,
recherche pour sa principale division un

Responsable Gestion et Organisation

Yvelines (78) **300/350 KF**

Animant une équipe de 5 personnes, il assurera la gestion des tableaux de bords informatisés et décentralisés, il s'investira dans tous les domaines relevant de l'organisation, optimisant ainsi la remontée d'informations précises et synthétiques vers la direction.
Le candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, CENTRALE,...), âgé de 30/35 ans, justifie d'une expérience d'organisation *et/ou* de contrôle de gestion, en cabinet ou en milieu industriel.

Contacter **Frédéric Pougeon** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.FP1900MO.

LBW

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Groupe international leader
recherche pour une de ses filiales françaises (CA 100 MF) un

Directeur Administratif et Financier

Paris Sud-Ouest **350 KF+**

Rattaché au Directeur Général, le Directeur financier encadrera une équipe de 5 personnes qui se développe et aura en charge la comptabilité, le budget, la fiscalité, le jurdique, la trésorerie, le personnel, l'informatique et le reporting en liaison avec la maison-mère. Agés de 28/32 ans, les candidats devront être diplômés d'études supérieures (Ecole Supérieure de Commerce), posséder 3 à 4 ans d'expérience minimum, avoir déjà encadré une équipe et maîtriser parfaitement l'anglais.

Contacter **Gilles de Mentque** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1895MO.

LBW

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Notre client, siège social d'un groupe international
(CA *400 MF, 240* personnes) *spécialisé dans la conception,*
l'assemblage et la vente de biens d'équipements industriels, recherche son

Contrôleur de Gestion

Evry (91)

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, votre mission sera de :
- Développer et optimiser le système de gestion des prix de revient,
- Elaborer les budgets, superviser la détermination des résultats, analyser et commenter les écarts,
- Collecter les informations comptables et financières des filiales étrangères afin de présenter des états consolidés mensuels.

Agé de 30/35 ans, vous êtes de formation école de commerce et avez acquis une expérience si possible dans un environnement industriel et anglo-saxon. Utilisateur de l'informatique de gestion, vous êtes organisé, rigoureux, et possédez de réelles qualités de communication, votre anglais est opérationnel.

Contacter **Michel Guinot** au (1) 42.89.30.03. ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence MG1660MO

LBW

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Case Poclain
Une volonté d'avenir

Recherche pour sa *division* T.P Europe du Nord (C.A de plus d'un milliard de Francs), son

Senior Business Analyst

Nord de Paris **280 KF+**

Responsable des analyses de résultats, des prévisions, des études, votre optique sera aussi bien de maîtriser les aspects financiers que de conseiller les opérationnels sur les options à choisir. En relation permanente avec les distributeurs et les filiales, votre sens de la communication sera apprécié.
Agé de 26 à 32 ans, de formation école supérieure de commerce ou équivalent, vous avez une expérience de 2-3 ans de contrôle de gestion ou d'audit en milieu international. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contacter **Ralph Crockett** au (1) 42.89.30.03. ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à *Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. RC1889MO*

LBW

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles..Sydney

L'ORGANISATION AU SERVICE DE LA FINANCE

Un important groupe *bancaire et financier*, installé *au cœur de la cité financière*, renforce l'équipe Organisation du Département Back-Office Titres et recrute des

Chargés d'Organisation

Pour être les interfaces entre les divers utilisateurs et les Etudes Informatiques, imaginer *et mettre en place la solution la plus adéquate à chaque problème*, qu'elle soit informatique ou autre..

Ces postes conviendront à des diplômés d'écoles de gestion ou d'ingénieurs, battants, créatifs, ayant un bon sens de la communication, et de solides connaissances financières ou bancaires acquises au cours d'une première expérience, ainsi qu'une bonne sensibilité *informatique et, si possible, la connaissance des outils micro.*

Merci d'adresser *votre dossier* complet sous référence AH/PBM P à **CARRIA PROFILE** Annick HERVE - CARRIA-PROFILE 128, rue de Rennes 75006 PARIS.

Conseil en Recrutement

Groupe industriel français leader mondial dans son domaine.
Notre trésorerie : plusieurs milliards de francs.
Notre Direction Financière recherche un

Trésorier Gestionnaire de Risques

Proche Banlieue Ouest **350/400 KF**

Elément moteur d'une gestion orientée vers le moyen terme, il est chargé de gérer les placements de la société et le risque de change.
Assisté par un opérateur confirmé, il s'appuie sur un back-office structuré, un système informatique sophistiqué et un ensemble complet de politiques et procédures. Il répond au Chef du Département Trésorerie Financement.
Diplômé d'une grande école de commerce, il doit *pouvoir justifier*, à 30 ans ou plus, d'une *réelle expertise en matière* d'instruments de placements et de gestion du risque de taux. Il s'est familiarisé, en outre, avec les opérations internationales.
Il allie qualités techniques et humaines qui peuvent lui permettre d'évoluer dans un groupe offrant de réelles perspectives de carrière. Anglais courant requis.

Contacter **Chantal Carlin** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.CC574MO.

LBW

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

EXXON CHEMICAL

La Société française EXXON CHEMICAL (CA 6 milliards de Francs dont 52 % à l'export, 1300 personnes dont 375 cadres et 70 expatriés) est filiale d'un des plus importants groupes *internationaux* et *figure* parmi les leaders mondiaux dans son domaine d'activité : la fabrication et la commercialisation de produits chimiques.
Sa direction financière et comptable recherche un

DEMARREZ UNE CARRIERE INTERNATIONALE DANS L'UNIVERS FINANCE/COMPTABILITE.

HEC, ESSEC, SUP DE CO,
DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE.

Vous avez choisi d'exercer votre carrière dans le domaine financier et comptable. Votre pratique de l'anglais et votre mobilité (intellectuelle autant que géographique) sont de nature à servir votre ambition de carrière internationale.

Après une première mission d'environ 2 ans au sein de la Direction Financière France, (Siège à Paris la Défense), vous serez détaché à notre Direction Europe à Bruxelles : seconde étape de votre évolution dans le Groupe

L'enjeu est de taille à motiver les meilleurs avec lesquels nous sommes prêts à engager un dialogue constructif. Pour cela, merci d'écrire avec CV et prétentions sous réf. EX/LM1 à

mjc
PARIS-LILLE
michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Financiers/Banquiers

Consultant

Paris/Lyon
Strasbourg/Lille **± 350KF**

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience *dans une fonction financière ou bancaire en cabinet ou en entreprise.*
Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management, gestion...
Le Groupe Michael Page coté à la bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de financiers et de banquiers.
Notre forte expansion en France et en Europe permet d'envisager de fortes possibilités d'évolution à Paris, dans d'importantes villes de province ou à l'étranger pour des candidats à fort potentiel.

Contacter **Charles-Henri Dumon** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page France**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.CHD58MO.

LBW

Michael Page
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Où le contrôle de gestion rencontre l'urbanisme...

Notre vocation : pour le compte des collectivités locales de la Région Ile de France, acquérir des terrains et des immeubles, les gérer, les aménager ou les reconvertir dans le cadre d'opérations d'habitat, d'activités, de loisirs...

Rattaché(e) directement au Président, vous mettrez sur pied un "instrument de pilotage" précis et efficace, destiné à affiner le suivi financier des opérations. En relation étroite avec les patrons des services opérationnels, vous attirerez l'attention sur les dérives et les dysfonctionnements, proposerez des améliorations de procédures ou de structures.

Un rôle créatif, des opérations diversifiées... c'est bien ce que vous cherchez ? Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion - plus un troisième cycle d'urbanisme, peut-être ? - et vous pratiquez le contrôle de gestion depuis trois à cinq années environ. Prenez contact avec notre conseil Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, qui nous assiste dans cette recherche. Ecrivez-lui sous référence A 966 512 au 64, rue La Boétie - 75008 Paris et précisez votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris 12ème.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Jeune contrôleur de gestion

Lyon H/F

Vous avez une formation supérieure et, fort d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans cette fonction, vous recherchez un nouveau challenge.

Rattachée à un puissant groupe international, notre société connaît une expansion rapide sur le marché des matériaux composites.

Pour nous aider à analyser l'impact économique de nos décisions et en mesurer la rentabilité prévisionnelle, nous vous proposons de donner une nouvelle dimension au poste de **Contrôleur de Gestion.** Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez notamment à proposer aux responsables opérationnels ainsi qu'à la Direction Générale les outils et tableaux de bord nécessaires. Vous participerez à l'élaboration des budgets et plans d'investissement, et apporterez l'éclairage économique nécessaire à l'élaboration des stratégies, en cohérence avec les stratégies internationales. Anglais indispensable.

Si cette mission et les perspectives de développement qui y sont liées vous attirent, adressez rapidement votre candidature sous réf. 4001 M à notre agence PARCOURS – 108, rue Saint-Honoré – 75001 PARIS, qui nous transmettra confidentiellement la totalité des dossiers.

Directeur financier

PARIS — 450-500 KF + voiture

LA SOCIÉTÉ : Filiale française (200 personnes) d'un puissant groupe de services américain en pleine expansion.

LE POSTE : Responsabilités complètes de DAF - plans, budgets, analyse financière, comptabilité générale, informatique, trésorerie, recouvrement... (25 personnes).

LE CANDIDAT : Première expérience en audit, ensuite au moins 6 ans de contrôle financier dans une culture anglo-saxonne; bilingue anglais, très disponible et souhaitant évoluer dans un environnement extrêmement dynamique.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer un CV complet sous réf. 1200/IA à : Ivor ALEX - NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 Paris.

Norman Parsons

CONSEIL EN RECRUTEMENT

PUBLIPANEL

Crédit National

CREDIT NATIONAL recherche pour son Service de la Comptabilité Générale à Paris

Cadre comptable

- Titulaire du diplôme E.S.C. ou de la Maîtrise en Gestion + D.E.C.S. complet
- Ayant acquis deux à trois années d'expérience dans un cabinet comptable, une entreprise ou un établissement de crédit.

Il seconde le Responsable de la Division chargé de la gestion administrative et comptable des filiales. En outre, il réalise des études comptables, fiscales, d'organisation et d'audit.

Par ailleurs, il participe au sein du Service aux travaux consécutifs à la nouvelle législation bancaire : comptabilité-devises, plan comptable bancaire, ratio Cooke, nouveaux instruments financiers...

Il lui est offert une rémunération et des possibilités de progression attrayantes.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL - Direction des Ressources Humaines 45 rue Saint-Dominique - 75700 PARIS

STEPHEN RABY ASSOCIATES

CONTROLEUR FINANCIER HOLDING R.F.A.

Rejoignez un groupe industriel français performant d'envergure internationale (20 milliards de C.A.) en devenant le contrôleur financier du holding allemand.
Rattaché à la direction du contrôle financier du groupe, vous assurerez la liaison avec la France à travers le reporting, le suivi de la trésorerie et la coordination des opérations de restructuration, vous superviserez la consolidation et contrôlerez l'application des règles fiscales, juridiques et comptables locales.
Agé d'environ 28 ans, vous parlez couramment allemand. Votre expérience au sein d'un cabinet d'audit ou dans des fonctions similaires dans un grand groupe vous permet d'assumer votre autonomie. Les possibilités d'évolution au sein du groupe sont réelles et motivantes.
Rémunération attractive, adaptée à la qualité du candidat.
Poste basé à Stuttgart.
Merci d'envoyer votre dossier sous référence 1868, chez Stephen Raby Associates.

RECRUTEMENT FINANCIER
27, RUE MARBEUF 75008 PARIS TELEPHONE 47 20 40 46

ADJOINT AU RESPONSABLE "RISK MANAGEMENT"

ETABLISSEMENT FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN

Au sein du département des investissements et marchés, il prend le poste d'adjoint du responsable du service stratégie de gestion des portefeuilles maison.

A ce titre, sa première mission sera de concevoir et mettre en place un système de suivi et contrôle du risque de taux, en relation avec les différents secteurs opérationnels (Front et Back) ainsi que les services fonctionnels (compta - juridique - contrôle de gestion).

Il exploitera ensuite ce système pour suivre le risque de taux en temps réel, établir les prévisions de résultats, actualiser les tableaux de bord des investissements et des ressources et exercer une mission d'alerte pour le compte de la direction générale.

Pour ce poste à forte dimension stratégique, nous souhaitons rencontrer un cadre financier connaissant parfaitement les produits de taux, grâce à une première expérience de ces marchés soit en banque, soit en gestion de trésorerie d'un grand groupe.

Il est nécessairement diplômé d'une grande école - option finance - ou d'un 3ème cycle financier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08644 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

fdsea 28

Notre vocation :
apporter une assistance juridique et fiscale auprès de nos adhérents exploitants agricoles.

Nous recherchons notre

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

Rattaché au directeur, vous animez un service de 4 personnes et un centre de gestion agréé. Vos compétences en matière juridique et fiscale vous permettent de former et de faire évoluer votre équipe en terme d'excellence.

Bon communicateur, vous êtes l'âme de ce service et vous favorisez le travail de chacun en amenant votre conseil sur des dossiers complexes.

Vous avez de bonnes qualités rédactionnelles et êtes en charge du mensuel d'information diffusé à nos adhérents. Diplômé d'un 3e cycle en Droit Privé (préférence pour un doctorat d'état).

Vous avez entre 28 et 32 ans et justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en conseil juridique et fiscal.

Pour saisir cette opportunité de réussite à Chartres, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 10002/M à notre Conseil A. BASSE-DAJEAN - CEGOS Département Recrutement - Tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Membre de Syntec

LYON

Notre département Inspection Générale joue un rôle de diagnostic et de conseil au sein de notre Entreprise.
Nos auditeurs et inspecteurs sont des hommes et des femmes de terrain qui sont les interlocuteurs privilégiés des managers du réseau commercial et du siège social.

Nous proposons aujourd'hui à de jeunes diplômés à fort potentiel d'intégrer nos équipes, sur des postes exigeant un fort investissement personnel.

AUDITEURS

Votre objectif : faire évoluer l'existant par votre intervention à tous les niveaux de l'Entreprise.

Votre formation supérieure (école de Commerce, Université...) vos capacités d'analyse et de synthèse ainsi que votre sens développé de la communication vous feront évoluer à terme vers des responsabilités de Management.

INSPECTEURS

De formation Bac + 2, Bac + 4, vous souhaitez vous investir dans une mission qui développera votre goût pour la communication et le rédactionnel ainsi que votre aptitude à analyser des fonctionnements de façon rigoureuse et précise.
Votre attrait pour la fonction commerciale vous fera évoluer après cette première expérience vers des fonctions d'encadrement dans nos agences.

Pour ces postes des déplacements fréquents sont à prévoir sur la région Rhône Alpes.

CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST
Le bon sens en action

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet s/réf. IGL91 au Crédit Agricole du Sud Est 69541 CHAMPAGNE MONT D'OR Cédex.

CONTESSE

SOCIETE FINANCIERE DE PARIS

Cadre Comptable

H/F

Notre Groupe, créé en 1967, spécialisé depuis 1972 dans la location de biens avec option d'achat auprès de la clientèle des particuliers (leader européen dans son domaine), s'est diversifié depuis 1985 avec un très fort développement dans des activités de crédits auprès des entreprises, et d'interventions sur le marché obligataire. 1988 : bénéfice net du groupe, 70 MF.
Face à ce développement, notre Direction Générale souhaite confier d'importantes responsabilités à un jeune cadre comptable de haut niveau. Votre mission :
• Suivi des comptes, des tableaux de bord, des déclarations réglementaires (commission Bancaire...), élaboration et adaptation de procédures évolutives dans un environnement informatique en constant développement (IBM PC).
• Animation et contrôle d'une équipe de 4 professionnels comptables fortement motivés, et avec le souci permanent de rentabilisation administrative, optimisation de la gestion des entités du Groupe.
La trentaine, idéalement Sup de Co + DECS, justifiant d'une solide maîtrise de l'outil informatique décentralisé, vous saurez nous convaincre d'une expérience dynamique dans les domaines de la comptabilité financière (Banques, Sociétés Financières, Cabinets d'Audit).

Merci d'écrire, en indiquant votre rémunération actuelle et en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente, à CATHERINE MARECHAL-GOUEE, Conseil en Ressources Humaines 127, avenue de Malakoff - 75116 PARIS.

LEVI-TOURNAY/ARCOM

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

BANQUE NATIONALE

PARIS 8ème

RECHERCHE

RESPONSABLE DU CONTROLE DES RISQUES DE MARCHES

Vous avez environ 30 ans et de 3 à 5 ans d'expérience.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou Ecole de Commerce), vous avez une bonne connaissance des opérations de Marchés et la maîtrise des outils informatiques.

Au sein d'une banque de taille moyenne vous aurez à contrôler l'ensemble des risques de marchés et à rendre compte de leur évolution.

Vous serez rattaché(e) à la Direction du Contrôle et de l'Inspection.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre de candidature manuscrite avec curriculum-vitæ et photographie sous référence 4006 à ***JOURGES*** — 108, rue Saint-Honoré — 75001 PARIS *qui transmettra.*

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FINANCIERS

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES (2800 personnes - 1,5 milliard de francs), société de la branche conditionnement en verre du Groupe Saint-Gobain (l'un des premiers groupes industriels du monde), conçoit, fabrique et commercialise des flacons en verre creux destinés à la pharmacie *et à la parfumerie.*

Rattaché au Chef des Services Financiers, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des activités comptables, consolidation et trésorerie de la société : sortie des comptes de résultats mensuels, clôture sociale en fin d'année, travaux budgétaires, problèmes fiscaux, trésorerie Francs et Devises. Il assure également des missions spécifiques : Refonte de chaînes comptables, amélioration des procédures et implantation de nouveaux progiciels. Il anime une équipe de quatre collaborateurs.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation ESC complétée d'un DECS. Il a acquis une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise.

Basé au siège à Mers-les-Bains (80), ce poste permet d'envisager, d'ici deux à trois ans, une évolution rapide dans la filière Administration/Finance de la branche.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/212 BW à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

Poulain

LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

Filiale depuis début 1988 de **CADBURY SCHWEPPES,** 3ème chocolatier mondial, l'importance de nos projets et le développement de nos outils de gestion, nous amènent à compléter notre siège à **BLOIS** par un

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Ingénieur + 3ème cycle gestion, ou SUP de CO, il a 5 ans d'expérience en contrôle de coûts de production. Animateur d'une petite équipe, il sera très impliqué dans l'organisation de nouvelles procédures, le contrôle et la validation des investissements industriels, ceci dans un contexte de mise en place d'une GPAO.

Ce poste requiert capacités d'organisation et de management, pratique de la micro-informatique et de la langue anglaise et *offre de réelles possibilités d'évolution.*

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire *actuel sous réf. 9094 à*

Gallos & Associés — **116, Champs Elysées, 75008 PARIS**

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !

CADRES HAUT NIVEAU

(HEC-ESSEC-ESCP-IEP-INGÉNIEUR GDE ECOLE + GESTION)

relevez le défi des années 90 dans notre

CONTRÔLE CENTRAL DE GESTION

Débutant ou expérimenté (3 à 5 ans), plusieurs postes pourront vous être confiés à Paris : le contrôle de gestion, l'analyse et les prévisions de résultats, l'organisation et le développement de nouvelles méthodes de gestion.

Votre autonomie et votre volonté vous conduiront à prendre très rapidement des responsabilités. Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

jeune contrôleur de gestion

GROUPE PERFORMANT spécialisé dans le NEGOCE INTERNATIONAL (C.A. : 3 milliards de Francs, 20 filiales en Europe) recherche un jeune contrôleur de gestion.

Travaillant dans l'équipe de contrôle de Gestion du Holding, en liaison avec les responsables financiers des filiales, il sera dans un premier temps chargé d'animer le système d'information du Groupe (reporting, budgets, plans). Ses compétences lui permettront, par ailleurs, de participer à diverses études de nature variée.

Ce poste évolutif, basé à Neuilly, s'adresse à un DIPLOME GRANDE ECOLE (HEC, ESSEC, ESCP...), DEBUTANT ou ayant acquis une PREMIERE EXPERIENCE d'un ou deux ans. La vocation internationale du Groupe implique une pratique courante de l'ANGLAIS. Une bonne connaissance de l'ALLEMAND serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous référence 3723 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

◆ FORCE ◆ 5 ◆ MEMBRE DE SYNTEC

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

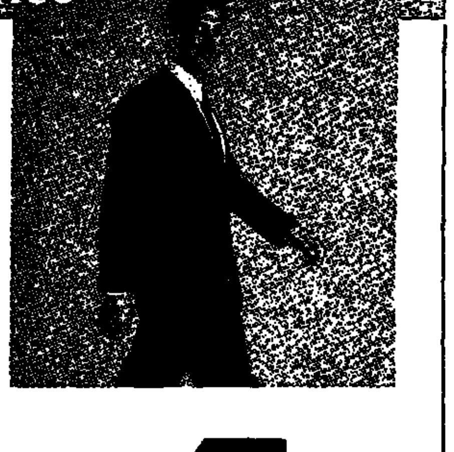
L'avance

L'Organisme de tutelle des Banques Populaires recrute des inspecteurs (débutants ou 1ère expérience)

L'audit bancaire

un bon départ pour votre carrière

HEC / ESSEC / ESCP / IEP / X / CENTRALE / AGRO...



Un métier de généraliste

Aucun domaine n'échappe à vos investigations (développement commercial, informatique, gestion financière, relations humaines...), ce qui vous offre un terrain privilégié d'action et de formation.

Un style de vie actif

Des contacts humains variés, une équipe solidaire, une existence indépendante dégagée de la routine... Un style de vie actif et particulièrement motivant.

Une prise de responsabilités rapide

La pertinence de vos analyses, la sûreté de votre jugement vous feront accéder à des responsabilités croissantes.

Des opportunités dans un grand groupe

31 banques autonomes constituent, avec leurs organismes centraux, le 5ème groupe bancaire français. Les opportunités de carrière y sont nombreuses et variées.

Pour participer aux épreuves de sélection qui se dérouleront à partir du 7 octobre 1989, demandez un dossier d'inscription en écrivant, sous la référence IN/LM 1 avant le 23 septembre 89 à la Chambre Syndicale des Banques Populaires RHS - Le Ponant de Paris 5, rue Leblanc - 75511 Paris Cedex 15

BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

PARIS OUEST

Vous commencerez par être l'adjoint de notre directeur financier...

Et comme il s'agit d'une création de poste, c'est d'autant plus motivant. Le contenu de la fonction dépendra en *partie de vos compétences, de vos souhaits,* et *bien sûr, des besoins* de l'entreprise. Il vous permettra, en tout cas, d'en bien comprendre tous les rouages. Vous seront notamment confiées des missions d'audit de filiales, d'organisation, de conseil, d'assistance. Vous serez en outre actif dans la conception et la mise en place d'un nouveau système de gestion.

Notre groupe - 500 personnes, un CA de bientôt 500 MF/an - est dans une phase intéressante de son histoire. Nous avons en effet entamé depuis 87 une politique très active de développement, et ce sur tous les créneaux où nous sommes présents : promotion, rénovation, entreprise générale de bâtiment, maîtrise d'œuvre, gestion locative, branche "bois".

Votre profil ? Grande école de gestion, 5 à 7 ans d'expérience acquise en cabinet d'audit et/ou en entreprise dans un milieu industriel ou du bâtiment, par exemple dans une fonction de contrôle de gestion. *Une formation juridique complémentaire* serait un plus. Notre conseil, Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, attend votre résumé de carrière. Merci de lui écrire au 64, rue la Boétie - 75008 Paris sous référence A 004 512 LM en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris centre.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Lloyds Bank

Nous sommes l'un des principaux groupes bancaires anglais implantés dans le monde. En France, nous occupons actuellement un créneau haut de gamme et nous nous développons d'une manière intensive avec une nouvelle structure et de nouveaux produits. Nous recherchons un :

CONTROLLER

Son rôle sera de participer à *cette nouvelle organisation* en prenant en charge la comptabilité anglo-saxonne, le développement de la comptabilité analytique, le contrôle du costing et la préparation du budget : autant de responsabilités qui impliquent une relation étroite avec les responsables de centres de profit, l'audit, et avec le siège de Londres.

Le candidat aura une réelle **force de proposition** *s'appuyant sur une première expérience professionnelle* (au moins 2 ans) dans un milieu financier ou en cabinet d'audit, et sur une bonne connaissance des produits bancaires et de leur comptabilité. De formation supérieure en comptabilité - gestion - finance, 25/30 ans, il ou elle pratiquera **nécessairement** un anglais absolument courant et sera familiarisé avec l'informatique. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, niveau de rémunération actuel), sous la *référence 92/908 à mentionner sur enveloppe et courrier, à notre conseil, Jean du BOUCHER* – KEY MEN – Tour Winterthur – Cedex 18 – 92085 PARIS LA DEFENSE.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

LES CAISSES D'EPARGNE ECUREUIL DU GARD

DIPLOME GRANDE ECOLE

(ECP, ENSAE, MINES, X...) H/F

débutant ou presque et... bientôt responsable de trésorerie

Nous vous faisons bénéficier de tous les compléments de formation et du soutien nécessaires pour que vous soyez rapidement à la hauteur de la mission que nous voulons vous confier. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la politique de décentralisation financière qu'a adoptée le réseau Ecureuil. Elle contribue de manière importante au développement des caisses du Gard. Rattaché au responsable financier et basé à Nîmes, vous préparez les décisions de la direction en définissant une politique de refinancement destinée à optimiser les flux financiers. Vous élaborez les prévisions et assurez le suivi de la trésorerie avec choix et mise en place des outils appropriés. En outre, vous pouvez être appelé à conseiller certains de nos services pour des analyses ou des montages financiers.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4170, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION – groupe GFI
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI SELECTION

UNANIME

Contrôleur de Gestion • PARIS

HEC, ESSEC... ou INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

KODAK-PATHÉ recherche le Contrôleur de Gestion de sa Distribution.
Animant une équipe de 2 Analystes, il sera plus particulièrement chargé :

- d'élaborer et suivre les budgets des centres de distribution.
- d'assurer le reporting interne et international des coûts de distribution.
- d'assurer l'interface avec les directions commerciales en matière de coûts et de niveau de service.
- de participer à toutes les études économiques liées à l'évolution technique de l'outil de distribution.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé ayant de réelles capacités d'abstration, de synthèse, de créativité (y compris dans le domaine technique).
Le contexte international des opérations implique une bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

Kodak

De réelles perspectives d'évolution de carrière sont offertes au sein de la Direction Financière ou vers d'autres Directions de l'entreprise en France ou à l'Étranger.

Merci de bien vouloir joindre une photographie à votre dossier de candidature **KODAK-PATHÉ - Direction Gestion des Cadres**
26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12

Bleu Publicité

AUDITEURS BANCAIRES

HEC - ECO/FI - DECS

L'inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel vous offre au sein d'un des premiers Groupes Bancaires, des postes d'

AUDITEURS CONFIRMÉS Réf : 37/AC
Votre expérience professionnelle d'environ 5 ans minimum passée de préférence dans un cabinet d'expertise comptable vous conduira à effectuer des missions de contrôle ou d'audit auprès des Groupes Régionaux.

AUDITEURS DÉBUTANTS Réf : 37/AD
Après une formation adaptée, vous serez chargés au sein d'une équipe d'effectuer un diagnostic sur l'ensemble des activités de nos Fédérations régionales. Ces postes impliquent des déplacements fréquents et constituent une réelle opportunité d'évolution.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 4 500 points de vente, 21 000 collaborateurs, 40 000 administrateurs et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5ᵉ groupe bancaire.
La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Ressources Humaines C.N.C.M. 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

DARTY

AUDIT INTERNE

Le Groupe DARTY,
C.A. de 7 milliards de F, 5000 personnes
recherche des :

AUDITEURS INTERNES DEBUTANTS ou CONFIRMES

Diplômés de l'enseignement supérieur, orientation financière et comptable (ESCP, ESCAE...), vous êtes débutants ou avez acquis une première expérience, dans la fonction d'audit de préférence. La connaissance de l'outil informatique sera appréciée.

Vous participerez à diverses missions d'audit financier et opérationnel dans l'ensemble des filiales du Groupe.

Poste basé à PARIS 17ème - Déplacements fréquents à prévoir.

Adresser CV, photo et prétentions à
Olivier MONDOT - Groupe DARTY -
11 Bd Pershing - 75017 PARIS.

Roth Frères

Société industrielle de 1800 personnes, 900 millions de chiffres d'affaires, 2 sites à Strasbourg et Schweighouse, leader reconnu dans sa spécialité : l'habillage intérieur des véhicules.

Nous étudions, produisons et livrons sièges, pavillons de toit, panneaux de portes et tablettes arrières.

Industriel de pointe, nous mettons en œuvre les techniques les plus avancées : CAO, SPC, et une organisation productrice 0 stock, flux tendus, fournitures juste à temps.

Nous savons que les hommes sont plus que jamais notre atout essentiel.

Nous recherchons :

CHEF DE SERVICE

COMPTABILITE GENERALE ET TRESORERIE

SUP DE CO - DECS - EQUIVALENCE EXPERTISE

Agé d'environ 25-30 ans, vous êtes de formation comptable (Sup de Co option finance - DECS - Equivalence expertise) et vous justifiez déjà de quelques années d'expérience. Vous serez directement rattaché à notre directeur administratif et financier.

Vos terrains de prédilection : la comptabilité générale, la consolidation, la fiscalité, relation bancaire...

Homme de technique, vous êtes aussi l'homme de relation qui animera une équipe de 3 personnes. Au sein d'un groupe en pleine expansion, des opportunités s'ouvriront à vous.

Si vous souhaitez valoriser votre potentiel, rejoignez notre équipe en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 10/89 M à Monsieur Alex HAUSS - ROTH FRERES - 6, rue Schertz - 67100 Strasbourg.

Sécuripost est l'un des leaders du marché de la sécurité : transports et traitement de fonds, télésurveillance et gardiennage.

1 300 personnes pour un C.A. de plus de 300 MF, 7 délégations régionales et 138 antennes locales, 350 fourgons blindés... autant de chiffres qui en disent long sur notre envergure et la qualité de nos prestations.

Nous recherchons pour notre DÉLÉGATION RÉGIONALE D'ILE DE FRANCE et DE CENTRE BOURGOGNE (basée à IVRY) un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Véritable bras droit du Délégué Régional, vous prendrez en charge avec votre équipe constituée de 5 personnes le contrôle de gestion de notre délégation ainsi que la gestion du personnel (300 personnes).

A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une École Supérieure de Commerce et avez acquis une expérience similaire probante. Vos compétences et votre fort potentiel vous feront évoluer rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à SECURIPOST - Délégation Régionale Ile de France
1, boulevard Hippolyte MARQUES - 94204 IVRY CEDEX.

SECURIPOST
VOTRE SECURITE, NOTRE METIER

AGENCE NATIONALE
POUR LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS
A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Afin de compléter son **Service d'Audit Financier**, organisme para-public, récemment créé et intervenant dans le domaine du financement du logement, recherche :

AUDITEURS FINANCIERS *réf. AH/JAF/M*

Votre profil : de formation Ecole de Commerce ou de Gestion, vous maîtrisez l'ensemble des processus comptables grâce à un niveau DECS ou DESCF. Vous avez acquis une expérience d'audit d'environ 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise.

Votre mission : vous serez chargés de l'audit d'organismes financiers spécialisés (Paris-province) appartenant au secteur du financement du logement.

Rémunération selon le profil et l'expérience des candidats. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet à : *Annick HERVE - CARRIA-PROFILE - 128, rue de Rennes - 75006 PARIS.*

CARRIA PROFILE
Conseil en Recrutement

CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A., est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.
CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromaritime, Causse-Walon, Delcer, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

La Division Tissus d'Habillement de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de province (Régions Nord et Sud)

CONTROLLERS

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit en entreprise, soit en cabinet conseil.

Une expérience de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de la Direction du Personnel de la Division Tissus d'Habillement - 3, Bld Malesherbes - 75008 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL (C.A. supérieur à 15 milliards de francs) renforce sa **DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION ET DU BUDGET** et recherche des

Contrôleurs de Gestion

Vous assurez le suivi de filiales (100 MF < C.A. <300 MF) dont vous êtes les interlocuteurs privilégiés dans les domaines de la gestion et préparez analyses et propositions pour la Direction Générale.

Vous participez à des opérations ponctuelles et au montage des dossiers financiers importants sous la supervision éventuelle d'un Contrôleur de Gestion senior.

Diplômés d'une grande école de commerce ou ingénieurs, ayant complété votre formation initiale par un cycle de gestion (INSEAD, MBA, ...), vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 5 ans, soit dans un Cabinet d'audit anglo-saxon, soit dans un poste similaire dans la filiale d'un grand groupe ou une entreprise de taille importante.

Vos réelles compétences techniques, votre sens de la rigueur et votre goût des contacts vous permettront de vous intégrer rapidement dans un environnement technique et intellectuel stimulant.

Ces postes basés à Paris nécessitent des déplacements de courte durée en France principalement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. D0629, à notre conseil :

CONCEPT RECRUTEMENT
2, PLACE ANDRE MALRAUX 75001 PARIS

GROUPE CONCEPT

MEDIA-SYSTEM

CHARGE D'AFFAIRES
Grenoble

sdr

Notre établissement financier spécialisé dans le financement des entreprises de la région Rhône-Alpes renforce sa délégation Alpes et recherche deux chargés d'affaires. Rattachés au directeur d'exploitation de cette délégation, ils gèreront et développeront une clientèle de PME en leur apportant des solutions de financement: prêts moyen et long termes, crédit bail immobilier et mobilier. Ils élaboreront les dossiers et suivront leur mise en place. Ils créeront et animeront leur propre réseau de prescripteurs. De formation supérieure type ESC, vous avez acquis une première expérience de la vente de produits financiers aux entreprises ainsi que de la négociation à haut niveau. Rigoureux et autonome, vous avez le goût des contacts, de l'initiative et une bonne capacité d'adaptation. Ecrivez en précisant la référence A/311M.

PA Consulting Group
ADVERTISING & COMMUNICATIONS
78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE
Tél. 78.93.90.63

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Négoce industriel
Région Lyonnaise

Une société de négoce de produits industriels, filiale d'un grand groupe français à vocation internationale, recherche son DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER.

Sous l'autorité du Directeur Général et assisté d'une petite équipe, il sera chargé de réorganiser entièrement le service comptable et d'en assurer l'informatisation. Il sera responsable de la sortie des résultats mensuels, de l'élaboration des tableaux de bord, de la détermination des marges et de la préparation de tous les éléments permettant l'élaboration des bilans. Il sera chargé de la trésorerie (prévisions et suivi), des déclarations sociales et fiscales. Il veillera particulièrement au suivi des comptes clients. Il assurera les relations avec les banques et il participera aux montages financiers dans le cadre d'investissements définis par la direction générale.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation DECS, possédera plusieurs années d'une expérience de la tenue de comptabilité acquise au sein d'une PME mettant en œuvre des moyens informatiques.

Écrire sous référence 1160/M à :
PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Nous sommes une Société de Conseil aux Entreprises.

Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise de décisions de nos clients (chefs d'entreprise. consultants...)

Nous recherchons pour étoffer notre Équipe :

- pour notre **Département ÉCONOMIE**

CONSULTANTS

ayant tous une bonnes formation économique de base et une spécialité dans UN des domaines suivants

- Échanges Internationaux : une expérience de quelques années du commerce international et de la réglèmentation douanière serait appréciée (Réf. REEI)
- Approches et études de Marchés, *(Réf. M)*
- Finances et expérience bancaire (Réf. FI)

- pour notre **Département FISCAL**

CONSULTANTS

ayant une solide FORMATION FISCALE et une expérience dans l'Administration est souhaitée.
Postes à PARIS et à LYON (Réf. F)

- pour notre **Département JURIDIQUE**

UN CONSULTANT

spécialisé en **Droit des Sociétés** ayant acquis au cours d'une expérience professionnelle dans un Cabinet de Conseil, une bonne maîtrise en ce domaine
Poste à PARIS (Réf. J)

Adressez votre candidature à Marc SOUBAIGNE, Directeur des Relations Humaines, *SOCIÉTÉ SVP*
54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08

SVP

Notre groupe (CA 89 : 11 Milliards de Frs - 150 filiales) recherche pour ses départements DISTRIBUTION et INDUSTRIE

RESPONSABLE CREDIT-CLIENT ET CONTENTIEUX

- ***Crédit-Manager expérimenté**, il assumera la responsabilité des décisions crédit sur les encours les plus importants, participera aux négociations avec les sociétés de renseignements et assureurs-crédit, animera l'équipe des crédits-managers régionaux, assurera le contrôle des procédures et le reporting auprès des Directions générales.*
- *Disposant de **connaissances juridiques** en matière de voies d'exécution et suretés, il assistera les filiales dans la gestion des dossiers contentieux en relation avec le réseau des auxiliaires de justice (Avocats, Huissiers) et assurera une fonction de conseil pour la mise en place des garanties de paiement.*

Ce poste Basé à BOULOGNE (92), est à POURVOIR RAPIDEMENT et nécessite de fréquents déplacements sur le plan national.

Adresser C.V. + prétentions à :
J.P. BRASSET - PINAULT - BP 8 - 35740 PACÉ

Tout pour Construire, Amenager, Renover
PINAULT
BOIS ET MATÉRIAUX

Bleu

Important Groupe (Industrie - Services à l'Industrie)
(C.A. 700 M.F.) - recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Diplômé d'une grande école de commerce.
- 30-35 ans.

Fort d'une expérience de Direction Financière de haut niveau (fiscalité, finance, gestion, informatique...), vous souhaitez aujourd'hui agir avec encore plus d'autonomie et prendre les initiatives propres à un poste de **DIRIGEANT.**

Rattaché au PDG, membre du Conseil de Direction, vous mettrez en œuvre une stratégie de développement dans tous vos domaines d'intervention grâce à votre esprit de rigueur et à la fois d'imagination.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous n° 200 à SEGULA 6, rue Amédée-Bollée 92500 RUEIL-MALMAISON.

1er réseau mondial d'agences de voyages, avec 786 agences implantées dans 35 pays développant un volume d'activité de 11,5 Milliards de francs, recherche pour son service d'audit interne

Wagons-lits Tourisme

Auditeur Confirmé

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion et possédant un DECS, vous avez une expérience de deux années d'audit interne ou externe qui vous permettront :
- d'assurer des missions principalement à l'étranger recouvrant des audits comptables et de contrôles internes,
- d'assumer un rôle de conseil auprès des unités auditées,
- de participer à l'élaboration et à la mise en place de procédures, dans le cadre des nouveaux systèmes de réservation européens.
Vous maîtrisez au minimum 2 langues étrangères et vous êtes disponible pour de fréquents déplacements de 2 à 3 semaines.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite sous réf. MO/07 à :
WAGONS-LITS, Direction du Personnel et de la Communication,
14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

WAGONS LITS

CREDIT NATIONAL recherche pour son Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises Paris

Jeune Economiste

Chargé de l'étude du système bancaire et des marchés financiers français et étrangers.

Le candidat retenu, débutant ou avec une première expérience professionnelle, possède :

- un diplôme d'une grande école scientifique ou commerciale,
- une bonne maîtrise des techniques d'analyse quantitative,
- de solides capacités rédactionelles et le goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL
Direction des Ressources Humaines
45 rue Saint-Dominique
75700 PARIS

Crédit National

PARIS 8e

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
en pleine croissance, 30 personnes
membre de UHY International

recherche

ASSISTANT CONFIRMÉ

2 à 3 ans d'expérience, DESCF, DECS ou équivalent.
Motivé par dossiers PME - PMI
Anglais souhaité
Poste évolutif.

Écrire avec C.V, photo et prétentions à :
G.V.A.
8, rue de Florence - 75008 PARIS

Bleu

LA VILLE DE NANTES
RECHERCHE
SON DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES

Membre du Comité de Direction, cette personne, disposant déjà d'une expérience certaine en matière de gestion budgétaire des collectivités locales, devra posséder une bonne pratique des nouvelles techniques de gestion (comptabilité analytique, tableau de bord financier, gestion de trésorerie) et être capable d'assurer le suivi des relations financières entre la Ville et ses principaux satellites (sociétés d'économie mixte).

Adresser votre candidature
(CV détaillé et photographie) à :
Monsieur le député maire,
Hôtel de Ville, 44036 Nantes Cedex

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

amadeus

AMADEUS DEVELOPMENT COMPANY

REPORTING OFFICER

CIRCA £ 18 000
SOPHIA ANTIPOLIS - NICE - FRANCE

We are the R&D company of Amadeus, a group created by four leading european airlines companies (Air France, Iberia, Lufthansa, SAS) whose mission is to realize and market the worldwild leading distribution system of information and services for the travel industry. Our holding and marketing companies are located in Spain, our operational center is based in Germany. We are located near Nice (South of France), in Sophia Antipolis. When it is fully operational, in 1990, the group will employ 600 people and we will be around 250 in Sophia

In this perspective, we are seeking to recruit our reporting officer to be responsible for the provision of financial data to board level, the production and control of all reporting activities (budget, treasury, long term planning). Working closely with the Financial Manager he will report to, he will have to conceive and implement our management information systems within a multinational environment and a multi-site company.

We are looking for a young candidate with a qualified or certified accountant degree. Aged around 25, 2 to 4 years experience, he has excellent financial and communication skills, and ability to implement computeriezed information systems (micro computer IBM, Lotus 1, 2, 3)

Please write, under ref. 909/04/M, to Monique Herbet - Arthur Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris La Défense 2 - France

ARTHUR YOUNG
CONSEIL
GROUPE HSD

La Télévision : fixez le prix de notre réussite !

[illegible] THOMSON CONSUMER [illegible] mondiaux de la [illegible] sommes à Angers [illegible] centre [illegible] fabrication du Groupe (730.000 TV [illegible]. Pour renforcer notre Di[illegible] [illegible] rech[illegible]

RESPONSABLE PRIX

Il (elle) prendra la responsabilité du service (encadrement de plusieurs personnes) chargé d'établir les prix de revient de nos produits, existants et futurs de manière à fournir aux interlocuteurs financiers et industriels des données fiables et précises.

Nous recherchons pour ce poste de jeunes diplômés d'une Grande Ecole de Gestion ou titulaires d'un DESS de Gestion, débutants ou justifiant d'une première expérience (de préférence dans le domaine des prix). Ils maitriseront impérativement l'anglais.

Ce que nous leur offrons : un environnement de haute technologie, les défis d'un métier concurrentiel, et l'évolution dans un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à
SEIPEL - Jérôme DECAUX
17 Boulevard Gaston Birgé - 49008 ANGERS Cedex

THOMSON

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche
un

CHARGE DE CLIENTELE INSTITUTIONNELLE

Il intègrera le département de l'exploitation bancaire, organisé par clientèle, et se verra confier un portefeuille spécifique, avec pour missions :
- d'entretenir la relation commerciale et de développer la clientèle ;
- d'organiser une gestion de trésorerie sous mandat.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de gestion (IEP, ESCAE, DESS éco...) riche d'une première expérience de 3 ans en exploitation bancaire.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature
s/réf. 3140600 à Contesse Publicité, 20 av. de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Jeunes Sup de Co + DECS

Jean Lefebvre vous propose de rejoindre son équipe **d'audits** au sein de la **Direction Administrative et Financière.**

Votre cursus et vos connaissances en micro informatique (indispensables), vous permettront, après-formation, de participer également à l'évolution de nos procédures comptables et administratives.

Ce poste s'adresse de préférence à un débutant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à notre Direction du Personnel,
11 boulevard Jean Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine.

JEAN LEFEBVRE
TRAVAILLE POUR VOUS

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

cnes
centre national d'études spatiales

CADRE DE GESTION

MAÎTRISE DE GESTION

Au sein du service transit-transport, situé à ANTONY (92), vous serez chargé :

- d'établir les prévisions budgétaires,
- de tenir le suivi des commandes, des factures et des engagements,
- d'assurer la gestion des biens immobilisés.

Une première expérience professionnelle est nécessaire et des connaissances en comptabilité publique sont souhaitées.

MINITEL 36 15
CNESPACE

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions :
CNES, Monsieur le Chef de la
Division Personnel du Siège - Réf. 89/CSG/13
2 place Maurice Quentin - 75001 PARIS

Contrôle de gestion et informatique

Avec des activités diversifiées autour de 6 métiers (Electricité, Génie Civil, Bâtiment, Canalisation, Ingénierie et Promotion), SPIE BATIGNOLLES vous offre le savoir-faire d'un grand groupe.

Intéressé par les méthodes et les outils les plus avancés du contrôle de gestion, vous serez appelé à faire vivre notre nouveau système d'information (à ce jour 270 tableaux de bord répartis sur 80 micros). Votre objectif sera d'assurer la qualité du service et de gérer le système dans ses extensions futures.

De formation MIAGE, ESC option informatique ou équivalent, vous avez pu appréhender, au cours d'une première expérience, l'élaboration ou l'utilisation d'un système de reporting. La taille de notre groupe (34 000 personnes), sa structure décentralisée et votre double compétence vous ouvrirons de larges perspectives d'évolution

Merci d'adresser votre candidature
à Sophie LESPAGNOL, Spie Batignolles
Pôle Vinci, Parc St-Christophe,
95863 Cergy-Pontoise cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GROUPE SCHNEIDER

La filiale française du leader européen de la bureautique recherche pour son département recouvrement au sein de la Direction administrative et finanière le

RESPONSABLE DU RECOUVREMENT

CONCESSIONNAIRES ET REVENDEURS

- Vous êtes titulaire du DECS, d'une maîtrise option financière ou équivalent.
- Agé d'environ 35 ans, vous avez une solide expérience dans la fonction.
- Vos qualités relationnelles font de vous un excellent manager.

Vous serez responsable d'une petite équipe au sein d'une structure importante vous permettant d'allier autonomie et moyens de réussir.

Vous analyserez les risques clients et fixerez les priorités d'actions en matière de recouvrement. Vous élaborerez et mettrez en œuvre un audit financier et participerez à la sélection des concessionnaires et revendeurs.

Si vous êtes dynamique et motivé par ces responsabilités, envoyez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, salaire actuel) sous référence 4010 REC à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

National Westminster Bank s.a.

Première banque au Royaume-Uni avec un actif de plus de 1 milliard F et développant une activité internationale dans 36 pays, notre présence en France connaît une très forte progression : le nombre de nos implantations a doublé sur les 12 derniers mois. Nous recherchons un :

ASSISTANT CHARGE DE CLIENTELE GRANDES ENTREPRISES

Au sein du Département Entreprises, votre rôle sera d'aider les chargés de clientèle à développer et à suivre la clientèle Grandes Entreprises. Véritable bras droit des chargés de clientèle, vous entreprendrez toutes investigations préalables à la prospection, vous rédigerez les analyses et les demandes de crédit, en relation permanente avec notre siège à Londres.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences-Po Eco-Fi, ESC, Maîtrise de gestion), vous avez environ 25 ans et une première expérience bancaire, si possible au sein d'une direction des engagements.

Doté d'un esprit analytique, et de réelles qualités commerciales, vous souhaitez évoluer dans l'environnement de la finance internationale.

L'ANGLAIS COURANT EST INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, niveau actuel de rémunération), sous référence 92/902 M à *mentionner sur enveloppe et courrier, à notre Directeur des* Ressources Humaines, Monsieur de RIGAUD - 18 place Vendôme - BP 331.01 - 75021 PARIS CEDEX 01.

NatWest The Action Bank

STP

Établissement public responsable des transports collectifs en Ile-de-France

recrute

ASSISTANT(E) DE GESTION

- au sein d'une petite équipe, vous prendrez en charge le suivi des enquêtes de trafic des dessertes routières privées, la gestion de la base de données de ces enquêtes et des financements,
- vous avez un niveau BAC + 2 minimum, une pratique micro-informatique, un esprit rigoureux et méthodique et, de préférence, une expérience professionnelle,
- vous êtes disponible rapidement.

Adresser CV et prétentions à :
Syndicat des Transports Parisiens (recrutement)
11, avenue de Villars, 75007 Paris.

GROUPE MICHEL FERRIER

Le GROUPE MICHEL FERRIER, un des leaders en Immobilier d'Entreprise, recherche pour sa filiale "PROMOTION REGIONS"

CHARGES D'AFFAIRES CONFIRMES - H/F

Vous assurerez complètement les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée en :
- immobilier d'entreprises et
- logements,

du montage de l'opération au suivi de la commercialisation.
Vous serez basé à GRENOBLE pour développer des opérations Rhône Alpes et en France.
Vous avez, de préférence, plus de 30 ans, une formation supérieure et une solide expérience professionnelle de l'immobilier.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prét.) s/réf. CAP 09 à notre Conseil Denis CORMONS, SPIRALE, 51, chemin du Vieux-Chêne 38240 MEYLAN ZIRST.

Spirale

BANQUE NATIONALE

PARIS 8ème

RECHERCHE

UN ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Agé de 25 à 30 ans, vous êtes titulaire du DECS et possédez une première expérience des opérations bancaires et de la fiscalité.

Vos responsabilités seront variées : suivi du contrôle des comptes, tenue à jours des procédures comptables, établissement du bilan et du compte de résultat, déclaration fiscales...

Dans une banque de taille moyenne, votre dynamisme et votre sens relationnel vous ouvriront un large potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 4004 à SOURCES — 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأصل

Économie

Les retombées du déficit des Etats-Unis

Marathon nippo-américain sur les échanges commerciaux

Les négociateurs américains et japonais, qui se lancent les 4 et 5 septembre à Tokyo dans le marathon de « l'initiative sur les obstacles structurels » aux échanges, vont devoir travailler dans le bois dur. La seule liste des sujets de friction qui seront abordés équivaut à une remise en question de pratiques profondément enracinées dans la vie économique des deux pays, souvent depuis des décennies et parfois plus.

TOKYO
correspondance

Cet exercice inédit, annoncé lors du sommet de l'Arche en juillet dernier par le président américain George Bush et l'éphémère premier ministre japonais Sousuke Uno, est d'abord un constat d'échec. Après quatre années de « coordination des politiques économiques » entre principaux pays industrialisés, l'excédent commercial du Japon à l'égard des Etats-Unis reste impressionnant. Cette année encore, il sera voisin de 50 milliards de dollars (325 milliards de francs), plus peut-être, et représente désormais près de la moitié du déficit global des Etats-Unis.

Ni le yen fort, ni les efforts d'ouverture du marché japonais laborieusement poursuivis par Tokyo, ni la frénésie de consommation de la population de l'archipel ne sont parvenus à renverser la tendance. Le *déficit américain* s'est encore creusé de près de 6 % pendant le premier semestre 1989. Et la température monte à nouveau dangereusement sur la colline du Capitole, *citadelle* du protectionnisme antinippon.

En *désespoir de cause, l'administration* américaine demande aujourd'hui au Japon de modifier radicalement les priorités qui lui ont permis d'édifier depuis la fin de la seconde guerre mondiale une formidable machine à produire et à exporter.

Les six dossiers structurels dont les Etats-Unis souhaitent l'examen ont une caractéristique commune. Ils soulignent le fait bien connu que l'archipel s'est doté d'une économie de production qui a très largement négligé jusqu'à ce jour les intérêts du consommateur.

La cartellisation de l'économie japonaise

Selon Washington, dont les revendications portent à la fois sur les causes et les effets, les Japonais épargnent trop et ne consomment pas assez, et ils payent trop cher des *produits locaux pourtant bradés sur* les marchés extérieurs. Un système de distribution complexe et arriéré, des pratiques commerciales douteuses et le réseau serré des relations entre entreprises japonaises tiennent à l'écart les produits étrangers.

Enfin l'absence de politique foncière et la spéculation ahurissante qui en découle faussent toute la structure économique. Le taux d'épargne des Japonais, jugé excessif par des Américains très dépensiers (16 % dans un cas, 4,2 % dans l'autre en 1988), n'est évidemment pas un trait de caractère national tombé du ciel, comme le prétendait il y a peu le nouveau ministre du MITI (ministère de l'industrie et du commerce *international*), *Hiraku* Matsunaga.

La *propension* à épargner a des causes parfaitement identifiées, et depuis longtemps : logement, éducation et retraite sont très coûteux et laissés pour l'essentiel à la charge *des ménages. Et jusqu'à une déré*glementation très récente, l'organisation du système financier japonais a fonctionné avant tout pour mettre les ressources épargnées au service quasi exclusif de l'industrie, et au meilleur coût. A l'inverse, la forma*tion du capital social a été systéma*tiquement négligée par les planificateurs japonais.

On pourrait multiplier les exemples, comme les négociateurs américains ne vont pas manquer de le faire. Ainsi, entre les mains d'une *Fair Trade Commission sans* pouvoirs, la législation antitrust japonaise est-elle un rideau de fumée à l'abri duquel la cartellisation de l'économie nipponne s'est donné libre cours, sous l'œil bienveillant ou compréhensif du MITI.

Pour les représentants du *Japon* dans cette négociation, la tentation est *forte* de conseiller aux Etats-Unis le recours aux méthodes qui ont si bien réussi à l'archipel : créer America Incorporated pour se confronter à Japan Inc. C'est ce que *suggère* la liste des *sept reproches* adressés à leurs interlocuteurs.

Pour Tokyo, l'Amérique doit épargner plus, dépenser moins et assouplir une législation anti-trust excessive. Ses chefs d'entreprise doivent se libérer de la dictature du *résultat trimestriel, investir dans les* capacités de production, la recherche et *développement* et la formation du personnel. Il faut enfin que les Etats-Unis se dotent d'une politique de promotion des exportations.

Dialogue de sourds

De part et d'autre les objectifs peuvent paraître excessivement ambitieux, avec le risque évident de condamner cette initiative à devenir un dialogue de sourds. Ce n'est pas absolument fatal toutefois. Les trois vice-ministres qui représenteront Tokyo (Michihiko Kunihiro pour les *affaires étrangères*, Naomichi Suzuki pour le MITI et Makoto Utsumi pour les finances) sont conscients que certains des changements demandés sont non seulement justifiés mais seraient de l'intérêt bien compris du Japon. « *La réforme du système de distribution bénéficierait à 95 % de la population japonaise* », reconnaît un responsable des affaires étrangères.

La difficulté vient de ce que les experts vont travailler *sous la sur*veillance étroite des politiques. A Washington, le secrétaire d'Etat James Baker vient de rappeler au ministre japonais des affaires étrangères Taro Nakayama que la Maison Blanche voulait enregistrer les *premiers résultats lors du dépôt pré*liminaire que les négociateurs doivent présenter au printemps. Faute de quoi l'équipe de George Bush aura le plus grand mal à bloquer la mécanique guerrière de *la clause* super-301 mise en place par le Congrès, avec le Japon en point de mire.

« *A long terme, l'initiative aura des effets bénéfiques, mais dans l'immédiat il nous sera difficile de convaincre le Parti libéral démocratique* », confie un responsable du MITI. Pour Tokyo, la tentation est forte de plaider la crise politique à domicile et la résistance de la clientèle électorale des conservateurs (paysans, petits commerçants), afin de gagner du temps.

Les responsables japonais restent *convaincus que* les *mécanismes* du marché, pour peu qu'on les aide, finiront par avoir raison du déséquilibre commercial. Ils citent en exemple, sans doute un peu vite, la baisse *récente* des *exportations* automobiles vers l'Amérique où les usines implantées par les constructeurs nippons prennent progressivement le relais.

Ils insistent sur le fait que le déséquilibre doit être corrigé par l'expansion des échanges, non par leur contraction.

C'est bien le véritable enjeu du débat. Si les Etats-Unis ne parvien*nent pas* à vendre plus *sur* le marché japonais, il faudra que le Japon se résigne à vendre moins en Amérique. Dans l'automobile, les semiconducteurs, l'acier, les machines-outils, le commerce entre les deux pays est déjà largement « administré », *en volume et en valeur*.

Plus nombreuses et plus fortes, des voix se font entendre aux Etats-Unis pour que cette gestion administrative des échanges soit systématisée et liée à des résultats chiffrés planifiant la réduction du déficit. L'auteur américain James Fallows a proposé pour cette politique un nom chargé de lourdes *connotations* historiques et qui a provoqué l'indignation des Japonais : « *containment* ».

Il est vrai que selon les enquêtes d'opinion récentes, le citoyen américain considère désormais la menace économique japonaise comme plus sérieuse que la menace stratégique soviétique.

BERNARD HAMP.

BUDGET

La hausse de l'impôt sur la fortune compensera l'incitation à l'épargne

(Suite de la première page.)

M. Bérégovoy partage *grosso modo* le point de vue de M. Rocard coincé, lui aussi, entre ses soucis de ministre qui l'obligent à être réaliste et ses soucis de *responsable socialiste* (partage équitable de l'effort fiscal, redistribution). La tenue du congrès du Parti socialiste, à Rennes, l'année prochaine, et au cours duquel MM. Rocard et Bérégovoy devront justifier leur action, explique les dispositions fiscales que contiendra *le budget de 1990, explique aussi les* hésitations qui prévalent encore et justifie l'ultime réunion que doivent avoir le premier ministre et son ministre de l'économie pour trancher parfois sur des points plus symboliques qu'importants.

La création d'une tranche d'imposition à 1,3 % dans le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune est l'une de ces mesures symboliques destinées à accréditer l'idée que le gouvernement actuel ne sacrifie pas l'équité à l'efficacité.

Ce n'est un mystère pour personne qu'on n'y était pas favorable à l'hôtel Matignon, M. Rocard, *ayant lors* de la création de l'ISF, milité pour que son taux supérieur reste inférieur à 1 % mais soit assis sur une assiette très large. Il avait, si l'on peut dire, été battu sur ce point par M. Bérégovoy, qui avait fait prévaloir son projet : assiette plus réduite excluant les biens professionnels, taux un peu plus élevés.

On sait que le barème actuellement *en vigueur est à taux 0 jusqu'à 4 mil*lions de francs mais comprend quatre autres taux, dont le plus élevé est de 1,1 % pour la partie du capital dépassant 20 millions de francs. Ce taux passera à 1,3 % l'année prochaine, mais la décision n'est pas encore prise de savoir à partir de quel niveau de fortune : 30 ou 40 millions. Une mesure qui, en tous les cas, ne rapportera pas beaucoup à l'Etat.

Autre décision à coloration sociale, mais ayant celle-là de lourdes conséquences budgétaires : le plafonnement de la taxe d'habitation. Les petits contribuables étant exonérés d'impôt sur le revenu, la seule façon que le gouvernement avait encore d'alléger leur effort fiscal était de jouer sur un impôt local souvent lourd. Beaucoup de Français ne le supportent pas mais l'exonération est fonction de l'impôt payé sur le revenu. A partir de l'année prochaine, une autre mesure jouera, qui plafonnera la taxe d'habitation à un certain pourcentage (entre 3% et 4 %) de revenu imposable. Reste que l'Etat devra compenser ce manque à gagner pour les collectivités locales, à moins qu'une cotisation nationale ne soit instaurée sur les autres contribuables, ceux qui continueront de payer norma*lement cet impôt*.

C'est encore le souci de reprendre un peu « aux riches » qui explique que l'avantage dit « Méhaignerie », permettant des déductions fiscales pour les sommes investies dans le logement locatif, seront limitées (la mesure dorénavant ne jouera qu'une fois).

Enfin, le taux supérieur de TVA à 28 %, *qui concerne essentiellement* l'automobile et la hi-fi, sera ramené à 25 %. Il en coûtera environ 6 milliards de francs à l'Etat, mais celui-ci pourrait réduire ou supprimer les avantages fiscaux du leasing (location avec option d'achat).

Tout cela permettra à MM. Rocard et Bérégovoy d'annoncer une nouvelle réduction de l'impôt sur les sociétés d'1 ou 2 points, mais pour les seuls bénéfices non distribués, les bénéfices distribués ayant, eux, une coloration trop « capitaliste ». La baisse inévitable les concernant viendra plus tard...

Enfin, et cela on le sait depuis long*temps puisque c'est la mesure qui* a imposé tout l'équilibrage équité-efficacité du budget 1990, l'imposition des revenus des obligations sera ramenée de 27 % à 15 %.

Même connue, cette mesure, qui coûtera plusieurs milliards de francs, est assez importante pour être attendue avec impatience par bien des épargnants fortunés. *L'Europe 1993, c'est* cela.

Restent quelques mesures sur lesquelles le gouvernement hésite encore : la suppression partielle de la taxe (5,15 %) sur les conventions d'assurance-vie, celle aussi de la déduction des intérêts d'emprunts pour résidence principale dont ne bénéficieraient plus – mais pour les seuls contrats à venir – les personnes dont le *taux d'imposition sur le revenu égale ou* dépasse 50 %.

ALAIN VERNHOLES.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

La croissance des dépenses gouvernementales est « excessive », déclare M. Balladur

Persuadé que, si « *le monde va mieux, la France va mieux* » – il existe actuellement un « *sentiment d'euphorie* (...) *excessif et dangereux* » – l'ancien ministre des finances, M. Edouard Balladur, a reproché à l'actuel gouvernement son relatif immobilisme et l'insuffisante préparation de la France aux « *défis redoutables* » du grand marché *européen. Lors* du « Grand Jury RTL-*le Monde* », *dimanche 3 septembre*, M. Balladur a plaidé pour des allègements d'impôts supérieurs à ceux prévus par son successeur, Pierre Bérégovoy, et dénoncé la croissance « *excessive* » des dépenses. De « *près de 6 % maintenant depuis quinze mois* ». Cette progression est nettement *supérieure à l'expansion* économique. Interrogé sur les réformes « *en profondeur* » de la société française qu'il souhaite voir l'opposition mener, l'ancien ministre a lancé : « *Il faut se montrer quasiment révolutionnaire en matière d'enseignement* », et spécifié qu'il verrait « *très bien* (...) *que tout l'enseignement supérieur fût confié aux régions* », que « *tout l'enseignement secondaire fût confié aux départements* ».

JOURNAL OFFICIEL

● Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 2 septembre :

DES DECRETS

● N° 89-608 au 1er septembre 1989 portant création d'allocations d'enseignement.

● N° 89-609 du 1er septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière.

● N° 89-611 du 1er septembre 1989 portant statut particulier des sages-femmes de la fonction publique hospitalière.

● N° 89-613 du 1er septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médicotechniques de la fonction publique hospitalière.

UN ARRÊTÉ

● Du 2 août 1989 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 1988.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet *établissement* en 1985.

∴

Sont publiées au *Journal officiel* du dimanche 3 septembre 1989 :

DES LISTES

● *Des élèves* de l'Institut supérieur d'agriculture de Lille ayant *obtenu* le diplôme d'ingénieur en agriculture.

● *Des stagiaires* de l'Institut national de promotion supérieure *agricole* de Dijon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques agricoles de cet établissement.

AFFAIRES

Laissant la voie libre à Noranda

Amax renonce à son OPA sur Falconbridge

Un mois jour pour jour après avoir offert 2,4 milliards de dollars (15 milliards de francs) pour l'acquisition du canadien Falconbridge, second producteur mondial de nickel, le groupe métallurgique américain Amax a annoncé, le 2 septembre, qu'il renonçait à son offre publique d'achat. La direction de Falconbridge, *qui s'était dans un* premier temps déclarée favorable à cette prise de contrôle, devra rembourser à Amax les 20 millions de dollars de dépenses engagées par le groupe américain dans cette action.

Le retrait d'Amax a sans aucun *doute été* provoqué par l'irréductibilité du groupe canadien Noranda, principal actionnaire, avec 24,2 % du capital de Falconbridge, qui s'est refusé à toute négociation. Au contraire, Noranda a surenchéri sur l'offre d'Amax en s'associant avec *Trelleborg*, l'un des premiers groupes industriels *suédois*. A eux deux, ils se sont assurés le contrôle de 31,2 % du capital de Falconbridge avant même l'expiration de l'OPA d'Amax.

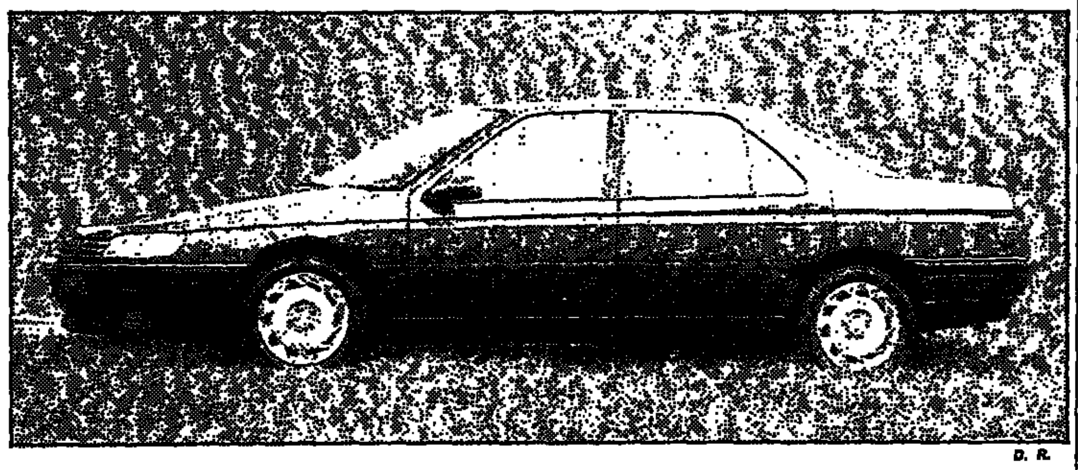
L'insistance de Noranda a été d'autant plus vive que la firme canadienne concurrente de Falconbridge connaît des besoins pressants de *nouvelles réserves de cuivre et de* nickel. Ainsi convoite-t-elle la grande mine de Kid Creek (cuivre, zinc et argent), située dans le nord de l'Ontario, qui appartient à Falconbridge.

L'an passé, Noranda a réalisé un chiffre d'affaires de 8,9 milliards de dollars canadiens (50,5 milliards de francs) et un bénéfice de 603 millions de dollars canadiens (3,4 milliards de francs). De son côté, Falconbridge « *pesait* » l'an passé 12 milliards de francs, pour un résul*tat net de 1,9 milliard de francs*.

AUTOMOBILE

Après la XM de Citroën

Peugeot lance la 605



D. R.

Après Citroën avec la XM, Peugeot lancera une automobile haut de gamme, la 605, début octobre en France et courant 1990 dans les différents pays européens. La firme au lion achève ainsi un rajeunissement complet de son catalogue engagé début 1983 avec la 205.

Ressemblant à une grosse 405, la 60à era disponible pour l'instant avec un choix de cinq modèles : deux avec un moteur 2 litres et trois avec le V6 de 3 litres, dont le plus puissant sera doté de 24 soupapes. La puissance s'échelonnera de 115 ch à 200 ch et son prix de *120 000 F à 240 000 F*.

Comme Citroën avec la XM, Peugeot *vise un marché « haut de gamme »* qui représente 1,7 million de véhicules en Europe (dix-sept pays), soit 14 % environ des immatriculations totales de voitures. Cette part réservée aux grosses voitures varie d'ailleurs d'un pays à l'autre suivant les niveaux de vie et les habitudes : 39 % en Suède, 24 % en RFA, 12 % en Grande-Bretagne, 8,8 % en Italie. En France, avec 10 %, le haut de gamme a représenté quelque 215 000 automobiles en 1988. Renault s'y taille encore la part du... lion avec la R 25 au succès renouvelé. Ces chiffres indiquent que le marché allemand, avec près de 700 000 unités, est supérieur à lui seul à ceux de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie réunis. Il constitue donc une cible privilégiée dans ce créneau. Peugeot, comme Citroën, vise une production en année pleine de 100 000 voitures, dont 60 % seront exportées.

« *La 605 est un point de départ*, explique M. Jean Boillot, le président de Peugeot, *nous disposons désormais d'une gamme complète à quatre familles : 205, 309, 405 et 605, cohérente avec une unité de style et une même philosophie de compromis entre le confort et la qualité routière.* »

Pour réussir, Peugeot n'a pas négligé les investissements à Sochaux, où elle sera produite aux côtés de la 405. Un programme de refonte complète de l'usine a été lancé en 1987 et ne sera achevé qu'en 1994. Coût total : 9 milliards de francs, dont 5 ont été engagés. Après 1994, l'usine sera assez « *flexible* » pour qu'un changement de modèle n'impose qu'un changement réduit des outils.

Autrement dit, si Peugeot rénove aujourd'hui et sa gamme et ses usines, le lancement de nouvelles voitures coûtera demain beaucoup moins cher et pourrait donc être *accéléré*. Immenses, colorés de vif, lumineux, robotisés au maximum, les ateliers de Sochaux, dotés de machines « dernier cri », donnent effectivement l'impression que M. Jacques Calvet, le PDG du groupe, n'a rien refusé aux Sochaliens. Quand on songe aux économies en capital des concurrents *japonais, on ne peut qu'espérer que* ces dépenses ne soient pas déraisonnables...

Le plus difficile pari pour PSA *restera* pourtant d'ordre commercial : la 605 et la XM ne vont-elles pas se gêner l'une l'autre et se « *cannibaliser* » ? M. Calvet affirme que, pour l'instant, la stratégie du groupe PSA de maintenir deux marques complètes est en passe de réussir puisque la « *cannibalisation* » ne porterait que sur 5 % environ des ventes totales. Un chiffre à vérifier et à surveiller, tant la 605 met en lumière le redressement encore mal assuré de Citroën.

E. L.B.

Moulinex s'attaque aux pays de l'Est

Moulinex, spécialiste de l'appareillage électroménager, attaque tous azimuts. Après avoir acquis ces dernières semaines le groupe britannique Swan Housewares (marques Swan en Grande-Bretagne et Girmi en Italie), Moulinex vient de nommer pour la zone des pays de l'Est un directeur dont la tâche prioritaire sera d'implanter la marque dans ces pays. Le groupe d'électroménager ne songe pas à la conclusion de contrats de société mixte dans cette zone où il préfère vendre directement des produits finis fabriqués dans ses usines françaises, explique M. Roland Darneau, PDG de Moulinex, qui précise que les ventes en Europe communiste, encore faibles, ont néanmoins été multipliées par deux *en quelques* mois.

Pour Moulinex, l'acquisition de Swan Housewares représente un coût de quelque 18 millions de livres *soit 190 millions* de francs. *Le* bénéfice de Swan et Girmi s'élève à 2 *millions de livres (21 millions* de francs) avant impôts et éléments exceptionnels, et leurs chiffres d'affaires respectifs sont de 450 millions de francs et 160 millions de francs. L'achat de Swan Housewares semble en tout cas avoir sonné le glas de l'intérêt du groupe français pour le dossier Kenwood, *groupe d'électroménager* britannique en vente.

● **Ikea va s'installer en Union soviétique.** — Le groupe de distribution suédois Ikea, spécialisé dans l'aménagement intérieur de la maison, a annoncé qu'il ouvrirait cinq à sept magasins en URSS d'ici à 1992. Le premier de ces magasins serait implanté en 1991 à Leningrad, suivi de près par un deuxième à Moscou. Un récent accord, passé avec les autorités soviétiques prévoit qu'Ikea contribuera à la modernisation d'une trentaine de manufactures de meubles locales qui deviendront ensuite les fournisseurs d'Ikea sur le territoire soviétique. Le groupe suédois prévoit également d'ouvrir un magasin à Budapest en 1990 et un autre à Varsovie en 1991.

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières internationales, rapports annuels internationaux, assemblée générale des actionnaires, publicité financière, les chiffres prennent la parole.
Sur l'échiquier planétaire, la communication financière est une des pièces maîtresses des entreprises à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette évolution. Avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur, du MOCI et de FRANCE INFO, il crée les ECUS OR de l'Image Financière Internationale pour récompenser les entreprises qui auront le mieux communiqué dans ce domaine en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE — FRANCE INFO — LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.57.52.36.

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Face-à-face « branché » avec des jeunes salariés, aux Arcs

EDF à la recherche de nouvelles formes de dialogue

CHAMBÉRY
de notre correspondant

Les responsables nationaux d'Electricité et Gaz de France ont inauguré une nouvelle formule de *« dialogue social »* en invitant de jeunes salariés, embauchés depuis peu, à des rencontres d'été qui se sont déroulées, ces deux dernières semaines, dans la station des Arcs (Savoie). A partir des questions et des critiques formulées par la « base », l'objectif recherché était de mobiliser les *« petits derniers de la maison »* sur le projet et la stratégie de l'entreprise.

« Je suis entré à EDF avec une formidable envie d'apprendre. Mais très vite je me suis heurté à des gens installés qui n'ont pas forcément envie de bouger. Dans le privé, on se sent plus responsable. » Comme Philippe Elbaz, agent d'exécution au centre EDF de Lyon, ils ont entre vingt-cinq et trente-cinq ans, tout juste sortis de l'école ou ayant vécu une première expérience professionnelle dans des PME-PMI.

Le choix d'entrer à EDF-GDF, c'est bien sûr la sécurité de la grande entreprise, la garantie de l'emploi et peut-être les avantages sociaux. Mais la plupart expriment une farouche envie de prendre des initiatives et de se voir confier des responsabilités. *« Après Sup de Co, j'ai été tentée par les prémices de changements d'image en voie d'apparition »* indique Nadine Salaris, une jeune cadre de Valence (Drôme). *« EDF est une entreprise comme les autres,* précise-t-elle. *Il faut se battre pour être reconnue, face à la structure hiérarchique très pyramidale, et faire ses preuves, surtout quand on est une femme dans une maison composée à 80 % d'hommes, techniciens et ingénieurs. »*

« Gardez votre esprit critique »

Venus de Lille et de Nantes pour la première session, puis de Lyon et de Marseille, les deux cent quarante participants à ces rencontres d'été, volontaires sélectionnés sans distinction de postes (cadres, techniciens, commerciaux, agents d'exécution) ni de secteurs (production et équipement, transport et distribution), n'ont pas attendu le conseil de Jean Bergougnoux, le directeur général d'EDF, pour prendre la parole. *« Gardez votre esprit critique. Nous comptons sur vous pour faire bouger l'entreprise »*, leur avait-il lancé dans un style franc et direct, impossible à faire passer dans une note de service administrative, mais directement accessible entre deux séances de travail, après une descente de rivière en rafting ou une randonnée dans le cadre détendu d'une station d'altitude.

En organisant ce face-à-face en direct, les responsables d'EDF et de GDF avaient choisi de bouleverser les méthodes traditionnelles des circuits internes (y compris les voies syndicales), de passer par-dessus les échelons hiérarchiques intermédiaires (les « petits chefs ») et les structures rigides qui caractérisent l'organisation de la société. Leur volonté était de s'adresser directement aux jeunes embauchés qui ne sont pas encore imprégnés de l'« esprit maison », considéré par les uns comme un acquis essentiel de la culture d'entreprise, mais aussi, chez les jeunes recrues notamment, comme un frein aux évolutions actuellement envisagées.

« On m'a toujours rétorqué qu'EDF est un paquebot qui ne change pas facilement de cap. » A ce jeune plombier de Belley (Ain), Jean Bergougnoux comme Pierre Gadonneix, directeur général de GDF, ont tenté d'apporter la preuve du contraire. Pour le premier, la nouvelle aventure, après celle du nucléaire, c'est la priorité au « client », en France comme à l'étranger, où EDF veut accroître ses parts de marché en visant les 15 % de la production à l'export (10 % en 1989). *« Jusqu'à présent, il fallait produire pour répondre à la croissance de la demande. La prédominance de la technique, sur qui repose l'histoire de l'entreprise, doit s'effacer progressivement au profit des managers. Notre objectif, c'est l'Europe de 1993 »*, a-t-il clairement précisé.

« Le ciment du changement »

Le défi des années prochaines repose aussi sur l'amélioration de la productivité, qui se traduit par des reclassements internes, avec la suppression de mille emplois par an (des départs en retraite non remplacés) sur un effectif global de cent cinquante mille personnes.

Enfin, selon le projet d'entreprise, EDF-GDF doit renforcer sa cohésion et son unité interne, quitte à décloisonner les services et à décentraliser en régions, répondant par là même à l'attente formulée par les jeunes d'un circuit d'insertion plus facile et d'un parcours de carrière amélioré.

« La communication est le ciment du changement. Nous ne sommes pas très forts dans ce domaine. » L'aveu du directeur général d'EDF était partagé par les stagiaires des Arcs, « cobayes » de cette expérience qui ont saisi l'occasion d'exprimer leur malaise (manifeste chez les jeunes cadres). *« Au moins n'avons-nous pas attendu d'être, comme d'autres, en situation de crise pour dialoguer et agir à titre préventif »*, pouvait conclure Gérartd Anjolras, directeur des relations sociales, visiblement satisfait de son initiative et surtout prêt à lui donner d'autres prolongements.

MICHEL DELBERGHE.

PTT

La concertation sur le rapport Prévot débutera le 8 septembre

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, recevra les syndicats vendredi 8 septembre pour discuter du rapport Prévot sur une réforme des PTT. *« Trois m'ont répondu : FO, la CFDT et la CFTC. Le CGT ne souhaite pas venir* (...), *mais ma porte reste ouverte »*, a déclaré le ministre, invité le 3 septembre au Club de la presse d'Europe 1. Dans la soirée, la CGT a rejeté cette proposition, estimant que le ministre *« a fait une nouvelle démonstration de sa duplicité »* car *« d'un côté, il prétend ne pas se prononcer sur le rapport Prévot, de l'autre il ne cesse d'argumenter en faveur de ses recommandations »*.

« J'offre la concertation et la discussion. Mon bureau est ouvert vendredi matin. Ensuite, j'irai voir le premier ministre avec les résultats de la concertation », a ajouté M. Quilès.

Qualifiant de *« bon rapport »* le document rédigé par M. Hubert Prévot, que certains, a-t-il ironisé, assimilent aux *« Versets sataniques »*, le ministre a fait une ferme mise au point sur les intentions de privatisations qui lui sont prêtées : *« Jamais le gouvernement n'a eu l'intention de privatiser une partie du patrimoine national* (...). *Ceux qui disent ou écrivent que M. Quilès, M. Prévot ou le gouvernement préparent la privatisation des PTT sont des menteurs. Mais si nous ne faisons rien, c'est là qu'il y aura une privatisation de fait »*, a poursuivi le ministre reprenant l'idée de M. Michel Rocard selon laquelle, en cas d'immobilisme, la Poste risque de devenir la sidérurgie de demain. *« Il y aura des licenciements »*, dans ce cas, a-t-il concédé.

Selon lui, trois options sont désormais ouvertes : le *statu quo « que tout le monde rejette »*, la réforme du seul statut de l'administration des PTT, ou bien une réforme plus large conjuguant statuts de l'entreprise et du personnel.

EN BREF

● **Aéroports de Paris : les pompiers menacent de suspendre le service minimum.** — Les pompiers des aéroports de Paris suivent à 100 %, depuis le milieu de la semaine dernière, un mouvement de grève à l'appel des organisations syndicales CGT, CFTC, CFDT et autonomes. Mais ils pourraient suspendre le service minimum qu'ils assurent, ont indiqué les organisations syndicales, le 3 septembre au soir, en raison de l'attitude de la direction. Si elle était prise, la décision pourrait *« avoir pour conséquence un arrêt total du trafic aérien sur Orly et Roissy »*, précise un communiqué de la CGT. Les pompiers réclament une revalorisation des salaires, la retraite à cinquante-cinq ans et des effectifs supplémentaires. La direction propose plusieurs créations d'emplois.

● **M. Blondel (FO) ne dit pas « non » au pacte de croissance.** — Interviewé par la Cinq, le 3 septembre, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a souligné qu'il ne souhaitait pas que *« les salaires de la fonction publique soient fixés par un objectif basé sur la croissance »*. Evoquant l'accord salarial 1988-1989 signé par son organisation — qui prévoit 2,2 % d'augmentation en niveau en 1989 pour une croissance estimée à 3,5 % — M. Blondel a déclaré : *« Il y a un contentieux. Il faut d'abord liquider ce contentieux. Ensuite, je suis tout à fait d'accord pour qu'il y ait une augmentation complémentaire et que celle-ci soit financée par le produit de la croissance. » « Nous avons des ressources en plus, je demande que les fonctionnaires en bénéficient »*, a ajouté M. Blondel.

● **Projet de cotisation généralisée pour la Sécurité sociale présenté à l'automne.** — Dans un entretien publié le 4 septembre par *la Tribune de l'Expansion*, M. Claude Evin, ministre de la solidarité et de la santé, confirme que sa proposition d'instituer une cotisation sociale élargie à tous les revenus sera débattue au Parlement cet automne (*le Monde* du 2 septembre). M. Evin rappelle que les prélèvements de 0,4 % sur le revenu imposable et de 1 % sur les revenus du capital prennent fin le 31 décembre. Pour le ministre, *« il est grand temps de disposer d'un mécanisme de financement plus pérenne pour la protection sociale »*, cette idée recueillant un *« large consensus auprès des partenaires sociaux »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

CREATION DE SICAV

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président
- M. Raymond CROMBECQUE

Administrateurs
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel d'Anjou représentée par M. Bernard HEUZE
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Haute Savoie représentée par M. Georges VERNAY
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bretagne représentée par M. Marcel GUILLERM
- Caisse Centrale du Crédit Mutuel du Centre représentée par M. Claude BLANCHET
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bourgogne Champagne représentée par M. Rémy CARTIER
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine Anjou et Basse Normandie représentée par M. Raymond PAILLARD
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Loire Atlantique et du Centre Ouest représentée par M. Bernard SENSEY
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel d'Ile de France représentée par M. Fernand TOUBIANA
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Midi Atlantique représentée par M. Bernard d'HEILLY
- Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais représentée par M. Alain MEUNIER
- Caisse Centrale du Crédit Mutuel représentée par M. Jean-Patrice DALEM

Directeur
- M. Xavier MARMIN responsable du Service Obligations de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel

CREDIT MUTUEL CAPITALISATION

Société d'Investissement à Capital Variable

Avec le concours de Caisses Fédérales du Crédit Mutuel, la Caisse Centrale du Crédit Mutuel a créé la Sicav de capitalisation "CREDIT MUTUEL CAPITALISATION".
"CREDIT MUTUEL CAPITALISATION" est une Sicav composée essentiellement d'obligations françaises. Conformément aux nouvelles dispositions fiscales, autorisant la capitalisation des intérêts courus, les revenus du portefeuille seront automatiquement réinvestis. La durée minimale de détention préconisée est de deux ans.

La date d'ouverture au public de CREDIT MUTUEL CAPITALISATION a été fixée au

LUNDI 4 SEPTEMBRE 1989

La valeur de l'action a été fixée à 1000 F. Les souscriptions sont reçues dans toutes les caisses du Crédit Mutuel inscrites sur la liste tenue par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel et tous autres établissements financiers.

DEPOSITAIRE : CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL

CNA

CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Septembre 1989

Emprunt à taux fixe de 1,4 milliard de Francs

soit 280 000 obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable à l'emprunt 9 % d'Octobre 1988
Prix d'émission : 5 025 F
Taux nominal : **9,00 %**
Taux de rendement actuariel brut : **8,75 %**
1er coupon payable le 20 Novembre 1990 pour un montant de 450 F
Durée : 14 ans et 63 jours
Date de jouissance : 20 Novembre 1989
Amortissement en totalité le 20 Novembre 2003

Emprunt à taux fixe de 500 millions de Francs

soit 100 000 obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable à l'emprunt 8,80 % de Février 1989
Prix d'émission : 4 997,50 F
Taux nominal : **8,80 %**
Taux de rendement actuariel brut : **8,46 %**
1er coupon payable le 13 Mars 1990 pour un montant de 109,55 F
Durée : 7 ans et 176 jours
Date de jouissance : 18 Septembre 1989
Amortissement en totalité le 13 Mars 1997

Modalités communes aux deux emprunts :

Date de règlement : 18 Septembre 1989

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Epargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (visa C.O.B. N° 89-372 du 28/08/89) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 153.07 - 75326 Paris Cedex 07 et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

CNA

ASSURBAIL

42, Avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS

L'Assemblée Générale d'**ASSURBAIL, SICOMI de la Caisse Nationale de Prévoyance** a approuvé, sous la présidence de Monsieur Gérard Le GRAND, les comptes de l'exercice 1988 qui se soldent par un résultat bénéficiaire de 13.465.938 F.

La société achève ainsi son deuxième exercice complet marqué par une activité en croissance très vive : les nouveaux engagements se sont élevés à 688.000.000 F dont 552.000.000 F en location simple (total des investissements locatifs depuis la création de la société : 1.005.000.000 F) et 136.200.000 F *en crédit-bail (total des investissements en* crédit-bail depuis la création de la société : 249.750.000 F).

Il en résulte que la société constitue progressivement un patrimoine locatif composé principalement d'immeubles de bureaux neufs situés à Paris intramuros, à La Défense et en Région Parisienne, tandis que les opérations de crédit-bail conclues avec des clients de toute première qualité sont pour la *plupart localisées en Province.*

Par ailleurs, le capital de la société a été porté au cours de l'exercice 1988 de 200.000.000 à 770.000.000 F.

CHARGEURS S.A.

Chargeurs S.A. et les actionnaires du groupe Otegui ont signé un accord de principe prévoyant l'acquisition par Chargeurs S.A. de l'ensemble des activités négoce et peignage de laine du groupe Otegui, *à l'exception de la participation* dans la société AMENCO en République fédérale d'Allemagne.

Avec un chiffre d'affaires d'environ 130 millions de dollars US et deux usines modernes d'une capacité totale de 20 000 tonnes par an, le groupe Otegui est le principal négociant-peigneur d'Uruguay.

Après l'Australie, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud avec Prouvost Lefebvre et Hart, cette opération en Uruguay renforcera l'outil industriel *et commercial du secteur* négoce et peignage de Chargeurs S.A. et consolidera son leadership mondial dans la laine par une présence dans tous les pays producteurs-exportateurs importants.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

trésor **plus**

POUR CONSTRUIRE LE CAPITAL DE VOTRE AVENIR TRESOR PLUS

La SICAV de capitalisation du Trésor Public

La solidité de l'État
- une sicav obligataire à moyen/long terme constituée essentiellement de valeurs du Trésor.

Les avantages de la capitalisation
- un réinvestissement automatique des intérêts de vos placements ;
- une fiscalité limitée ou nulle applicable aux seules plus-values lors de la revente.

Une formule accessible
- valeur initiale de l'action : 1000 F ;
- droits d'entrée : • 1 % de la valeur liquidative jusqu'à 74 actions,
  • 0,5 % pour 75 actions et plus.

Gestion
CDC TRESOR
filiale de la Caisse des dépôts et consignations

tresor public
Plus de 4000 guichets à votre service

Marchés financiers

Poussant la COB à sortir de sa neutralité dans l'OPA sur Victoire

M. Vernes affirme que le prix proposé par Suez est sous-évalué

M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle (holding du groupe d'assurances Victoire) persiste et signe. Après avoir révélé, *vendredi 1er septembre, que Suez lui avait offert* 16 000 F pour ses titres Compagnie industrielle, M. Vernes a *affirmé, dimanche 3 septembre, devant une poignée de journalistes*, que M. Philippe Malet, vice-président de la Compagnie industrielle *et administrateur de Suez, lui avait transmis cette offre de 16 000 F*, le 7 août *« sans aucune condition »*.

Selon M. Vernes, M. Malet a témoigné en ce sens devant la Commission des opérations de Bourse, vendredi 1er septembre. Il ajoute que l'offre de Suez venait en réponse à une de ses propositions de rachat des titres détenus par la Compagnie financière au prix de 14 000 F pièce.

Si M. Vernes met l'accent sur les termes *« sans aucune condition »*, c'est pour mettre la COB *« en cause »*. Celle-ci ne saurait admettre des écarts de prix aussi importants sur un même titre. Bâtie pour défendre l'égalité de traitement entre tous les actionnaires, la COB autorise le fait qu'un gros détenteur soit privilégié par rapport à un petit si, et seulement si, des délais de paiement importants sont consentis. Argument que Suez n'a pas manqué d'invoquer. Dès vendredi 1er septembre, la Compagnie financière affirmait que *« compte tenu des modalités de paiement »*, ce prix de 16 000 F était *« cohérent avec le prix de 13 000 F offert dans l'OPA en cours »*. Le même jour, et après audition de M. Malet qui, rappelons-le, est un ancien président de Suez, la Commission des opérations de Bourse, adoptait une attitude neutre, affirmant : *« Compte tenu de ce que les négociations n'avaient donné lieu à aucun acte écrit et n'ont au demeurant pas abouti, il va de soi que les parties intéressées portent la pleine et entière responsabilité de leurs déclarations respectives. »* Ce que M. Vernes n'a pas apprécié.

En mettant le débat avec la COB sur la place publique, en soutenant d'autre part une mystérieuse « Association de défense des petits actionnaires de la Compagnie industrielle » qui a commencé de se manifester dès samedi 2 septembre à coup d'encarts publicitaires dans différents journaux, M. Vernes fait donc pression sur le gendarme de la Bourse. Ce faisant, il entend également influer sur l'attitude des petits actionnaires de la Compagnie industrielle.

En expliquant que l'offre de Suez est sous-évaluée, il les incite à ne pas apporter leurs titres à l'OPA. Face à cette stratégie, M. de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, lançait samedi un avertissement aux gros détenteurs de titres Compagnie industrielle : *« Si certains*, affirmait-il au *Figaro*, *décidaient de ne pas répondre à l'OPA, ils devront expliquer à leurs propres actionnaires les raisons pour lesquelles ils ne les font pas bénéficier de la plus-value correspondante. »*

A la reprise de la cotation, lundi 4 septembre, le titre de la CI a été coté à 14 620 F. Plus de 15 000 actions étaient demandées servies à 54 %. L'action doit être à nouveau cotée mardi. Sauf si Suez arrivait à obtenir la suspension de la cotation du titre Compagnie industrielle, c'est en Bourse que se jouera le sort de l'OPA. La forte agitation qui y régnait dès le début de la semaine dernière sur les titres des sociétés détenant de fortes participations dans la Compagnie industrielle montre que les pressions se font sentir de toutes parts. A commencer par la navigation mixte. Le holding de M. Fournier, qui détient environ 5 % du capital du capital de la C.I., aura un rôle décisif dans la victoire de l'un ou l'autre clan.

Vendredi 1er septembre, le titre avait enregistré des échanges sur plus de 400 000 de ses actions. Même L'Air liquide, associée de M. Vernes au sein de la Société centrale d'investissement (SCI, actionnaire de la Compagnie industrielle) avait vu sa valeur progresser de 3,9 %. Selon les observateurs, L'Air liquide est à l'abri d'une prise de contrôle, mais certains *« spéculateurs visent la plus-value en cas d'une éventuelle cession à l'OPA »*.

Y. M.

● **Signature d'un accord entre le Chili et le Fonds monétaire international.** – Le ministre des finances du Chili, M. Enrique Seguel, a annoncé la signature d'un accord de confirmation entre son pays et le Fonds monétaire international, portant sur 95 millions de dollars (600 millions de francs environ). Selon M. Seguel, cet accord permettra au Chili de se porter candidat à un programme de réduction de la dette, dans le cadre du plan Brady. La dette extérieure du Chili s'élevait, à la fin de 1988, à 17,7 milliards de dollars (115 milliards de francs environ).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1988

	25 août	1er sept.
Valeurs franç. à rev. variable	122	122,1
Valeurs industrielles	123	122,4
Valeurs étrangères	121	120,3
Pétrole-Energie	137	138,2
Chimie	111,9	112,7
Métallurgie, mécanique	135,8	138
Electricité, électronique	113,6	113,9
Bâtiment et matériaux	128	126,6
Ind. de consommat. non alim.	116,2	109,8
Agro-alimentaire	123,2	124,9
Distribution	138,1	138,2
Transports, loisirs, services	132,3	131,2
Assurances	173,2	174,2
Crédit banque	112,4	112,4
Sicomi	103,6	103
Immobilier et foncier	109,9	109,7
Investissement et portefeuille	114,6	116,5
Base 100 : 31 décembre 1988		
Valeurs franç. à revenu fixe	99,8	99,7
Emprunts d'Etat	100,4	100
Emprunts garantis et assimilés	99,7	99,6
Sociétés	99	99,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 331	4 334,6
Valeurs étrangères	4 790,44	789,7
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	625,1	625,6
Valeurs étrangères	640,8	637,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	121,5	121,4
Emprunt d'Etat	121,2	120,7
Emprunts garantis et assimilés	121,3	121,2
Sociétés	120,8	121,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	523,1	526,5
Produits de base	358,8	360,7
Construction	573,8	581,3
Biens d'équipement	373,6	371,5
Biens de consom. durables	653,7	652,4
Biens de consom. non durables	662,6	668,1
Biens de consom. alimentaires	772,6	794,5
Services	489,2	491,5
Sociétés financières	618,5	623,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	562,4	587,9
Valeurs industrielles	513,1	516
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	361,4	360,9

PARIS, 4 septembre ↑

Ferme

Avec une nouvelle séance positive, la Bourse poursuit sur sa lancée du mois d'août et continue sa progression dans un marché actif. Après avoir débuté la journée de lundi sur un gain de 0,01 %, l'indicateur instantané progressait jusqu'à 0,4 % en début d'après-midi. La bonne *tenue de Wall Street vendredi*, après la publication d'indices confirmant que l'économie américaine n'est pas entrée en récession, a contribué en grande partie à la fermeté de la place française. Dans ces conditions, la fermeture des marchés financiers américains ce *lundi en raison du « Labour Day »* a peu pesé sur la tendance. Le marché était donc assez actif, soutenu également par « les situations spéciales ». A commencer par la bataille boursière de l'été autour de la Compagnie industrielle, qui a connu un nouvel épisode en ce début de semaine. *La Société des Bourses françaises a procédé* à la reprise de la cotation de ce titre après plusieurs séances de suspension. Elle a constaté que 15028 actions étaient demandées à des prix compris entre 14620 francs et 16100 francs, et que 8111 titres étaient offerts. Elle a coté *un cours de 14620 francs et servi* les ordres à concurrence de 53,96 %. La cotation de la Compagnie industrielle se poursuivra mardi, mais cette fois-ci dans des conditions normales sur le système CAC. Parmi les actions en hausse on notait Moulinex, après sa décision de s'implanter *dans les pays de l'Est*, la SCOA à nouveau très recherchée avec *138000 titres échangés, et Peugeot*, stimulé par la perspective du lancement d'un nouveau modèle, la 605. En baisse figuraient Eurocom, La Redoute, Primagaz et SFIM, ainsi que les sociétés concernées de près ou de loin par l'OPA de Suez sur la Compagnie industrielle, à savoir *Alspi* et Victoire.

La Société de Bourses françaises a *également annoncé des modifications* dans la structure du capital de la Compagnie nationale de navigation. La Société Péchelbronn a franchi en baisse les seuils de 10 et 5 % dans le capital de cette firme et le groupe Worms et Cie celui de 50 %. En revanche la société Mercurius, basée à Stockholm, a acquis 10,37 % des actions de la Compagnie nationale de navigation.

CHICAGO

Les autorités veulent réglementer les marchés à terme

Les autorités fédérales ont dévoilé le 29 août une série de modifications des réglementations pour lutter contre la fraude et les manipulations des cours sur les deux grands marchés à terme de Chicago.

Parmi les mesures annoncées, qui doivent encore être soumises à une consultation publique, figure une présence accrue des agents fédéraux sur les marchés à l'ouverture et en clôture de séance.

Plus de quarante courtiers ont été accusés le 2 août dernier de diverses malversations à l'issue d'une enquête de deux ans conduite par les autorités fédérales sur le Chicago Board of Trade et le Chicago Mercantile Exchange.

La Commission des opérations des marchés à terme qui supervise les activités de ce secteur s'est prononcée par cinq voix contre zéro en faveur de ces nouvelles réglementations.

Outre une surveillance accrue *des activités sur ces marchés*, la Commission a également préconisé une tenue plus stricte du registre des opérations effectuées par chaque courtier et firme de courtage.

TOKYO, 4 sept. ↑

Hausse

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse pour *la première fois* depuis mardi 29 août. L'indice Nikkeï a ainsi gagné 135,56 points (0,39 %) à 34 483,78 yens. Il avait reculé de 82,98 yens vendredi. Le retour à la progression s'est réalisé en fin de matinée. Les titres liés à l'activité économique intérieure, *tels que le* BTP, la sidérurgie, l'immobilier et les chemins de fer, ont bénéficié d'une reprise technique. Mais les échanges sont restés très peu étoffés en raison de la fermeté du dollar.

Le total des transactions a atteint les 200 *millions* de titres en fin de matinée contre 350 millions à l'issue de la mi-séance vendredi. Les investisseurs ont attribué ce revirement à la hausse à la fermeté de Wall Street lors de sa séance de vendredi. Parmi les valeurs en baisse on notait *celles du secteur* bancaire, des supermarchés et de l'industrie pharmaceutique.

VALEURS	Cours du 1er sept.	Cours du 4 sept.
Akaï	770	814
Bridgestone	1 740	1 780
Canon	1 730	1 750
Fuji Bank	*3 680*	*3 700*
Honda Motors	1 820	1 940
Matsushita Electric	2 320	2 340
Mitsubishi Heavy	*1 130*	1 150
Sony Corp.	8 850	8 800
Toyota Motors	2 820	2 810

FAITS ET RÉSULTATS

● **Moody's accorde sa meilleure notation à Alcatel Capital.** – La firme américaine de notation financière Moody's Investors Service vient d'attribuer sa meilleure notation (Prime A) à Alcatel Capital Corporation (Etats-Unis), filiale d'Alcatel NV, pour un programme d'émission de billets de trésorerie d'un montant d'un milliard de dollars. La notation donnée par *Moody's* concerne des *émissions* de *« commercial paper »* à court terme effectuée à la fois sur le marché américain et sur le marché européen. Moody's justifie sa note par *« l'assise commerciale solide d'Alcatel, l'intégration réussie d'ITT, la gamme de produits provenant de la CGE et l'amélioration de la rentabilité des usines »*. Alcatel NV a été fondée en 1987 par une fusion des filiales d'équipements de télécommunication de la Compagnie générale d'Electricité (CGE, qui en *détient* 61,5 %) avec celles correspondantes d'ITT Corporation, société américaine.

● **La SNECMA émet des billets de trésorerie en devises.** – Le constructeur français de moteurs d'avion SNECA a émis vendredi *1er septembre sur* le marché français le premier programme de billets de trésorerie en devises, a indiqué la Société générale qui organise l'opération. La SNECMA a ainsi *émis l'équivalent de 50 millions* de francs en dollars sur un mois. Il s'agit du premier programme de billet de trésorerie libellé en devises par un émetteur français depuis qu'a *été créé en décembre 1985* ce type d'instrument financier en France.

● **Paribas-Caisse des dépôts : fusion pour l'information sur les OPCVM.** – La Caisse des dépôts, à travers sa filiale TGF (Techniques de gestion financière) et la banque Paribas ont décidé de fusionner leurs activités d'information financière sur les OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) en créant « Europerformance ». La Société proposera des travaux d'évaluation de performance de portefeuille et des *classifications* des Sicav, fonds communs de placement commercialisés dans le public. Elle aura vocatiton à étendre ses activités à l'ensemble des produits européens, parallèlement à l'ouverture le 1er octobre prochain du marché unifié des OPCVM *en Europe* où la France occupe la première place avec 48 % des actifs gérés. Europerformance est une société anonyme dont le capital est initialement réparti entre le groupe Caisse des dépôts (60 %) et la banque Paribas (40 %).

● **Marché à terme : association General Electric et Société générale.** – GE Information Services, filiale de General Electric Corporate et la Fimat, filiale de la Société générale, ont créé un système global *de traitement des opérations sur* les marchés à terme internationaux à destination de leurs différents intervenants. Baptisé Fimatex, ce système électronique en temps réel, *doit permettre* aux banques, courtiers, investisseurs, entreprises, particuliers, de se brancher sur les informations des marchés de futures et d'options (MATIF à *Paris*, *LIFFE* à *Londres*, *MERC* et CBOT à Chicago, TIFFE à Tokyo...) de transmettre des ordres, d'en suivre l'exécution et de consulter leurs relevés d'opérations.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Asystel & Associés	....	448
Asystel	....	247
B.A.C.	....	325 20
B. Demachy & Assoc.	....	610
B.I.C.M.	....	800
Boiron	....	412
Bolloré Technologies	....	950
Boisset (Lyon)	....	286
Câbles de Lyon	....	2255
Calberson	....	928
Cardif	....	825
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	....
C.A.T.C.	....	182
C.D.M.E.	....	1989
C. Equip. Elect.	....	....
C.E.G.I.D.	....	943
C.E.G.E.P.	....	286
C.E.P.-Communication	....	480
Ciments d'Origny	....	730
C.N.I.M.	....	820
Codetour	....	259
Concept	....	335
Conforama	....	1129
Creeks	....	476 10
Delmas	....	....
Dauphin	....	1680
Devanlay	....	1174
Deville	....	544
Dollfus	....	206
Éditions Belfond	....	129 80
Elysées Investissem.	....	17 16
Finacor	....	235
Gazonor	....	550
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	314
Guintoli	....	926
I.C.C.	....	252
Idia	....	291
Kiosque	....	160
M2	....	301
Int. Metal Service	....	1117

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Le gd livre du mois	....	410
Loca Investissement	....	288
Locamic	....	161
Metallurg. Minière	....	285
Métroservice	....	190
Métroservice (bons)	25	23
Molex	221 50	215
Navale-Delmas	....	1200
Olivetti-Logabax	259	....
Om. Gest.Fin.	....	515
Pinault	....	859
P.F.A. S.A.	....	663
Presbourg (C.la & Fin)	....	100
Présence Assurance	....	614
Publicat. Filipacchi	....	807
Razel	....	702
Rémy & Associés	....	330
Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	315
St-Honoré Matignon	....	232
S.C.G.P.M.	....	....
Segin	386	....
Sélection Inv. (Lyon)	....	110
S.E.P.	....	530
Serbo	....	508
S.M.T.Goupil	....	340
Sodinforg	....	610
Supra	....	285
Thermador Hold. (Lyon)	....	222
TF 1	....	400
Unilog	....	196
Union Financ. de Fr.	....	502
Vial et Cie	....	225
Yves Saint-Laurent	....	1088

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 1er sept 1989

Nombre de contrats : 16 572.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Accor	840	18	41	25	–
CGE	440	35,50	46	1,30	4,90
Elf-Aquitaine	440	71	–	–	–
Eurotunnel SA-PLC	70	10	14	3	5,45
Lafarge-Coppée	1 700	64	–	7,50	–
Michelin	180	–	13,50	4,30	8,50
Midi	1 400	95	–	9,50	31
Paribas	480	32	–	1,40	6,50
Peugeot	775	152	183	–	3
Saint-Gobain	600	110	118	–	–
Société générale	520	17,50	35	–	15
Thomson-CSF	200	17,50	25,30	1,49	5
Source Perrier	1 600	130	180	9,30	39
Suez Financière	360	18,50	34	5	11,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 1er septembre 1989

Nombre de contrats : 55 000.

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 89	ÉCHÉANCES Déc. 89	ÉCHÉANCES Mars 90
Dernier	109,20	108,98	108,68
Précédent	109,36	109,14	108,90

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 89	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 89	OPTIONS DE VENTE Mars 90
109	0,84	1,16	0,86	1,46

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,6750 F ↑

Le dollar s'échangeait en forte *hausse le lundi 4 septembre* au matin, poursuivant sa progression entamée vendredi à New-York. Le billet vert cotait 6,6750 F contre 6,6460 F vendredi à la cotation officielle. La Banque du Japon est intervenue à Tokyo pour contenir la baisse du yen. Cependant, la place de New-York devait rester close le 4 septembre en raison de la célébration du « labor day ».

FRANCFORT	1er sept.	4 sept.
Dollar (en DM)	1,9795	1,9815
TOKYO	1er sept.	4 sept.
Dollar (en yens)	145,45	146,00

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (4 sept.)	8 15/16-9 1/16 %
New-York (1er sept.)	8 7/8-8 15/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 30-12-88)*

	31 août	1er sept.
Valeurs françaises	124,10	124,86
Valeurs étrangères	120	120,30
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	523,1	526,4
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 875,92	1 885,20
(OMF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice OMF 50	524,11	523,93
NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*		
Industrielles	2 737,27	2 752,09
LONDRES *(Indice « Financial Times »)*		
Industrielles	1 977,6	1 992,7
Mines d'or	198,6	198,8
Fonds d'Etat	86,81	86,52
TOKYO	1er sept.	4 sept.
Nikkeï Dow Jones	34 348,22	34 483,78
Indice général	2 603,51	2 614,59

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,6840	6,6860		+ 15	+ 5	+ 30	+ 60	+ 140
$ can.	5,6548	5,6613	– 162	– 131	– 310	– 270	– 821	– 686
Yen (100)	4,5703	4,5763	+ 125	+ 149	+ 258	+ 295	+ 788	+ 878
DM	3,3698	3,3734	+ 46	+ 62	+ 93	+ 114	+ 261	+ 320
Florin	2,9899	2,9922	+ 33	+ 46	+ 75	+ 93	+ 213	+ 265
FB (100)	16,1099	16,1225	+ 39	+ 153	+ 129	+ 267	+ 417	+ 886
FS	3,8996	3,9054	+ 39	+ 54	+ 87	+ 109	+ 285	+ 351
L (1 000)	4,7027	4,7060	– 139	– 115	– 273	– 236	– 747	– 669
£	10,3669	10,3767	– 441	– 391	– 875	– 796	– 2342	– 2161

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9	8 7/8	9	8 13/16	8 15/16
DM	6 13/16	7 1/16	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 1/4	7 5/16	7 7/16
Florin	7 3/16	7 7/16	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 7/16	7 3/8	7 1/2
F.B. (100)	8	8 1/2	8 5/16	8 5/8	8 5/16	8 5/8	8 3/8	8 11/16
F.S.	7 3/16	7 7/16	7 7/16	7 9/16	7 7/16	7 9/16	7 3/8	7 1/2
L (1 000)	10 3/4	11 3/4	12 1/8	12 1/2	12 1/8	12 1/2	12 3/8	12 5/8
£	13 13/16	14 1/16	13 15/16	14 1/16	13 15/16	14 1/16	13 7/8	14
F franç.	8 7/8	9 1/8	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS —

CBC

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Le Groupe CBC a réalisé un chiffre d'affaires de 3.033 MF hors taxes au cours du premier semestre 1989, à comparer à celui du premier semestre 1988 qui était de 2.041 MF.

Cette augmentation de 48 % tient compte notamment des conditions climatiques particulièrement favorables du début de l'année.

Le chiffre d'affaires de l'exercice en cours connaîtra une progression supérieure à 25 % par rapport à celui de 1988.

[illegible]

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉPARGNE POUR LA RETRAITE (ADER)

Régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social à 75009 PARIS
36, rue de Châteaudun

Convocation

Les adhérents sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire le mardi 19 septembre 1989, à 11 heures, au 36, rue de Châteaudun, 75009 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

★ Résolutions ordinaires

– Lecture du rapport du conseil d'administration et présentation par le conseil des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987 ;

– Approbation desdits comptes et opérations de l'exercice, et quitus aux administrateurs ;

– Affectation et répartition des résultats de l'exercice ;

– Renouvellement de deux membres du conseil d'administration.

★ Résolutions extraordinaires

– Modification des statuts relative à l'objet social :

– Modification des statuts relative aux pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire.

Tout adhérent ou représentant légal d'adhérent sera admis à l'assemblée sur présentation d'un carton nominatif d'invitation qui lui sera envoyé sur simple demande formulée dès que possible au siège de l'association.

Tout adhérent pourra s'y faire représenter au moyen d'un pouvoir, fourni sur simple demande, à adresser au président de l'association au plus tard cinq jours avant la date de l'assemblée.

Au cas où l'assemblée générale extraordinaire ne pourrait se tenir pour défaut de quorum ou pour toute autre cause, elle serait convoquée à nouveau pour le mercredi 27 septembre 1989, à 11 heures, avec le même ordre du jour et la même adresse.

Marchés financiers

BOURSE DU 4 SEPTEMBRE

Cours relevés à 15 h 05

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3820	C.N.E. 3% ★	3770	3763	3770	....
1060	B.N.P. T.P.	1060	1060	1060	....
1190	C.C.F. T.P.	1191	1191	1191	....
1170	Créd. Lyon. T.P.	1170	1169	1169	– 0 09
1820	Renault T.P.	1814	1810	1811	– 0 17
2015	Rhone-Poul. TP	2050	2050	2017	– 1 61
1260	St-Gobain T.P.	1270	1261	1270	....
1247	Thomson T.P.	1265	1265	1265	....
775	Accor	838	834	845	+ 0 84
625	Air Liquide	675	670	670	– 0 74
....	Alcatel ★	....	....	....	....
2030	Ala. Superm.	2090	2095	2098	+ 0 38
580	A.L.S.P.I. ★	622	615	633	+ 1 77
....	Alsthom ★	....	....	....	....
2750	Arjom. Prioux ★	2755	2767	2761	+ 0 22
670	Aussedat-Rey ★	675	675	680	+ 0 74
1010	Aux. Entrepr. ★	1035	1026	1035	....
615	Av. Dassault ★	654	650	655	+ 0 15
455	BAFIP ★	463	465	457	– 1 30
370	Bail-Equipem. ★	378 30	380	380	+ 0 45
980	Bail Investiss. ★	970	970	966	– 0 41
420	B.N.P. C.I. ★	406	404 20	401 80	– 1 05
660	Cie Bancaire ★	617	623	624	+ 1 13
615	Bazar H.-V. ★	656	650	658	+ 0 15
665	Béghin-Say ★	665	660	663	– 0 30
945	Berger (Ma)	1119	1145	1145	+ 2 32
720	Bic ★	730	734	730	....
830	B.I.P. ★	850	849	850	....
670	B.I.S. ★	699	700	697	– 0 29
3100	Bongrain S.A. ★	3230	3235	3232	+ 0 06
855	Bon-Marché ★	969	980	971	+ 0 21
735	Bouygues ★	781	780	780	– 0 13
120	B.P. France ★	137	140	139	+ 1 46
730	B.S.N. ★	760	762	765	+ 0 66
710	Canal Plus ★	722	719	718	– 0 55
2340	Cap Gem. S. ★	2390	2420	2471	+ 3 39
3350	Carrefour ★	3520	3500	3503	– 0 48
205	Casino ★	228 10	232	231 60	+ 1 53
128	Casino A.D.P. ★	141 40	141	141	– 0 28
1000	Casorama D.I.	1005	....	....	....
1200	C.C.M.C.	130	131	132	+ 1 54
245	Cetelem	246 50	250	250	+ 1 42
676	[illegible] ★	650	670	670	+ 3 08
430	Cerus ★	455	480	472	+ 3 74
605	C.F.A.O. ★	684	680	672	– 1 75
440	C.G.E.	471 80	472	473	+ 0 25
1680	C.G.I. Informat.	1789	1790	1751	– 2 12
1470	C.G.I.P. ★	1555	1580	1575	+ 1 29
575	C.G.P.	602	602	596	– 1
1170	Chargeurs S.A. ★	1201	1215	1215	+ 1 17
....	Cica	840	850	875	+ 4 17
1540	Ciments franç. ★	1705	1700	1694	– 0 65
645	Club Méditerr. ★	680	676	672	– 1 18
735	C.M.B. Packag.	758	760	758	....
181	Codetel ★	180 20	182	182 10	+ 1 05
375	Cofimeg ★	363	363 60	361	– 0 55
1000	Coles ★	1020	1020	1044	+ 2 35
225	Cpt. Entrepr. ★	229	225	225	– 1 75
1040	Compt. Mod. ★	1040	1045	1061	+ 2 02
1000	Créd. Foncier ★	1045	1030	1031	– 1 34
456	C. F. Immob. ★	469	471	484	+ 3 20
195	C.C.F. ★	203	202	207 90	+ 2 41

[illegible]

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	122 70	2 507

[illegible]

Actions

[illegible]

Étrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 1/9

[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER

3 L'exode des Allemands de l'Est vers la RFA.
4 Campagne de désobéissance civile en Afrique du Sud.
5 Le sommet des pays non alignés de Belgrade.
6 La campagne de terreur de la mafia colombienne.
7 Tension entre Israël et la Jordanie.

POLITIQUE

8 Les débats entre le PS et le gouvernement.
9 La recomposition de l'opposition : une note confidentielle de M. Léotard au groupe UDF.

SOCIÉTÉ

10 Après les déclarations de Mgr Glemp sur le carmel d'Auschwitz.
— Un premier bilan des incendies dans le Sud-Est.
12 La clinique psychiatrique de La Borde menacée de fermeture.
13 SPORTS : Noah à l'assaut de Becker.

CULTURE

15 Cinéma : les époux Newman en tournage à Paris.
— Architecture : Jack Lang et l'avenir de l'histoire de l'art en France.
16 Disques : les Rolling Stones.
— COMMUNICATION : les contradictions de l'Europe audiovisuelle.

ÉCONOMIE

43 Le marathon américano-nippon sur les échanges.
45 EDF à la recherche de nouvelles formes de dialogue social.
46-47 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements 2
Annonces classées . 23 à 42
Campus 14
Carnet 14
Echecs 14
Loto, Loto sportif 18
Météorologie 18
Mots croisés 18
Radio-télévision 18
Spectacles 17

TÉLÉMATIQUE

Les événements du Liban heure par heure

3615 tapez LEMONDE

Les offres d'emplois du Monde

3615 tapez LM

Un Français aurait été tué en Afghanistan

Kaboul. — Un Français a été tué et trois autres capturés par un groupe de rebelles moudjahidins dans la vallée du Panshir en Afghanistan, la semaine dernière, a affirmé, dimanche 3 septembre dans la soirée, la télévision de Kaboul. Aucune confirmation n'a cependant pu être obtenue de source indépendante dans la capitale afghane. La télévision a fourni peu de détails et n'a pas révélé les noms des Français qui accompagnaient, selon elle, un convoi de quinze résistants au moment où un groupe rival lui a tendu une embuscade. La télévision a indiqué que les trois Français qui ont survécu ont été capturés par des membres du groupe radical fondamentaliste Hezb-i-Islami, commandé par M. Gulbuddin Hekmatyar. La vallée du Panshir, située au nord de Kaboul, est contrôlée depuis plusieurs années par le commandant Ahmed Chah Massoud, surnommé le « Lion du Panshir », et rival de M. Hekmatyar. — *(AFP)*.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Violente critique du « révisionnisme » soviétique

L'hebdomadaire idéologique du Parti communiste tchécoslovaque, *Tribuna*, a publié, vendredi 1er septembre, une virulente attaque contre l'écrivain et député communiste soviétique Tchenguiz Aïtmatov et le courant réformateur.

Citant des extraits d'un discours prononcé en juin dernier par M. Aïtmatov devant le congrès des députés du peuple à Moscou, l'auteur estime que ce député soviétique fait partie d'un *« courant petit bourgeois, opportuniste, réformiste et révisionniste de droite au sein du processus de restructuration* (existant) *en URSS et aussi dans certains autres pays socialistes, qui contient une bonne part de nationalisme et aussi de cosmopolitisme bourgeois »*. — *(AFP.)*

Un avion cubain s'écrase à La Havane : 126 morts

Un Iliouchine-62 de la compagnie Cubana de Aviacion s'est écrasé, le dimanche 3 septembre, peu après le décollage de l'aéroport de La Havane (Cuba), sur un quartier d'habitations. Selon un premier bilan, 115 passagers et les membres d'équipage ont péri dans la catastrophe. Il y aurait un survivant. Soixante-trois habitants ont été blessés par la chute de débris et hospitalisés.

L'avion, qui transportait des touristes italiens, se rendait à Cologne (RFA) et Milan (Italie). Le chef de l'Etat cubain, M. Fidel Castro, s'est rendu sur les lieux de la catastrophe, qui pourrait être, en partie, imputable aux mauvaises conditions météo qui régnaient sur la ville au moment de l'accident (*AFP, AP, Reuter.*)

● **Disparition d'un Boeing brésilien en Amazonie.** — Un Boeing-737 de la compagnie aérienne brésilienne Varig, transportant cinquante-quatre personnes, a disparu dimanche soir dans la forêt amazonienne, a annoncé lundi un communiqué de la compagnie. L'appareil effectuait un parcours à étapes multiples entre Sao-Paulo et Belem (nord-ouest du Brésil) quand il a disparu un peu avant son atterrissage prévu à Belem. — *(AFP.)*

Le MRG pourrait se fondre dans une fédération du centre gauche

LA ROCHELLE
de notre correspondant

La difficulté que rencontre le radicalisme pour mener à terme ses désirs d'union ressurgit dès que se présente une idée fédératrice. Le forum organisé, samedi 2 septembre, à l'université d'été des jeunes du Mouvement des radicaux de gauche, qui s'est tenue à La Rochelle du 1er au 3 septembre, a mis en évidence le mal qu'a ce *« centre flou »* à ne pas sacrifier son avenir à ses habitudes.

Pour le président du MRG, M. Yvon Collin, *« l'espace politique »* existe pour un grand rassemblement de centre gauche. *« J'observe qu'il y a 30 % de Français qui ne sont ni conservateurs, ni socialistes »*, a-t-il déclaré, avant de proposer la convocation au début de 1990 d'assises départementales simultanées dans toute la France avec les démocrates de progrès pour entamer *« la première étape d'une démarche confédérale, qui pourrait réunir les écologistes amis de M. Brice Lalonde, l'Association des démocrates, les gaullistes de gauche, les personnalités déçues par la stérilité de la droite, et les radicaux de gauche »*. Il a ajouté que ces derniers *« sont prêts à abandonner le leadership de ce vaste rassemblement à celui ou ceux qui seraient les plus susceptibles de le représenter »*.

M. Dominique Saint-Pierre, vice-président du MRG, a estimé que, si l'ouverture ne se fait pas et ne s'est pas faite, c'est parce que le PS n'y a pas intérêt et qu'il craint de trouver devant lui, à la prochaine élection présidentielle, un grand parti de centre gauche qui ne manquerait pas d'avoir son candidat. Quant à M. Bernard Charles, porte-parole du mouvement, il a jugé son parti *« trop faible pour rassembler à lui seul le centre gauche »*, ajoutant que le MRG *« ne doit pas disparaître dans un conglomérat groupusculaire politicien et parisien, ni intégrer un PS en plein soubresauts »*.

Le choix d'une fédération du centre gauche risquerait, selon certains, de rejeter cette famille de pensée loin des affaires et cela pour des années, faute de se trouver un chef de file.

Invité, M. Jean-Paul Benoît, parlementaire européen et représentant l'Association des démocrates, s'est montré catégorique : *« Je préfère être adhérent d'un groupe politique central que président à vie d'un groupuscule. »*

De son côté, M. Roger-Gérard Scharwtzenberg, président d'honneur du MRG, a mis en garde contre la *« gauche décaféinée »*, qui ferait, *« dix ans après Valéry Giscard d'Estaing, du libéralisme avancé »*.

Si ces discussions n'ont pas permis de dégager une solution miracle aux dissensions traditionnelles du centre gauche, elles auront peut-être montré aux jeunes radicaux de gauche les avantages d'une certaine méthode de travail. Une méthode que M. Roger Leray, ancien grand maître du Grand Orient de France, leur avait suggérée au début de leurs travaux en évoquant la mission conduite par M. Christian Blanc en Nouvelle-Calédonie et à laquelle il participait. Une méthode qui consiste à laisser parfois ses opinions les plus personnelles au vestiaire avant d'attaquer une œuvre commune.

CLAUDE DUBILLOT.

PCF : les reconstructeurs en fête

LIMOGES
de notre correspondant

« Le PCF est en danger de mort » : c'est sur ce thème que s'est tenue, samedi 2 et dimanche 3 septembre, la fête des *« reconstructeurs communistes »* à Saint-Yrieix-La-Perche (Haute-Vienne), fief de M. Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, ancien membre du comité central, ancien directeur politique du quotidien communiste régional *l'Echo du Centre*, et chef de file des « reconstructeurs ». Une fête rurale classique, politico-folklorique, que les circonstances ont transformée en événement national. De par la présence de MM. Marcel Dufriche et Lucien Lanternier, maires honoraires respectivement de Montreuil et de Gennevilliers, de M. Gaston Viens, maire d'Orly (très applaudi), exclu du PCF lors des récentes élections municipales, et de M. Jean Breteau, ancien responsable de la fédération CGT des métaux.

Au départ, il s'agissait d'une manifestation traditionnelle de soutien au quotidien communiste régional *l'Echo du Centre*, mais, la section organisatrice ayant été exclue de fait du PCF (*le Monde* du 2 août 1989), elle a décidé de maintenir sa fête estivale, en la tranformant en fête de l'ARIAS (Association de recherche et d'initiatives pour l'autogestion et le socialisme), sigle des « reconstructeurs » du PCF.

Cette fête a concrétisé, sur le terrain, une réalité : l'existence en Limousin de deux PCF. Etaient, en effet, présents à cette fête « dissidente » deux adjoints communistes au maire de Limoges, Mme Hélène Constans, et M. Jacques Jouve (tous les deux anciens députés), M. Roland Mazoin, maire de Saint-Junien (deuxième ville de la Haute-Vienne, communiste depuis le congrès de Tours en 1920), et plusieurs dirigeants syndicaux salariés ou agriculteurs, élus communistes au conseil général de la Haute-Vienne et au conseil régional du Limousin.

M. Marcel Rigout a conclu sur la nécessité pour le PCF de *« produire de nouvelles idées, de nouvelles analyses, et de proposer dans un langage nouveau des perspectives démocratiques »*.

GEORGES CHATAIN.

LE PRIX DE LA MODE ET LES PRIX DU METRE...

Il y a abondance de Mode dans chaque mètre de nos tissus, mais sans le prix de la Mode. Pour de superbes tissus, nos prix sont de braves prix, qui n'ont pas la "grosse tête," des prix charmants genre : 38 F, 92 F, 25 F, 178 F, 64 F, 245 F, etc., il y en a pour tous les goûts, des prix ronds, style 100 F, 50 F, 200 F, 150 F, des prix gentils, complaisants, rassurants et même géniaux...

RODIN
36, CHAMPS-ELYSÉES PARIS

M. Le Pen mobilise « ses » jeunes contre le sida

BOURGES
de notre correspondant

« A ces sinistres individus qui, dans une « boîte » offrent de la drogue gratuitement pour mieux asservir par la suite de futurs clients, je vous dis : cassez-leur la gueule ! » M. Jean-Marie Le Pen, en clôture des universités d'été des jeunes du Front national, a musclé ses propos en lançant ses directives pour l'année aux jeunes cadres du FNJ réunis au château du Cercle national des combattants : *« Je voudrais que le FNJ consacre dans l'année qui vient ses efforts à lutter contre deux fléaux qui menacent jusqu'à l'existence de l'humanité : la drogue et le sida. »*

M. Martial Bild, responsable national des jeunes du Front national, avait, en préambule, taillé sur mesure un discours de choc : *« Il n'y a pas de malaise parmi les jeunes cadres du Front national, pas d'états d'âme, mais une volonté de conquête qu'il nous faut concrétiser par notre présence aux portes des lycées et des collèges. »* Après avoir qualifié de *« menteurs »* ceux qui affirment que l'usage du préservatif met à l'abri du sida, M. Le Pen a annoncé, pour l'année qui vient, *« un énorme effort de recrutement auprès de la jeunesse française »*.

P. M.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Conséquences de la sécheresse

Un manque à gagner de 700 à 800 millions de francs pour EDF

CHAMBÉRY
de notre correspondant

« La sécheresse de cet été va représenter un manque à gagner de 700 à 800 millions de francs », a indiqué M. Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF lors des rencontres d'été aux Arcs (Savoie). Selon lui, cette perte est constituée par une baisse de la production hydraulique (5 000 mégawatts sur les 45 000 de puissance appelée), due à la fois à une difficulté de remplissage des barrages, mais aussi à un déstockage de certaines installations à la demande des pouvoirs publics dans le sud de la France, pour lutter contre les incendies de forêts.

La production nucléaire a également été touchée avec une diminution d'environ 2 500 MW *« à cause du manque d'eau pour alimenter les circuits de refroidissement, notamment dans les centrales du Tricastin et de Saint-Alban (Drôme) »*, a précisé M. Bergougnoux. Selon lui, toutefois, *« l'été 1989 aura été moins dramatique que celui de 1976, et il faudra attendre l'automne pour vérifier le niveau de remplissage des barrages hydrauliques essentiels en hiver »*.

EN BREF

● **GRANDE-BRETAGNE : Explosion criminelle à Londres.** — Une femme a été grièvement blessée dimanche soir 3 septembre par l'explosion d'une bombe devant le grand magasin Liberty dans le centre de Londres. La police a indiqué qu'elle avait reçu un appel téléphonique l'avertissant de l'attentat, peu avant l'explosion. Celle-ci s'est produite alors que des artificiers cherchaient l'engin. Dans son appel, le correspondant anonyme a mentionné les *Versets sataniques* de Salman Rushdie, considérés comme blasphématoires pour l'islam. — *(Reuter.)*

● **IRLANDE DU NORD : deux morts dans une fusillade à Belfast.** — Une fusillade dans le quartier catholique de Belfast a fait deux morts samedi 2 septembre, un catholique assassiné par deux hommes à moto et l'un des deux agresseurs, tué lors de l'intervention ultérieure des policiers, a annoncé la police nord-irlandaise. Le deuxième agresseur a été blessé après une course poursuite avec la police, selon la même source. Il a été placé en état d'arrestation et hospitalisé. La victime catholique, âgée de quarante-quatre ans, n'appartenait pas aux forces de sécurité en Ulster. — *(AFP.)*

● **Mort du bébé panda de Washington.** — Le bébé panda né le 1er septembre au zoo de Washington n'a survécu que deux jours après avoir été placé en couveuse et avoir reçu des soins intensifs. Ce petit panda, cinquième rejeton du couple Ling-Ling et Hsing-Hsing, offert en 1972 au président Nixon par le gouvernement chinois, est donc mort comme ses frères et sœurs très peu de temps après sa naissance, victime d'un mal inconnu. Les experts pensent que la mère panda, âgée aujourd'hui de vingt ans, ne pourra plus procréer. — *(AFP, Reuter, AP.)*

● **FOOTBALL : Norvège-France.** — Pour rencontrer la Norvège, mardi 5 septembre, à Oslo, en match éliminatoire de la Coupe du monde de football 1990, l'équipe de France aura la composition suivante : Bats, Amoros (cap.), Le Roux, Sauzée, Di Méco, Ferreri, Deschamps, Pardo, Pérez, Papin, Cantona.

A nos lecteurs

Le transfert progressif de l'impression du journal de la rue des Italiens vers la nouvelle imprimerie d'Ivry peut entraîner momentanément certains retards dans la distribution.

Tout est mis en œuvre pour limiter ces difficultés. Nous prions nos lecteurs qui en seraient momentanément victimes, de bien vouloir nous en excuser.

Le numéro du « Monde » daté 3-4 septembre 1989 a été tiré à 514 863 exemplaires

A B C D E F G H

Sur le vif

L'affaire du siècle

Eh ben, voilà, il a fini par la trouver, sa place de première, Maradona. Le pauvre, depuis un mois, chaque fois qu'il se pointait à l'aéroport de Buenos-Aires et qu'il demandait un aller sans retour pour Naples, on lui disait : OK, mais seulement en classe affaires. Et ça, il voulait pas. C'en est pourtant une bonne, d'affaire. L'affaire du siècle. Vous savez combien il a empoché cette année, le footballeur le mieux payé de la planète ? 40 millions de francs, ouais, c'est ça, 4 milliards de centimes.

Tout ce fric qui vous dégringole sur la tête, ça vous le tourne, normal. Alors il fait sa coquette, Dingo Diego. Il se sent plus péter. Il menace. Si les Ritals commencent à lui chercher des poux, s'ils s'avisent de retenir 40 % de son salaire et de lui foutre une amende sous prétexte qu'il s'est permis de prolonger ses vacances en Argentine, il s'arrête de jouer. Point à la ligne.

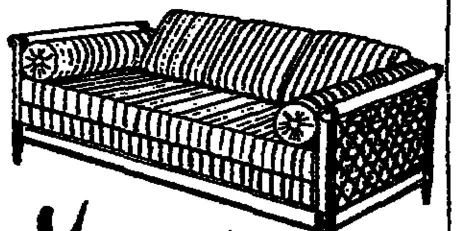
C'est de la frime. Ils le tiennent. Ils ont un contrat en béton. Pensez bien que s'ils l'ont payé 60 millions — un bon placement, il a déjà rapporté près de dix fois la mise, — c'est pas pour le céder au plus offrant. La Camorra pareil. Notre correspondant en Italie vous l'a dit. Avec son diam dans l'oreille, ses histoires de bonnes femmes et ses manières de mauvais garçon, Maradollar, son meilleur copain, c'est Giuliano, le plus méchant des *mafiosi* du coin. Il a été arrêté pour meurtre en 1981.

Alors, tout ce cirque, Marseille, ira, ira pas, à mon avis, ça tient pas debout. Ou plutôt si, ça tient à un coup de fil, à un coup de pub. Tapie était très emmerdé : comment faire la « une » des journaux, comment être la vedette du feuilleton de l'été, tout en se baladant sur son yacht au large de la Sardaigne ? IBM est pas à vendre. Il y a pas mairie à prendre... Et brusquement une idée de génie : Allô, Diegito ? Ici Nanard. Ecoute voir, mon gros, j'ai un truc à te proposer. Tu me laisses raconter qu'on est en pourparlers, que je suis prêt à te racheter 20 millions, que tu rêves de venir à l'OM, et je te verse ni vu ni connu... Combien tu dis ? Banco, c'est cadeau ! Merci, chéri.

CLAUDE SARRAUTE.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIIIe siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12e, 43-43-65-58.

SCIENCE & VIE

VOYAGER 2 : NEPTUNE ENFIN ?

Après un voyage interplanétaire de quatre milliards et demi de kilomètres, le robot de la NASA survole Neptune, la planète géante. Récit d'un exploit. Frisson garanti.

EGALEMENT AU SOMMAIRE :
• Tunnel sous la Manche : le chantier du siècle.
• Comment reconstruire les forêts ?
• Métiers d'avenir : Pilote de ligne.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE